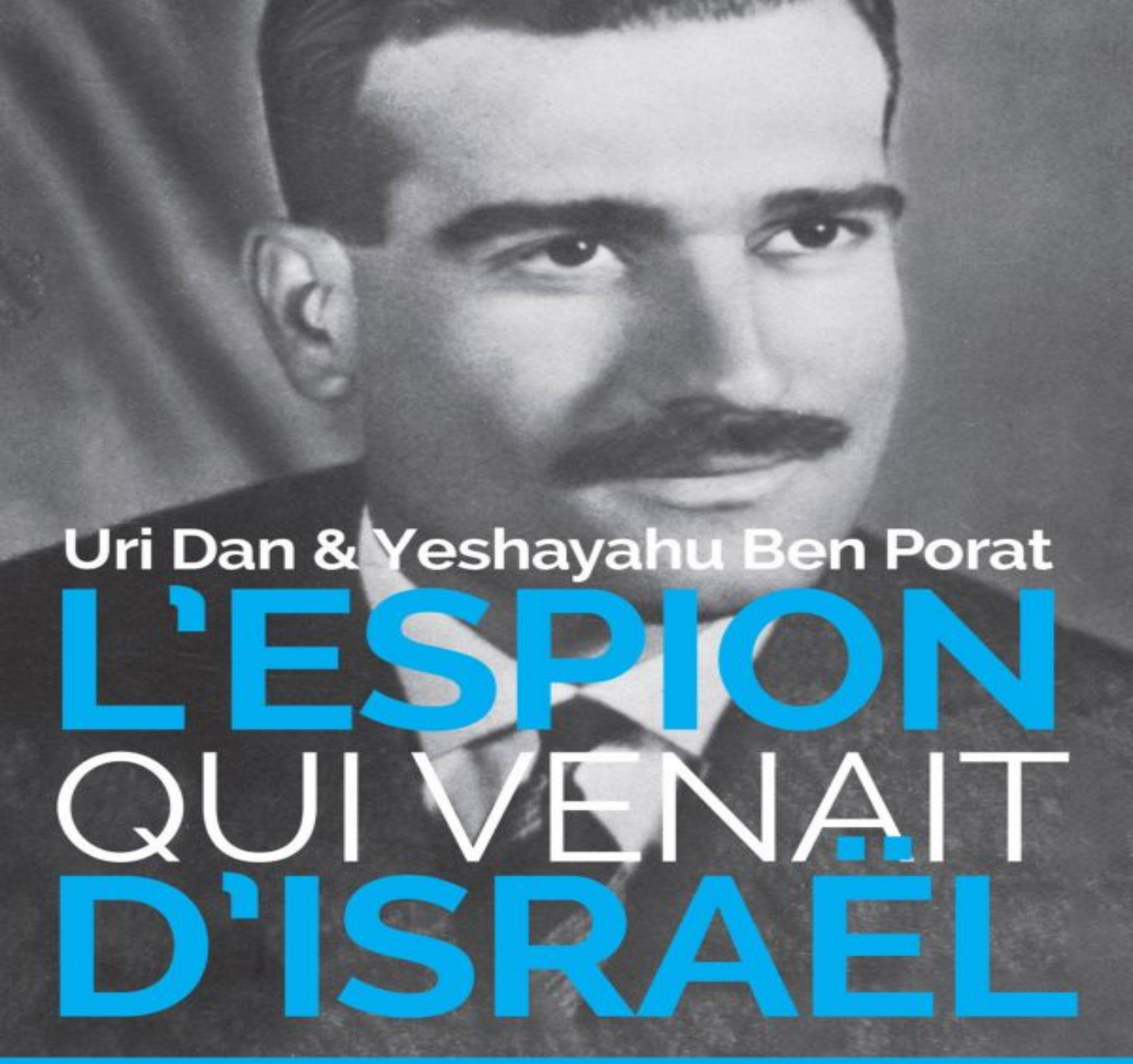

Uri Dan & Yeshayahu Ben Porat

L'ESPION QUI VENAIT D'ISRAËL

LE LIVRE QUI A INSPIRÉ LA SÉRIE

THE SPY

AVEC SACHA BARON COHEN

UN LIVRE D'ENVERGURE SUR UN DES AGENTS SECRETS LES PLUS CÉLÈBRES DU MONDE

fayard

Uri Dan et Yeshayahu Ben Porat

L'espion qui venait d'Israël

L'Affaire Eli Cohen

Fayard

Aux combattants anonymes
pour la liberté d'Israël.

1

La dernière nuit

Lundi, le 17 mai 1965, quelques minutes avant minuit, Eli Cohen sut qu'il allait mourir.

Les pas rapides des gardiens qui firent résonner le corridor, et le bruit de la clé dans la serrure de sa cellule isolée, l'avaient fait sursauter dans son sommeil. Redressé d'un geste brusque sur son lit de camp, à moitié éveillé, il distingua d'abord, dans la faible lumière d'une veilleuse jamais éteinte, deux soldats syriens. L'espace d'une seconde il imagina que la séance de tortures de la veille et de l'avant-veille allait recommencer.

Il se réveilla entièrement. C'est seulement alors qu'il constata la présence, entre les deux soldats, du président du tribunal militaire spécial, le colonel Dalli, et du vieux rabbin de Damas, Nissim Andabo. La visite imprévue, en pleine nuit, du colonel accompagné du rabbin le mit devant l'évidence de son exécution imminente. Il n'eut pas le temps de réagir.

Déjà le robuste colonel lui ordonna de sa voix gutturale, exagérément enflée, de se vêtir et se mettre au garde-à-vous.

Il était minuit précis quand Eli Cohen, au garde-à-vous dans la cellule la mieux gardée de la prison El-Maza, à Damas, entendit ces paroles de la bouche du colonel Dalli :

« Tu seras exécuté cette nuit, par pendaison, jusqu'à ce que mort s'ensuive. »

L'officier syrien, qui s'était adressé à Eli Cohen en arabe, fit un pas en arrière, pour laisser sa place au rabbin Nissim Andabo. L'octogénaire vieillard à barbe blanche, courbé par l'âge et brisé par l'émotion, se mit alors à réciter de sa voix chevrotante une prière en hébreu : « El Malé Rahamin… », « Dieu plein de miséricorde ». La prière que l'on dit au chevet d'un mourant.

Eli Cohen murmura la prière avec le rabbin, et le vieillard ne put s'empêcher de pleurer. Eli eut alors un geste pour le soutenir. Au moment où le rabbin Andabo, perdant tout contrôle, se trompa de verset, Eli, se souvenant de la prière traditionnelle, corrigea le rabbin.

Entouré de soldats, précédé par le colonel Dalli et accompagné du rabbin, Eli Cohen traversa lentement les longs couloirs sinistres de la prison El-Maza. Arrivé au rez-de-chaussée, tout le groupe dut s'attarder pour d'ultimes formalités, alors que d'autres officiers syriens, par petits groupes, se tenaient à distance. Eli reconnut parmi eux ses juges du tribunal militaire spécial. Le silence lugubre qui pesait sur toute l'assistance ne fut troublé que par la voix du rabbin, récitant ses prières, et, de temps à autre, par des ordres en arabe, nerveusement jetés par l'un ou l'autre des officiers présents.

Il était près de 2 heures du matin quand s'ouvrirent les deux battants de la lourde porte qui donne sur la cour intérieure de la prison, pour laisser passage au condamné à mort et à sa suite de gardiens et de juges.

Une caravane de voitures et de camions de l'armée syrienne s'était déjà formée dans la cour, crûment éclairée par les projecteurs de la prison et les phares des véhicules dont les moteurs tournaient depuis un moment. En tête de la caravane, était placée une élégante limousine américaine noire, dans laquelle prit place le chef des services secrets de l'armée syrienne, le lieutenant-colonel Ahmed Souedani – l'actuel chef d'état-major de la Syrie.

Eli Cohen, les mains liées derrière son dos, vêtu de l'uniforme en toile brune des prisonniers militaires, fut poussé dans la camionnette qui se trouvait au milieu de la caravane. Le rabbin Nissim Andabo prit place à côté de lui. Quatre soldats armés de fusils-mitrailleurs ne le quittèrent pas des yeux.

Puis s'ouvrirent les portes extérieures de la prison, et la caravane s'ébranla dans la nuit tiède et humide, à travers les rues endormies de Damas.

Assis dans la camionnette militaire recouverte d'une bâche, Eli Cohen ne pouvait voir le trajet parcouru par le convoi. Mais il savait que son exécution allait avoir lieu au même endroit où, à Damas, depuis des siècles, se dresse la potence publique.

Lorsque stoppèrent les voitures, que retentirent à nouveau des ordres militaires, disparates et vociférés, et que fut relevée la bâche arrière de la camionnette, Eli reconnut face à lui le bâtiment du poste de police qui se trouve au coin de la place centrale de Damas, la fameuse Place El-Marga qui, sublime ironie du sort, signifie « Place des Martyrs ». Non moins ironique et cruel était le nom que le peuple de Damas avait donné, depuis des années, au poste de police vers lequel on poussa Eli Cohen après l'avoir fait quitter, en compagnie du rabbin, la camionnette : « L'abattoir ».

« L'abattoir » devait être la dernière station du condamné à mort, avant d'être pendu sur la place.

Précédés et suivis par des officiers syriens, entourés de soldats, gardés par des policiers, Eli Cohen et le rabbin furent conduits à une table en bois rudimentaire, qui occupait le centre de la pièce principale du poste de police. Assis d'un côté de la table, avec en face de lui le vieillard récitant maintenant des psaumes à la louange de Dieu, Eli Cohen aperçut en cet instant le lieutenant-colonel Ahmed Souedani, qui silencieusement le fixa de ses yeux perçants.

Le condamné à mort ne pouvait pas savoir que le chef des services secrets syriens se trouvait, vingt-quatre heures plus tôt, à Moscou, en mission officielle, et qu'il avait été rappelé d'urgence par le président de la Syrie, le général Amine Hafez, précisément à cause de l'exécution de l'espion Cohen.

Le président Hafez et son entourage militaire avaient des craintes, fondées sur des informations secrètes, d'avoir à affronter par suite de la condamnation à mort de Cohen, une attaque de la part de leurs voisins israéliens. Le général Hafez avait en conséquence donné des ordres stricts pour que la date de l'exécution, décidée à peine deux jours plus tôt, ne soit connue que d'un nombre très restreint d'officiers supérieurs de la junte militaire ; et pour que les chefs du gouvernement et du parti, ainsi que les responsables de l'armée, soient présents à Damas dans la nuit du 18 au 19 mai.

Hafez avait également donné l'ordre d'expédier tout le long de la frontière avec Israël, de El-Hama au sud jusqu'aux collines face au village de Dan, dans le nord, des renforts motorisés, équipés de plusieurs batteries de mortiers et de canons. Durant la nuit du 18 au 19 mai, les postes israéliens sur la frontière syrienne purent suivre dans leurs jumelles le

mouvement des phares de l'important appareil militaire mis en place sur les collines ennemies.

Eli Cohen ne savait rien de tout cela, comme il ne pouvait savoir davantage si le monde extérieur était au courant de son arrestation, du procès à huis clos et de la sentence finale. Cent jours, jour pour jour, s'étaient écoulés depuis le matin où les officiers du service spécial avaient enfoncé la porte de son appartement, en plein centre de Damas. Depuis ce matin-là, il avait été coupé du monde.

Le colonel Dalli s'adressa à lui :

« Eli Cohen, tu peux, si tu le désires, rédiger ton testament ou écrire une dernière lettre. »

Eli, qui depuis son réveil à minuit n'avait pas échangé une seule parole avec les militaires syriens qui l'entouraient, eut un mouvement vers le rabbin Andabo et lui dit d'une voix calme, mais entendue clairement par toutes les personnes qui se trouvaient dans la pièce :

« Je n'ai pas de dettes. Je ne dois rien à personne. Je ne veux pas rédiger de testament. Mais j'ai un dernier devoir envers ma famille. Je voudrais écrire une lettre à ma femme et mes enfants. »

On mit devant lui quelques feuilles de papier et une plume. Lentement, avec le calme de quelqu'un qui réfléchit au sens de chaque mot qu'il trace sur le papier, Eli Cohen écrivit alors les lignes suivantes :

À ma femme Nadia et à ma chère famille,

Je vous écris ces derniers mots pour vous engager à rester unis. Je te prie, Nadia, de me pardonner, et de prendre soin de toi-même et des enfants et de veiller à leur éducation parfaite. Ne néglige ni toi, ni les enfants afin qu'ils ne manquent de rien. Garde toujours de bonnes relations avec ma famille. Je t'engage également à te remarier, afin que tes enfants aient un père. Tu es absolument libre de le faire. Je te prie de ne pas passer ton temps à pleurer sur des choses qui ne sont plus. Pense toujours à l'avenir.

J'adresse mes derniers baisers à toi, et à Sophie, Iris et Shaul, ainsi qu'à toute la famille. N'oublie personne de notre famille. Transmets-leur mes dernières pensées et amitiés.

N'oubliez pas de prier pour le salut de mon père et pour le salut de mon âme.

À vous tous, mes derniers baisers, et Shalom,

Eli Cohen
18 mai 1965

Eli Cohen avait écrit ces lignes en arabe. Il repoussa le feuillet, se ravisa, reprit la lettre et une autre feuille blanche, et recopia les mêmes lignes, mais cette fois-ci en français. Puisqu'on ne lui avait pas permis d'écrire sa lettre dans la langue de son pays, il avait choisi de la récrire en français, afin que son dernier message à sa femme et sa famille ne reste pas rédigé uniquement en arabe.

Le colonel Dalli plia les deux lettres, les empocha, et fit à Eli un geste qui signifia qu'il était temps de partir. À quelques dizaines de mètres du poste de police, au centre de la Place des Martyrs, se dressait la potence.

Il était maintenant 3 heures du matin.

À l'ombre des projecteurs qui, du haut de mâts, illuminaient le centre de la place et la tribune sur laquelle se dressait la potence, se massaient depuis minuit plusieurs milliers de personnes. Radio-Damas avait annoncé peu avant minuit que l'espion Eli Cohen allait être pendu sur la Place des Martyrs au courant de la nuit.

On vit alors une étrange procession de centaines de personnes, qui, sorties de leurs lits, se dirigèrent de toutes parts vers la Place des Martyrs. Il en venait des quartiers pauvres et des rues tortueuses du Vieux-Damas, qui s'étend d'un côté de la place ; comme il en venait, aussi nombreux, du quartier résidentiel moderne, de l'autre côté, où habitent de préférence, depuis 1945, les dignitaires du régime, les familles riches, les officiers de carrière. Il en venait de partout vers ce haut lieu de tous les événements glorieux ou macabres de la République syrienne, qui tant de fois déjà avait vu se dresser, au petit matin, la potence, ou avait célébré les champions des coups d'État successifs.

Eli Cohen, qui dans un instant allait gravir les marches de la tribune funeste, avait lui-même contemplé sur cette place, badaud parmi les badauds de Damas, les blindés à chenilles de l'armée israélienne, exposés ici en l'hiver 1962, après que l'armée syrienne les eut ramenés des combats de Noukeib, sur les collines qui surplombent le lac de Tibériade.

Dès minuit, des milliers de personnes avaient donc pris position tout autour de la place illuminée, tenus à distance des barbelés qui entouraient la

tribune par des soldats et des policiers armés jusqu'aux dents. Un silence chargé d'émotion et de peur régnait sur la Place des Martyrs.

Peur instinctive de tout être devant la potence, certes. Mais peur instinctive aussi, sans aucun doute, de voir apparaître celui qui depuis trois mois avait inlassablement été décrit par la presse et la radio comme un « maître-espion », un « criminel sans précédent », un « véritable Satan sous forme humaine ». L'espion Eli Cohen, aux yeux de millions de citoyens syriens, était donc devenu un être exceptionnel, doué de facultés presque surhumaines, puisqu'il avait réussi, plusieurs années durant, à tromper la vigilance de la puissante junte militaire et à déjouer l'important appareil des services secrets syriens. Le peuple de Damas avait quitté son lit, à minuit, pour voir de près Eli Cohen vivant – et mort.

Jamais on ne saura ce qui se passa dans le cœur d'Eli, au moment où, refusant l'aide du colonel Dalli et gravissant seul les marches de la tribune, il dut sentir le silence oppressant et tendu de la foule qui, retenant son souffle, l'observait maintenant. Les témoins les plus proches de son exécution – un groupe d'une cinquantaine de journalistes, de photographes et d'opérateurs de la Télévision syrienne – le virent blême, mais calme, quand le bourreau de Damas, un géant du nom de Abbu-Salim, le revêtit du sac blanc des condamnés à mort, grossièrement cousu sur les flancs, sans lui délier les mains ; quand le colonel Dalli, en présence de tous les membres du tribunal militaire qui l'avaient condamné, lui posa une fois encore la question qui, depuis son arrestation, avait obsédé les chefs de la Syrie :

« Eli Cohen, avais-tu des complices en Syrie ? Qu'as-tu à déclarer ? »

Ces mêmes témoins entendirent alors la réponse du condamné, répétant une fois de plus ce que ses bourreaux avaient réussi à lui faire dire au bout de semaines de tortures :

« Je regrette tout ce que j'ai fait, et je confirme mes déclarations antérieures. »

Une heure plus tard le colonel Dalli devait expliquer à la presse qu'Eli Cohen voulait dire par cela qu'il avait avoué n'avoir pas eu de complices syriens.

Après sa déclaration, Eli Cohen tourna le dos au colonel Dalli et gravit les marches de la potence, où l'attendait déjà Abbu-Salim. Le bourreau,

avant de lui mettre la corde au cou, lui tendit un capuchon à rabattre sur les yeux. Eli le refusa du regard.

Une dernière fois Eli put entendre la prière « Dieu plein de miséricorde » de la bouche du vieillard Nissim Andabo qui se tenait au pied du gibet. Puis tout se déroula à une vitesse vertigineuse. Les spectateurs de la Place des Martyrs, et plus tard ceux de la Télévision syrienne, eurent à peine le temps de se rendre compte que le condamné à mort avait refusé de se cacher le visage derrière le capuchon, que déjà, la nuque brisée, sa tête pendait inanimée sur la poitrine.

Il fallut tout de même quatre-vingt-dix secondes jusqu'à ce qu'il rendît l'âme, et encore deux minutes et demie jusqu'à ce que Abbu-Salim déclarât à l'intention des membres du tribunal militaire :

« Eli Cohen est mort. »

Il était 3 h 35 du matin, le 19 mai 1965.

C'est encore le colonel Dalli qui se chargea du dernier acte, inévitable en Syrie, de cette exécution. Il colla sur le sac blanc, qui recouvrait le cadavre, une grande feuille de papier sur laquelle on pouvait lire en gros caractère arabes, la sentence du tribunal militaire qui avait jugé et condamné l'espion :

« Eliahou Ben Shaul Cohen est condamné à mort au nom du peuple arabe de Syrie, après avoir été déclaré coupable de s'être introduit en territoire militaire et avoir communiqué des informations secrètes à l'ennemi. »

Ainsi prit fin l'épopée extraordinaire de Eli Cohen qui, dans sa patrie comme en pays ennemi, est devenu depuis lors une légende.

Dix mille personnes défilèrent durant cette nuit et jusqu'à 10 heures du matin devant son cadavre exposé sur la place. Le ciel étoilé de la nuit de mai avait cédé la place à l'implacable soleil de ce début d'été syrien, lorsque les autorités de Damas firent décrocher le cadavre et l'enterrèrent, le jour même, au cimetière juif de la ville.

Eli Cohen y repose jusqu'à ce jour, le gouvernement de Damas ayant refusé, à plusieurs reprises, de livrer ses restes à sa famille en Israël.

2

Jeunesse en Égypte

Eli Cohen avait vécu depuis sa naissance et jusqu'à l'âge de trente-deux ans en Égypte. Mais durant les dernières années de son séjour en Égypte, il fut séparé de sa famille, se consacrant entièrement à l'activité qui, dès son adolescence, avait marqué sa vie : l'émigration des Juifs égyptiens en Israël.

La famille Cohen était originaire de Syrie. Plusieurs générations des leurs avaient vécu à Allepo, dans le nord du pays, ville qui pendant des siècles avait abrité une florissante communauté juive. Une partie de la famille Cohen quitta au début du siècle la Syrie et se rendit à Alexandrie, en Égypte – délaissant la Palestine qui, à l'époque, était encore gouvernée par les autorités turques. Eli Cohen vit le jour à Alexandrie, en décembre 1924.

Ses parents, comme la plupart des familles juives orientales, portaient l'orgueil d'une nombreuse progéniture, originaire en majeure partie d'Alexandrie. Après Odette, l'aînée, naquit Eli, gloire mâle de la famille, et ainsi nommé d'après le prophète Eliahou. Après Odette et Eli naquirent successivement, Maurice, Esra, Sara, Sion, Ephraïm, et enfin le benjamin, Albert-Abraham.

Alors que la mère et le père, fier juif oriental qui aimait à couvrir sa tête d'un fez folklorique de couleur rouge, pouvaient passer des soirées entières à raconter les bons souvenirs d'Allepo, s'exprimant en dialecte syrien avec l'accent de leur ville natale – les six garçons et les deux filles grandirent comme de parfaits juifs égyptiens.

Les parents ne pouvaient alors imaginer qu'un jour de 1962 leur fils Eli retournerait à Allepo en tant qu'espion israélien, avec mission de suivre de près le soulèvement des officiers contre le régime syrien.

Eli Cohen fit ses études à l'école Maïmonides de la communauté juive d'Alexandrie. Le garçon maigrichon, aux beaux cheveux noirs, y suivit ses premières leçons d'hébreu, langue qu'il apprit dans le texte des livres

sacrés. Ce fut un brillant élève, premier de sa classe et, de ce fait, il n'eut aucune difficulté à suivre, plus tard, les cours de la Midrasha (Institut de Hautes Études hébraïques) du rabbin Moshé Ventura, également à Alexandrie.

Les bonnes relations qui existaient à l'époque entre la communauté juive d'Alexandrie et ses habitants arabes avaient un effet contraire sur la minorité juive, de celui que pareil état de choses produit, généralement, en Occident. Les Juifs d'Alexandrie, loin de s'assimiler au sein de l'écrasante majorité musulmane, mirent tout en œuvre pour perpétuer leur tradition et la transmettre aux nouvelles générations. Ce qui explique pourquoi les enfants de la famille Cohen, et à leur tête le fils aîné Eli, suivirent dès leur enfance les cours d'une école juive communautaire. Le patrimoine judaïque, l'étude de la Bible et des Livres sacrés, la lecture des commentateurs de la Tradition écrite et orale, les coutumes et les rites de la vie de tous les jours, ainsi que l'observation des strictes lois qui règlent la vie des Juifs croyants comme une montre, passèrent, à Alexandrie, littéralement de pères en fils.

Mais Eli Cohen, qui très tôt avait eu droit à la flatteuse épithète d'« Iluj » (élève supérieur), ne se contenta pas de l'enseignement juif proprement dit. Il consacra une grande partie de son temps à étudier la langue arabe et sa littérature, et apprit à la perfection la langue française. Il était doué pour les langues et, encore à l'âge d'écolier, il fut capable de s'exprimer librement et couramment en hébreu, en arabe et en français.

Ses camarades d'école racontent qu'Eli fut un élève différent des autres. Rarement on le vit prendre part aux parties de football improvisées aux heures de récréation dans le préau de l'école. La plupart du temps, il profita de l'occasion pour s'isoler dans un coin et réviser une leçon ou relire une page d'un des livres qu'il traînait partout avec lui. Les seuls sports qu'il pratiquait à l'époque étaient la nage dans la mer d'Alexandrie et la course, après le bain de mer, sur la plage sablonneuse.

Eli Cohen venait d'avoir dix-huit ans lorsque la Deuxième Guerre mondiale atteignit les frontières de l'Égypte. Les armées de Rommel étaient, en 1942, aux portes d'Alexandrie. Des bombardiers italiens survolaient fréquemment la ville, larguant leurs bombes sur le port, une des principales bases maritimes des Alliés en Méditerranée.

La communauté juive d'Alexandrie ressentit ces événements d'une façon fort différente de la population autochtone. La peur s'était emparée des Juifs à l'approche des Allemands alors que la majorité des Arabes étaient prêts à accueillir les soldats de Rommel les bras ouverts.

Un camarade de classe d'Eli Cohen, David Croudo, actuellement conseiller économique à Tel-Aviv, se souvient que les fréquentes alertes à l'approche des bombardiers n'impressionnèrent que fort peu le jeune homme. Il s'en moqua ouvertement et négligea même plusieurs fois de rejoindre ses camarades dans l'abri antiaérien de l'école. Déjà à l'âge de dix-huit ans, il se caractérisa par son calme intérieur et une tendance prononcée à la témérité. David Croudo se souvient qu'Eli, aux heures les plus tendues, avait eu l'habitude de s'adresser à ses camarades de classe énervés, trouvant des mots d'humour pour les calmer et atténuer la tension générale.

Il fut d'ailleurs pour eux plus qu'un élève parmi les autres. Une distance naturelle semble s'être établie entre ce garçon studieux, plutôt renfermé, et ses camarades de classe. Sans hésiter, il était capable de donner un coup de main à un camarade qui avait des difficultés à suivre les cours. On se souvient aussi qu'il se souciait peu de la discipline de l'école, et que, durant les examens écrits, il avait fait passer de banc en banc les solutions de certains problèmes qui risquaient de « coller » des camarades moins doués. Pourtant ses camarades furent d'accord pour affirmer qu'Eli fut un garçon renfermé, ne participant que peu à la vie de son entourage. C'est pourquoi, plus de vingt années après, ses anciens camarades dirent de lui volontiers qu'il était un garçon « étrange ».

La vérité est peut-être plus banale que ce jugement tardif. Eli fut ce garçon renfermé et appliqué, se tenant un peu à l'écart, parce qu'il vivait dans des conditions matérielles différentes de ses camarades. Ses parents étant trop pauvres pour subvenir aux besoins des huit enfants, c'est Eli, l'aîné, qui fut obligé de secourir sa famille et de couvrir lui-même les frais de ses études.

Le père d'Eli Cohen possédait une petite boutique de cravates à Alexandrie, dont le revenu était insuffisant pour nourrir toute la famille. Eli travailla à ses heures de loisir dans la boutique de vêtements d'un des cousins de la famille pour gagner l'argent nécessaire à ses études. Il n'avait ni les moyens, ni l'argent, pour aller au cinéma et jamais il n'eut l'habitude

de déjeuner comme ses camarades d'une soupe d'haricots blancs, truffée de viande, que leur vendait un marchand ambulant juif qui, chaque midi, poussait son fourneau dans la cour de l'école du rabbin Ventoura.

Pourtant dès cette époque, Eli s'accorda un passe-temps qui devint plus tard sa passion et devait rendre d'incomparables services lors de sa mission en Syrie. En 1937, à sa fête de Bar-Mizva, le garçonnet âgé de treize ans étrenna un petit appareil photographique, du genre « Box-Kodak », qu'on avait l'habitude d'offrir aux enfants. L'appareil l'enchanta à tel point qu'il ne s'en sépara plus, prenant des photos à toute occasion. Il exerça son talent tout particulièrement après la naissance du benjamin Albert-Abraham : l'album contenant des dizaines de photos de l'enfant et de la famille, toutes de la main d'Eli, demeura l'un des souvenirs les plus précieux de la famille Cohen, en Israël.

Autre passe-temps du jeune Eli Cohen, lequel aussi allait contribuer à former son sens de l'observation : le jeu, répandu parmi les jeunes, de l'identification des voitures d'après leur marque et l'année de production. Eli passait des heures sur le balcon de l'appartement familial pour suivre de son regard les voitures qui défilaient dans la rue, apprenant à distinguer la silhouette des cylindrées d'origine américaine ou européenne, qui, déjà à cette époque, suscitaient l'envie et la jalousie de tous les jeunes. Très tôt, il apprit aussi à distinguer les « Spit-fire » de la Royal Air Force des « Messerschmidt » de l'aviation allemande qui se livraient des batailles dans le ciel d'Alexandrie.

Eli Cohen avait accroché des photos d'avions de combat au-dessus de son lit, sans savoir que vingt ans plus tard, ce serait lui qui allait fournir les premières photos des « Mig » soviétiques de l'aviation syrienne aux services de renseignement de l'armée d'Israël.

Une troisième occupation qu'Eli Cohen partageait volontiers avec ses camarades contribua également à développer son sens de l'observation. C'était un jeu qui consistait à contempler durant un temps limité un objet et à le cacher ensuite, pour le dessiner de mémoire avec le maximum de détails. Cet exercice n'était, d'une certaine manière, qu'un complément volontaire du système d'enseignement pratiqué dans les écoles juives : les élèves étaient rigoureusement tenus d'apprendre par cœur des chapitres entiers de la Bible et des quantités appréciables de prières traditionnelles. C'est pourquoi Eli Cohen, le 18 mai 1965, deux heures avant d'être pendu

n’eut aucune difficulté à se remémorer la prière des morts que lui récitait le rabbin de Damas.

Les études prolongées à l’école du rabbin Ventoura avaient fait d’Eli Cohen un candidat naturel au rabbinat. Chaque fois que le rabbin, pour une raison ou une autre, était obligé de s’absenter du cours, c’est Eli qu’il chargeait de le remplacer. « Eli a une tête de génie », avait dit un jour le rabbin Ventoura à ses parents, et il insista pour qu’on l’inscrive au séminaire rabbinique de l’île Rhodes, en Grèce.

Que savaient alors le rabbin Ventoura, les parents et Eli lui-même d’une recommandation humoristique qui, depuis des années, a cours dans les milieux des services secrets israéliens et qui dit textuellement : « Ne vous attendez jamais à voir un rabbin devenir espion. Mais à défaut de mieux, il n’est pas inconcevable qu’un espion se présente en habit de rabbin. »

Eli ne devint pas rabbin. Il se découvrit, tout en continuant ses études juives, une prédilection pour les mathématiques et la physique, et voulut devenir ingénieur. Quittant l’école juive du rabbin Ventoura, il passa avec succès les examens d’entrée de l’Institut universitaire « Farouk 1er » à Alexandrie et choisit, comme branche de spécialisation, l’électricité appliquée.

L’adolescent ne pouvait traverser ces années mouvementées de fin de guerre, sans prêter attention aux événements dans le monde et dans son pays natal. Lisant la presse locale, écoutant tout ce qu’on racontait sur le régime en Égypte, il exprima souvent, parmi ses camarades, d’amères critiques à l’égard du jeune souverain, le roi Farouk, qui avait accédé au trône et dont la vie vouée à des plaisirs extravagants était connue de tout le monde. Dans le contexte de sa famille et de son éducation, il va de soi qu’Eli Cohen prêta une attention toute particulière à la vie de la communauté juive en Égypte et au Foyer national juif de Palestine qui se trouvait alors sous mandat britannique.

Comme d’autres jeunes Juifs d’Alexandrie, il se familiarisa très tôt avec l’existence des groupes de résistance ou de terrorisme juifs, qu’il s’agisse de la « Hagana », de « l’Irgoun » ou du groupement « Stern ». Le récit des actions anti-britanniques entreprises par l’un ou l’autre de ces groupes circulait parmi les Juifs d’Alexandrie de bouche à oreille. Souvent on en lisait les descriptions détaillées dans la presse égyptienne. Les multiples ramifications à l’étranger de ces groupes de résistance n’avaient d’ailleurs

nullement évité l'Égypte. Alexandrie, tout particulièrement, abrita des émissaires de Palestine, à cause de son importante communauté juive.

Le premier choc profond qu'Eli Cohen ressentit à propos de la lutte des Juifs de Palestine se situa en 1944. Deux jeunes Palestiniens, membres du groupe « Stern », Eliahou Ben-Zouri et Eliahou Hakim, avaient assassiné au Caire le Lord Moyne pour attirer l'attention du monde sur le refus du gouvernement de Sa Majesté de permettre l'émigration des Juifs en Palestine. Eli Cohen suivit le procès des deux jeunes terroristes et admira leur courage de taire les noms de leurs camarades de combat, malgré les tortures qu'on leur infligea.

Les « Deux Eliahou », comme on les appelle dans la légende de l'épopée de l'État d'Israël, avaient l'âge de Cohen lorsqu'ils furent condamnés à mort par pendaison ; ils portaient le prénom d'Eli (Eliahou). Il n'est pas étonnant qu'Eli Cohen put s'identifier à leur combat et leur condamnation. Lorsque parurent dans la presse du Caire les photos de Ben-Zouri et de Hakim sur la potence, la décision d'Eli Cohen était sans doute déjà prise. Lui aussi allait combattre pour la libération de son pays.

Eli Cohen devait voir, dans les années à venir, d'autres potences dressées pour exécuter d'autres combattants d'Israël, avant de voir celle qui en 1965 fut dressée pour lui, à Damas.

3

Sabotage au Caire

En 1944, âgé de vingt ans, Eli Cohen s’enrôla dans les rangs de la jeunesse juive sioniste d’Alexandrie. À partir de cette date, et pratiquement sans interruption jusqu’au jour de son exécution à Damas, il fit de son appartenance au mouvement sioniste, et par la suite à l’État d’Israël, un véritable sacerdoce. Parce qu’il possédait une profonde culture juive et hébraïque, parce qu’il avait ressenti le choc émotionnel de la condamnation au Caire des deux héros du groupe « Stern », il avait pris la décision de servir la cause des siens.

Mais pour Eli Cohen le mot servir prit dès le début un sens réel et dramatique.

Deux mouvements de jeunesse juifs sionistes existaient en 1944 à Alexandrie et y déployaient une activité de plus en plus étendue parmi les jeunes : le « Hehalouz » et le « Maccabi », ce dernier étant une organisation sportive plutôt qu’idéologique tandis que le premier n’était, en fait, qu’une superstructure groupant différents mouvements sionistes distincts les uns des autres par l’idéologie et la politique. De tels mouvements, dont certains franchement de gauche, auraient eu des difficultés à étaler leurs activités en Égypte au grand jour.

Au centre de ces mouvements se trouvait celui des « Habonim », ramification à l’intention des jeunes Juifs de la Diaspora, de l’organisation collectiviste palestienne du « Kibbouts Hameouchad » qui propage à l’étranger l’idéal du Kibbouts et la politique du parti socialiste M.A.P.A.I. Les dirigeants des « Habonim » étaient par ailleurs en constant contact avec l’organisation de défense semi-officielle des Juifs de Palestine, la « Hagana ».

Eli Cohen fut d’une aide précieuse pour les chefs de ce mouvement de jeunes. Son âge, ses connaissances, sa culture juive et hébraïque lui

permirent de devenir rapidement instructeur, puis responsable d'un groupe de garçons et de filles, affiliés à ce mouvement. Il se distingua surtout par son action parmi ses jeunes coreligionnaires d'Alexandrie qui n'étaient pas encore acquis aux idées sionistes. Eli fut parmi eux le parfait « missionnaire », encourageant les jeunes gens à s'engager dans le mouvement et à préparer leur départ pour la Palestine.

L'homme qui eut le plus d'influence sur Eli Cohen à cette époque de sa vie, qui le guida vers le mouvement sioniste et lui tint lieu pendant des années de maître à penser, fut un instituteur du nom de Samuel (Samy) Azzar. Cet instituteur était, dès 1944, le véritable point de ralliement de tous les sionistes « activistes » d'Alexandrie et du Caire. C'est à partir de Samuel Azzar que tournaient toutes les activités de la Hagana en Égypte et c'est encore par Azzar que passaient tous les fils de l'émigration des Juifs égyptiens en Palestine et, après 1948, en Israël.

Ami intime d'Eli Cohen, son confident et son « instructeur » au sein du mouvement, c'est Azzar qui encouragea Eli Cohen à prendre une part active dans l'aventure sioniste. Eli Cohen se consacra à cette activité avec une telle intensité qu'il finit par éveiller la suspicion des autorités égyptiennes. Ces autorités finirent par découvrir qu'Eli Cohen était passé du côté des sionistes qui, dès 1945, organisaient le départ des Juifs en Palestine, et on l'obligea à quitter l'université « Farouk 1er » avant d'avoir terminé ses études. Ceci se passa en 1947. À partir de cette année, on retrouve Eli Cohen en pleine activité sioniste clandestine, à laquelle il consacra la majeure partie de son temps. Pour subvenir à ses besoins, il travailla comme comptable dans une entreprise de bois, à Alexandrie.

La déclaration de l'Indépendance d'Israël et la guerre que les États arabes, y compris l'Égypte, livrèrent en 1948 à l'État juif, avaient eu de graves conséquences sur la population juive en Égypte. La majorité des trois cent mille Juifs qui vivaient alors dans ce pays eurent vite fait de comprendre que dans les circonstances actuelles, ils n'auraient la vie sauve qu'en quittant le pays. Les instruments de cette émigration en masse avaient de toute façon été mis en place depuis longtemps. Ce furent précisément les organisations dans lesquelles militait Eli Cohen, aux côtés de Samuel Azzar.

Plusieurs centres pour l'émigration juive avaient été installés en Égypte ; ces centres étaient dirigés et financés par l'Agence juive pour la Palestine – le bureau exécutif du mouvement sioniste –, en quelque sorte le

gouvernement de l'État juif « en route ». Le bureau central, clandestin lui aussi, se nommait « Agence de voyages Grunberg » et il occupait un étage de l'imposant immeuble « Immobilia » au Caire. Une succursale de cette « agence » avait été ouverte à Alexandrie.

Le principe de l'émigration clandestine était, somme toute, simple : on organisait des « voyages de tourisme » à destination de la France ; on payait des pots-de-vin à ceux, parmi les fonctionnaires égyptiens, qui n'étaient pas assez naïfs pour croire au « tourisme des Juifs » vers l'Europe ; on obtint même du consulat français à Alexandrie un nombre appréciable de passeports français pour ceux qui, malgré tout, avaient des difficultés à obtenir des visas de sortie égyptiens ; une fois arrivés en Europe, par une voie ou par une autre, on acheminait les Juifs égyptiens vers Israël par bateaux en partance de Marseille, de Gênes ou de Naples.

Ce passionnant chapitre de l'émigration juive d'Égypte est entré dans les annales inédites de l'histoire de l'État d'Israël sous le mot de code de « Goshen » – Goshen étant un des termes employés par la Bible pour désigner le pays des pharaons, d'où, mille ans avant l'ère chrétienne, Moïse avait déjà organisé un premier exode, illégal et clandestin lui aussi, des Juifs d'Égypte…

C'est ainsi qu'en 1949 et 1950 toute la famille Cohen, à part Eli, prit le chemin d'Israël. Odette, Maurice et Esra partirent les premiers, en 1949 ; les autres frères et sœurs, et les parents eux-mêmes, suivirent en 1950. Eli resta seul, promettant de rejoindre sa famille en Israël aussitôt sa mission achevée en Égypte. En fait, il devait rester en Égypte encore six années.

Non sans passer, au moins une fois, très près d'une potence dressée au Caire pour le plus proche de ses amis.

L'histoire qui devait finir sur une potence au Caire et dans laquelle Eli Cohen fut impliqué de façon assez directe débuta en 1951, à l'époque où régnait sur l'Égypte le roi Farouk. L'atmosphère de guerre continuait à régner au Moyen-Orient. Israël se savait menacé par une attaque égyptienne et, afin de la prévenir, s'employa à installer en Égypte un réseau perfectionné de renseignements.

Après avoir subi un entraînement spécial, on expédia en Égypte, via Paris, un agent dont la mission était de contacter et de recruter un réseau d'amis juifs égyptiens « sur lesquels on pourrait compter au cas d'un coup dur ». Cet agent fut un Israélien, de son vrai nom Avraham Dar, officier dans le Tsahal, l'armée d'Israël, et appelé pour les besoins de sa mission en Égypte du nom d'emprunt « John Darling ».

Il s'introduisit en 1951 sans difficultés en Égypte grâce à un faux passeport. Au cours des années 1951-1953, il réussit à recruter un groupe relativement nombreux de jeunes Juifs égyptiens qui avaient exprimé le désir et la volonté de venir en aide à Israël.

Certains de ces jeunes Juifs furent employés par « Darling » à un travail d'espionnage, mais en qualité d'« amateurs » plutôt, n'ayant jamais été entraînés dans les centres spécialisés qui, depuis 1948, fonctionnaient en Israël. Les autres continuaient à être membres de l'organisation sioniste clandestine et se consacraient surtout aux activités de l'« Agence de voyages Grunberg ». L'accélération de l'émigration juive d'Égypte était une des tâches de l'agent israélien mais pas la principale.

Aujourd'hui, quinze ans après ces événements, il est permis de constater que ce groupe de volontaires, travaillant sous la direction de Dar-Darling et ne recevant aucune compensation pécunière, était composé, somme toute, d'idéalistes juifs qui ne constituaient aucun danger pour l'Égypte et dont le secours à Israël était d'une portée plus que limitée.

Cependant de graves événements politiques survenus en Égypte, allaient engager une partie du groupe dans une activité plus dangereuse, sinon plus utile. Le roi Farouk avait été renversé et sa place fut prise par un gouvernement révolutionnaire à la tête duquel se tenait le général Neguib. Celui-là même fut déposé à son tour par une junte militaire révolutionnaire, dont le chef, le colonel Nasser, ancien combattant du front en Israël, continue encore à l'heure actuelle à assurer les destinées de son pays. Nasser, dès 1953, entreprit de négocier avec Londres un accord qui devait aboutir au retrait total des troupes britanniques stationnées le long du canal de Suez. Les fournitures civiles et militaires britanniques, les installations et les camps de l'armée devaient rester aux mains de l'Égypte.

Il va sans dire que cette évolution de la situation en Égypte provoqua des craintes justifiées en Israël, qui se savait menacé par le colonel Nasser, vaincu et prisonnier en 1948 des troupes israéliennes dans le Neguev. Le

désir de vengeance de Nasser n'était un secret pour personne. Le fougueux colonel ne s'était jamais caché de ses intentions belliqueuses devant l'opinion publique de son pays et du monde.

Le Premier ministre d'Israël et ministre de la Défense nationale, David Ben Gourion, s'était à l'époque retiré du gouvernement et vivait dans un kibbouts du Neguev, Sdé-Boker. Son remplaçant, le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Moshé Sharett, avait déclaré dès la fin de 1953 qu'Israël se sentait concerné de façon directe par le retrait des troupes britanniques de Suez. Le gouvernement de Londres avait essayé de rassurer Jérusalem mais ne prit aucun engagement positif qui aurait pu dissiper les craintes israéliennes.

C'est alors qu'entra en action le nouveau ministre de la Défense, M. Pinhas Lavon, âgé alors de cinquante ans. L'« Affaire » qui allait suivre et dont le champ d'action fut précisément l'Égypte porte depuis, à tort ou à raison, le nom de Lavon. C'est la trop fameuse « Affaire Lavon » qui, dix ans plus tard, devait provoquer le départ définitif de Ben Gourion du gouvernement d'Israël et la scission de son parti : le M.A.P.A.I.

Imaginée à Tel-Aviv, téléguidée par le chef du Renseignement secret de l'armée d'Israël, le colonel B. G…, actuellement directeur d'une usine de camions en Israël, ce fut une affaire de sabotages exécutés en Égypte sous la direction de « Darling » et avec la participation de Samuel Azzar et de quelques-uns des volontaires juifs égyptiens, dont Eli Cohen.

Le gouvernement d'Israël n'ayant jamais reconnu officiellement l'existence de ce réseau, ni des événements qui vont être relatés, nous citerons ici le rapport d'un historien, E. A. Bayne, préparé en 1961 pour le *American Universities Field Staff Bulletin*.

> « En tant que ministre de la Défense, aux termes de la constitution israélienne non écrite, Lavon était responsable de la protection de la nation. Sa défense pouvait être assurée de plusieurs façons : en tenant les armes prêtes ; par une action préventive circonscrite ou étendue ; et même par l'intervention des alliés. C'est un peu une idée de ce genre qui semble être venue à l'esprit des services de renseignements militaires d'Israël, sous la direction du colonel B. G. Ce projet quelque peu machiavélique est au centre de l'affaire Lavon. »
>
> « En réplique à l'éventualité du retrait des troupes britanniques de Suez à Chypre, le projet imaginé au ministère de la Défense en Israël

était terroriste et portait en lui sa propre logique amorale. »

Bayne explique alors que le plan de Tel-Aviv avait pour objet d'exploiter le malaise public britannique causé par le retrait des troupes de Suez et d'ébranler la confiance des Américains dans l'amitié « pro-occidentale » de Nasser :

> « Une sombre théorie se dessina alors ; pourquoi ne pas provoquer la destruction de certains biens américains et britanniques en Égypte, plus particulièrement au Caire, mettant en danger des vies britanniques et américaines ? L'indignation publique en Grande-Bretagne et aux États-Unis suffirait, espérait-on à Tel-Aviv, à susciter un changement de politique, si cette machination pouvait passer pour avoir été d'inspiration égyptienne. Elle démontrerait l'irresponsabilité de l'Égypte et l'Occident serait obligé de maintenir sa propre force de protection du canal, artère vitale. »

Ces idées furent pesées et étudiées au ministère de la Défense d'Israël sans que le Premier ministre, ni même le général en chef de l'armée, Moshé Dayan, en fussent informés. Pis encore : le plan fut mis en chantier sans que le gouvernement, ni son Premier ministre en eussent connaissance.

Au début de 1954, « John Darling », l'envoyé spécial d'Israël qui depuis 1951 avait constitué ses noyaux d'activistes auxquels appartenaient Azzar et Cohen, fut rejoint en Égypte par un second agent israélien, appelé « Paul Frank », muni d'un passeport allemand et introduit au Caire comme représentant fictif d'une importante firme allemande de fournitures électroniques.

Paul Frank eut la double mission de s'introduire dans les milieux dirigeants égyptiens pour en tirer le maximum de renseignements nécessaires aux services secrets israéliens ; et de collaborer, d'autre part, avec « Darling » aux préparatifs des sabotages qui allaient être déclenchés sur ordre de Tel-Aviv. Paul Frank réussit au-delà de toutes les espérances dans sa première mission. S'étant lié d'amitié, dès 1954, avec certains spécialistes allemands (véritables, ceux-là) qui travaillaient pour l'armée de Nasser, il put faire connaissance avec de hauts fonctionnaires du régime, et plus particulièrement de la Sécurité égyptienne. C'est ainsi qu'on put le voir, à l'époque, en compagnie de Zakaria Mohieddine, plus tard président du Conseil égyptien, de l'amiral Soleiman et même du chef des renseignements militaires de l'époque, le colonel Osman Noury.

« Darling », Paul Frank et les jeunes juifs utilisés à cette fin échouèrent par contre dans l'exécution du plan « machiavélique », imaginé à Tel-Aviv. Après avoir achevé leurs préparatifs en mai et juin 1954, les deux espions israéliens lancèrent, à partir du mois de juillet de la même année, une série d'attentats et d'actes de sabotage, de peu d'envergure et d'un complet amateurisme : un produit explosif de fabrication primitive mit le feu à une boîte à lettres d'un ressortissant américain ; une autre bombe, tout aussi inoffensive, explosa sur un des rayons de la bibliothèque du service d'information des États-Unis, au Caire ; enfin, une boîte d'allumettes, remplie de matériel explosif, éclata dans la poche du manteau d'un jeune homme âgé de dix-neuf ans, du nom de Natanson, au moment d'entrer dans un cinéma de la capitale où il devait déposer l'« engin ».

Les suites qu'eurent ces « sabotages », hâtivement préparés dans la campagne cairote par les instructeurs israéliens et les jeunes juifs égyptiens, n'ont aucune commune mesure avec les dégâts matériels engendrés ou les résultats politiques négligeables obtenus par cette action ridicule.

Le 14 juillet 1954, quelques minutes après l'explosion de ces « bombes » incendiaires, la police secrète égyptienne réussit à arrêter presque tout le réseau des « espions et saboteurs au profit d'Israël » : au total onze personnes, parmi eux un jeune docteur de l'hôpital juif, Marzouk ; l'instituteur et ami de Eli Cohen, Samuel Azzar ; une jeune femme, employée de l'Agence de voyages Grunberg, Marcelle Ninio ; et Max Bennet, un Juif d'origine allemande, qui, sans aucun rapport avec la série de sabotages, avait réussi à rendre d'incomparables services au Renseignement israélien, par lequel il avait été expédié en Égypte.

Tel-Aviv ignora longtemps que Max Bennet, introduit en Égypte comme représentant d'une firme allemande spécialisée dans les prothèses pour blessés de guerre et qui avait réussi à se lier avec le général Neguib lui-même, était tombé aux mains des Égyptiens par la faute d'une autre imprudence commise par le groupe de Darling-Frank : après avoir perdu contact pendant un certain temps avec Max Bennet, ils chargèrent Marcelle Ninio, jeune employée à l'« Agence de voyages » de retrouver leur compagnon, négligeant la consigne sévère selon laquelle il devait poursuivre sa mission de renseignement sans rapport direct avec les autres groupes, dirigés par Darling et Frank. Il semble que la jeune Marcelle Ninio

ait alors rempli sa mission au-delà des limites de prudence qui s'imposaient et qu'elle ait vu l'espion solitaire à plusieurs reprises.

Dès que le « réseau » des saboteurs fut donc découvert par la police secrète égyptienne, celle-ci eut vite fait d'arrêter, par la même occasion, Max Bennet – alors que « John Darling » réussissait à s'enfuir à temps, et que Paul Frank parvenait à l'Égypte quelques jours plus tard en direction de l'Allemagne.

Eli Cohen, arrêté en 1952 une première fois par la police égyptienne pour « activité sioniste extrémiste » – et relâché après un interrogatoire serré – fut de l'équipe des « saboteurs ». C'est même lui qui, en 1953, loua à son nom, à la demande de Samuel Azzar, un appartement au Caire qui servit à l'activité clandestine du groupe. En 1954, lorsque tout le réseau fut arrêté, y compris son ami et instructeur Samuel Azzar, la police égyptienne soumit Eli Cohen à un nouvel interrogatoire mais il réussit à convaincre la police de son innocence et fut à nouveau relâché.

Ce n'est que le 7 décembre 1954 que s'ouvrit le procès des « saboteurs » juifs dont l'existence n'avait été qu'à peine rendue publique par la presse d'Égypte et d'Israël. Des raisons politiques incitèrent le gouvernement de Nasser à donner beaucoup plus de publicité au procès des saboteurs, qu'on en avait donné, à l'époque de leur arrestation, aux actes incriminés. Le procès allait se terminer lorsque Max Bennet se suicida dans sa cellule à la prison du Caire. La sentence des juges égyptiens fut prononcée le 27 janvier 1955 : Marzouk et Azzar, l'ami d'Eli Cohen, furent condamnés à mort ; deux autres complices, Levi et le jeune Natanson, condamnés à perpétuité ; Marcelle Ninio qui avait clamé à la face des juges, en présence de la presse, qu'on l'avait torturée en prison, ainsi qu'un autre accusé, Dassa, eurent droit à quinze ans de travaux forcés ; deux autres complices se virent condamnés à sept ans de prison et, enfin, les deux derniers accusés furent acquittés.

Quatre jours plus tard, le 31 janvier, Marzouk et Azzar étaient exécutés.

Eli Cohen fut obligé de rester en Égypte jusqu'en 1956. Lorsque les troupes israéliennes envahirent le 29 octobre 1956 le désert du Sinaï et que l'aviation anglaise bombarda l'Égypte pour protéger l'avance des troupes de débarquement françaises, il sut que son heure de partir coûte que coûte avait sonné. Dès le début de l'opération Suez, il fut arrêté comme la majorité des Juifs vivant encore en Égypte et interné avec eux dans les

bâtiments d’une école israélite d’Alexandrie. Libéré après l’échec de l’opération alliée, il put, fin 1956, quitter clandestinement l’Égypte comme l’avaient fait, avec son secours, tant de Juifs avant lui. Après une brève escale en Europe, il débarqua début 1957 en Israël.

Avant de clore ce chapitre, il nous faut encore dire quelques mots d’un autre personnage de ce drame qui, à l’heure actuelle, se trouve encore en prison, non pas en Égypte comme on serait tenté de le croire, mais en Israël.

Il s’agit du nommé Paul Frank.

Après avoir échappé, le 14 juillet 1954, à la police égyptienne, il rentra en Allemagne, d’où il était venu accomplir sa mission en Égypte. Il eut droit à un avancement dans les services secrets israéliens, continua à leur rendre d’importants services en Allemagne et Autriche, entre autres, grâce à son faux passé de S.S. À un moment donné, ses supérieurs lui donnèrent l’ordre de cesser tout contact avec les Égyptiens en Europe. Mais les services israéliens devaient apprendre que, malgré cet ordre, Paul Frank continuait à rencontrer des Égyptiens, parmi lesquels l’amiral Soleiman qu’il avait connu au Caire et qui, depuis, occupait un poste diplomatique à Bonn, et on le soupçonna de travailler également pour les Égyptiens.

Paul Frank fut contraint de rentrer en Israël. Traduit devant un tribunal militaire à Jérusalem, il fut condamné, en 1959, à douze ans de prison. Mais au cours de son enquête, l’affaire du Caire de 1954 rebondit une fois de plus. Les services secrets israéliens arrivèrent alors à une conclusion ahurissante : déjà à cette époque Paul Frank avait collaboré avec les Égyptiens et joué de la sorte un double rôle ; il leur aurait révélé dès 1954 le but de sa mission et le projet des sabotages politiques et aurait touché une somme de 40 000 marks allemands de la part des Égyptiens. C’est sa trahison qui expliquerait comment, après le 14 juillet 1954, il avait été capable de quitter l’Égypte.

Mais ce n’est pas encore tout. Paul Frank, au cours de ses interrogatoires à Jérusalem, dénonça deux officiers israéliens, les accusant de l’avoir obligé à faire un faux témoignage sur les événements du Caire de 1954. Dans l’intention des officiers, ce faux témoignage devait servir à rejeter la responsabilité de l’opération avortée sur le ministre de la Défense de cette

époque, M. Pinhas Lavon qui, en 1955, avait été obligé de démissionner pour laisser sa place à Ben Gourion.

C’est à la suite de cette révélation de Paul Frank qu’éclata en Israël, en 1960-1961, puis à nouveau en 1964, l’« Affaire Lavon-Ben Gourion ». Affaire publique de triste mémoire pour les Israéliens. Tel un orage, elle s’abattit sur le pays, entraînant dans sa tourmente Lavon – maintenant retiré définitivement de la vie publique – la scission du parti M.A.P.A.I., le départ du gouvernement de Ben Gourion, Dayan et Peres ; ce qui eut comme conséquence politique la création par ces trois leaders d’un parti d’opposition, le R.A.F.I.

Orage prolongé et douloureux qui, malgré une quantité de comités d’enquête officiels et officieux, n’a toujours pas fourni une réponse nette et définitive à une question cruciale : qui, en 1954, a été responsable du désastre qui avait coûté la vie à l’espion Max Bennet, aux activistes Marzouk et Azzar et avait fait jeter en prison pour des années la jeune Marcelle Ninio et d’autres sionistes égyptiens ?

4

Difficile adaptation en Israël

Les parents, les frères et les sœurs d'Eli Cohen s'étaient établis peu de temps après leur arrivée en Israël à Bat-Yam, un faubourg qui prolonge Tel-Aviv, le long de la côte, vers le Sud. Plusieurs milliers d'immigrants venant de l'Europe centrale, d'Afrique du Nord et d'Égypte avaient, comme eux, choisi de vivre dans ce faubourg neuf et moderne dont les ensembles d'habitation commune s'élèvent sur un terrain sablonneux en bordure de la côte rocailleuse. Véritable Babel de langues et de traditions différentes, où chaque immigrant se réfère à « son » épicier et « son » coiffeur, originaires comme lui d'une tribu ashkénase ou sépharade, Bat-Yam attirait les immigrants en nombre croissant à cause de sa proximité de Tel-Aviv et des possibilités quasiment illimitées d'y trouver du travail ou de s'y livrer au commerce.

Pendant six années les Cohen étaient restés pratiquement sans nouvelles d'Eli. De temps à autre un immigrant, fraîchement débarqué d'Égypte via la France ou l'Italie, leur apportait des bribes de nouvelles de leur fils et frère, relatant ses activités sionistes clandestines. Une fois ce fut une carte postale, expédiée par les soins d'un de ses amis d'Italie qui leur apprit qu'il se trouvait toujours à Alexandrie et que « la santé était bonne ».

Puis, un jour des premiers mois de 1957, il débarqua avec la dernière vague des Juifs d'Égypte. Après une courte escale dans un port italien, il arriva à Haïfa avec, pour tout bagage, une seule valise qui représentait tous les biens qu'il avait pu sauver d'Égypte. Eli Cohen se rendit tout d'abord à l'adresse de son frère Maurice qui s'était établi à Ramat-Gan, autre faubourg de Tel-Aviv. Ne le trouvant pas chez lui, il partit à Bat-Yam, chercha la maison de ses parents, tomba sur son petit frère Albert-Abraham et l'entendit demander à sa mère : « Qui est-ce, ce monsieur ? »

La question du petit qui ne pouvait se rappeler de son grand frère après six années de séparation avait, toutefois, une signification plus profonde. Car Eli devait longtemps rester pour les siens un « étranger » qui eut beaucoup de mal à s'adapter à leur nouveau milieu.

La séparation, les années d'activité clandestine en Égypte et même l'hébreu d'école, trop littéraire pour les besoins de tous les jours à Tel-Aviv, étaient pour beaucoup dans cette difficulté d'adaptation. Mais aussi et surtout le fait que le caractère d'Eli, déjà renfermé depuis son enfance, avait évolué davantage encore dans ce sens.

À cet égard, il est intéressant de noter qu'Eli refusa systématiquement de raconter à ses parents et ses frères les détails de ce qu'on appelait son « aventure » égyptienne : ses arrestations successives, la fameuse « Affaire », les péripéties de l'émigration illégale. Un de ses frères devait porter sur lui, quelques années plus tard, ce témoignage : « Eli gardait ses secrets comme dans un coffre-fort intérieur, que rien ne pouvait entrouvrir. »

Solitaire parmi les siens et dépaysé par Israël comme tant d'autres immigrants qui, malgré une excellente connaissance théorique de l'État juif ne trouvent qu'au bout de longues peines leur place dans la vie de tous les jours, Eli entreprit les premiers mois de retrouver un peu partout en Israël d'anciens amis d'Alexandrie et de renouer avec eux. Dans la pièce que ses parents lui avaient réservée dans l'appartement familial, il eut soin d'installer une petite « chambre noire » pour y développer lui-même les pellicules des films qu'il continua à prendre avec autant de passion que dix ans plus tôt, en Égypte. Il en rapporta entre autres du défilé militaire qui eut lieu le jour de l'Indépendance d'Israël en 1957, à Tel-Aviv, durant lequel l'armée montra pour la première fois l'ensemble du butin égyptien et soviétique, ramené de la campagne du Sinaï.

Ses difficultés d'adaptation à sa nouvelle vie en Israël durèrent plusieurs mois. Il profita du temps pour améliorer l'hébreu, l'anglais et le français et pour se perfectionner dans l'emploi des quatre autres langues dont il avait appris les premiers éléments à un cours du soir à Alexandrie : l'espagnol, l'allemand, le grec et l'italien. Sa lecture préférée consistait, comme avant, en manuels d'électronique, à côté desquels il consacra une partie de son temps à la lecture de romans français.

Il est permis d'admettre qu'Eli, durant cette époque, doit avoir eu des difficultés à oublier son passé égyptien et les amis qu'il avait vu mourir sur la potence. La rue où à Bat-Yam, il habitait chez ses parents porte le nom de « rue des Martyrs du Caire ».

Ce n'est que vers la fin de 1957 qu'Eli Cohen obtint son premier emploi en Israël. Ce ne fut certes pas un hasard s'il fut engagé tout d'abord par le ministère de la Défense nationale dont certains responsables étaient parfaitement au courant de son activité clandestine en Égypte. On lui confia, grâce à ses connaissances linguistiques, un poste de traducteur. Mais ce fut un travail de courte durée. Au bout d'un temps relativement court, on le congédia parce que sa connaissance de l'hébreu moderne fut jugée insuffisante par rapport aux besoins de son travail de traducteur aux archives. Notons, toutefois, qu'il s'agissait d'une insuffisance en hébreu moderne, tel qu'on le parle en Israël, alors qu'Eli Cohen possédait parfaitement, depuis sa jeunesse, l'hébreu traditionnel de la Bible et des prières.

Début 1958, il trouve pourtant un autre emploi qui ne lui créa aucune difficulté : comptable au « Hamashbir », établissement central de vente de la « Histadrouth », le syndicat ouvrier d'Israël. Là son travail est très apprécié et ses employeurs, qui ont fréquemment l'occasion de le louer, lui accordent rapidement l'avancement mérité.

S'étant donc établi à son propre compte et prenant un contact plus réussi avec le pays, il fit dès 1958 de nombreuses excursions en Israël qui l'amenèrent entre autres dans le Neguev, à Sodome, à Eilat et, en 1959, pour la première fois, jusqu'à la frontière syrienne. C'est d'ailleurs vers cette époque que, les incidents avec l'Égypte s'étant définitivement arrêtés après la campagne du Sinaï, la frontière d'Israël avec la Syrie était en voie de devenir le point sensible de la sécurité du pays. Les escarmouches, les incidents de patrouilles, les intrusions de terroristes syriens et, plus tard, de véritables expéditions de part et d'autre, avaient débuté en 1958-1959 et n'ont cessé qu'après la défaite des Syriens en juin 1967.

Eli, qui comptait un certain nombre d'amis au « Club du Soldat » de Tel-Aviv – club créé par l'armée pour les soldats en permission et leurs amis – fit en 1959 la connaissance de celle qui devait devenir sa femme. Nadia,

belle jeune fille, originaire d'Irak, nouvelle immigrante en Israël comme Eli Cohen et marquée comme lui par un esprit pionnier, signe distinctif des jeunes qui, en Israël, désirent vouer leur vie à la cause de l'État juif. Ils prirent rapidement la décision d'unir leurs destinées. Au mois d'août 1959, on célébra leur mariage à Bat-Yam. La cérémonie religieuse fut suivie d'un grand festin de style oriental auquel prirent part les nombreux membres des deux familles.

Eli et Nadia s'installèrent dans un modeste appartement, mis à leur disposition à Bat-Yam même. Un certain temps encore Eli poursuivit son travail de comptable au « Hamashbir ».

Puis, Nadia se souvient qu'Eli rentra un soir et lui expliqua brièvement :

« Je quitte mon travail au Hamashbir. On m'offre un emploi plus important dans une grande entreprise commerciale comme représentant. Je serai sans doute obligé de faire de temps à autre des voyages à l'étranger. » Eli n'expliqua pas à sa femme de quel genre d'entreprise il s'agissait. Il aurait eu quelque difficulté à lui dire pourquoi il appelait une telle entreprise « commerciale ». Il ne lui expliqua, d'ailleurs, pas non plus pourquoi, plusieurs jours après avoir annoncé son changement d'emploi, il commença à se laisser pousser la moustache.

L'« entreprise » en question n'était autre que le service secret israélien.*

5

Les services secrets d’Israël

Ce qui est vrai, sans doute, pour la plupart des milliers et des dizaines de milliers d’agents secrets de tous les pays, est l’évidence même par rapport aux quelques centaines d’agents des services secrets d’Israël : ils sont l’antithèse de James Bond.

Les services secrets d’Israël, dont les activités ont tant de fois déjà été « décrits » ou « dévoilés » par la presse internationale, n’en sont pour autant pas moins anonymes et parfaitement inconnus à l’étranger, comme d’ailleurs aussi en Israël. Ils relèvent, dans ce pays, de l’autorité supérieure du président du Conseil qui, depuis 1948, est également le ministre de la Défense nationale[1]. Les agents de ces services sont tous, sans exception, fonctionnaires du gouvernement israélien. Du coup, et comme tous les autres fonctionnaires du gouvernement, ils reçoivent un traitement modique, correspondant à l’échelonnement des salaires pratiqués en Israël, et protégé par les contrats sociaux signés entre le gouvernement et le Syndicat des employés et des fonctionnaires du pays. Les chefs du service touchent un salaire maximum de 1 600 livres israéliennes (3 408 euros) par mois, allocation familiale comprise ; le salaire minimum garanti d’un agent ou employé débutant ne dépasse guère le tiers de cette somme.

C’est dire combien peu le mode de vie d’un agent israélien ressemble à celui d’un James Bond et à quel point leur vie privée autant que leur vie professionnelle, en Israël ou à l’étranger, ne se passent pas dans les hôtels de luxe, autour des tables de baccara ou en voitures de sport.

L’histoire des services secrets israéliens remonte à l’époque héroïque du début de la colonisation juive en Palestine. Ayant à faire face aux attaques arabes, les colons juifs eurent à créer, dès le début de ce siècle, une organisation de défense commune, laquelle, plus tard, allait prendre le nom de « Hashomer » (Le Gardien). Lorsque la population juive de la Palestine

s’agrandit et que le rêve d’un « home national » fut en voie de devenir réalité – bien avant les événements qui allaient précipiter la naissance d’un État juif indépendant –, c’est une véritable armée clandestine, la « Hagana », ou « Défense », qui étendit ses ramifications à travers tout le pays, villes, villages et kibboutsim compris. Parallèlement au « Hashomer » et à la « Hagana », il fut de toute évidence nécessaire de créer un embryon de service de renseignements, capable de prévoir les actions terroristes des bandes arabes de Palestine et de se tenir au courant des faits et gestes de leurs chefs qui avaient élu domicile dans les pays voisins de la Palestine. Cet embryon de service secret prit, encore à l’époque du mandat britannique sur la Palestine, le nom de « Sheruth Yediot » ou « Shay » qui signifie, précisément, « service de renseignement ».

La « Hagana » et le « Shay », ainsi que les groupements d’autodéfense stigmatisés « terroristes » – comme l’« Irgoun », (« Etzel ») et le « Groupe Stem » et leurs services de renseignements respectifs – furent, dès 1948, intégrés dans l’appareil défensif de l’État d’Israël. Parallèlement à la structure professionnelle et hautement modernisée de l’armée israélienne, on procéda alors à une réforme des services secrets, répondant aux besoins d’un État entouré de toutes parts de pays ennemis qui s’étaient juré de l’anéantir. C’est dire avec combien de soins et surtout de secrets, on entoura dès lors ces services indispensables au jeune État : bande de terre étroite aux frontières démesurément étirées en longueur, les services de renseignements représentent pour lui, en fait, sa profondeur stratégique et son prolongement au cœur même des pays voisins. Tout, dans cette région du Moyen-Orient, pourrait se jouer en l’espace de quelques heures. La tâche des services de renseignements consiste, dès lors, à prévoir les changements, les mouvements, les éventualités d’action des pouvoirs civils et militaires des pays voisins. C’est dire que les services secrets d’Israël opèrent plus à l’étranger, en pays neutres et en pays ennemis, qu’à l’intérieur d’Israël.

Vers 1950, ces services reçurent enfin leur forme définitive, valable jusqu’à présent, mis à part des changements mineurs dans tel ou tel département, intervenus seulement depuis 1964. Le service secret d’Israël se compose de cinq branches principales :

1. Le service de renseignements et de documentation, appelé en Israël le « Mossad », dont les agents opèrent surtout à l'étranger ;

2. Le service de renseignements de l'armée, appelé « Modiin », qui est la branche militaire des services secrets et dont les activités concernent uniquement les opérations des forces armées ennemies d'Israël ;

3. Le service de la sécurité intérieure d'Israël, appelé « Shin-Beth » qui est l'abréviation de « Shérouthé Habitachon » (services de sécurité) – nom qu'on donne à tort à l'ensemble des services secrets d'Israël, alors qu'il ne concerne en fait que les services de contre-espionnage, à l'intérieur des frontières du pays ;

4. Un département de recherche et de documentation faisant partie intégrale du ministère des Affaires étrangères de Jérusalem, mais coopérant avec l'ensemble des autres services secrets et s'occupant surtout de la documentation politique concernant les pays arabes ;

5. Un département d'investigations, incorporé à la Police israélienne, plus particulièrement chargé des tâches policières en affaires de contre-espionnage et intervenant seulement au moment où tel dossier lui est transmis, pour exécution conforme à la loi, par le « Shin-Beth ».

Le « Mossad » (service de renseignements et de documentation) est par conséquent la plus importante branche des services secrets d'Israël puisque ses agents opèrent à l'étranger. C'est donc du « Mossad » ou d'un de ses agents qu'il s'agit chaque fois que la presse internationale relate une affaire qui concerne – à tort ou à raison – les services d'espionnage israéliens. Il est exact que des opérations telles que la capture d'Adolphe Eichmann, ou la poursuite des savants allemands au service de l'Égypte ont été exécutées par le « Mossad ».

Chacun de ces cinq services est dirigé par un chef civil ou un officier supérieur de l'armée ou de la police, selon les cas. Mais l'ensemble des services secrets est coiffé par un « Préposé aux services de sécurité de l'État », nommé, en hébreu « *Ménoumé al Shérouthé Habitachon* » qui coordonne tous les services et dirige, en plus, personnellement le service du « Mossad ». C'est lui qui préside les réunions hebdomadaires des responsables des différents services, qui prend les décisions opératives les plus importantes, et c'est encore lui qui est responsable, pour l'ensemble

des services, devant le président du Conseil et le ministre de la Défense nationale. Celui-là est soumis – pour sa politique générale – au contrôle d'un comité restreint, dit de « sécurité », du parlement israélien et il est secondé par un comité de plusieurs ministres, nommés par le gouvernement.

Les services secrets d'Israël, qu'il s'agisse du Mossad, du Shin-Beth ou du Modiin, sont devenus un véritable mythe pour Israël : mythe de l'infaillibilité, mythe du mystère et mythe de l'héroïsme exemplaire de chacun des agents de ces services.

L'infaillibilité, le mystère et l'héroïsme constituent, par ailleurs, les attributs flatteurs dont l'opinion publique dans le monde entier pare les services israéliens. Ce fut tout particulièrement le cas lorsque le monde apprit avec stupéfaction que les services secrets d'Israël avaient réussi à capturer, en Argentine, le bourreau nazi, Adolphe Eichmann. Aussi fut-ce là une opération brillante de ces services mais, à vrai dire, ni la plus périlleuse, ni la plus importante. Mais ce fut pratiquement la première et, peut-être, la seule grande opération des agents de Tel-Aviv qui eut un tel retentissement et dont nombre de détails – pas toujours exacts – furent universellement publiés.

Pour bien comprendre le caractère particulier des services israéliens, il faut insister sur les qualités personnelles exigées de ses agents. L'ancien chef de ces services, le « ménoumé » Isser Harel, lui-même figure presque légendaire en Israël et à l'étranger, nous en fournit la meilleure explication.

« Jamais nous n'aurions engagé un James Bond ou un autre aventurier de cinéma de son genre. Nous ne voulons ni d'aventuriers, ni de héros dans nos services. Et nous ne voulons pas non plus de volontaires qui nous contactent si fréquemment pour nous offrir leurs services. La règle générale consiste à proposer à un tel de travailler avec nous et, lorsqu'il accepte l'idée, nous acceptons qu'il se porte volontaire et s'enrôle dans nos services. La raison de cette règle est très simple. Ce qui nous intéresse au premier plan chez un agent, ce sont les motifs qui le poussent à chercher "l'aventure". Nous voulons que nos hommes soient honnêtes, dévoués, loyaux et patriotes. En d'autres mots, nous les voulons humains. Et surtout modestes. L'anonymat de l'agent et le secret le plus absolu de son activité

sont la condition essentielle de notre efficacité. Les hommes qui ont du mal à garder leur anonymat, ou trop enclins à faire comprendre à autrui qu'ils se livrent à une activité secrète, sont obligés de nous quitter au plus vite. »

Le nombre d'hommes dont disposent les services israéliens, administration, agents en Israël et à l'étranger compris, est ridiculement petit : à peine quelques centaines. Leur rémunération est, comme nous l'avons indiqué, bien en dessous des « normes » pratiquées dans de pareils services dans d'autres pays. Mais ces hommes et femmes dont l'écrasante majorité se recrute parmi les citoyens israéliens eux-mêmes afin de s'assurer d'un maximum de patriotisme et de loyauté envers le pays, sont en général hautement qualifiés pour leur tâche, tant du point de vue moral que professionnel.

Il suffit de jeter un regard sur la vie de ce personnage légendaire qu'est devenu le « ménoumé » Isser Harel pour comprendre, à travers son histoire, d'où vient la force des services qu'il dirigea pendant plus de dix ans. L'histoire d'Eli Cohen, recruté pendant cette époque reflète et illustre tragiquement l'état d'esprit et la valeur humaine des agents d'Israël.

Harel, de son vrai nom Halpern mais connu en Israël sous le sobriquet « Isser Hakatan » (le petit Isser) à cause de sa petite taille, est né en 1912 dans la ville natale de Chagall, Vitebsk, en Russie. Son père, petit industriel, se réfugia après l'avènement des bolcheviks en Lettonie. En 1929, âgé de dix-sept ans, membre d'un mouvement de jeunesse sioniste de gauche, muni d'une valise et armé d'un pistolet qu'il s'était clandestinement procuré, Isser Halpern débarqua en Palestine. Il devint membre d'un Kibbouts, à Herzlija, non loin de Tel-Aviv et travailla durant quelques années dans les orangeries de la région, « ouvrier appliqué et infatigable », comme disent de lui ses anciens camarades.

Ce n'est que vers 1942 que Halpern, hébraïsant son nom et devenu Harel, s'enrôla dans les rangs de la garde civile palestinienne – les unités de défense juive reconnues et patronnées par le gouvernement mandataire britannique. Un incident mineur devait déterminer le destin de Harel : insulté un jour par un officier anglais qui proféra en sa présence des injures à l'encontre de la religion juive, Harel, qui ne fut jamais croyant, ni même pratiquant, lui assena un coup en pleine figure. Ce fut un peu le geste du petit David face au géant Goliath. Interpellé par ses supérieurs anglais pour s'excuser de son geste, Harel refusa et fut chassé de son poste. Peu de

temps après, il devint agent du « Shay », le service de renseignements clandestin de la « Hagana ». Le chef de ce service à l'époque, l'actuel ambassadeur d'Israël en Hollande, David Shealtiel, s'aperçut rapidement des qualités analytiques exceptionnelles de Harel, le nomma responsable de la sécurité intérieure de l'organisation clandestine et, plus tard, chef de « Shay » pour la région de Tel-Aviv. C'est là que Harel fit la connaissance des dirigeants de la « Hagana », l'actuel ministre Israël Galili, l'ancien président du conseil David Ben Gourion et d'autres. Dès lors, il accéda rapidement aux plus hautes fonctions des services secrets, depuis le « Shay » clandestin jusqu'au « Shin-Beth » – la branche du contre-espionnage en Israël qu'il dirigea depuis la fondation de l'État d'Israël jusqu'en 1953. À cette date, Ben Gourion, alors Premier ministre et ministre de la Défense, lui confia la direction des services secrets, ainsi que la responsabilité personnelle du « Mossad » et fit de lui son conseiller le plus mystérieux mais aussi le plus écouté.

Isser Harel mérita cette distinction. Grâce à ses qualités particulières, à son acharnement à exiger de ses hommes une haute tenue morale conjuguée avec une application professionnelle sans faille ; grâce aussi au dévouement sans limites à sa tâche, il réussit à former un service secret qui, à tous les échelons, se distingue par la qualité à défaut de la quantité.

L'histoire de Isser Harel, que rares sont les Israéliens à connaître en détail, reste encore à être contée ; chose qui, certainement, ne sera pas faite avant qu'Israël et ses voisins arabes ne signent un traité de paix durable. Mais d'ores et déjà, il est permis de divulguer que Harel s'était fait une règle de se soumettre personnellement aux dangers auxquels il exposait ses agents ; – règle d'ailleurs fréquemment contestée par ses pairs, qui lui en firent le reproche après sa démission en 1963 ; qu'il se rendit à plusieurs reprises personnellement dans plusieurs pays arabes ; que ni sa femme, ni ses enfants, ne surent à l'époque l'emploi exact de leur mari et père ; que jamais un citoyen d'Israël ne prononça son nom et jamais sa photo n'a été publiée, où que ce fût ; et que c'est finalement lui-même qui prépara minutieusement l'enlèvement d'Eichmann, qu'il fut lui-même parmi ceux qui le capturèrent à Buenos-Aires, que c'est lui qui accompagna le bourreau nazi, endormi, dans un avion israélien, et que c'est encore lui qui se rendit, de l'aéroport de Lydda à Jérusalem, pour annoncer à Ben Gourion : « Eichmann se trouve en Israël. »

L’activité des services secrets d’Israël ne se réduit pas seulement à l’espionnage en pays arabe, au contre-espionnage en Israël ou à la chasse d’anciens nazis. Un jour, en 1962, Isser Harel reçut ordre de Ben Gourion de retrouver et de ramener en Israël… un enfant. C’est la fameuse histoire du petit Joseph (« Yossele ») Schumacher. L’enfant fut enlevé et caché par les soins de son grand-père, juif orthodoxe qui désirait soustraire son petit-fils à l’influence laïque, voire antireligieuse, de ses parents. La police israélienne ayant échoué et ne retrouvant l’enfant nulle part en Israël, on en vint à supposer que le petit Yossele était tenu caché en quelque endroit secret à l’étranger.

Isser Harel se rendit alors à Paris, installa son quartier général et son lit de camp dans un bureau anonyme appartenant à ses services et organisa de là la « chasse » à l’enfant avec l’aide de ses agents en Europe. Ils découvrirent le petit Yossele au bout de six semaines, caché tel un trésor chez un rabbin de Brooklyn.

Grâce à l’intervention de la police new yorkaise, il put être ramené à ses parents en Israël. Avec méthode et minutie, Isser Harel avait fait passer au peigne fin toutes les institutions juives de Suisse et de France, de Belgique et de Hollande, avant de retrouver les traces de l’enfant qui le guidèrent ensuite vers New York et Brooklyn[2].

Harel, homme dur dans son travail et sans compromis, quitta son poste auprès de Ben Gourion en 1963 à la suite de deux affaires, encore mal connues du grand public. La première, qui, psychologiquement, provoqua sans doute la deuxième, fut l’affaire d’Israël Beer : malgré l’avis contraire de Ben Gourion, Harel avait insisté pour faire surveiller de près par ses services le conseiller militaire de Ben Gourion et historien officiel de l’armée d’Israël, Israël Beer. Il s’avéra peu de temps après que Harel avait eu plus de flair que son patron : Beer, à la stupéfaction de Ben Gourion et de tout Israël, dut avouer que depuis des années il avait espionné Israël au profit d’une puissance étrangère. Il faut dire encore que Beer était, pendant des années, en possession des dossiers les plus secrets de la Défense nationale et que, jusqu’au jour de sa prise par les gens de Harel, il jouissait de l’entière confiance de ses supérieurs. Cette affaire, qui fut toute à l’honneur de Harel, jeta néanmoins une ombre sur ses relations avec Ben Gourion, et attira le chef des services secrets dans le clan des ministres et

dirigeants du parti Mapai qui, depuis un certain temps déjà, à la suite de l'affaire Lavon, désiraient se débarrasser de Ben Gourion.

L'occasion de la rupture définitive entre les deux hommes, qui durant quinze ans s'étaient mutuellement admirés et avaient eu une totale confiance l'un dans l'autre, se présenta lors de l'affaire des savants allemands en Égypte.

Le gouvernement d'Israël était, depuis des années grâce à ses agents de renseignements, au courant des activités d'anciens nazis au Caire, au service de la politique anti-israélienne et anti-juive de Nasser. Mais dès 1956, après la défaite de l'armée égyptienne dans le désert du Sinaï, Nasser fit appel à un groupe de savants allemands, qui avaient servi le III^{e} Reich, puis, prisonniers des Alliés, avaient contribué au développement de nouvelles techniques aéronautiques et balistiques aux États-Unis et dans divers pays d'Europe. Ce furent les fameux professeurs Pilz, Goerke et autres spécialistes des fusées V1 et V2 de triste mémoire depuis la bataille d'Angleterre, qui moyennant des sommes astronomiques, s'attelèrent à la tâche néfaste pour Israël, de procurer à Nasser des fusées téléguidées de moyenne portée.

Israël ne s'inquiéta pas outre mesure de l'élaboration de ces projets, sous-estimant peut-être la capacité de ces savants allemands, formés à l'ancienne école et ne possédant pas, de toute évidence, les données scientifiques et techniques nécessaires pour construire les fusées modernes. N'empêche que le monde apprit, dès 1962, que l'Égypte se trouvait en possession de fusées valables, manquant sans doute de la précision requise de téléguidage, mais capables de lâcher en n'importe quel point du territoire israélien des engins explosifs, voire même atomiques. Ce fut le signal d'une campagne internationale, menée avec brio par le chef des services secrets israéliens Isser Harel qui, une fois de plus, se trouva en pays neutre pour diriger de là les opérations nécessaires.

Il est encore trop tôt pour confirmer ou infirmer les déclarations égyptiennes selon lesquelles toutes les opérations perpétuées à cette époque furent l'œuvre des services israéliens : lettres de menaces aux familles des savants en Allemagne fédérale, enlèvements, colis explosifs expédiés de Hambourg en Égypte, campagne de presse en Europe et aux États-Unis et activité diplomatique accrue, menée officiellement par les chancelleries israéliennes dans le monde entier. Isser Harel, qui avait procuré les

informations concernant le travail des savants allemands du Caire, détenait un « blanc-seing » de la part du Premier ministre Ben Gourion. Mais à un moment donné, Ben Gourion et son entourage du ministère de la Défense s'aperçurent que la campagne de Harel allait compromettre de façon irréparable les relations clandestines qu'entretenait le ministère avec l'Allemagne fédérale qui, à cette époque, fournissait à Israël une quantité appréciable d'armes défensives de tout genre.

Ben Gourion se vit obligé de rappeler de toute urgence Isser Harel qui se trouvait alors en pleine campagne, de lui expliquer les dégâts politiques et militaires de son opération, et d'exiger de lui les preuves formelles de ce que Harel, et à sa suite, Mme Golda Meir, ministre des Affaires étrangères, avait appelé « l'arme absolue » qui, à ses dires, se trouvait entre les mains de Nasser, grâce à la collaboration des savants allemands.

Isser Harel, l'homme de confiance de Ben Gourion depuis plus de dix ans, n'avait pas l'habitude de voir son supérieur douter de ses informations et de sa parole.

« C'est mon remplaçant qui fournira les documents nécessaires », dit-il, livide de colère, au Premier ministre, et claqua la porte.

Le lendemain, le pays apprit que Harel avait remis sa démission à Ben Gourion[3]. Depuis la démission de Harel, les Servies Secrets d'Israël sont dirigés par un officier supérieur de l'armée israélienne de grand renom. Seul le « style » des opérations secrètes semble avoir changé sous sa direction. L'esprit qui règne au sein des services depuis l'époque de Harel est resté, lui, égal à lui-même. Quant à l'efficacité de ce remarquable outil, il suffit de rappeler que la victoire israélienne de juin 1967 fut assurée en grande partie par la qualité des renseignements fournis à l'armée par les différentes branches des services secrets.

Vue à la lumière des caractéristiques générales des services secrets d'Israël et des qualités d'intégrité morale et patriotique de ses chefs, la mobilisation d'Eli Cohen par ces services revêt son aspect véritable : émigrant de fraîche date mais connu de ses camarades dans la clandestinité sioniste en Égypte ; parlant parfaitement plusieurs langues et plus particulièrement l'arabe ; dévoué à son pays et de façon générale à la cause juive et sioniste ; honnête et intègre, courageux et – comme nous allons le

voir – volontaire, il fut le type même de l'Israélien que les services secrets de ce pays aiment placer en pays ennemi.

Imitant en cela la Russie soviétique, Israël sait, depuis le premier jour de son indépendance, que rien ne vaut un espion originaire ou citoyen d'Israël, placé dans un pays voisin : sa préparation idéologique, son patriotisme, la connaissance intime des besoins de sa patrie et son ardeur, qui est à l'origine de son courage, font de lui un agent consciencieux qui se bat pour une cause, et non pas pour l'aventure proprement dite, ni pour le bénéfice matériel qui peut en découler.

Tout ceci était vrai pour Eli Cohen.

C'est bien pour cela qu'un jour de 1960, il devait annoncer à sa femme qu'il venait de changer d'emploi et qu'il se laissa pousser une moustache impressionnante.

Il venait d'être engagé comme agent du « Mossad », sous la direction d'Isser Harel.

6

L’apprenti espion

Personne parmi les centaines de passants qui déambulaient ce jour d’été 1960 dans la rue Allenby à Tel-Aviv, ne prêta attention à l’étrange exercice auquel se livraient, au même moment, deux hommes d’apparence différente. L’un, haut de taille et bien bâti, était Eli Cohen. L’autre, plus petit d’une tête, d’aspect trapu et robuste, au visage caractérisé par des sourcils touffus et une moustache imposante, était l’instructeur de Cohen sur la voie qui, de Tel-Aviv, devait le mener à Damas. Eli s’adressait à son instructeur en l’appelant par son prénom : Yitshak (Isaac). Mais quelquefois, il usait aussi du sobriquet que ses camarades des services secrets avaient imaginé pour lui : le Derviche, un titre arabe qui désigne, dans les villages du Moyen-Orient, un sage de l’Islam, interprète du Coran et capable, selon la tradition, d’engendrer des miracles.

Eli, sous la direction du Derviche, était en train de se livrer à l’un des multiples exercices qu’il devait pratiquer avant que la décision de l’envoyer en mission dans un pays arabe ne pût être prise. Cette décision dépendait d’ailleurs des deux côtés – Eli Cohen étant habilité, jusqu’à la dernière minute, à se rétracter et à refuser de partir. Le Derviche avait pris l’habitude de le lui répéter sans cesse de sa voix paternelle :

« Si tu regrettes de t’être engagé, si tu as le moindre doute quant à ta capacité d’accomplir la mission, dis-le et nous nous séparons. Nous n’avons pas contracté de mariage catholique… Ne crains rien, et surtout pas qu’on t’en voudra pour le temps perdu… Tu as parfaitement le droit d’avoir des doutes… » Puis il ajoutait, en anglais : « *No hard feelings…* »

Cette expression avait pour résultat de faire monter le sang aux joues de l’apprenti espion. Retenant sa colère, il disait au Derviche posément : « Me suis-je porté volontaire pour le regretter et changer d’avis ? Quand il s’agit de la sécurité du pays, comment peut-on parler de repentir ? » Lui aussi

avait pris l’habitude de terminer ce dialogue par une sorte de phrase clé qui résumait son état d’esprit : « En quoi suis-je meilleur que tous ceux qui en ce moment même se trouvent déjà en pays ennemi ? »

Eli Cohen et le Derviche allaient et venaient dans cette rue Allenby, au centre de Tel-Aviv, depuis le matin, ne s’arrêtant de temps à autre que pour prendre un jus de fruit ou avaler un sandwich chez un marchand ambulant. La rue Allenby se remplit, dès midi, de centaines et de milliers de passants qui se pressent devant les devantures des magasins ou à l’entrée des nombreuses salles de cinéma qu’on trouve dans cette artère principale de Tel-Aviv.

Eli savait que parmi les milliers de passants se trouvaient deux personnes différentes des autres : avaient pour mission de le suivre. Le Derviche lui avait expliqué l’objet de l’exercice qui était fort simple, mais indispensable dans le cadre de son apprentissage. Eli devait découvrir et identifier les deux agents chargés de sa filature.

« Traverse la chaussée et prends le trottoir opposé », lui ordonnait son instructeur. « Arrête-toi auprès d’un kiosque à journaux, regarde les photos exposées… attarde-toi devant une devanture de magasin… rappelle-toi que tu es suivi. Sans arrêt. Partout. Essaie de les identifier, mais sans panique, sans perdre la tête, sans te retourner, sans attirer leur attention ou celle des passants. » Le Derviche avait soin de rappeler à Eli qu’« aujourd’hui ce sont des amis qui sont accrochés à tes traces. Demain, ce seront les ennemis. Qui sait qui te suivra au Caire, à Damas ou à Bagdad, lorsque tu seras seul en face de l’ennemi ? »

C’était cela, le Derviche. Ses ordres, ses explications, données avec calme, allaient au cœur comme un poignard. Depuis le tout premier moment de l’apprentissage d’Eli Cohen, son instructeur effaçait systématiquement ses illusions. Il ne fit rien pour lui faire peur. Mais il tenait à lui faire éprouver dans tout son réalisme et, quelquefois, dans toute sa cruauté, la tâche dangereuse qui l’attendait le jour où il allait franchir les frontières d’Israël.

Le Derviche tentait par cette méthode d’atteindre un objectif d’une importance capitale pour le succès de la future mission de son disciple.

Un axiome admis dans tous les services secrets du monde dit qu’un espion, en territoire ennemi, sera d’autant plus rassuré sur son sort et, par conséquent, plus audacieux et efficace, qu’il connaît personnellement son

« antenne » au quartier général, qu'il est sûr d'avoir sa confiance et qu'il a confiance entière en lui, en sa logique et le bien-fondé des ordres et des instructions diverses qui émanent de ce supérieur.

Le Derviche réussit en effet, au bout de quelques mois, à gagner la confiance d'Eli et à créer entre eux un courant mutuel de compréhension et d'amitié.

Le Derviche s'était d'ailleurs pris de sympathie pour Eli dès leur première rencontre. Mais pour arriver de cette sympathie spontanée à une totale confiance mutuelle, il avait fallu parcourir un long chemin.

Voici comment les choses s'était déroulées. À l'époque où Cohen travaillait aux archives du ministère de la Défense, il avait fréquemment répété à ses camarades de travail qu'il aurait préféré partir en mission, en pays étranger parce qu'il ne se sentait pas fait pour le travail de bureau. Son travail consistait alors à éplucher et à traduire en hébreu la presse arabe qui chaque jour arrive à Tel-Aviv en provenance de tous les pays arabes, surtout d'Égypte et de Syrie.

Eli Cohen exprima aussi son désir de partir en mission devant un officier du renseignement – un capitaine de taille moyenne et aux cheveux bruns qui dirigeait le service des traductions du ministère. Il ne réagit pas aux paroles d'Eli Cohen. Mais quelques semaines plus tard, il lui dit incidemment : « Jai posé la question à qui il fallait pour savoir si on voulait de toi. Mais on m'a répondu que, sans te vexer, le principe de refuser les volontaires était valable pour toi comme pour les autres. Cela signifie qu'on ne fera aucune exception pour toi. »

Ce fut le premier refus auquel se heurta Eli Cohen de la part des services secrets.

Sa déception était grande. Il s'en ouvrit devant un autre employé du service des traductions, un certain Zalman, qui se rappelle avoir entendu d'Eli les paroles suivantes :

« Pourquoi dois-je gaspiller mon temps à éplucher la presse arabe, alors que je me sens capable de puiser de bien meilleures informations sur place ? »

Cohen ne soupçonna pas à quel point Zalman avait été attentif à ces paroles et avec quelle fidélité il les rapporta opportunément à ses supérieurs. Cohen ne savait pas non plus que pendant ce temps les services

secrets étaient déjà en train de constituer son dossier et de réunir toutes les informations le concernant et émanant de multiples sources. On étudiait son passé, on interrogeait discrètement ses amis, sa famille, ses connaissances.

Son dossier ainsi constitué fut transmis, en dernière instance, au Derviche qui décida, au début de 1960, de faire personnellement la connaissance d'Eli Cohen et d'étudier son cas.

Un soir, rentrant de son poste d'aide-comptable au « Mash-bir », Eli fut étonné de trouver chez lui Zalman. Celui-ci s'excusa auprès de Nadia et prétextant une conversation discrète concernant des affaires commerciales, il entraîna Eli dans la rue. C'est à ce moment-là qu'Eli apprit pour la première fois que les services secrets avaient, contrairement aux apparences, enregistré sa demande, et que l'heure d'étudier son cas était venue.

« Nous avons refusé à deux reprises de te prendre en considération. Mais maintenant c'est à notre tour de te demander : es-tu vraiment prêt à collaborer avec nous ? Es-tu disposé à partir en mission, le moment voulu, en Europe ou même en pays arabe ? » lui dit en substance Zalman.

Le rapport que Zalman présenta à ses supérieurs à la suite de cette conversation avec Cohen dans une rue animée de Bat-Yam fut simple et clair. Eli Cohen, « très ému », devait dire Zalman, n'avait prononcé qu'une seule et courte phrase : « Ma seule objection est que je ne tiens pas à partir en Europe. Je voudrais partir dans un pays arabe de votre choix. »

Zalman insista encore sur le fait que la vie privée de Cohen allait changer incessamment puisque sa femme était enceinte, et que ceci pouvait influencer sa décision ; que le salaire qu'il allait toucher aux services secrets était ridiculement bas (350 LI = 575 francs) ; et que de toute façon rien encore n'était décidé définitivement et qu'il aurait le temps et la possibilité de se rétracter.

Deux jours plus tard Cohen se trouva en face du Derviche. C'était à nouveau le soir, après son travail. Zalman accompagna Eli et, ensemble, ils grimpèrent les marches d'une maison vétuste, dans la rue Allenby, près du bâtiment de la poste centrale. Ils sonnèrent à la porte d'une mansarde dont la couleur s'effritait par endroits. « Je m'appelle Yitshak », se présenta le Derviche, un large sourire aux lèvres. Zalman les quitta, le Derviche et Eli prirent place dans deux fauteuils et la conversation qui s'engagea entre eux fut empreinte, dès les premiers mots, de sympathie mutuelle. Ils étaient

seuls dans cette mansarde, meublée comme un pied-à-terre caractéristique de célibataire.

« Pourquoi veux-tu partir, Eli ? Qu'est-ce qui te pousse vers l'aventure ? N'es-tu pas heureux chez toi ? Désires-tu échapper à la vie de famille ? » lui demanda Yitshak.

Cohen réagit à ces questions comme à une morsure de serpent. À plusieurs reprises, il témoigna, presque violemment, de son amour sincère pour sa femme Nadia, et de son bonheur conjugal. Il avoua bien avoir des difficultés matérielles, ne gagnant que 180 LI (300 francs) par mois comme aide-comptable au « Mashbir », et qu'il lui était difficile de « joindre les deux bouts ». Mais Eli Cohen se révolta à l'idée de s'engager aux services secrets pour des raisons d'ordre matériel. « Je suis persuadé de pouvoir rendre de bons services à notre cause. Nadia acceptera l'idée de se séparer de moi pendant de longs mois à condition que je fasse quelque chose d'utile pour le pays et que je me consacre à un travail qui me plaise. »

Le Derviche l'interrompit : « Souviens-toi que ni ta femme, ni aucun de tes proches parents ou de tes amis n'aura le droit de savoir quoi que ce soit de tes activités, au cas où nous t'engageons. Si ton activité est couronnée de succès, tu pourras partager ta joie et ta fierté… avec toi-même et – rarement – avec tes chefs du Mossad. Il t'est absolument défendu de parler à qui que ce soit de quoi que ce soit qui se rapporte aux services. Souviens-toi que non seulement ta vie ou ta mort en dépendent mais aussi le sort de nos opérations. Ta vie nous importe d'ailleurs autant que le sort de nos opérations. »

Eli eut le sentiment d'avoir commis une faute. Il essaya de se rattraper. « Il n'est pas question que je dise à Nadia la vérité sur mon activité. Je voulais simplement dire que Nadia sera heureuse de ma nouvelle affectation, dans la mesure où elle aura le sentiment que cela répond à mes désirs, sans qu'elle sache de quoi, au fond, il s'agit. »

Le Derviche lui indiqua alors que sa femme Nadia serait obligée de croire, une fois pour toutes, que son mari avait trouvé un emploi dans une société commerciale d'import-export et qu'il était obligé de voyager pour le compte de cette société en Israël et à l'étranger.

« Tu seras obligé de mentir à ta femme. Es-tu sûr de pouvoir lui mentir ? Est-ce que ce mensonge ne créera pas d'abîme entre vous ? » demanda Yitshak à Eli. Il savait pertinemment, en son for intérieur, qu'aucun service

secret au monde n'était capable d'éviter que ses agents ne dévoilent le secret de leurs missions à leurs femmes légitimes, dans l'intimité du lit conjugal, après de longs mois d'absence. Néanmoins, il était tenu de parler de la sorte à Eli, comme d'autres supérieurs, dans d'autres services secrets, étaient tenus de dire ces mêmes choses inutiles à leurs nouveaux candidats.

La conversation du Derviche avec Eli Cohen, dans cette mansarde de la rue Allenby, dura plusieurs heures et se prolongea fort tard dans la nuit. Yitshak avait posé devant lui le dossier de Cohen et mena une enquête systématique, l'interrogeant sur tous les problèmes soulevés par ceux qui avaient étudié le dossier avant de donner le « feu vert » pour cette première conversation. L'épisode des sabotages en Égypte et l'arrestation de Cohen, consécutive aux sabotages fut l'objet d'un interrogatoire serré de la part de Yitshak. De toute évidence, il était important de savoir ce que les Égyptiens connaissaient ou pouvaient connaître de la vie de Cohen et dans quelle mesure ils seraient aptes à repérer Cohen, dès que celui-ci franchirait la frontière d'un pays arabe : inutile d'ajouter que les services israéliens n'avaient jamais imaginé expédier Cohen en Égypte où il était connu et classé comme agitateur sioniste.

Sans répit, le Derviche revint à la question des motifs qui avaient poussé Cohen à poser sa candidature. Il lui demanda même s'il ne lisait pas trop de romans d'espionnage et si ce n'est pas ce genre de lecture qui était à l'origine de son désir de devenir espion. Là encore, Eli Cohen s'attacha à faire la preuve de sa bonne foi et de sa sincérité, en insistant sur le fait que tout dernièrement encore il s'en était pris à son petit frère Abraham parce que celui-ci lisait trop de « série noire » et que cette littérature risquait de le détourner de ses livres d'école.

Les réponses d'Eli, son honnêteté et sa sincérité, plurent à Yitshak. Le Derviche, loin d'être un bureaucrate – il avait, avant 1948, combattu dans un mouvement clandestin, « terroriste », où il s'était rendu célèbre – eut instinctivement l'impression qu'Eli ferait parfaitement l'affaire des services secrets.

Peu avant minuit, le Derviche tendit à Cohen plusieurs formulaires à remplir et à signer qui portaient tous la mention « État d'Israël – Ministère de la Défense nationale ». Tous comportaient des questions dont les réponses, dans le cas précis d'Eli Cohen, étaient déjà connues du Derviche et de ses supérieurs. Mais il leur manquait encore la signature formelle de

Cohen – chose qui fut faite cette même nuit-là et qui signifiait que Cohen s'engageait dans les services secrets d'Israël.

Les jours prochains étaient consacrés à une longue série d'examens médicaux, psychologiques et psychotechniques. Cohen reçut la mention sanitaire A-1, qui signifie que physiquement il était parfaitement apte pour le service. Les examens psychologiques et psychotechniques durèrent trois jours pendant lesquels Cohen prit congé de son travail à la Coopérative de Vente du « Mashbir ». Là encore, les résultats des examens furent positifs et il eut droit à d'excellentes mentions de la part des psychologues.

Dans les services secrets d'Israël, on se plaît à dire que les candidats aux missions secrètes et dangereuses à l'étranger doivent obligatoirement se soumettre à l'examen d'un psychologue, « parce que seuls des fous sont capables de partir à Damas ou à Ryad » : c'est une boutade qui signifie, au fond, que seuls des hommes parfaitement normaux sont capables de réussir dans cette sorte d'aventure.

Plusieurs semaines après ces examens, le Derviche eut une deuxième entrevue avec Cohen.

« Tout s'est très bien passé pour toi, pourvu que cela dure », dit Yitshak à Cohen, en lui tapant sur l'épaule. « Nous sommes encore loin du but. Il faut que tu démissionnes maintenant de ton travail et que tu te mettes entièrement à notre disposition. Pendant six mois, tu vas suivre un entraînement très dur et éreintant, tant physiquement que mentalement. Si, au bout de ces six mois, nous sommes encore d'accord, toi autant que nous, alors nous envisagerons la suite. À partir d'aujourd'hui, tu recevras un salaire mensuel de 350 livres. »

Ce jour-là, Eli rentra heureux à la maison et annonça à Nadia qu'il venait d'être engagé par une société commerciale pour laquelle il ferait, au moment voulu, des voyages à l'étranger. Nadia ne lui posa aucune question superflue. À partir de ce jour-là, il se laissa pousser la moustache, comme le Derviche le lui avait demandé. « Une belle moustache, au moins aussi belle que la mienne », lui avait dit Yitshak en souriant. Il est vrai que le Derviche possède depuis trente ans une bien belle moustache, de dimension impressionnante, mais plutôt négligée et jaunie, sur les bords, par la nicotine des cigarettes qu'il fume comme une cheminée…

La famille de Cohen fut tout étonnée de découvrir un jour qu'Eli se laissait pousser une moustache alors qu'on savait qu'il n'avait jamais eu

cette tentation réputée « virile » en Orient. Eli trouva une explication qui avait l'air de calmer les appréhensions de sa famille. « J'ai juré de ne plus me raser la moustache jusqu'au jour où Nadia accouchera d'un garçon. »

Car Nadia venait de donner naissance au premier enfant d'Eli Cohen, une petite fille qui fut baptisée Sophie. Mais Eli désirait ardemment un fils, et ne l'avait pas caché à sa femme.

Peu de temps après, un autre événement devait affecter Eli et sa famille : son vieux père décéda au début de cette même année 1960.

En compagnie du Derviche, Eli Cohen faisait et refaisait donc, à pied, l'aller-retour de la rue Allenby, en cette journée d'été 1960, essayant d'identifier sa « filature », et à la déjouer.

Au début, il connut échec sur échec dans cet exercice qu'on répéta sans répit durant des jours entiers. Pas une seule fois, il n'avait réussi à découvrir les agents qui le suivaient. Pourtant, chaque fois après l'exercice, le Derviche lui présentait des photos qui avaient été prises par eux dans les rues de Tel-Aviv, photos qui le montraient arrêté devant un kiosque à journaux ou devant les vitrines d'un magasin. On lui montrait même des films qui avaient été tournés pendant qu'il déambulait dans les rues, sans avoir été capable de distinguer les hommes qui le filaient, des autres passants.

Ce n'est qu'au bout d'une semaine de ces exercices qu'Eli Cohen réussit enfin pour la première fois à déceler ceux qui le suivaient. À partir de ce moment, l'exercice devint un jeu, Eli reconnaissant de plus en plus facilement les « filatures », apprenant à les « semer » grâce aux conseils du Derviche, tandis qu'eux essayaient par tous les moyens à le surprendre, sans être vus, avec leurs appareils de photos miniature.

Vers la fin du premier mois de cet entraînement intensif, son instructeur soumit Eli à une épreuve d'un autre genre. Une épreuve qui se déroula à Jérusalem.

L'opération débuta par la remise à Cohen d'un passeport de nationalité française, établi au nom de Marcel Cowen. C'était le passeport d'un Juif d'origine égyptienne, de passage en Israël, avant de s'embarquer pour un pays africain. On avait simplement échangé la photo d'identité de ce

touriste temporaire, avec celle de Cohen, pour la durée de l'exercice. Une jeune fille, Zeira, secrétaire aux services secrets à Tel-Aviv, remit ce passeport à Cohen.

Les instructions du Derviche étaient sans ambiguïté : Eli Cohen, muni du passeport établi au nom de Cowen, devait se rendre de Tel-Aviv à Jérusalem et, pour la durée de l'exercice, il devait se comporter somme s'il était le véritable propriétaire de ce passeport. En d'autres mots : Eli devait prendre l'identité du touriste français d'origine égyptienne, dont on savait qu'il ne parlait que le français et l'arabe. Sous cette identité, il avait pour mission de contacter un nombre maximum de personnes de son choix – commerçants, employés, fonctionnaires ou même ministres – susceptibles de lui fournir des informations sur Israël.

Ce n'était rien d'autre que ce qu'on appelle, en langage technique des services secrets, une opération type « couverture ».

Le Derviche combina cette opération avec l'exercice qu'il venait d'achever avec sa nouvelle recrue à Tel-Aviv : il informa Cohen-Cowen qu'à Jérusalem, pendant toute la durée de son séjour, il serait suivi par plusieurs agents du service et que l'opération serait d'autant mieux cotée qu'il réussirait à échapper à leur vigilance.

Ému à la pensée que cette fois-ci, il aurait à se comporter à Jérusalem comme s'il était déjà espion en pays étranger, Eli, devenu Marcel Cowen, prit le chemin de Jérusalem, après avoir indiqué à sa femme qu'il s'y rendait « pour affaires », et qu'il y resterait plusieurs jours.

Il arriva à Jérusalem par le train et s'installa dans une modeste pension de famille où il se fit enregistrer sous son nom d'emprunt. Puis, il se mit immédiatement en devoir de faire un tour en ville et de contacter les habitants de son choix.

Jérusalem, ses quartiers pauvres et ses petites ruelles le long de la frontière jordanienne, l'antique muraille qui sépare la ville israélienne de la ville arabe, les postes de tir de la Légion arabe tout au haut des créneaux de cette muraille donnaient à Eli Cohen, qui venait à Jérusalem pour la seconde fois depuis son arrivée en Israël, l'illusion d'une vieille citadelle orientale. Livré à soi-même par le fait de sa mission, il eut le loisir d'observer la ville et de s'imprégner de son caractère tellement particulier et unique dans le monde.

Parlant couramment le français, il n'eut aucune difficulté à lier conversation avec quelques hôtes de la pension[1] où il était descendu, auxquels il se présenta comme un touriste « du Midi de la France », et à apprendre d'eux quels étaient les cafés et les restaurants de la capitale où on pouvait aisément rencontrer des hommes d'affaires et des fonctionnaires du gouvernement.

C'est ainsi que la deuxième journée après son arrivée à Jérusalem, il fit la connaissance, au café *Vienna*, d'un fonctionaire appartenant à un grand ministère, et le soir même fut invité à dîner chez lui. Au dîner, il rencontra, entre autres personnes, le sous-directeur d'une petite banque de la capitale. Ce sous-directeur lui donna rendez-vous, pour le lendemain, dans son bureau, dès qu'il apprit de la bouche du touriste « français » qu'il avait l'intention de s'installer en Israël et d'y transférer son modeste capital. La conversation qui s'engagea le lendemain entre Cohen et le sous-directeur, qui avait senti anguille sous roche et désirait de toute évidence faire profiter son établissement du virement de capital entrevu, fut longue et fructueuse. Cohen apprit tout des difficultés économiques et financières d'Israël, de la « catastrophe » qui s'approchait sous forme de l'arrêt des paiements des réparations allemandes et de la baisse des collectes d'argent pour Israël aux États-Unis. Eli posa d'innombrables questions et le sous-directeur s'employa à fournir les réponses fort poliment et avec une bonne volonté évidente.

Inutile de dire que le jeune banquier s'étonna, par la suite, de ne plus avoir de nouvelles de son client. Il est peut-être permis de penser qu'il sera scandalisé à la lecture de ces lignes, apprenant seulement maintenant que « le touriste du Midi de la France » n'était autre qu'Eli Cohen.

L'apprenti espion s'était aperçu qu'à Jérusalem il était suivi, comme le Derviche l'en avait prévenu. Plus tard, il contempla d'ailleurs les photos qu'on avait prises de lui, entre autres au café *Vienna*, avec le fonctionnaire du ministère. Par contre, il avait réussi à sauvegarder le secret de sa rencontre avec le banquier, et il fut félicité par son instructeur.

L'opération « Jérusalem » dura dix jours. Cohen, alias Cowen, fit la connaissance d'un nombre impressionnant de commerçants, fonctionnaires officiels ainsi que de plusieurs intellectuels de cette ville universitaire. Le dossier qu'il réunit fut plus que satisfaisant, aux yeux de ses supérieurs. Les services secrets arabes auraient pu s'en délecter. Après la lecture du dossier,

le Derviche rédigea un rapport à l'intention du chef du « Mos-sad » dans lequel il était dit, entre autres, qu'Eli Cohen se distinguait par une personnalité variée et des idées originales et qu'il possédait la faculté d'entrer rapidement en contact avec autrui. Eli Cohen, disait ce rapport, a en outre le sens de l'initiative, est doué d'intelligence inventive et de réflexes mentaux rapides et excelle à créer la confiance autour de son personnage. La perfection avec laquelle il parle plusieurs langues lui facilite, par ailleurs, sa tâche. « En conséquence », rapporte le Derviche, « je suis persuadé qu'il réussira dans la mission que nous lui assignerons, et qu'il souhaite être chargé de cette mission en toute sincérité. En plus, Cohen est un entêté, dans le bon sens du mot : entêté à atteindre son but. »

L'exercice de Jérusalem avait prouvé que Cohen était capable d'emprunter en permanence, l'identité d'un autre et de se comporter comme tel. Il est évidemment plus aisé de se conduire comme un Juif, fût-ce un touriste juif d'origine française, parmi les Juifs de Jérusalem, que d'emprunter l'identité d'un Arabe et de se conduire comme tel à Damas ou au Caire. Mais n'est-il pas aussi évident que les services secrets d'Israël ne peuvent pas se permettre le luxe d'expérimenter leurs futurs agents dans les pays de destination ?

C'est en tout état de cause, à la suite de l'exercice de Jérusalem, que le Derviche était arrivé à la conclusion qu'on pourrait, le moment voulu, implanter Cohen dans une capitale arabe, non pas sous une identité espagnole ou sud-américaine, comme on avait initialement projeté de le faire, mais bien sous une identité arabe solidement établie. L'aspect physique de Cohen, et son parfait accent arabe, rendraient, de l'avis du Derviche, une telle opération plausible avec un minimum de risques.

Doué depuis son jeune âge d'une mémoire visuelle excellente, Eli n'eut aucune difficulté à suivre, dans le cadre de sa préparation intensive par le Derviche, les exercices répétés et de plus en plus ardus, de « *mémorialisation* » – autrement dit d'entraînement de la mémoire. Ces exercices eurent lieu en général dans la mansarde de Yitshak, rue Allenby à Tel-Aviv. Durant des heures, Yitshak exposait des objets de toute sorte sur une table, les couvrait au bout d'un instant et demandait à Eli de dessiner les objets qu'il avait seulement eu le temps d'entrevoir, ou de répondre à des questions concernant des détails de tel ou tel objet. La deuxième étape de cet exercice consistait à montrer à Eli des prototypes miniatures de

différentes armes, depuis des revolvers et des fusils jusqu'aux différents genres de tanks et d'avions supersoniques. En troisième lieu, on se servit de projections statiques d'engins véritables, qui se trouvaient en la possession des armées arabes : le tank T-54, les Mig-15, Mig-17, Mig-19 et même le Mig-21, tous d'origine soviétique. Le Derviche disait alors à Eli : « L'URSS ne les a pas encore tous livrés aux États arabes, mais cela ne va pas tarder… » Deux ans plus tard, ce fut effectivement chose faite.

Ces exercices furent répétés pendant des jours et des semaines. Yitshak expliqua à son élève sans répit que la mémoire visuelle infaillible était indispensable, qu'il devait connaître par cœur, quasi automatiquement, tout l'arsenal arabe et que moins il prendrait, en pays ennemi, de notes écrites, se fiant entièrement à sa mémoire, mieux cela vaudrait. « Les notes écrites et les dossiers ont leur place au quartier général. Toi, tu n'auras besoin que de ta mémoire. C'est indispensable. »

Au mois de septembre 1960, Eli Cohen eut droit à un premier congé. Ce congé, qui coïncidait avec le Nouvel An juif, (Rosh-Hashana), fut pratiquement la première occasion pour Eli de remplir son rôle de père auprès de la petite Sophie, qui venait de naître.

C'est également à cette époque que se situe un épisode sans importance mais révélateur de l'état d'esprit d'Eli. Un des frères d'Eli Cohen, Ephraïm, qui vivait au Kibbouts Revivim, dans le Neguev, se souvient qu'Eli vint lui rendre visite vers la fin de l'été 1960. Ensemble, ils se rendirent chez un amateur de radio du Kibbouts, dont la chambre était équipée d'un poste émetteur. Lorsque le contact fut établi entre l'amateur de Revivim et un autre amateur-radio quelque part hors des frontières d'Israël, Eli se saisit du microphone et s'écria, à la stupéfaction de ses amis : « Mon nom est Eli Cohen. J'ai été chassé d'Égypte comme des milliers d'autres Juifs. De nombreux Juifs se trouvent encore en Égypte, et tous y sont maltraités. »

Son frère reprit le microphone des mains d'Eli et lui dit vertement : « Es-tu devenu fou ? Qu'est-ce qui te prend ? »

« Le monde doit apprendre la vérité. Personne ne fait rien pour nous venir en aide », répliqua Eli amèrement.

Ce fut la première fois et sans doute la dernière fois qu'Eli Cohen émit « en clair ». Durant des années, jour après jour, il allait se servir d'un poste émetteur. Mais ses émissions, à ce moment-là, étaient codées – et rares furent les personnes à Tel-Aviv habilitées à les déchiffrer.

7

Une nouvelle identité

Peu de temps après le Nouvel An juif, en automne 1960, Yitshak, le « Derviche », se mit en devoir d'établir la nouvelle identité d'Eli Cohen.

En tout premier lieu, il s'agissait de faire de Cohen un Arabe capable de pratiquer le culte islamique avec la même perfection qu'il pratiquait le culte israélite. Pour ce faire, on expédia Cohen, avec une fausse identité et sous le prétexte qu'il était étudiant à l'université de Jérusalem, dans la ville arabe de Nazareth. Le Sheikh Mouhamed Salmaan, un vieillard d'aspect patriarcal, devint le professeur d'Islam de Cohen – sans bien entendu se rendre compte le moins du monde de quoi il s'agissait vraiment et dans quel but son disciple avait une telle soif de religion islamique.

Assis à l'orientale sur un tapis, dans la belle maison de pierre du Sheikh, Eli s'attela à la tâche de compléter par la pratique du culte les études théoriques de l'Islam qu'il avait entreprises dès sa jeunesse à Alexandrie. Les professions de foi, certains chapitres du Coran, et surtout l'ensemble des prières, qui varient selon les saisons et les fêtes, étaient à la base de cet apprentissage pratique. Eli apprit à réciter par cœur les cinq prières quotidiennes de l'Islam et la fameuse « Fat'ha », la prière d'ouverture qui sert d'introduction à toutes les autres.

Eli, complimenté par le Sheikh Mouhamed Salmaan, pour ses progrès rapides, portait sur lui en permanence un livre du Coran, dont il dut apprendre des passages entiers par cœur. Il prit l'habitude de se rendre les vendredis dans les mosquées qu'on trouve en Israël dans les campagnes arabes, de se prosterner comme les autres fidèles en direction de la Mecque, et de répondre au muezzin qui appelle les fidèles du haut de la mosquée : « La Ilaha Illa Allah Vamouhmad Rassoul Allah » (« Il n'y a de Dieu qu'Allah et Mohamed est son prophète »).

L’identité qu’on allait établir pour Eli lui permettait de ne pas tout connaître de la religion islamique. Il était indispensable pour le but de sa mission, qu’il prenne l’apparence d’un Arabe *progressif*, qui ne connaît de la religion que ce qu’il en apprit comme enfant à l’école. Mais Eli, appliqué de nature, se surpassa de zèle et poussa son apprentissage beaucoup plus loin que ses supérieurs ne l’avaient espéré.

Fin 1960, Eli Cohen prit connaissance de sa nouvelle identité. C’est encore le Derviche, dans sa mansarde à Tel-Aviv, qui la lui dévoila un jour de novembre 1960.

« À partir d’aujourd’hui, tu prendras l’habitude de ton nouveau nom qui sera *Kamal Amin Taabes*. Kamal – est ton prénom, Amin – le nom de ton père, et Taabes – ton nom de famille. Tu es fils d’une famille d’origine syrienne. »

« C’est tout ce que vous avez trouvé comme nom ? Ce n’est pas bien joli », devait dire Eli, un sourire aux lèvres. « Ce n’est pas très joli, mais c’est un nom typiquement syrien », lui expliqua le Derviche qui ajouta qu’Eli avait « bien de la chance d’avoir quelques mois devant lui pour s’habituer à son nom, alors que d’autres, en de pareilles circonstances, sont souvent obligés de découvrir leur nom dans un faux passeport qu’on leur remet entre deux avions, dans les toilettes d’un aérodrome quelconque ».

Cohen apprit, du même coup, que le pays de sa destination était la Syrie, qu’il allait dorénavant passer le plus clair de son temps à se familiariser avec la géographie, la topographie, l’histoire passée et actuelle et l’économie de ce pays. « Et surtout – ajouta le Derviche – surtout, il te faudra étudier le dialecte et l’accent syriens qui, comme tu le sais, sont différents du dialecte égyptien que tu parles. »

Il y a en effet plus qu’une différence de nuances entre l’arabe tel qu’on le parle à Damas ou au Caire. La lettre « Gim », par exemple (« G ») se prononce « Guim » en Égypte, mais « G’im » en Syrie ; par conséquent, le nom du Président égyptien se prononce *Gamal* Abdoul Nasser, en Égypte, mais *G’amal* en Syrie. L’union politique de l’Égypte et de la Syrie – la République arabe unifiée (R.A.U.), qui venait d’être réalisée à cette époque mais ne dura guère – ne changea évidemment rien aux différences de prononciation entre Le Caire et Damas, auxquelles s’ajoute l’emploi d’un vocabulaire qui diffère sensiblement d’un pays à l’autre.

Après les exercices de « filature », de fausse identité, de culte islamique, Eli Cohen, devenu Kamal Amin Taabes, devint l'élève d'un professeur de phonétique arabe, originaire de Damas. En même temps, il fut obligé d'écouter plusieurs fois par jour la radio de Damas afin de s'imprégner de l'accent syrien et de suivre les affaires courantes de ce pays.

Il va sans dire que dès lors, Eli Cohen eut un emploi du temps chargé, qui débutait tôt le matin pour se prolonger le plus souvent tard dans la nuit. Les techniciens des services secrets lui enseignèrent à se servir de différents modèles de postes émetteurs, depuis les appareils courants jusqu'aux postes clandestins miniatures dont on se sert dans les missions d'espionnage. Destiné à travailler seul en Syrie, sans « réseau », c'est déjà en solitaire qu'il suivit tous ces cours, et de toute évidence seul avec son instructeur qu'il apprit le code secret dont il allait se servir plus tard pour ses émissions clandestines. Eli eut des facilités en ce qui concerne l'aspect technique de cet apprentissage, ayant suivi des cours d'électronique à Alexandrie. Ses instructeurs furent enchantés de constater qu'il possédait une main légère et que sa « frappe » était douce – détail qui plus tard devait avoir des conséquences considérables. Il s'exerça aux différentes techniques pour monter et démonter des émetteurs, gros comme un paquet de cigarettes, et pour leur trouver des cachettes appropriées, telles que des appareils à raser ou des ustensiles ménagers. Les appareils photographiques, dont Eli Cohen s'était servi en amateur, devinrent maintenant de véritables objets professionnels. Entre autres, on lui apprit à se servir d'une petite caméra destinée à produire des microfilms.

En solitaire, il passa également des heures dans une petite salle de projection de Tel-Aviv pour suivre sur l'écran des films consacrés à la Syrie – comprenant, depuis certaines copies de films de la télévision syrienne et des documentaires sur la vie en Syrie, jusqu'aux prises de vue secrètes des forces armées de Damas et les défilés de l'armée syrienne dans les rues de la capitale.

En même temps, il fallait encore que le futur espion étudie à fond la situation politique du pays dont il allait franchir les frontières. Il parcourut d'innombrables brochures, en hébreu et en arabe, fut obligé d'avaler des livres, de lire et relire des journaux, d'apprendre par cœur des dates et le déroulement détaillé de certains événements politiques. Il va de soi qu'il suivit dès lors l'actualité syrienne, au jour le jour.

Le fait politique dominant de l'année 1960 fut, pour Israël, la tension grandissante à sa frontière avec la Syrie. Au fur et à mesure que le calme s'était installé le long de la frontière égypto-israélienne, faisant suite à la cinglante défaite que les divisions du général Moshé Dayan avaient infligée à l'armée de Nasser dans le Sinaï – on assistait à un échauffement progressif à la frontière nord du pays. L'Union fédérative, de courte durée, qui venait d'être instaurée entre la Syrie et l'Égypte, encourageait le gouvernement de Damas à tenter d'arracher de force certaines bandes de terrain en litige à la frontière des deux pays.

Le Premier ministre, M. David Ben Gourion, ne cachait pas ses inquiétudes quant à l'évolution future de la situation. Le 17 janvier 1960, il présenta un rapport détaillé devant le Conseil des ministres qui s'était réuni à Jérusalem sous sa présidence expliquant qu'Israël se trouvait, à son avis, engagée malgré elle dans une situation qui du jour au lendemain risquait de devenir explosive. Se basant sur des chiffres fournis par les services de renseignements, il informa le gouvernement de la quantité croissante d'armes modernes qui affluaient dans la République arabe unifiée, c'est-à-dire en Égypte autant qu'en Syrie, en provenance de l'URSS et de ses satellites.

« Le rapport des forces armées au Moyen-Orient évolue en permanence au détriment d'Israël », déclara Ben Gourion devant ses ministres, et se tournant vers l'officier supérieur chargé du service des renseignements militaires (le « Modiin ») qui assistait à la réunion du Conseil, il le pria de fournir au gouvernement les chiffres exacts concernant le matériel de guerre, récemment débarqué en R.A.U. Ben Gourion constata par la même occasion que la population d'Israël, à son grand regret, ne se rendait absolument pas compte de ce qui se tramait dans les capitales arabes voisines, et que « l'indifférence générale était le pire ennemi de la sécurité nationale ».

Le Premier ministre proclamait enfin, dans les conclusions de son rapport, qu'Israël devait redoubler ses efforts pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en armes, d'une part, et pour perfectionner, d'autre part, ses sources d'informations afin de prévenir à temps une éventuelle initiative militaire de la part de Damas ou du Caire.

Deux semaines plus tard, il s'avéra que Ben Gourion avait vu juste. Les Syriens venaient d'installer le long de leur frontière, à l'extrémité sud-est du lac de Kinereth, deux divisions de blindés et d'infanterie dont le but était d'empêcher Israël de cultiver des terres agricoles frontalières appartenant au kib-bouts Tel-Katzir. La tension monta à son paroxysme lorsque les soldats syriens ouvrirent le feu en direction du kibbouts Tel-Katzir, et qu'apparurent, pour la première fois, des avions de combat Mig-17 dans le ciel de la vallée du Jourdain. Aussitôt, l'armée de l'air israélienne expédia sur les lieux plusieurs « Mystères » de fabrication française qui donnèrent la chasse aux appareils syriens.

Le général en chef de la zone nord d'Israël dit le 31 janvier 1960 à ses officiers, penchés au quartier général sur le plan des opérations prévues en cas de riposte : « Le gouvernement a pris la décision de sauvegarder coûte que coûte le statu quo dans cette région. » Ce disant, il disposa devant les officiers du quartier général plusieurs éclats d'obus soviétiques qui, le matin même, avaient été tirés par des canons syriens en direction du kibbouts Tel-Katzir. « Les Syriens refusent depuis 1957 de reconnaître le tracé de la frontière internationale qui sépare nos deux pays. Leur attitude est soutenue par Le Caire. Nous reconnaissons cette frontière et nous défendrons le tracé initial à l'aide de notre artillerie, s'il le faut », ajouta-t-il à l'intention des officiers.

Pas plus tard que deux heures après, un Israélien fut tué et deux autres étaient blessés à la suite du bombardement renouvelé d'artillerie syrienne contre Tel-Katzir. L'armée israélienne répliqua la nuit suivante, celle du 31 janvier au 1er février 1960, effectuant la première expédition punitive depuis la campagne du Sinaï, cette fois-ci en territoire syrien.

Peu avant minuit, la brigade « Golani » fit mouvement en direction des postes syriens situés sur les collines de Tawafik, d'où était parti le tir d'artillerie dirigé contre Tel-Katzir. Toute la vallée du Jourdain retentit cette nuit du vacarme infernal des explosions d'obus et du tir nourri d'armes automatiques.

Les Syriens eurent recours à de puissants projecteurs pour illuminer l'ensemble du théâtre des opérations. Mais les unités de la brigade « Golani » eurent raison de l'ennemi, prirent d'assaut les postes fortifiés de Tawafik, les détruisirent, firent sauter une cinquantaine de maisons du village, et se retirèrent laissant derrière eux plusieurs dizaines de soldats

syriens tués. Ils ramenèrent de cette bataille un important butin de véhicules blindés et d'armes légères et lourdes de tout genre.

Eli Cohen fut un des premiers à contempler le butin pris aux Syriens, et passa en revue les différentes armes. À l'aide de son instructeur, il fut à même de tirer les conclusions de la bataille de Tawafik. Les Syriens, considérés comme les meilleurs soldats arabes, s'étaient courageusement battus, mais avaient succombé face aux soldats de « Golani », mieux entraînés. Le succès de Tawafik avait été possible, expliqua l'instructeur, parce que Tsahal, l'armée d'Israël, était parfaitement au courant des armes et des effectifs que les Syriens avaient concentrés dans cette région.

« De ce fait, nous avons été capables de conquérir les postes de Tawafik en moins de quatre heures », commentait le Derviche. « Pour commencer, nous avons mis l'artillerie syrienne hors combat par des tirs précis grâce à la connaissance parfaite de ses emplacements. Somme toute », conclut le Derviche, « l'artillerie syrienne avait été capable de bombarder Tel-Katzir aussi longtemps que nous le lui avions permis. »

La leçon dont le Derviche voulut faire profiter Eli Cohen, tant que celui-ci se trouvait encore du côté israélien de la frontière, était la suivante :

« Des victoires comme celle que nous venons de remporter à Tawafik seront renouvelables à la condition d'être renseignés avec le maximum de précision, d'efficacité et de rapidité sur les armes syriennes, les unités en position le long de notre frontière, l'emplacement exact des fortifications et le mouvement des troupes de renfort. Voilà une tâche essentielle qui sera la tienne lorsque tu te trouveras de l'autre côté de la frontière. »

Cohen, qui se trouvait cette nuit-là en compagnie du Derviche à un poste israélien avancé, eut l'envie soudaine de passer la frontière d'ores et déjà, pour s'installer à Damas. Il ne savait pas encore qu'il aurait à traverser et retraverser la moitié du globe terrestre avant de s'aventurer dans les rues, les ministères et le quartier général de Damas.

Un autre événement, peu de temps après l'expédition de Tawafik, permit à Eli Cohen d'en apprendre long sur les méthodes des services de renseignements de la République arabe unifiée.

Le 8 février, une semaine après Tawafik, le secrétaire d'État à la Défense nationale, M. Shimeon Peress, annonça qu'Israël avait fait appel à plusieurs puissances étrangères pour obtenir les armes lourdes et les tanks dont elle avait besoin pour sa défense mais n'avait récolté que des refus. Aucune de ces puissances n'était prête à écouter les avertissements israéliens qui faisaient état du fait que la R.A.U. avait en sa possession un nombre de tanks supérieur au nombre réuni de ceux dont avaient disposé les divisions blindées de Rommel et l'armée de Montgomery durant la « bataille du désert ». Toutes les puissances, sauf la France qui continuait comme par le passé à prouver son amitié envers l'État juif, et lui fournissait des avions – refusèrent par conséquent de livrer les armes nécessaires à Israël.

L'état-major unifié des forces armées de la R.A.U. continuait cependant à rester maître de la situation et à guider les mouvements de troupes syriennes sur la frontière septentrionale d'Israël. Le 13 février, on apprit soudain que le président Nasser venait d'atterrir, en surprise, à Damas. Par mesure de sécurité, on avait bien entendu omis d'annoncer son départ du Caire, tandis que l'arrivée à Damas ne fut divulguée qu'après l'atterrissage de son avion. Nasser se souvenait sans doute encore du mystérieux sabotage qui était arrivé, sur la même ligne aérienne, la première nuit de l'expédition du Sinaï. Le 29 octobre 1956, au petit matin, était tombé dans la Méditerranée, quelque part au loin des côtes israéliennes, un avion du type soviétique « Illyouchine » qui ramenait de Damas au Caire une bonne moitié de l'état-major égyptien.

Les services de renseignements israéliens devaient apprendre un peu plus tard que, à l'occasion de ce voyage de Nasser à Damas, une guerre ouverte avait presque éclaté entre la R.A.U. et Israël. Les services israéliens s'étaient rendu compte que leurs homologues égyptiens et syriens avaient inventé, de toutes pièces, une imaginaire concentration de troupes israéliennes sur la frontière syrienne. Selon les rapports mensongers des observateurs arabes dans la région frontalière – artificiellement exagérés par les soins d'une imagination orientale bien connue, chemin faisant depuis le front jusqu'à l'état-major du Caire –, il était plus que probable qu'Israël s'apprêtait à envahir d'un moment à l'autre la Syrie.

Par la même occasion, les services israéliens découvrirent à leur stupéfaction un autre fait d'un intérêt exceptionnel : les services d'espionnage *soviétiques*, qui avaient totalement échoué en 1956 lorsqu'ils

avaient prouvé leur incapacité de prévoir l'expédition du Sinaï, désiraient témoigner pour une fois de leur vigilance. Par l'entremise des ambassades soviétiques au Caire et à Damas, les services de renseignements russes furent les premiers à prévenir la R.A.U. qu'Israël « concentrait son armée tout le long de la frontière syrienne ».

Les services arabes tombèrent dans le piège soviétique. Non seulement, ils eurent hâte d'enfler cette information au point d'avertir le président Nasser que les Israéliens s'apprêtaient à lancer une attaque contre la Syrie, mais ils firent le jeu des dirigeants soviétiques qui savaient pertinemment que leur « information » était inventée de toutes pièces mais l'avaient diffusée à Damas et au Caire, pour jeter la panique parmi les dirigeants arabes et leur rappeler indirectement qu'en cas de danger, ils n'auraient aucune ressource militaire et politique en dehors de Moscou.

La tactique soviétique porta ses fruits. Ce qui ne fut au début qu'une « intoxication » soviétique, devint – exploité et exagéré à des fins purement politiques, par les services de renseignements arabes – un véritable état d'alerte en R.A.U. Ni l'Occident, ni les pays communistes ne se rendirent compte que cette opération provoquée par Moscou avait presque mis le feu aux poudres et risqué de rallumer au mois de février 1960 une guerre israélo-arabe généralisée.

Nasser, apprenant la « nouvelle » après sa visite à Damas, donna immédiatement ordre à ses divisions blindées stationnées au-delà du canal de Suez, de faire discrètement mouvement vers Gaza et la frontière sud d'Israël. Quatre cents tanks lourds de l'armée égyptienne, de fabrication soviétique récente, franchirent alors le canal de Suez et traversèrent, dans la nuit du 24 au 25 février 1960, à toute vitesse le désert du Sinaï. L'armée égyptienne avait profité de la leçon apprise en 1956, et après avoir coupé toutes communications radio entre les unités de blindées, l'armada des tanks put atteindre la frontière israélienne. Les Égyptiens étaient persuadés que ce vaste mouvement avait pu échapper à l'attention de l'ennemi.

On imagine aisément la panique qui se serait emparé d'Israël, si cette concentration de blindés sur sa frontière avait pu se faire dans le secret. Mais au moment où les tanks égyptiens franchissaient le canal de Suez, Israël en était déjà informé. L'alerte fut déclenchée grâce à un vol de reconnaissance de l'aviation israélienne qui fournit à l'état-major

d’étonnantes photographies prises de très haut, montrant avec précision le vaste mouvement des tanks ennemis à travers le désert.

Lorsque les forces égyptiennes, comprenant des tanks soviétiques T-34, T-54 et des canons anti-tanks S.U. 100, trois divisions d’infanterie, prirent position dans le désert, près de la frontière de Gaza, quelle ne fut pas leur surprise de trouver en face d’eux, également en position de combat, une forte concentration israélienne…

Ce fut tout de même la première fois qu’Israël se trouvait dans la situation angoissante d’avoir à affronter au nord et au sud, du côté syrien comme du côté égyptien, des concentrations de troupes ennemies considérables. Plus grave encore était le fait que ces troupes, qui affrontaient Israël de part et d’autre, se trouvaient sous un commandement uni. Il est évident que dans une telle situation explosive, le moindre acte imprudent ou irréfléchi, risquait de provoquer une guerre que, somme toute, personne ne souhaitait vraiment.

Le gouvernement d’Israël, après avoir installé le dispositif militaire nécessaire pour faire face aux Syriens et aux Égyptiens, décida à ce moment-là d’éviter la guerre. Pour ce faire, il fallait prouver à Damas et au Caire qu’elles avaient été induites en erreur par leurs services de renseignements, qui avaient volontairement déformé l’information erronée et tendancieuse des services de Moscou.

Le Premier ministre et ministre de la Défense nationale, David Ben Gourion, prit alors la décision courageuse de se comporter comme si cette tension artificiellement créée sur les frontières de son pays ne le concernait pas. En compagnie du chef d’état-major de l’armée israélienne, le général Hayim Laskov, il se rendit à Tel-Aviv pour assister à la représentation de gala du mime français Marcel Marceau. Deux jours après, il annonça officiellement qu’il allait se rendre la semaine suivante en visite au Canada et aux États-Unis.

Le résultat de cette décision de Ben Gourion eut pour conséquence quasi immédiate l’éclatement de la « tension » telle une bulle de savon. L’armée égyptienne se retira du Sinaï et repassa le canal de Suez. Seuls, les Syriens laissèrent en place, sur leur frontière avec Israël, d’importants effectifs, proclamant sans y croire qu’ils allaient déclencher « la Guerre Sainte contre Israël ».

L’analyse de ce conflit armé qui n’eut pas lieu fut remise à Eli Cohen dans le cadre de son instruction militaire et stratégique. Il était dit entre autres :

a) La Syrie est devenue le pôle principal de l’agression arabe contre Israël. Toute information, de quel genre qu’elle fût, concernant les événements intérieurs de la Syrie, est d’une valeur vitale pour Israël ;

b) Priorité absolue revient à toute information concernant d’éventuelles initiatives opérationnelles dirigées contre Israël ;

c) La précision et l’exactitude de toute information transmise est la condition indispensable de l’efficacité et de la responsabilité du service de renseignements.

8

Destination Buenos-Aires

Un jour du mois de février 1961, Eli Cohen, alias Kamal Amin Taabes, atterrit à Buenos-Aires, en Argentine. À partir de ce jour, il ne fut pratiquement plus lui-même. Endossant son identité de Kamal Taabes, fils d'Amin, il devint un émigrant arabe parmi plusieurs milliers d'autres qui avaient choisi Buenos-Aires pour y tenter leur chance.

Cohen arriva à Buenos-Aires muni du passeport d'un des pays de l'Amérique du Sud. Ce passeport était revêtu d'un visa de transit argentin. Cohen possédait d'autre part un billet d'avion à destination du Chili. Mettant à profit son visa de transit, Cohen fit escale à Buenos-Aires, mais resta plusieurs mois dans cette ville. C'est ici qu'il devait, selon les instructions reçues à Tel-Aviv, mettre au monde et « étoffer » son faux personnage. Il devait également se débrouiller pour obtenir un authentique passeport argentin établi au nom de Kamal Amin Taabes.

Personne n'était là pour attendre Cohen lorsque son avion se posa sur l'aérodrome de Buenos-Aires. La condition primordiale du succès de sa mission consistait précisément dans le fait que Cohen-Taabes devait opérer, dès son arrivée en Argentine, seul, et sans contact avec d'autres agents israéliens qui pouvaient se trouver sur place.

Une longue série de préparatifs, soigneusement étudiés et patiemment mis en pratique, avaient précédé son départ d'Israël. Les services secrets de Tel-Aviv avaient dû mettre en place un dispositif compliqué, dont l'objectif était de faciliter le départ de Lydda qui s'effectua sous son vrai nom ; le passage en Europe, où s'opéra le changement d'identité ; et le débarquement, sans encombre, en Argentine. Il fallait à tout prix effectuer ces opérations sans éveiller le moins du monde l'attention des services secrets ennemis, en poste aussi bien en Europe qu'en Amérique du Sud, sinon à Tel-Aviv.

La décision du départ de Cohen fut prise par ses supérieurs en décembre 1960. Considérant les résultats brillants de Cohen au cours de son entraînement et les facultés insoupçonnées qu'on lui avait découvertes depuis le jour que le « Derviche » avait fait sa connaissance, les chefs des services de Tel-Aviv avaient décidé que : 1. Cohen serait « implanté » en Syrie « à long terme » ; 2. Il devrait posséder une « couverture » telle qu'il soit capable, le moment venu, de s'introduire dans les milieux dirigeants de Damas.

L'entraînement de Cohen arriva à son terme, une fois ces décisions prises. Pendant les deux mois qui restaient jusqu'à son départ, il ne se consacra plus qu'à deux tâches, aussi ardues que toutes les précédentes. Il lui fallut, d'une part, étudier à fond le personnage de Kamal Amin Taabes et acquérir d'autre part, les données fondamentales sur les pays où il allait vivre en premier lieu – l'Argentine.

Voici, dans les grandes lignes, l'essentiel de son personnage tel qu'il lui fut inculqué par les soins du « Derviche », qui lui remit aussi un dossier, établi jusqu'aux moindres détails par un service compétent :

Le père de Kamal – Amin Taabes, et sa mère Saïda, née Ibrahim, avaient quitté la Syrie et s'étaient établis à Beyrouth, au Liban, dans l'espoir de s'y faire une meilleure situation qu'à Damas. Leur fils Kamal Amin Taabes était né à Beyrouth en 1930 – six ans plus tard que la véritable date de naissance d'Eli Cohen, qui se vit du coup « rajeuni » de ce nombre appréciable d'années. Kamal ne connaissait donc Damas et la Syrie qu'à travers ce qu'il en avait entendu raconter par son père et par ce qu'il en avait appris à l'école. Mais son père, Amin Taabes, lui avait enseigné l'amour de la patrie syrienne. Il était d'ailleurs resté, pendant de longues années citoyen syrien et avait recommandé à son fils de retourner un jour en Syrie, après avoir fait fortune à l'étranger afin de servir sa patrie et de combattre du côté des nationalistes syriens qui luttent pour la bonne cause.

Kamal Amin Taabes avait eu une sœur, son aînée de quelques années. Mais elle décéda en 1933, lorsque la famille Taabes quitta, avec le petit Kamal, Beyrouth pour s'établir à Alexandrie, en Égypte. Kamal, âgé de trois ans, était donc incapable de se souvenir de Beyrouth mais il connaissait, par contre, parfaitement la ville d'Alexandrie.

La famille Taabes avait vécu à Alexandrie où le père faisait marcher un petit commerce de textile, jusqu'en 1947. Mais déjà en 1946, un frère du

père avait émigré en Argentine. De là, il inondait sa famille à Alexandrie de lettres, leur recommandant de le rejoindre à Buenos-Aires « pour y faire fortune ». En 1947, Amin Taabes se rendit alors avec toute sa famille en Argentine. Avec son frère et une troisième personne, il fonda à Buenos-Aires un commerce de textiles, dans la rue Legazi. Mais au bout de quelques années ce commerce fit faillite.

En 1956 mourut la mère, Saïda, et six mois plus tard, décéda le père. Kamal vécut un certain temps chez son oncle et travailla comme employé dans une agence de voyages, la « Maradi ».

Pour finir, Kamal Amin Taabes était devenu propriétaire d'une importante société d'import-export. Mais c'est sur place, à Buenos-Aires même, que Cohen alias Taabes allait compléter dans le détail l'histoire de sa réussite à la tête de cette affaire prospère.

Le principe de ce curriculum vitae, établi par les services de Tel-Aviv pour l'émigrant syrien Kamal Amin Taabes, était somme toute fort simple, et adapté dans une grande mesure à son personnage authentique : il ne connaissait ni Damas, ni Beyrouth, mais il avait effectivement vécu toute sa jeunesse à Alexandrie et la connaissait parfaitement.

Mais cette « légende » obligeait Cohen à connaître tout aussi parfaitement Buenos-Aires, où il « vivait » depuis l'âge de dix-sept ans. Le dossier qu'on lui remit à Tel-Aviv, et qu'il fut obligé d'apprendre par cœur, contenait ce curriculum vitae dans ses moindres détails. Les services secrets eurent aussi l'ingéniosité de lui remettre un « album de famille », petit chef-d'œuvre en son genre, qui contenait des photo-montages retraçant la vie de la famille Taabes, y compris des photos d'Eli sur arrière-plan de Buenos-Aires, en compagnie de son « père », de sa « mère » et de son « oncle ». Rien n'avait été omis pour étoffer le personnage imaginaire de Kamal Taabes et le garnir d'un maximum de détails vraisemblables et concrets.

Cohen parlait passablement bien l'espagnol mais insuffisamment pour quelqu'un qui avait vécu tant d'années en Argentine. Il devait, par conséquent, consacrer les dernières semaines avant son départ à un cours de perfectionnement intensif d'espagnol.

Au terme de son entraînement, Eli Cohen s'identifia à son nouveau personnage au point d'avoir des difficultés à rester soi-même dans ses rapports avec sa femme Nadia, qu'il voyait tous les soirs dans leur appartement commun de Bat-Yam. Il lui arrivait même de ne plus réagir à

l’interpellation de son prénom Eli, par sa femme ou ses amis. Un jour, il fut réduit à dire à son instructeur : « A la maison, j’essaie de toutes mes forces d’oublier que je suis maintenant Kamal Taabes. Il faut à tout prix que j’évite de gâcher mes rapports avec ma femme. Il faudrait que j’arrive à faire une distinction mentale totale entre mes deux identités, mais ce n’est pas facile. D’ores et déjà, je me comporte en tant que Kamal Taabes la majeure partie de la journée. Comment redevenir, dans ces conditions, Eli Cohen, pendant les quelques heures que je passe en famille ? C’est vraiment très, très dur. »

Beaucoup plus tard, il devait apprendre à sa grande surprise, de la bouche de sa femme, que déjà à l’époque qui précéda son départ pour l’Argentine, elle avait pratiquement tout compris. Son intuition féminine lui disait que son mari était sujet à une transformation profonde, et que son prochain départ pour l’étranger, qu’il lui avait annoncé, signifiait un voyage « au-delà de quelque rideau mystérieux ». Comme n’importe quelle autre femme israélienne l’aurait fait dans la même situation, elle imagina qu’il s’agissait d’une mission secrète en rapport avec la sécurité d’Israël, et ne posa pas de questions superflues.

Ce n’était de toute évidence pas le fait du hasard si les supérieurs de Cohen avaient décidé de l’installer en premier lieu à Buenos-Aires. Ce choix aussi était destiné à faciliter à Cohen-Taabes sa mission à long terme en Syrie.

Buenos-Aires est, en effet, un important centre de l’émigration arabe et compte des milliers de familles originaires de Syrie. Les services secrets de Tel-Aviv escomptaient que parmi ces Syriens se trouveraient les personnes capables de fournir à Cohen les contacts politiques dont il aurait besoin, une fois établi à Damas.

Comme partout ailleurs au monde, les émigrants arabes, suivant en cela l’exemple d’émigrants d’autres pays, s’étaient constitués à Buenos-Aires en cercles et clubs fermés. Les émigrants d’origine syrienne avaient, eux aussi, fondé à Buenos-Aires des « amicales » de compatriotes, genre d’organisation qui ressemble vaguement aux « amicales » des Juifs aux États-Unis ou en Europe. Il est utile de préciser que le nombre total de la minorité arabe de pays d’origine divers qui vit à Buenos-Aires, atteint environ le chiffre d’un demi-million. À côté de la minorité arabe, on trouve à Buenos-Aires, une importante colonie d’émigrants juifs, d’origine européenne dans leur majeure partie, mais comptant parmi ses membres un

certain nombre de Juifs d'origine orientale. Des familles juives chassées des pays arabes tels que la Syrie ou l'Égypte, ou quittant ces pays par crainte de mesures discriminatoires antijuives, avaient préféré s'établir en Amérique du Sud au lieu d'émigrer en Israël. Il arrive ainsi que des Arabes et des Juifs, venant des mêmes pays, et vivant les uns comme les autres de commerce ou appartenant à des professions libérales, entretiennent des relations amicales d'anciens « compatriotes ». L'animosité antijuive des Arabes de Syrie ou d'Égypte s'estompe souvent lorsque les émigrants de ces pays se retrouvent à plusieurs milliers de kilomètres de leur patrie.

Quoi qu'il en soit, il faut aussi noter que l'Argentine, pays d'absorption d'une émigration aux vastes dimensions et de diverses origines, n'a pas réussi à assimiler entièrement les émigrants sémites, arabes et juifs, et que ces deux minorités conservent, surtout à Buenos-Aires, leur entité nationale, parlant à peine l'espagnol et se refusant aux coutumes sud-américaines. La législation argentine essaye de lutter contre cet état de choses et a tout prévu pour faciliter le processus d'absorption et d'assimilation des nouveaux émigrants, à tel point que le passeport argentin ne donne aucune précision sur le pays d'origine ou la religion de son propriétaire. Ce qui est d'une valeur inestimable pour toutes sortes d'individus qui ont intérêt à quitter secrètement leur pays d'origine et à disparaître, sous une nouvelle identité, dans ce pays d'Amérique du Sud…

On conçoit alors pourquoi le choix des services secrets d'Israël se porta sur Buenos-Aires. Eli Cohen avait dans cette capitale de bonnes chances d'apparaître un jour sous une fausse identité, sans que son arrivée suscite un intérêt immédiat de la part de ses « compatriotes » syriens.

Mais les services de Tel-Aviv savaient qu'à côté des facilités d'absorption que trouverait leur agent à Buenos-Aires, il aurait à y faire face aux multiples et dangereuses ramifications des services de contre-espionnage arabes et, parmi eux, aux émissaires du « Deuxième Bureau » syrien, particulièrement actif au sein de la colonie arabe dans la capitale argentine. Les ambassades arabes, dans l'ensemble des pays de l'Amérique latine, abritent de nombreux agents des services d'espionnage et de contre-espionnage de leurs pays respectifs, comme il est, par ailleurs, bien connu que ces ambassades entretiennent également des services spéciaux de propagande anti-israélienne. Ces services sont destinés à contrebalancer la

propagande pro-israélienne qui émane, avec beaucoup d'efficacité, des milieux juifs influents dans la plupart des capitales de l'Amérique du Sud.

Un exemple récent, puisqu'il date seulement de 1964, illustre l'activité des services de contre-espionnage arabe en Argentine et montre jusqu'où ces services sont capables d'aller pour réussir dans leur tâche. Exemple frappant, par ailleurs, qui prouve que la guerre secrète à laquelle se livrent les services spéciaux d'Israël et des pays arabes, se transporte quelquefois en des lieux fort éloignés du Moyen-Orient.

Le 17 janvier 1964, à 10 h 37 précises, se posa sur un terrain militaire, au sud d'Israël, un appareil aux couleurs de l'armée de l'air égyptienne. De l'appareil – un « Yak-II » de fabrication soviétique –, surgit un pilote égyptien, portant sur son « flighting jacket » le grade de capitaine.

« Je suis déserteur de l'armée de l'air égyptienne. Je demande le droit d'asile en Israël », déclara-t-il aux aviateurs israéliens stupéfaits accourus au moment de son atterrissage.

Le capitaine Mahmoud Hilmi, âgé de vingt-six ans, avait réalisé une belle prouesse. Le matin du 17 janvier, il s'était envolé du terrain militaire de Bilbess, situé en Égypte au-delà du canal de Suez. Il avait rempli son réservoir de carburant et prétextant en sa qualité d'instructeur un vol d'entraînement, il avait survolé le désert du Sinaï, pour se poser sur le premier terrain israélien aperçu de son appareil. Plusieurs appareils de type Mig, de l'aviation militaire, l'avaient pris en chasse. Mais il réussit à leur échapper et à passer la frontière israélienne sans dégât. Toute l'opération avait duré une heure un quart.

Il est permis d'imaginer quelle réception le commandant de l'armée de l'air israélienne réserva au capitaine Hilmi, premier déserteur de l'aviation égyptienne. Aux officiers de la base et aux journalistes de la presse israélienne et internationale réunis à cette occasion, il expliqua qu'il s'était enfui d'Égypte pour des raisons politiques et morales : pendant des semaines, il avait participé aux raids de l'aviation égyptienne contre des villages du Yémen, opérations menées dans le cadre de la guerre que l'Égypte livre contre le gouvernement royaliste de ce pays. Hilmi ajouta qu'il avait pris la décision de déserter après avoir été obligé de faire usage de gaz contre certains villages yéménites. Appartenant à une unité désignée pour effectuer d'autres raids contre le Yémen, il avait préféré chercher refuge en Israël.

La fuite du capitaine Hilmi à bord de son appareil et ses déclarations devant la presse internationale, constituaient un échec fulgurant, psychologique et moral, pour l'Égypte. C'était une preuve, s'il en était encore besoin, de la manière dont le gouvernement du président Nasser entendait établir un ordre « révolutionnaire » dans un pays voisin qui résistait à la révolution. L'acte de Hilmi servait, d'autre part, d'indicatif précieux sur l'état d'esprit qui régnait dans certains milieux d'officiers de l'armée égyptienne.

Il faut croire que les autorités égyptiennes jurèrent, le jour de la fuite du capitaine Hilmi, de se venger du tort que leur avait causé son acte. Ce fut chose faite, beaucoup plus tôt que l'Égypte n'aurait osé l'espérer au départ. La vengeance fut terrible.

Mahmoud Hilmi demeura six mois en Israël. Choyé et fêté par ses pairs israéliens, il déjeuna plusieurs fois à la table du commandant en chef de l'aviation israélienne qui était à l'époque, le général Ezer Weizmann. Au bout de six mois, il émit le vœu d'émigrer discrètement en Argentine, et pria les autorités israéliennes de lui prêter leur concours.

Les autorités ne s'opposèrent pas à son projet. On lui procura les papiers d'identité nécessaires et on lui trouva même un emploi honorable en Argentine : un poste d'aviateur civil pour travaux agricoles, aux environs de Buenos-Aires, moyennant un salaire mensuel de mille dollars, largement suffisant pour le célibataire qu'il était.

Hilmi quitta Israël en juin 1964 par la voie des airs. Mais malgré les nombreux avertissements dont il fut l'objet de la part des services secrets israéliens, il commit en route pour l'Argentine et dès son arrivée à Buenos-Aires, sous une fausse identité, deux erreurs irréparables :

Son avion s'étant à peine posé sur l'aérodrome d'une capitale européenne, il se hâta au salon de transit pour poster une carte postale adressée à sa vieille mère qui vivait au Caire ; les services secrets égyptiens n'eurent, grâce à cet acte irréfléchi, aucune difficulté pour apprendre que Himli avait quitté Israël.

Arrivé à Buenos-Aires, Hilmi devait rester quelques jours dans la capitale et s'installa dans un hôtel. Le lendemain de son arrivée, il décida de se régaler d'un bon repas oriental dans un des nombreux restaurants arabes qu'on trouve à Buenos-Aires. Il y fit connaissance d'une prostituée d'origine égyptienne. Au lieu de se méfier d'elle, il commit l'erreur fatale

de lui dévoiler au courant de la nuit sa véritable identité et le secret de sa fuite en Israël.

Hilmi ne rentra plus jamais à l'hôtel, où étaient restés ses affaires personnelles et ses papiers d'identité.

Plusieurs jours plus tard, au début du mois de juillet, arriva à Paris le président du Conseil israélien, M. Levi Eshkol, pour rencontrer le président de Gaulle. Quelques minutes après son atterrissage à Orly, alors qu'il se trouvait encore dans la fameuse Isba réservée aux hôtes de marque, on lui tendit une dépêche des services de renseignements israéliens : Hilmi avait disparu ; il avait sans aucun doute été enlevé par les services spéciaux égyptiens en Argentine. M. Eshkol ordonna immédiatement une enquête pour établir si les services compétents, qui s'étaient occupés du cas de Hilmi, n'avaient pas commis d'erreur ou de négligence.

Le résultat de cette enquête, présenté après un certain temps au président du Conseil, fut négatif. Les services d'Israël n'avaient rien négligé et Hilmi portait seul la responsabilité de son triste sort. Il est intéressant de noter, disait le rapport, que les services égyptiens avaient agi avec un maximum de rapidité et d'efficacité : la nuit même de sa malheureuse aventure avec son « hôtesse » égyptienne, Hilmi se trouvait déjà aux mains des agents égyptiens qui le séquestrèrent dans les locaux de l'ambassade de la R.A.U. à Buenos-Aires.

L'opération « Retour au Caire », dont le but était de ramener le déserteur en Égypte, se prolongea pendant dix jours. Transporté par un navire égyptien qui avait jeté l'ancre dans un port argentin, Hilmi fut débarqué à Alexandrie. Deux mois plus tard, le monde apprit que Hilmi avait été jugé en secret par une cour martiale et, accusé de désertion et de haute trahison, il fut condamné à mort et exécuté au Caire.

La présence et l'activité des services spéciaux arabes en Argentine étaient connues des Israéliens. C'est bien pour cette raison qu'on entoura de tant de soins le départ d'Eli Cohen et qu'on veilla à l'exécution minutieuse de son plan de voyage qui comprenait une escale en Europe.

Lorsque tout fut mis en place, vint le moment du départ. Cohen fit ses adieux à sa femme, sa fille Sophie et sa famille, promettant de revenir très

bientôt de sa mission à l'étranger « pour le compte d'une société commerciale ». Il promit d'écrire aussi fréquemment que possible et tint parole : Nadia reçut effectivement de ses nouvelles, jamais d'Argentine, mais chaque fois des lettres postées en Europe.

Eli Cohen, l'anti-James Bond, se rendit à l'aéroport de Lydda dans une anonyme camionnette des services secrets, conduite par un jeune garçon du nom de Gideon. Avec une petite valise usée, un passeport établi à son propre nom, et une enveloppe contenant cinq cents dollars que lui remit Gideon, il franchit la douane et prit place dans un avion de la compagnie « El-Al ». Selon les instructions du « Derviche », Cohen savait que dès son arrivée à Zurich, il devait prendre l'autobus qui conduit de l'aéroport jusqu'à la station terminale en ville. À cet endroit, un agent, qu'il ne connaissait ni de nom, ni de vue, allait prendre soin de lui.

C'est rigoureusement ainsi que les choses se passèrent en Suisse. À peine débarqué de son avion, Cohen prit l'autobus jusqu'à la station terminale, face à la Bahnhofstrasse, à Zurich. Là, un homme d'âge moyen, élégamment habillé et parlant l'hébreu avec un léger accent allemand, se présenta à lui.

« Je m'appelle Salinger. Israël Salinger », dit-il à Cohen, et lui tendit la main. Puis Salinger conduisit Cohen, en voiture, à son hôtel, près du lac de Zurich.

Cohen resta trois jours à Zurich. Il revit Salinger chaque jour, pendant plusieurs heures. Salinger, « antenne » permanente des services israéliens en Europe, sous une « couverture » solidement établie de directeur d'une grande affaire d'import-export, avait pour tâche de donner à Cohen quelques instructions élémentaires d'ordre « commercial ». Cohen-Taabes allait se trouver à Buenos-Aires à la tête d'une affaire de fret maritime et aérien, dont le représentant en Europe et plus particulièrement à Zurich, était précisément Salinger. Il fallait par conséquent que Cohen sache, du moins en théorie, comment fonctionne une telle affaire, qu'il apprenne la technique de ses opérations et surtout qu'il soit capable de se servir de certains termes spécifiques employés dans cette sorte d'entreprise.

Salinger remit à Cohen un carnet de chèques d'une banque zurichoise connue, où il avait eu soin d'ouvrir un compte au nom de Kamal Amin

Taabes. « Tous les hommes d'affaires d'Amérique du Sud ont des comptes en banque en Suisse », expliqua-t-il à Cohen.

Le troisième et dernier jour, ils firent ensemble la tournée des magasins de vêtements pour hommes de la Bahnhofstrasse, et Cohen acquit un trousseau complet de vêtements portant des marques suisses, depuis la douzaine de mouchoirs et quelques cravates jusqu'au complet, au pardessus et à deux paires de chaussures.

Enfin, Eli remit à Salinger ses papiers d'identité israéliens et ses anciens vêtements d'Israël, et ne garda rien qui puisse servir d'indication sur son pays d'origine. Il se munit du passeport sud-américain au nom de Taabes, de son billet d'avion pour Buenos-Aires, refit sa valise avec les affaires acquises à Zurich, et après avoir reçu de Salinger le numéro d'une boîte postale à Zurich à laquelle il pouvait adresser son courrier destiné à Nadia, il reprit, seul, le chemin de l'aéroport.

Trois jours après son arrivée à Zurich, Eli Cohen, devenu maintenant officiellement Kamal Amin Taabes, prit un avion de Zurich à Paris, transita quelques heures à Orly sans y rencontrer personne, et s'envola enfin pour l'Argentine.

Plusieurs mois plus tard, il raconta au « Derviche » : « Pendant presque toute la durée de ce long vol, j'étais incapable de penser à autre chose qu'à l'opération Eichmann… »

Cohen, qui s'était engagé dans les services secrets d'Israël à l'époque de l'enlèvement d'Adolphe Eichmann, avait gagné la confiance de ses supérieurs à tel point que, quelque temps avant son départ de Tel-Aviv, on l'avait invité à participer à une réunion de quelques élus des services, au cours de laquelle on leur communiqua le déroulement exact et détaillé de l'enlèvement opéré à Buenos-Aires, quelque temps auparavant. Cohen avait ainsi appris de première source tous les détails de cette opération – détails d'ailleurs encore inédits en Israël et dans le monde, puisque jusqu'à présent seuls ont été publiés, de sources les plus diverses, certains détails anodins pour la plupart inexacts et incomplets. Volant vers les côtes d'Argentine, à destination de Buenos-Aires, Cohen se souvenait des détails de l'enlèvement. Il avait l'impression de faire le chemin inverse de celui qu'avait fait, à son insu, Eichmann, endormi et entouré d'agents du service secret d'Israël, dans un avion de la compagnie « El-Al », de Buenos-Aires à Lydda…

« L’histoire de cet enlèvement m’avait insufflé du courage », devait dire Cohen au Derviche. « Grâce à cette opération, je savais que nos services étaient capables de réussir des coups durs. Cela me donna de l’assurance, au moment où je volais, en sens opposé… »

Même à l’aéroport de Buenos-Aires, il eut un regard pour les avions sur les pistes, essayant de reconstituer dans son imagination l’envol de l’appareil El-Al emportant dans sa carlingue le précieux colis des services secrets israéliens.

Le débarquement à Buenos-Aires, le contrôle des passeports et la douane, furent accomplis sans histoire. Équipé de sa petite valise, présentant le passeport au nom de Taabes, Cohen franchit les barrières officielles, et se dirigea vers le bureau d’information touristique. À sa demande, on lui indiqua un hôtel en ville, où il trouverait facilement à se loger.

Personne ne l’attendait à l’aéroport. Un taxi le déposa devant un hôtel moyen, situé dans l’avenue centrale de Buenos-Aires, la « Nuevo del Julio » (avenue du 9-Juillet). Il prit une chambre avec salle de bains pour un séjour d’une semaine.

Il était arrivé à l’hôtel dans la soirée, en ce début de février 1961. L’élégante avenue, bâtie par le président Péron à l’image des Champs-Élysées de Paris, était noire de monde et illuminée par des centaines d’enseignes au néon. Kamal Amin Taabes y fit sa première promenade à pied, s’efforçant de percer l’atmosphère de cette grande ville, dans laquelle il avait pour mission de se forger un personnage, et de se frayer une voie qui le conduirait, en fin de compte, en Syrie.

Ce n’était que le lendemain qu’il devait avoir un premier contact ultra-secret avec un correspondant local. À Zurich, Salinger lui avait indiqué qu’il devrait se trouver le lendemain de son arrivée, à 11 heures du matin, au café *Corintas* dans la Nuevo del Julio. Salinger avait également pris la précaution de lui répéter que ce contact, bien qu’indispensable, devrait être aussi bref que possible. Il fallait de toute évidence éviter une possibilité théorique de filature de la part des services égyptien et syrien.

Cohen, qui comme à Zurich ne savait pas quel personnage il allait rencontrer, se rendit peu avant 11 heures au café *Corintas*. Quelques

instants après qu'il se fut installé à une des tables et qu'il eut commandé une boisson, un homme d'environ soixante-cinq ans, la tête couverte d'une belle chevelure toute blanche, s'approcha de lui, se présenta sous le nom de « Abraham » et lui serra la main. Comme Salinger en Suisse, il avait identifié Cohen-Taabes grâce à une photographie qu'il tenait des services de Tel-Aviv.

Leur conversation fut brève et se déroula en espagnol. Les nombreux clients du grand établissement ne se rendirent pas compte que sous leurs yeux venait de débuter une des plus grandes opérations d'espionnage de ce siècle.

Après quelques propos de bienvenue, Abraham tendit à Cohen un journal, en marge duquel il avait inscrit, à la main, une adresse. Il expliqua à Cohen qu'il devait se rendre à cette adresse où il pouvait louer un appartement meublé assez luxueux. Puis, il lui donna, oralement, l'adresse d'un professeur d'espagnol. Abraham lui dit ouvertement que son accent espagnol était mauvais et qu'il ferait bien de prendre un certain nombre de leçons.

Il fut convenu entre eux qu'Abraham établirait, de temps à autre, mais le plus rarement possible, un contact avec Cohen, et pour le cas d'urgence extrême, il lui indiqua un numéro de téléphone où il était possible de le joindre.

Cohen eut à apprendre par cœur une autre adresse et un numéro de téléphone : ceux de « son » bureau de fret maritime et aérien. « Il y aura toujours quelqu'un à cette adresse pour répondre à tout appel et pour certifier que M. Taabes est bien le propriétaire et le directeur général de l'affaire », expliqua Abraham à Cohen et il promit de lui procurer, pour le lendemain, les cartes de visite et le papier à en-tête nécessaires.

Abraham savait aussi qu'il devait fournir à l'agent israélien un passeport argentin établi au nom de Taabes, dans un délai de trois mois. Pour finir, il remit à Cohen une petite feuille pliée, qui contenait une liste de personnalités arabes vivant à Buenos-Aires et leurs adresses, ainsi que les indications nécessaires au sujet du « Club de l'Islam » de la capitale et des restaurants arabes, lieux de rencontre de prédilection de l'émigration syrienne et libanaise de la capitale.

« Mets-toi le plus rapidement possible en contact avec ces milieux. Tu obtiendras des lettres d'introduction et de recommandation pour Damas »,

ajouta Abraham, et après avoir tendu la main à Cohen il quitta sa table. Toute leur conversation n'avait pas duré un quart d'heure. Puis, comme s'il s'était souvenu de quelque chose, Abraham revint vers Cohen, se pencha à hauteur de son oreille et lui chuchota, en hébreu, avec un sourire aux lèvres : « *Behatslaha !* », qui signifie : « Réussis ! »

La chance, un concours de circonstances et le savoir-faire d'Eli Cohen, le conduisirent à dater de ce jour-là de succès en succès. Dès ce même mois de février 1961, il fit la connaissance d'un personnage important, qui, sans le savoir, allait lui ouvrir la voie de Damas.

Cohen-Taabes était devenu, dès la première semaine de son séjour à Buenos-Aires, un habitué connu du « Club de l'Islam », qu'Abraham lui avait recommandé. Chaque jour, il y passa des heures à lire les journaux du Caire et de Damas qui s'y trouvaient à la disposition des visiteurs. Cohen n'avait eu aucune difficulté à devenir membre du Club sous l'identité de Kamal Amin Taabes. Il lia conversation, bien entendu en arabe, avec de jeunes émigrants libanais et syriens, joua avec eux fréquemment au « Shesh-Besh », sorte de « Domino » devenu un jeu « national » dans tous les pays arabes, et fit en leur compagnie des soupers tardifs, comme cela se pratique à Buenos-Aires. Il parlait peu, mais suffisamment pour dévoiler discrètement, de temps à autre, tel détail de son personnage et de sa vie. Il eut soin de leur apprendre, entre autres, qu'il était commerçant, qu'il avait réussi à réunir une petite fortune, et que son plus cher vœu était de rentrer dans la patrie de ses parents, pour y prendre une part active dans la vie publique. Ils discutaient tard dans la nuit des problèmes qui agitaient à cette époque la Syrie.

Un jour s'assit à la table de « Shesh-Besh » de Taabes, au « Club de l'Islam », un homme âgé d'une cinquantaine d'années, très réputé dans les milieux arabes d'Argentine – Abdallah Latif Alheshan.

Paré d'une belle moustache mais perdant ses cheveux, plutôt petit et bedonnant, Alheshan était l'énergique rédacteur en chef du plus important hebdomadaire en langue arabe de Buenos-Aires, le *Al Aalam al Arabi* (Le monde arabe). Cohen-Taabes l'avait remarqué dès sa deuxième visite au Club, et attendait l'occasion favorable pour faire sa connaissance. Le « Shesh-Besh » s'y prêta à merveille. Déplaçant ses pions, Taabes engagea

une longue conversation avec Alheshan sur la situation politique en Syrie. Taabes expliqua au rédacteur en chef de l'hebdomadaire, qu'il était fatigué de vivre « en exil », qu'il se sentait syrien et non argentin, qu'il avait la nostalgie de son pays. « Bref », déclara-t-il de la façon la plus naturelle du monde, « j'ai l'intention de partir prochainement à Damas ». Alheshan écouta le jeune homme avec plaisir. Il invita Taabes à lui rendre visite dans les bureaux du journal, pour y poursuivre leur conversation. Taabes accepta l'invitation avec enthousiasme et un rendez-vous fut immédiatement pris pour le 23 février 1961.

Cette date indique clairement la mesure du succès de Cohen et surtout la rapidité avec laquelle il avait su s'introduire dans les milieux influents de Buenos-Aires. Deux semaines à peine après son arrivée en Argentine, en pays étranger et dans un milieu entièrement nouveau pour lui, il se trouva assis dans un fauteuil cossu, face au rédacteur en chef de l'hebdomadaire arabe de la capitale.

La conversation qui dura plus de deux heures, ne fut que la première d'une longue série de rencontres entre Taabes et Alheshan. Le journaliste posa au jeune « Arabe » diverses questions sur sa vie et sa famille, et Taabes lui conta d'intarissables histoires sur sa jeunesse, sur Alexandrie, sur l'émigration de ses parents, et sur ses affaires dans la capitale argentine.

Taabes comprit, par certaines remarques d'Alheshan, qu'il aurait aimé voir le parti syrien « Baas » (La Renaissance) prendre en main le gouvernement du pays. Alheshan lui dit d'ailleurs nettement qu'il était partisan d'un coopération entre la Syrie et l'Égypte nassérienne mais qu'il s'opposait à la mainmise égyptienne sur la « province de Syrie », et qu'il répudiait l'exploitation à laquelle se livrait l'administration de Nasser en Syrie.

Cohen-Taabes fit alors la remarque suivante : « Je serais prêt à partir en Syrie dès aujourd'hui pour offrir ma part personnelle à l'effort national. Mais je crains d'être mal reçu. Je ne connais personne à Damas. Je risque de perdre mon temps et de gaspiller ma bonne volonté. »

Alheshan : « Le jour que vous déciderez de partir pour Damas, n'hésitez pas à vous adresser à moi. N'ayez crainte, je vous recommanderai à tous mes amis. En attendant, revenez me voir tant que vous voudrez. Vous me plaisez beaucoup. Je suis votre ami. »

Avant de se séparer, Alheshan pria Taabes de lui donner son adresse afin de lui adresser l'hebdomadaire qu'il dirigeait. Taabes lui indiqua immédiatement l'adresse de l'appartement, qu'il venait de louer, à Buenos-Aires : rue Taquarra 1485. Il lui tendit également une carte de visite, comportant le nom et l'adresse de sa société de fret.

Cohen eut l'impression d'avoir gagné la confiance du journaliste arabe et cette impression était plus fondée qu'il ne le présuma. La preuve tangible et ouverte en fut fournie seulement quatre années plus tard, au moment de la condamnation à mort d'Eli Cohen à Damas. Abdallah Latif Alheshan adressa alors une lettre ouverte au plus important quotidien arabe du Moyen-Orient, le *El-Hayat* de Beyrouth, pour se défendre contre l'accusation formulée contre lui à Damas, et selon laquelle il avait apporté une aide inappréciable à l'espion israélien. Dans cette lettre, il était dit :

« Je reçus un jour la visite d'un jeune homme de trente ans environ, à la peau claire et aux cheveux noirs, qui se présenta à moi sous le nom de Kamal Amin Taabes. Il me raconta qu'il avait vécu pendant sa jeunesse en Égypte. Par la suite, j'ai eu l'occasion de le rencontrer fréquemment aux réceptions et cocktails des ambassades arabes et au Club de l'Islam, que fréquentent tous les jeunes Arabes de Buenos-Aires. Nous nous sommes entretenus à plusieurs reprises. En général, il était plutôt taciturne. Il donnait l'impression d'un jeune homme sérieux et réfléchi. Il s'intéressait vivement aux problèmes du monde arabe et m'avait prié de lui passer les journaux arabes après lecture. »

Plus loin dans sa lettre, Alheshan raconte : « Il me dit un jour qu'il retournerait en Syrie. Il est exact qu'à ce moment-là je lui ai fourni quelques lettres de recommandation. Mais ce n'est pas moi qui l'ai envoyé espionner la Syrie au profit d'Israël. Ce sont ses amis personnels, les consuls généraux des pays arabes qui lui ont accordé les visas nécessaires et lui ont rendu possible l'accès de Damas. Si, par la suite, il a réussi à déjouer durant quatre ans tous les services secrets arabes, faut-il s'en prendre à moi parce que je ne me suis pas rendu compte de sa véritable identité au cours des rares conversations que j'eus avec lui ? »

Cohen lui-même ne savait donc pas, à l'époque de ses rencontres avec Alheshan, à quel point il avait réussi à conquérir sa confiance – comme le prouve cette lettre publiée en 1965 dans le journal *El-Hayat* de Beyrouth. Mais son intuition lui disait qu'il avait réussi à tenir son rôle de Kamal

Taabes et que le personnage d'Eli Cohen s'était maintenant complètement évaporé. Il savait aussi, et c'était d'une importance capitale, que son correspondant local, Abraham, s'occupait avec une parfaite efficacité de tous les détails de sa « couverture », lui ayant fourni toutes les preuves nécessaires, pour le cas d'une éventuelle enquête sur son identité et le passé de sa famille de la part de ses nouvelles connaissances. Cohen sentit l'effet bénéfique des « longs bras » d'Abraham à chaque pas. Le fait de se savoir secondé dans sa tâche et protégé, eut pour effet de redoubler son assurance.

Abraham fournit à Cohen, de temps en temps, l'argent nécessaire à ses dépenses et à son train de vie, qui, à cause de la nature du personnage qu'il était censé représenter, était assez élevé. Il convient de préciser que Cohen, habitué à une vie modeste, ne posa de ce point de vue jamais de problème aux services secrets de Tel-Aviv, et qu'il était plutôt en dessous de la norme en ce qui concerne son budget.

Abdallah Latif Alheshan n'inventa rien dans sa lettre de 1965. Cohen-Taabes ne s'était nullement contenté de prendre contact avec le rédacteur en chef de la revue arabe de Buenos-Aires. En quelques semaines, il réussit à devenir un hôte habituel à toutes les réceptions diplomatiques des chancelleries arabes de la capitale. On le vit à toutes les manifestations arabes, organisées pour la plupart par le « Club de l'Islam ». On le rencontra aux cocktails des ambassades de Syrie, d'Égypte et du Liban. En ces quelques semaines, il était devenu, en quelque sorte, un élément passif mais constant du paysage habituel de ces sortes d'événements mi-mondains, mi-politiques. Parmi les quelques centaines de personnes qu'on rencontre invariablement, que ce soit à Buenos-Aires, à Washington ou à Paris, à toutes les réceptions diplomatiques, on avait pris l'habitude de le voir aussi. En soi, cela n'a rien d'extraordinaire, et toute personne qui a l'habitude de ces milieux, sait qu'au fond il n'est rien de plus facile que de devenir un habitué des réceptions mondaines. Il suffit de le vouloir, d'apprendre à connaître ce milieu, et d'être doué du sang-froid nécessaire pour être à l'heure, à l'endroit voulu. Les autres, les hôtes et les convives prennent rapidement l'habitude de voir un tel à toutes les réceptions, sans toujours se poser la question de son identité, ni la raison de sa présence. Dans le cas de Cohen, le fait de sa présence à toutes les ambassades arabes sortait tout de même de l'ordinaire. S'étant introduit dans ce milieu, encore fallait-il qu'il continue à y jouer le rôle, sans faille, de Kamal Taabes et à

étendre, sous cette identité, le cercle de ses relations personnelles, pour en tirer profit le jour voulu.

C'est ainsi que Cohen rencontra un jour à l'ambassade de Syrie l'homme qui, quatre ans plus tard, allait décider de sa mort : le général Amin el Hafez. Le général Hafez, bel homme aux cheveux grisonnants, qui, avec une mèche éternelle sur le devant du front, a un air sud-américain plus que syrien, était à l'époque l'attaché militaire de l'ambassade de Syrie à Buenos-Aires. Abdallah Alheshan présenta Taabes lors d'une réception à l'ambassade au général Hafez. L'attaché militaire, imposant en uniforme clinquant de cérémonie, engagea une longue conversation politique avec Alheshan et Taabes. Hafez évoqua avec beaucoup de confiance l'avenir du parti « Baas » auquel il appartenait, affirmant devant ses interlocuteurs : « C'est le seul parti syrien capable de rendre son éclat à notre pays. À la fin de cette année, je termine ma mission en Argentine. De retour en Syrie, je me consacrerai à l'action politique au sein du parti. »

L'élégant militaire syrien ne savait évidemment pas encore que le parti « Baas » allait le porter, sous peu, au plus haut poste de son pays, la présidence de la République syrienne.

Taabes, attentif comme il se doit aux paroles de Hafez, fit une seule remarque : « Si j'étais à Damas, je ferais de même que vous, mon général… »

« Qu'attendez-vous pour y aller ? », lui répliqua Hafez, comme si c'était un ordre, et lui tourna le dos pour s'entretenir avec un autre hôte.

Mais Cohen-Taabes, dans un rapport ultérieur qu'il adressa à ses supérieurs, nota que le général Hafez avait sans aucun doute retenu sa brève remarque, car à plusieurs reprises, le revoyant en d'autres occasions, il lui fit des clins d'œil et lui demanda : « Alors, à quand ce départ pour la Syrie ? »

Les rares fois que Cohen eut l'occasion de rencontrer, chaque fois à un autre endroit, et chaque fois dans le secret le plus absolu, son correspondant Abraham, il lui remit des rapports détaillés sur ses relations dans le milieu arabe, qui s'étendaient de semaine en semaine. Abraham se montra satisfait. Au bout de trois mois, comme il l'avait promis, il remit à Cohen un passeport et une carte d'identité argentine au nom de Kamal Amin Taabes.

Au mois de mai 1961, Abraham transmit à Cohen une nouvelle instruction de Tel-Aviv. « Cohen, y était-il dit, doit annoncer à ses amis qu'il a décidé de partir sous peu pour une tournée dans les pays arabes, et qu'il a l'intention de faire une visite à Damas pour se rendre compte sur place des possibilités de s'y installer définitivement. »

Taabes s'exécuta immédiatement. Il fit le tour de ses relations afin d'obtenir les lettres de recommandation promises. Abdallah Alheshan tint sa promesse. Taabes se rendit à son bureau le 13 mai 1961, lui annonça qu'il avait décidé de partir, et lui demanda des lettres d'introduction. Alhesban, enchanté, lui montra une lettre qu'il venait d'écrire à son fils qui habitait Damas, et y ajouta sur place quelques mots d'introduction pour son ami Kamal Taabes. Il remit à Taabes, en outre, une autre lettre de recommandation pour ce même fils Kamal Hashan, et encore trois lettres du même genre, destinées l'une à Nabib Hareb, un commerçant de ses amis, fort connu à Damas ; l'autre, à un cousin habitant Alexandrie, et enfin la troisième pour un banquier connu de Beyrouth.

Taabes se munit de cette manière de toute une série de lettres, qu'il récolta auprès de ses amis arabes de Buenos-Aires, adressées généralement à leurs familles au Liban et en Syrie. À tout le monde, il eut soin de raconter qu'il partait pour une tournée dans plusieurs capitales arabes, mais ajouta qu'il s'arrêterait également un certain temps en Europe.

Il obtint sans aucune difficulté un visa égyptien à l'ambassade de la R.A.U. à Buenos-Aires. Le consulat libanais, aussi, lui accorda un visa, valable pour six mois. Cohen-Taabes était donc prêt pour entreprendre le voyage, dont la destination finale était Damas. Six mois s'étaient écoulés depuis le jour de son arrivée en Argentine. Son nouveau personnage était définitivement établi.

Fin août 1961, Eli prit l'avion de Buenos-Aires à Zurich. Il transita cette fois à Londres, sans s'y attarder. Fidèle aux directives reçues par l'intermédiaire d'Abraham, il ne resta à Zurich que le temps de changer d'avion, cette fois-ci en direction de Munich. À la sortie du contrôle des passeports et de la douane de l'aéroport de Munich, il reconnut une ancienne connaissance : Israël Salinger, son « antenne » en Europe.

Pendant tout le temps que Cohen était resté en Argentine, Salinger avait fidèlement réexpédié son courrier – adressé à une boîte postale anonyme à Zurich – à sa femme Nadia, en Israël. Il va sans dire que Salinger prenait

soin d’expédier ces lettres à chaque fois d’une ville différente d’Europe. Les lettres de Cohen à sa femme étaient courtes et il n’y était question que des « affaires » dont il avait à s’occuper en Europe. Nadia recevait en son absence le salaire mensuel de son mari, par le biais d’une société commerciale imaginaire.

Salinger apprit de la bouche de Cohen l’histoire détaillée de la mission accomplie en Argentine. Cohen lui, dit à plusieurs reprises, qu’il se sentait parfaitement prêt pour partir à Damas, et qu’il le ferait avec joie « aujourd’hui même ». Salinger l’informa seulement alors des dernières directives de Tel-Aviv : « Cohen ne partira à Damas que dans quelques mois. » Pour l’instant, il était attendu à Tel-Aviv pour une nouvelle et dernière série d’entraînements.

Salinger reçut des mains de Cohen ses papiers d’identité au nom de Taabes, les lettres d’introduction pour les capitales arabes, ainsi que tout le trousseau de vêtements que Cohen avait acquis en Argentine. Il reprit à Salinger ses papiers d’identité israéliens, et ses anciens habits, qu’il lui avait confiés à Zurich. Il employa les quelques heures de loisir qui lui restaient à Munich à acheter plusieurs cadeaux pour sa femme, sa petite fille et sa famille. Finalement, il embarqua dans un avion israélien, en direction de Tel-Aviv.

À sa descente d’avion à Lydda, de retour dans son pays, c’est de nouveau la camionnette commerciale du « Mossad », conduite par le même Gideon, qui l’attendait. Sans détour et sans lui poser de questions, Gideon le déposa à Bat-Yam.

Il revint chez lui par surprise, comme il en était parti. Inutile de décrire la joie de sa femme et de sa famille de le retrouver après une longue absence de six mois. Notons, toutefois, que c’est à cette époque-là qu’Eli Cohen apprit à sa petite fille Sophie à dire le mot hébreu *Abba*, qui signifie « Papa ».

Aux autres membres de sa famille, il apprit les nouvelles d’Europe, sans jamais leur parler de son séjour en Amérique du Sud.

Même le Derviche ne le dérangea pas durant cette première semaine de septembre qu’Eli Cohen passa entièrement au sein de sa famille en Israël.

9

Intermède en Israël et départ définitif

Eli Cohen savait que l'intermède de Bat-Yam serait de courte durée, et qu'il devait retourner, sous peu, à ses occupations d'agent secret. C'est le « Derviche » Yitshak, son instructeur en titre, qui, au bout d'une semaine mit fin à ses vacances paisibles au sein de sa famille. Il l'entraîna un jour, à l'heure du déjeuner, dans un restaurant de Jaffa, *Chez Jeanette,* connu pour sa spécialité de poissons grillés. Assis l'un en face de l'autre, à la terrasse du restaurant qui donne sur le vieux port, plongés dans une conversation animée, on aurait dit un père et son fils débattant de problèmes de famille. En fait, le « Derviche », très paternel, écoutait le récit des exploits de son disciple Cohen, en Amérique du Sud.

« Tu as pris l'accent espagnol même en parlant l'hébreu », remarqua en souriant le « Derviche ».

« Attends de m'entendre parler l'arabe », répliqua Eli.

« À Buenos-Aires, on ne parle l'arabe qu'avec l'accent espagnol… » Cohen, très détendu, affirma au « Derviche » en conclusion de son récit qu'à son avis il était muni de recommandations suffisantes pour affronter la tâche qui l'attendait à Damas. « Je me sens capable, dit-il, de brûler les étapes, pour m'introduire rapidement à Damas dans les milieux dirigeants. »

Le « Derviche » nota plus tard dans son rapport que Cohen faisait preuve d'une assurance « contagieuse » et d'une confiance en soi totale. D'autres chefs des services secrets de Tel-Aviv, qui eurent l'occasion de s'entretenir avec Cohen durant son séjour, en septembre 1961, en Israël, firent des remarques identiques. Cette constatation, certes, était positive et encourageante. Mais, vu sous un autre angle, l'assurance exagérée d'un agent secret comporte des dangers pour lui-même, et peut facilement l'entraîner à des actes inconsidérés et trop risqués.

Quoi qu'il en soit, il fut décidé de soumettre Cohen à une dernière série d'exercices, avant de lui donner l'ordre de départ. Pour calmer d'éventuelles appréhensions de la part de ses amis arabes à Buenos-Aires,

Cohen devait rédiger un bon nombre de cartes postales, qu'on expédia de plusieurs capitales occidentales, en Argentine.

Pour toute réponse à ce que le « Derviche » venait de lui apprendre, Cohen, désappointé, fit une seule remarque : « Je n'aurais pas cru que le chemin de Damas soit si long. De quoi mourir de fatigue et d'impatience avant d'y arriver… » Ce n'était pas, de sa part, un accès de mauvaise humeur, mais l'expression sincère d'une impatience de cheval de bataille, qui renifle la poudre et la proximité du front, et a hâte de se jeter dans la mêlée. Mais ses supérieurs furent d'un autre avis. L'entraînement supplémentaire était nécessaire. Et il fallait établir maintenant, à partir des résultats extraordinaires de la première partie de sa mission en Argentine, le plan d'approche détaillé de sa mission en Syrie.

Cohen se retrouva donc, une fois de plus, dans la petite mansarde du « Derviche » dans la rue Allenby, à Tel-Aviv. Avec l'aide d'un instructeur-radio, spécialiste des services secrets pour les postes émetteurs clandestins, il fit de rapides progrès dans le maniement d'un poste identique à celui dont il aurait à se servir à Damas. Après quelques semaines de cet entraînement supplémentaire, il réussit à atteindre la vitesse moyenne de 45 à 50 mots-minutes, qui est considérée par les spécialistes comme une moyenne honnête. Il apprit à se servir de plusieurs codes secrets, s'exerça à lire les messages chiffrés que lui « adressa » son instructeur, et finit par connaître les codes par cœur.

Il est un point qui concerne cette dernière période d'entraînement de Cohen à Tel-Aviv sur lequel il faut insister. Son instructeur-radio avait, entre autres, pour tâche de détecter les particularités personnelles de la « touche » de Cohen au moment de l'émission. La « touche » diffère d'un individu à l'autre, pour l'oreille d'un spécialiste prévenu, autant que les lignes de la main. Autrement dit, le caractère des signaux de morse émis à partir d'un poste d'une distance déterminée, peut servir à authentifier l'identité de celui qui les émet, sans même qu'il annonce au préalable son chiffre d'identification. Les moindres nuances de la « touche », des changements intervenus, imperceptibles pour une oreille non entraînée, sont autant de données concrètes, immédiatement enregistrées et comprises, par l'oreille du technicien expérimenté qui capte et déchiffre les messages.

Un nombre très restreint d'opérateurs-radio appartenant au centre de déchiffrage des services secrets, à Tel-Aviv, se mirent donc, à partir de

septembre 1961, en devoir d'étudier, puis de reconnaître parmi d'autres, les émissions d'entraînement de Cohen. Ce furent plus tard ces mêmes opérateurs qui se tinrent à l'écoute des émissions de Cohen en provenance de la capitale syrienne.

Une partie du temps d'Eli fut consacrée à l'étude de la préparation de différentes sortes d'encres sympathiques avec des moyens du bord ; l'installation de cachettes judicieuses dans un appartement ; la dissimulation d'objets secrets dans des appareils ménagers de toute sorte ; le transport secret d'armes personnelles, de documents, de lettres ou de microfilms cousus dans les vêtements ou cachés à même le corps. Bref, l'apprentissage du « bréviaire » de l'agent secret classique, qui contrairement à ce qu'on imagine généralement à la lecture de certains romans d'espionnage, demande un effort soutenu et n'a d'excitant que le nom.

Après avoir une fois de plus étudié les prototypes miniature ou grandeur nature des armes employées par l'armée syrienne, Eli Cohen fut soumis à des exercices de tir répétés au pistolet et à la mitraillette du type « Schmeisser », d'origine allemande et répandue dans l'armée syrienne. Il apprit également le maniement de différents genres de matières explosives. Il est à noter que les exercices de tir étaient invariablement accompagnés du même commentaire de la part du « Derviche » : « Tu ne verseras pas une seule goutte de sang à Damas. Mais la Syrie est une république du genre sud-américain où la prochaine révolution risque d'éclater du jour au lendemain. Tu peux à la rigueur avoir à te servir de tes armes pour ta défense personnelle. Tu n'auras recours aux armes qu'en cas d'extrême urgence. »

Plus que durant la précédente période d'entraînement, Cohen eut soin d'écouter, pendant ce dernier trimestre 1961 qu'il passa en Israël, la radio de Damas et de suivre scrupuleusement les événements politiques en Syrie. Écoutant la radio ou regardant les programmes de la télévision syrienne, il se serait moqué de quiconque, à ce moment-là, lui aurait prédit que lui-même apparaîtrait sous peu sur les écrans de Damas…

Le 28 septembre 1961 survint un événement politique en Syrie d'une portée capitale. L'union égypto-syrienne éclata avec fracas et la même rapidité avec laquelle la « République arabe unifiée » était née trois ans plus tôt. La Syrie reprit son indépendance politique et économique, chassant de son territoire ses protecteurs égyptiens. Mais la Syrie indépendante, après

avoir renié son rôle mineur de « province syrienne » au sein de la R.A.U., déchirée par la lutte impitoyable à laquelle se livraient les partis politiques en présence, devint un véritable champ de bataille d'une guerre civile latente dont l'enjeu était le pouvoir pratiquement vacant. Il s'avéra pourtant que ce pays, qui en treize années avait été témoin de douze révolutions et coups d'État successifs, allait être dominé, et pour longtemps, par le « Baas », dont des sympathisants et non des moindres, étaient devenus, à Buenos-Aires, les amis de Cohen. C'est d'ailleurs en ces jours de septembre que Cohen-Taabes avait expédié au général Hafez, en Argentine, une carte postée à Zurich, qui portait pour seul texte les mots : « Vive le Baas » suivis de sa signature.

Cohen apprit le déroulement détaillé des événements qui venaient de frapper la Syrie, eut connaissance des dossiers secrets compulsés en hâte à Tel-Aviv, sut rapidement qui étaient les personnages principaux du coup d'État anti-nassérien. Il est vrai aussi que ses supérieurs et lui durent se rendre à l'évidence, et admettre que tout revirement de la situation était possible dans ce pays où les événements futurs échappaient à l'analyse politique et restaient absolument imprévisibles. Les hommes des services secrets de Tel-Aviv, n'ont-ils pas l'habitude de dire, en parlant de la Syrie, que « le pouvoir y appartient à l'officier qui se lève le matin plus tôt que ses adversaires et prend d'assaut la station de radio » ?

Le véritable maître de la Syrie, le principal instigateur du coup d'État anti-nassérien, était un jeune colonel de l'armée syrienne, Abdul Alkarim Na'hlawi. Aide militaire du maréchal Amer, et fidèle serviteur de Nasser, il avait été désigné comme gouverneur délégué de la province syrienne. Mais le colonel Na'hlawi, qui avait senti gronder le mécontentement des masses paysannes autant que des milieux bourgeois qui furent les premiers à souffrir de la mainmise égyptienne sur leur pays, avait projeté de longue date de libérer la Syrie de son engagement envers l'Égypte. Les paysans et les commerçants accusaient l'administration égyptienne d'exploiter la Syrie, riche en ressources naturelles et plus prospère que le pays mère. Les officiers syriens étaient mécontents du fait qu'à la tête des unités de leur armée on avait placé des commandants égyptiens. L'école d'aviation de l'armée syrienne avait été transférée en Égypte, en même temps qu'une formation de Mig-17 que la Syrie avait obtenue de l'URSS. Même à la tête de l'administration civile en Syrie se trouvaient des Égyptiens.

Pendant ce temps, on avait réduit au silence le populaire parti « Baas » dirigé par une élite de jeunes officiers. Ce parti, dont la doctrine politique et économique est faite d'un original amalgame de théorie socialiste et de pratique nationaliste, était tout de même le seul parti panarabe possédant un programme clairement établi et relativement bien organisé. Ce n'était donc pas un hasard si ce parti, devenu populaire et soutenu par les « Jeunes Turcs » du clan militaire de Damas, gênait le dessein que le président Nasser avait assigné à la province syrienne, et fut donc obligatoirement et systématiquement réduit au silence. Le réveil du « Baas », au moment du coup d'État du 28 septembre, n'en fut que plus bruyant.

Le 28 septembre, au petit matin, le gouverneur égyptien de la Syrie, le maréchal Abdul Hakim Amer apprit, alors qu'il était encore dans son lit, que le colonel Na'hlawi avait pris de force la station de radio, et avait annoncé au peuple syrien que « l'union avec l'Égypte avait vécu ». Le maréchal Amer se mit immédiatement par téléphone en rapport avec le président Nasser, au Caire, qui se déclara prêt à accourir aussitôt à Damas pour sauver la situation. Nasser eut conscience de la défaite morale que représentait pour lui l'éclatement de l'union avec la Syrie, aux yeux du monde arabe en particulier, et du monde tout court. Il est d'ailleurs permis de croire que Nasser, grâce à l'immense prestige personnel dont il jouissait même à cette époque en Syrie, aurait eu des chances de reprendre la situation en main. Mais le maréchal Amer le lui déconseilla, lui assurant qu'il était capable de rétablir la situation et de faire régner l'ordre dans le pays.

Le colonel Na'hlawi et ses troupes furent les plus forts. Le jeune colonel fit arrêter dans la matinée même le maréchal Amer, et le fit mener sous escorte à l'avion qui le ramena au Caire. Deux commandos de parachutistes égyptiens, qui avaient débarqué dans le port syrien Lattaquié sous la protection de destroyers égyptiens ancrés dans la rade, se rendirent sans qu'un seul coup de fusil fût tiré. Le colonel Na'hlawi était devenu en quelques heures le maître incontestable mais quasiment anonyme de la Syrie : à la tête du gouvernement, il plaça des politiciens professionnels et rompus à l'exercice du pouvoir.

Le coup d'État syrien avait fait monter la fièvre dans tout le Moyen-Orient. Le gouvernement israélien ne pouvait que se féliciter des malheurs du président Nasser. L'éclatement de l'union égypto-syrienne avait anéanti

le danger que représentait pour Israël un commandement unifié des armées d'Égypte et de Syrie. Mais d'un autre côté, Israël devait s'attendre à une autre évolution dont elle avait maintes fois, dans le passé, fait les frais. L'animosité entre Damas et Le Caire allait une fois de plus avoir pour résultat une surenchère entre les deux pays dans le domaine de la démagogie anti-israélienne, en paroles d'abord, puis dans les actes.

Le départ des Égyptiens de Syrie était d'une importance capitale en regard de la mission qu'Eli Cohen devait accomplir à Damas. Auparavant, alors que l'union égypto-syrienne durait encore, il avait reçu l'instruction d'éviter à tout prix, le moment venu, de prendre contact avec les milieux égyptiens dans la capitale syrienne. Ses supérieurs craignaient de toute évidence qu'un Égyptien quelconque originaire d'Alexandrie, n'identifie Cohen. Pire encore : souvenons-nous qu'en 1954 Cohen avait été arrêté et interrogé par les services de sécurité égyptiens. Le hasard aurait pu faire que Cohen, à Damas, rencontre dans les milieux égyptiens, un agent qui l'aurait connu en 1954 à Alexandrie ou au Caire. Le départ des Égyptiens ouvrait donc de nouvelles perspectives à Cohen et lui facilitait d'une certaine manière ses futures opérations à Damas.

Il reçut alors une autre directive politique, en fonction des événements du 28 septembre. Le parti « Baas » avait dorénavant toutes les chances de prendre le pouvoir. Cohen, de son côté, avait ouvertement exprimé sa sympathie personnelle pour ce parti, en présence du général Hafez, à Buenos-Aires. Il avait même réaffirmé son dévouement à ce parti, dans la carte postale que le « Derviche » lui avait demandé d'expédier d'Israël, via la Suisse, à l'attaché militaire syrien en Argentine. Mais ses supérieurs lui firent comprendre qu'au cas où il arriverait à s'introduire dans les milieux influents du « Baas », à Damas, il devait néanmoins éviter de s'inscrire comme membre du parti. Mieux valait patienter et attendre que la situation politique en Syrie s'éclaircisse. Seulement alors, on saurait si le « Baas » se maintenait à la tête du pouvoir, et définir en conséquence l'aspect politique de la mission de l'agent israélien à Damas. Un des chefs du service résuma la situation de façon simple et pittoresque. À l'époque, on était à Tel-Aviv évidemment bien loin de prévoir qu'une fin tragique l'attendait à Damas :

« Si tu t'aventures à proclamer trop tôt ton soutien au "Baas", tu risques de passer par les armes, non pas comme espion israélien, mais à l'occasion

du prochain coup d'État, en tant qu'adhérent d'un parti probablement interdit et poursuivi par le prochain gouvernement… »

Des témoignages directs de ses supérieurs font état de la parfaite, voire étrange quiétude de Cohen, face aux événements mouvementés dont la Syrie, toute proche étape de l'agent Taabes, était la scène en ces jours de septembre 1961. Cohen, aux yeux de ses supérieurs et de ses camarades des services secrets, faisait preuve d'un extraordinaire calme intérieur et d'un sang-froid mêlé de modestie. À le voir suivre les événements de Syrie, à la radio, la télévision et dans les journaux, et à l'entendre analyser la situation, on aurait dit qu'il s'apprêtait à passer des vacances à Damas et non pas à y exposer sa vie aux dangers les plus divers.

Pourtant Cohen savait aussi bien que ses supérieurs que le pays de sa destination se distinguait de tous les autres pays arabes par son fanatisme politique virulent, et ses excès nationalistes et militaristes.

L'étonnante assurance avec laquelle Cohen parlait de sa future mission, sa confiance totale dans sa réussite, poussèrent ses supérieurs à lui répéter sans cesse de « ne pas se presser », une fois arrivé à Damas et de s'introduire, au contraire, lentement et progressivement dans les milieux dirigeants de Syrie, dans le but de fournir à Tel-Aviv le maximum d'informations dans deux domaines primordiaux : l'armée syrienne, sa composition, ses effectifs, ses manœuvres à l'intérieur du pays et à la frontière avec Israël, et tout détail concernant ses officiers et commandants. « Quoi qu'il arrive au gouvernement de Damas et quelle que soit la situation politique, l'armée syrienne restera encore pour longtemps le facteur prépondérant et décisif pour l'avenir du pays », s'entendit dire Cohen d'innombrables fois. En deuxième lieu, il devait fournir des renseignements concernant la situation économique de la Syrie. On lui recommanda de ne pas perdre de temps et d'énergie pour des sujets de moindre importance. Recommandation enfreinte, plus d'une fois par la suite, par ses supérieurs eux-mêmes, comme on le constatera plus loin.

Les renseignements d'importance capitale, propres à inciter Israël à une repartie immédiate, militaire ou stratégique, devaient être transmis par Cohen en un minimum de temps et à l'aide d'un poste émetteur miniature, pas plus grand qu'un paquet de cigarettes. Ce poste, chef-d'œuvre de technique, allait devenir un véritable miracle pour Tel-Aviv, et une source intarissable de renseignements de premier ordre sur les événements en

Syrie. Ce poste miniature, d'un emploi rare même dans les services d'espionnage des grandes puissances et pratiquement inconnu dans les services des autres nations, allait être remis à Cohen, ultérieurement, en Europe. Pour l'instant on l'équipa, à Tel-Aviv, d'un rasoir électrique d'une conception particulière. Le fil électrique du rasoir n'était rien d'autre que l'antenne du futur poste émetteur.

Cohen devait se servir de ce poste pour des émissions d'une durée courte, afin de diminuer le risque de détection de l'émetteur par les services de contre-espionnage syriens. D'ores et déjà, on fixa les horaires des « vacations », et même la date de la toute première émission. Un chiffre déterminé d'avance indiquerait à Tel-Aviv que Cohen avait loué un appartement et qu'il s'y était définitivement installé. Avant d'avoir loué cet appartement, il était hors de question que Cohen puisse communiquer avec Tel-Aviv, même en cas d'extrême urgence. Un autre chiffre fixé d'avance suffirait pour que Tel-Aviv indique à Cohen qu'il devait profiter de la première occasion pour se rendre en Europe et y prendre contact avec son « antenne ».

Le moment du départ approcha. On était fin décembre 1961. Une fois de plus Cohen dit à sa femme que ses « affaires » l'obligeaient à partir en Europe et à s'absenter quelques mois, et Nadia lui demanda d'abréger son séjour à l'étranger au strict minimum.

La même camionnette anonyme et le même chauffeur attendaient Cohen pour le déposer à l'aéroport de Lydda. Arrivé à Munich, il revit son « antenne » Salinger. Il changea à nouveau de vêtements, laissant son trousseau israélien aux mains de Salinger, et reprit les habits qu'il avait portés en Argentine. Salinger lui remit aussi son passeport argentin, revêtu des visas égyptien et libanais. Il n'y manquait que le visa le plus important – celui du consulat syrien. Cohen-Taabes devait l'obtenir à Zurich.

Salinger lui donna l'ordre d'acheter un billet de bateau pour le Liban. Le choix se fixa sur le paquebot *Astoria* dont le départ, à destination de Beyrouth, était prévu pour la première semaine de janvier 1962. Une enquête rapide et discrète, menée par des correspondants européens des services israéliens, permit de fournir la liste des passagers de l'*Astoria* à Cohen, bien avant son départ.

Dans une petite valise que lui remit Salinger, Cohen trouva un ensemble d'ustensiles ménagers, tels qu'un célibataire pouvait les transporter de

continent en continent. Parmi eux, un « mixer » électrique, en matière plastique, de grandeur moyenne, tel qu'on le trouve dans le commerce, mais ayant cette particularité que son fond était double. Dans ce double fond, aménagé par les soins de Salinger, se trouvait le poste miniature que Cohen avait étudié et expérimenté à Tel-Aviv. Salinger fit à Cohen, dans sa chambre d'hôtel à Munich, la démonstration du double fond, en sortit le poste minuscule et lui expliqua comment il fallait refermer à nouveau l'appareil électrique, et comment on pouvait s'en servir comme « mixer » une fois le poste enlevé.

Un incident mineur qui arriva le lendemain, toujours à Munich, prouva à quel point les connaissances techniques de Cohen le mettaient à la hauteur de sa tâche. La veille, après le départ de Salinger, Cohen s'était encore exercé à monter et démonter le mixer électrique. Il s'était alors aperçu que l'appareil émettait un bruit étrange chaque fois qu'on le déplaçait. Le petit poste émetteur était mal fixé dans sa cachette et bougeait à l'intérieur du double fond.

« Il faut me remettre l'appareil immédiatement. Je le ferai réparer », dit alors Salinger.

« C'est déjà fait », répliqua Cohen. En effet, il avait trouvé lui-même le moyen de réparer l'inconvénient technique. Son mixer était maintenant en parfait état de marche, qu'il s'agisse de la préparation de cocktails ou de l'émission de messages secrets.

Cohen laissa à Salinger un bref message pour sa femme Nadia, et prit le lendemain l'avion pour Zurich. Là il se rendit à l'ambassade de Syrie où le consul lui accorda, sans difficultés, le visa syrien demandé, qu'il apposa sur le passeport argentin de Taabes. Le visa de transit italien fut obtenu sans délai.

La dernière nuit que Cohen-Taabes passa à Zurich fut celle du 31 décembre 1961. Se mêlant à la joyeuse foule qui, à partir de minuit et jusqu'aux premières heures de la matinée, sillonnait les rues de Zurich, Cohen-Taabes fit un tour solitaire dans les rues de la ville. En pensée, il était à quelques milliers de kilomètres de là, dans ce pays ennemi dont il allait franchir les frontières dans quelques jours.

Le 1er janvier 1962, il se rendit par avion à Gênes, en Italie. Le même jour, il s'embarqua sur le paquebot *Astoria* à destination de Beyrouth. À peine eut-il pris place dans le salon du bateau qu'il y rencontra une

personne qu’il connaissait de nom, l’ayant lu et coché au préalable dans la liste des passagers, et qui allait lui faciliter sa tâche avec une efficacité inespérée : le cheikh Ma’gd Al-Ard.

10

En route pour Damas

Le vent frais qui soufflait en ce soir du 1er janvier 1962 sur la baie de Gênes et balayait le pont des passagers de l'*Astoria* avait vite fait rentrer tous les voyageurs de ce paquebot de moyenne grandeur dans leurs cabines et dortoirs. Cohen, passager de première classe sous le nom de Kamal Amin Taabes, après un dernier regard pour les vieux bâtiments rougeâtres qui cernent le port de Gênes, gagna lui aussi sa cabine située sur le pont supérieur, à proximité des cabines des officiers et du capitaine. Après avoir rangé ses affaires, réparties dans une valise en cuir et une sacoche de voyage qui contenait son précieux « nécessaire » d'espion sous forme du « mixer » électrique, il se dirigea vers le bar réservé à la première classe, pour prendre l'apéritif, et faire connaissance avec les passagers. Cohen, à l'aide de Salinger, avait coché sur la liste des passagers, qui lui fut remise à Munich, certains noms, et en avait barré d'autres. Le principe de cet épluchage de la liste était simple : éviter de perdre son temps avec des passagers sans intérêt soit à cause de leur destination, soit à cause de leur identité et de leur rang social. Cohen avait besoin de gens qui, le moment voulu, pourraient lui donner le coup de main nécessaire pour affronter certaines difficultés qui l'attendaient sur la route de Damas.

Le retour de Cohen en milieu arabe s'était effectué de façon progressive. D'abord, durant six mois, au sein de la colonie arabe de Buenos-Aires, qu'il avait exploitée de son mieux en vue de sa future mission en Syrie. Maintenant, à bord de l'*Astoria* en pleine Méditerranée, Cohen se trouvait une fois de plus plongé en plein milieu arabe. Les passagers du bateau étaient pour la plupart originaires du Moyen-Orient. Des Égyptiens voisinaient au salon de première classe avec beaucoup de Libanais et relativement peu de Syriens. Il n'y avait pratiquement pas d'Européens. Le pluvieux mois de janvier se prête peu aux voyages organisés touristiques, et

les hommes d’affaires de Paris ou de Zurich empruntent en général la voie des airs pour se rendre au Caire ou à Beyrouth.

Les exclamations, les interpellations à voix haute, comme il est de coutume en pays arabe, foisonnaient autour de lui de toutes parts. Tout le monde parlait à la fois avec tout le monde. Malgré les différences d’accentuation ou l’usage de termes quelquefois sensiblement différents, les Arabes du Liban, de Syrie et d’Égypte se comprennent parfaitement sans avoir recours à un interprète.

C’est grâce à cette atmosphère détendue et bruyante, favorisée encore par le fait que les passagers de toutes origines, deviennent, le temps d’une traversée, une collectivité répondant à d’autres lois que celles qui règlent leurs relations sur terre ferme, que Cohen-Taabes fit, au bar, la connaissance d’une personne dont il avait coché le nom sur sa liste. Une heure plus tard, il se trouvait déjà à la même table que son nouvel ami, au restaurant de première classe. L’agent avait immédiatement repéré son « gibier » ; l’homme tomba dans le piège à une vitesse vertigineuse. C’est lui qui, plus qu’aucun autre, allait faciliter l’entrée de l’espion en Syrie.

C’était un Arabe de taille moyenne, maigre, aux traits sémites prononcés et à la couleur de peau brûlée par le soleil. Il était élégamment vêtu, à l’européenne, et ne portait aucun signe extérieur auquel on aurait pu reconnaître qu’il s’agissait d’un authentique cheikh arabe. Au bar, sirotant tous deux quelque boisson, ils échangèrent les politesses de coutume et se présentèrent l’un à l’autre. Kamal Amin Taabes, commerçant, d’origine syrienne mais vivant en Argentine, qui s’apprêtait à visiter la patrie de ses parents. Cheikh Mag’d Al-Ard, dont le titre seul campait le personnage : digne Arabe appartenant à l’ancienne caste des féodaux propriétaires de terres. Mag’d Al-Ard, effectivement, possédait un domaine près de Damas, et disposait, malgré les révolutions sociales et socialistes qui avaient ébranlé le « bon vieux temps du féodalisme » classique en Syrie, de « serfs » appelés « fellahs », qui travaillaient sur ses domaines et ne touchaient pour tout salaire qu’un faible pourcentage du revenu. Mag’d Al-Ard était également commerçant, et rentrait par l’*Astoria* d’un voyage de quelques mois en Europe, qui l’avait mené à Paris et à Rome. « On ne perd pas son temps en Europe. Et on y trouve pas mal d’endroits charmants pour passer d’agréables moments », confia-t-il en riant à Kamal Taabes.

Cohen sentit immédiatement le parti qu'il pouvait tirer du cheikh qui retournait à Damas. Peu bavard, et encore moins enclin à l'échange de récits de prouesses mâles prodiguées dans quelque boîte de nuit mal famée de Paris ou de Rome, il donna à la conversation un tour plus sérieux. Il raconta au cheikh qu'il avait quitté l'Argentine poussé par un désir profond de rentrer « chez lui », pour participer activement aux changements politiques et économiques qui s'opéraient en Syrie.

Le cheikh, impressionné par l'ardeur patriotique du jeune homme, l'invita à s'asseoir à sa table. Il lui parla de la situation en Syrie, mais dans une perspective bien différente de celle qui avait caractérisé les amis « Baas » de Taabes en Argentine. Se penchant vers Taabes, afin que les dîneurs des tables voisines ne l'entendent pas, il lui dit en confidence :

« Le socialisme égyptien, grâce à Allah, est bien mort. Nous voilà enfin libérés de cette clique. Les Égyptiens nous ont volés. Ils nous ont tout pris. Ils nous ont presque confisqué nos terres pour les partager entre les paysans. Enfin on pourra respirer à Damas. »

Il demanda à Taabes ce qu'il pouvait faire pour lui, afin de lui faciliter son retour à Damas. Taabes, depuis le moment de la rencontre au bar, n'attendait que cette question-là. Tout ce qu'il lui fallait en l'état actuel des choses, en plus des recommandations de ses amis de Buenos-Aires, était la compagnie d'un homme comme le cheikh pour passer la frontière syrienne. On comprend aisément ce réflexe. N'était-ce pas plus sûr, et plus agréable, de passer cette frontière, qui pouvait présenter pour lui plus d'un inconvénient, aux côtés d'un cheikh ?

« Je ne connais personne, strictement personne à Damas », avoua Taabes.

Le cheikh fit le geste de l'hospitalité traditionnelle dans les pays arabes. « Ma maison est ta maison », dit-il avec un large sourire, et ajouta : « Je viens d'acheter une nouvelle voiture en Europe. Une Peugeot 404. Elle est avec moi, sur ce bateau. Jeune ami, soyez assuré de mon amitié. Dès notre arrivée à Beyrouth, considérez-vous comme mon hôte. Et n'ayez aucune crainte en ce qui concerne vos premiers pas à Damas. Mes amis seront vos amis. »

Leur conversation se prolongea, ce soir-là, fort tard dans la nuit. Quand Cohen-Taabes put enfin regagner sa cabine, il était en droit de dresser un bilan fort éloquent de cette première journée à bord de l'*Astoria :* un riche

cheikh de Damas allait le transporter, en Peugeot 404, de Beyrouth pour le déposer dans la gueule du lion, à Damas.

L'*Astoria* mouilla après une traversée sans histoire dans le port d'Alexandrie. Salinger, à Munich, lui avait enjoint de descendre à l'escale d'Alexandrie, pour « faire collection » d'un tampon égyptien sur son passeport, ce qui rassurerait, le moment voulu, les gardes-frontières syriens. L'espion se revêtit d'un large couvre-chef et eut soin de se munir d'une paire de lunettes de soleil, pour masquer son visage, sans pour autant éveiller l'attention du cheikh et des autres passagers, qu'un camouflage plus poussé n'aurait pas manqué d'intriguer. Au contrôle des passeports, il eut droit au tampon désiré. Puis il se mit à marcher dans les ruelles du port et de la ville, dans laquelle il avait vécu tant d'années de sa jeunesse.

À peine cinq années étaient passées depuis le jour où il avait quitté cette ville. Il en connaissait encore chaque rue. Il aurait pu entrer dans des boutiques et appeler les marchands par leurs noms. Il aurait pu revenir dans son quartier, revoir la maison dans laquelle il avait grandi. Il n'en fit rien. Il n'avait pas le droit d'encourir le risque d'être reconnu par quelqu'un, dans cette ville qui ressemblait tant à elle-même. Un enfant arabe revêtu de haillons le poursuivit de ses cris : « *Bakshish, Y a Sidi* », et lui tendit sa petite main. Eli Cohen, devenu Kamal Taabes, touriste argentin à Alexandrie, lui donna une piastre. Il eut encore l'occasion de constater que le nombre de soldats et de camions militaires qu'on voyait dans les rues d'Alexandrie avait sensiblement augmenté par rapport au passé. Puis il remonta à bord de l'*Astoria*, qui reprit la mer pour poursuivre sa route en direction de Beyrouth. Cohen-Taabes resta longtemps appuyé à la balustrade du pont supérieur jusqu'à ce que les dernières maisons d'Alexandrie disparaissent à l'horizon.

Beyrouth, où Taabes débarqua le lendemain, en compagnie de son protecteur syrien Mag'd Al-Ard, était éclatante de santé et de joie de vivre en comparaison avec Alexandrie. La capitale de la « Suisse du Moyen-Orient », comme on appelle le Liban, accueillit les passagers de l'*Astoria* avec force cris et exclamations des marchands ambulants et des porteurs de bagages qui se démenaient sur le quai du port. Après le port égyptien, on

avait, dans ce port libanais, la nette impression de pénétrer dans un monde différent, bien que l'un fût aussi arabe que l'autre.

Cohen eut le temps nécessaire pour se livrer à cette comparaison, et pour sentir la formidable pulsation de cette ville de Beyrouth en continuelle effervescence. Aux côtés du cheikh, il attendait que les dockers déchargent sa voiture neuve de la cale du bateau. On y chargea tant bien que mal les nombreuses valises et les colis de dimensions différentes du cheikh, et le bagage relativement modeste de Kamal Taabes. Mag'd Al-Ard répétait inlassablement : « Pourvu seulement que la douane syrienne m'épargne les difficultés d'un contrôle trop rigoureux. » Cohen-Taabes ne pouvait que se joindre, en son for intérieur, au sage vœu de son protecteur… Le cheikh, pour sa part ne craignait que les inspecteurs de la douane et les droits qu'il risquait de payer pour sa Peugeot neuve. Cohen-Taabes avait de meilleures raisons d'appréhender le passage au poste frontière syrien…

Mais ils étaient encore loin de la frontière syrienne. « Et si nous passions quarante-huit heures dans cette ville exquise ? », proposa le cheikh Mag'd Al-Ard. Cohen, bien que pressé et impatient d'arriver enfin à Damas, ne put qu'accepter sa proposition. Ils louèrent des chambres à l'hôtel *Pla'ga* (Plage) de Beyrouth ; ils firent la tournée « des grands-ducs » de la capitale libanaise ; ils passèrent la nuit dans plusieurs « boîtes » en vogue ; ils purent constater que Beyrouth n'a rien, ou peu de chose à envier à Rome et Paris, du moins en ce qui concerne sa vie nocturne. Cohen-Taabes avait de bonnes raisons d'être satisfait et de se montrer heureux et reconnaissant envers son protecteur, le cheikh. Ses premiers pas en pays arabe ressemblaient effectivement à un voyage de plaisance. « Visitez le Liban. Profitez de son soleil, de sa beauté, de sa joie de vivre. » Les affiches de l'office de tourisme libanais disaient vrai, même pour l'espion israélien Eli Cohen. Il se promit de revenir. Il allait tenir parole.

Le cheikh Mag'd Al-Ard et Kamal Taabes roulent maintenant à allure réduite en direction de la frontière syrienne. L'étroite route de montagne rappelle à l'espion celle qui, du côté israélien, à quelques dizaines de kilomètres au sud, conduit de Naharya en Galilée. Cohen-Taabes regarde autour de lui attentivement. Déjà il met sa mémoire à l'épreuve. Il enregistre et classe mentalement ses impressions de route.

Ils arrivent au col de Shtura, dernier poste frontière libanais, avant d'atteindre le premier poste syrien. Inspection des bagages, rapide et superficielle. Contrôle des passeports, une pure formalité. Des camelots bruyants offrent leurs marchandises, fruits et sucreries diverses, aux voyageurs qui attendent que la barrière, devant eux, se relève. « Achetez ici, c'est meilleur marché qu'à Damas, profitez-en », proclament les camelots.

Kamal Taabes a une réaction spontanée, patriotique.

« Nous n'avons besoin de rien. Gardez votre camelote pour vos malheureux de Beyrouth », s'exclame-t-il gaiement. Le cheikh, à ses côtés, est ravi, lui donne une tape sur l'épaule, le félicite pour son patriotisme.

La barrière se lève. La Peugeot traverse l'étroit no man's land qui s'étend entre les deux frontières. La route traverse une région montagneuse rocailleuse, aride et brûlante. Pas un arbre à des centaines de mètres alentour. Cohen-Taabes remarque à l'approche de la frontière syrienne les signes infaillibles de fortifications militaires, inexistantes du côté libanais de la frontière.

Après le calme parfait qui régnait au Liban, voici qu'apparaissaient les premiers signes de la tension qui règne à l'intérieur des frontières de la Syrie, signes qui iront en s'intensifiant au fur et à mesure que la Peugeot du cheikh allait s'enfoncer dans le pays.

Un premier panneau, planté sur le côté droit de la route montagneuse, indique aux voyageurs qu'ils se trouvent maintenant à la cote 1910 au-dessus du niveau de la mer. Un peu plus loin se dresse un autre panneau, publicitaire celui-là : « Pour aller à Moscou – Empruntez les avions Aeroflot » y lit-on en arabe et en russe, au-dessus des horaires des vols bi-hebdomadaires Damas-Moscou.

La Peugeot s'arrête devant la barrière frontalière abaissée, véritable portail en fer, haut de deux mètres et traversant la route de part en part. Des deux côtés de la voiture apparaissent des gendarmes syriens, et trois soldats armés de mitraillettes automatiques.

Cohen-Taabes a un sourire qu'il est incapable de ne pas rendre crispé. « Enfin nos frères syriens », dit-il au cheikh. Celui-ci ne se sent pas plus à l'aise que son compagnon de route. Mag'd Al-Ard est nerveux. Si les douaniers se montrent mal disposés à son égard, il aura à verser des droits de douane aussi élevés que le prix de sa voiture neuve.

« Je vais essayer de me débrouiller. Attendez-moi dans la voiture », lance-t-il à Taabes, et sort de la voiture.

Taabes ne bouge pas de sa place. Il voit le cheikh s'approcher de la douane. Il contemple en silence un énorme panneau, placé au bord de la route, immédiatement après le poste de la douane : un panneau qui représente une carte du monde arabe, avec, au centre, une tache rouge. La Syrie. En rouge, au centre du monde arabe. Premier indice qui témoigne du chauvinisme syrien auquel Cohen s'attend, dorénavant, à chacun de ses pas en Syrie.

Mouvement du côté de la douane. Le cheikh, de loin, lève son bras, gesticule. Taabes ne comprend rien, mais ne bouge toujours pas de sa place. Le cheikh accourt, excité, épanoui. Derrière lui, un Syrien en civil.

« J'ai rencontré un ami. Un très bon ami. C'est lui le responsable du poste de douane. Sortez vite de la voiture. Le voilà. »

Eli Cohen met pied sur la terre syrienne. Étrange sentiment, mais situation comique, très orientale.

« Voici mon ami Kamal Amin Taabes. Un brave garçon. Il a laissé tomber une merveilleuse affaire de fret maritime en Argentine pour revenir dans la patrie », s'écrie le cheikh avec effusion, entourant les épaules de Taabes et le présentant à son ami de la douane. Puis, s'adressant à Taabes, il élève un peu la voix, pour être mieux entendu :

« Voici mon frère Nasser Aldin Valadi, de la sûreté nationale syrienne. Le responsable de ce poste frontière. Pour ses amis, c'est Abbu Aldin. Pour vous, également… »

« Ma première rencontre avec la sûreté nationale syrienne » – cette pensée traverse l'esprit de Cohen comme un éclair. Mais il n'a pas le temps de se dire que cette rencontre, somme toute, se présente sous un jour plutôt sympathique. Déjà, il tend sa main, serre la main de « Abbu Aldin », s'entend dire « Bienvenue dans ton pays. »

Aucun douanier n'approche de la voiture. Puisque le patron lui-même s'occupe des voyageurs. Cependant d'autres voitures arrivent au poste frontière, quelqu'un klaxonne. Mais rien ne bouge. On n'est pas pressé, en Orient.

Nasser Valadi fait signe aux douaniers d'ouvrir le coffre arrière de la Peugeot, et de se dépêcher. Taabes ne se retourne même pas. Sa valise qui

renferme le « Mixer », qui renferme son poste émetteur miniature, se trouve précisément dans le coffre, mais au fond, en dessous des valises du cheikh. C'est fini. Les douaniers ont accompli leur devoir. Ils referment le coffre de la voiture. La route est libre. Le chef du poste, Abbu Aldin pour ses amis, embrasse non seulement le cheikh, mais aussi son protégé, Kamal Taabes. En l'accompagnant de meilleurs vœux pour son retour à Damas.

Le cheikh et Taabes reprennent leurs places dans la voiture. Le portail en fer s'ouvre devant eux. La Syrie ouvre ses portes devant l'espion qui vient d'Israël, Eli Cohen. Le cheikh avec un large sourire, lui confie :

« Cela m'a coûté 150 livres syriennes. Un brave type, cet Abbu Aldin, pour se contenter de si peu, il faut croire qu'il est très mal payé par la sûreté nationale… »

L'extraordinaire facilité avec laquelle Cohen a franchi la frontière syrienne, grâce au cheikh Mag'd Al-Ard qu'il a connu à bord de l'*Astoria*, l'a encouragé à envisager l'avenir avec optimisme. À certains moments, il a vraiment l'impression de rentrer « chez lui », d'être l'authentique Kamal Taabes, qui se rend dans la patrie de ses parents.

La voiture descendit au ralenti les pentes montagneuses qui conduisent de la frontière libanaise jusqu'à Damas. Le cheikh insista plusieurs fois pour que Taabes accepte de venir passer quelques nuits dans sa ferme, près de Damas. Mais Taabes refusa poliment. « Je préfère rester à Damas. Je prendrai une chambre à l'hôtel. »

« Alors, au moins un hôtel qui appartient à un de mes amis », proposa le cheikh, ce que Taabes accepta avec joie. Ils s'arrêtèrent donc près d'un hôtel bien connu à Damas, le *Sémiramis*. « Vous serez très bien ici », promit le cheikh.

« Traitez-le comme si c'était moi ! », dit-il au propriétaire du *Sémiramis*, qui accourut pour porter les valises de Taabes.

C'était le 10 janvier 1962. La première journée qu'Eli Cohen passa à Damas.

11

« 88 »

L’hôtel *Sémiramis* où Cohen-Taabes venait de descendre, ne payait pas de mine. Construit au début du siècle, il n’avait depuis ce jour-là subi aucune transformation. La chaux blanche, ou bleue par endroits, s’en allait par plaques entières. La « plus belle chambre », que le propriétaire était si fier de mettre à la disposition de Taabes, grâce à la recommandation du cheikh, était de dimension vaste, mais garnie de meubles vétustes et communiquait avec une salle de bains plutôt douteuse quant à la propreté.

Kamal Amin Taabes tendit son passeport argentin à l’employé de la réception, qui l’avait exigé dès son entrée dans le hall pour établir sa fiche de police. Pendant ce temps, Taabes lut avec amusement deux notices de l’administration syrienne, qui se trouvaient suspendues au mur, derrière le réceptionniste. L’une portant pour titre « Paragraphe 25 des dispositions du ministère de l’Économie nationale », engageait les hôteliers à « recevoir avec égards et politesse les touristes de passage », et demandait à la police syrienne d’accorder sa protection aux touristes, « gratuitement et sans rien en échange ». L’autre, informait les touristes des tarifs de l’hôtel et indiquait que les enfants en dessous de seize ans avaient droit à une réduction de 50 %. « Les serviteurs des touristes ont droit à une réduction de 30 % » – disait la notice.

Dans sa chambre, Cohen-Taabes n’ouvrit qu’une de ses valises pour n’en sortir que le strict nécessaire. Sa décision était prise de se mettre au plus vite en quête d’un appartement.

Bien que fatigué du voyage par la route, mais intensément ému par son arrivée à Damas, Eli Cohen ne s’endormit que très tard dans la nuit. La première chose qu’il fit le lendemain matin fut de téléphoner, comme convenu, au cheikh Al-Ard. Bien qu’étant très bien installé à l’hôtel qu’il lui avait recommandé, mentit Taabes, il aurait aimé pouvoir louer le plus

rapidement possible un appartement indépendant. Le cheikh promit de se rendre auprès de lui l'après-midi même. En attendant, Cohen-Taabes fit alors sa première promenade dans les rues de Damas.

Le touriste étranger, même s'il est originaire d'un pays arabe voisin, à plus forte raison s'il est européen, attire rapidement l'attention des passants dans la capitale syrienne. L'instabilité politique, les révolutions et coups d'État successifs, la propagande qui enseigne aux masses que « l'ennemi écoute à toutes les portes » – comme on peut le lire sur les pancartes qui ornent tous les lieux publics – ont fini par aiguiser l'attention des habitants de cette grande ville. Des visiteurs occidentaux, des journalistes américains, français ou autres qui, ces dernières années, ont passé plusieurs jours à Damas, sont unanimes à constater cette sensibilité particulière à l'égard de l'étranger, par laquelle Damas se distingue de toutes les autres capitales arabes du Moyen-Orient. Il est notoire que nulle part ailleurs le reporter occidental le plus chevronné ne rencontre autant de difficultés à faire parler l'« homme de la rue ». Des observateurs malveillants parlent volontiers de l'« espionite » qui sévit à Damas. Le Syrien moyen, depuis dix ou quinze ans, a littéralement peur de l'étranger et évite autant que possible sa compagnie.

La Syrie, à la différence d'autres pays arabes, comme l'Égypte par exemple, fait moins appel aux techniciens et spécialistes étrangers pour son développement économique ou industriel. Alors que les rues du Caire ou d'Alexandrie regorgent d'étrangers, de missions multiples, de touristes d'origines diverses, autant occidentales qu'africaines ou soviétiques, il est beaucoup plus rare de rencontrer à Damas des gens qui parlent une langue autre que l'arabe, ou présentent une singularité, vite decelée, d'étranger. Il est exact, d'une part, que la Syrie dispose d'un potentiel intellectuel et technique de loin supérieur à la moyenne des autres pays arabes. Mais, d'autre part, la Syrie de tout temps, fut un pays chauviniste, qui veille fanatiquement à ce que les postes clefs de l'administration et de l'économie nationale soient confiés à des citoyens syriens. La fin de l'union syro-égyptienne avait été provoquée, entre autres, par le fait que l'Égypte avait évincé précisément de ces postes clefs les citoyens syriens, pour les confier aux fondés de pouvoir du Caire. Il n'y avait en 1962, et il ne reste actuellement en Syrie, que des spécialistes étrangers d'une seule catégorie : les missions militaires soviétiques, indispensables pour la mise en marche du matériel de guerre que la Syrie recevait, et continue à recevoir sans

interruption, de l'URSS. Mais ces missions, pour des raisons évidentes, se comportent en Syrie de manière fort discrète, pour ne pas susciter l'animosité d'une population chauvine et susceptible.

Inutile de préciser que cet état de choses n'était pas fait pour faciliter la mission de l'espion israélien Eli Cohen dans la capitale syrienne. L'espion avait pourtant un atout inégalable, dont ne disposaient nullement d'autres étrangers débarqués à Damas : son aspect physique et son comportement étaient parfaitement adaptés au rôle qu'il devait jouer – celui du « fils perdu » qui retourne dans sa patrie. Par ailleurs, il arrivait à Damas à un moment opportun. L'union avec l'Égypte venait de prendre fin. Les autorités étaient encore en plein désarroi, déchirées entre les tendances des uns qui n'avaient en vue que l'indépendance nationale syrienne, alors que d'autres continuaient à conspirer pour renouveler un accord avec le gouvernement du président Nasser. Mais les uns comme les autres étaient à la recherche d'un soutien populaire, ainsi que de fonds nécessaires à leur combat. Kamal Taabes, homme d'affaires qui avait soi-disant fait fortune en Argentine, pouvait se présenter comme un personnage possédant de multiples relations à l'étranger, en Europe comme en Amérique du Sud, et capable, par conséquent, de procurer le soutien de la diaspora syrienne au nouveau régime qui venait de s'installer à Damas.

Ce fut, en quelque sorte, la clef du foudroyant succès de l'espion israélien en Syrie – clef dont le principe allait être renouvelé sans cesse, pendant trois années, et toujours avec le même succès, par Cohen-Taabes. Dans sa position particulière de syrien domicilié en Argentine, il accrédita autour de lui l'opinion qu'il était capable de grouper, à l'étranger, les sympathisants du régime ; d'organiser parmi eux des collectes, et d'inciter d'autres émigrants syriens à investir des capitaux en Syrie. Cette ligne de conduite avait été fixée dans son ensemble durant le dernier séjour de Cohen à Tel-Aviv. Dès son arrivée à Damas, il s'attacha à s'y conformer avec un sang-froid et une confiance en soi dite « contagieuse ». Il est indéniable qu'Eli Cohen croyait à un tel point en ce rôle qu'il s'était assigné, que tous ceux qui vinrent, par la suite, en contact avec lui, étaient forcés d'y croire autant que lui.

Par téléphone, il avait demandé au cheikh Al-Ard de lui donner un coup de main pour trouver un appartement convenable. Mais lorsque le brave cheikh, enchanté de pouvoir aider son jeune compatriote, se pointa à l'heure convenue à l'hôtel *Sémiramis*, Taabes, visiblement excité, avait changé d'idée.

« Il y a une chose plus pressante que l'appartement », dit-il au cheikh étonné, qui n'en croyait pas ses oreilles. « J'ai décidé de m'installer à Damas pour de bon. J'aime cette ville. Je m'y sens vraiment chez moi. Je ne veux pas rester ici en tant que touriste, avec un visa comme on en accorde à n'importe quel étranger. Je tiens à posséder un titre de séjour permanent. » Et il enchaîna : « Ne pourriez-vous pas venir avec moi, dès maintenant, au ministère de l'Intérieur pour que j'y dépose une demande dans ce sens ? »

Le cheikh accepta avec joie d'accompagner Taabes au ministère. La requête pour un titre de séjour fut déposée sans autre difficulté. Il ne s'agissait que de remplir un formulaire. Le cheikh en profita pour dire au préposé à ce genre de formalité, tout le bien qu'il pensait du jeune Taabes et son espoir qu'il obtienne sans délai le titre requis.

Les jours suivants, Taabes, accompagné la plupart du temps par le cheikh, alla voir un certain nombre d'agents immobiliers et de propriétaires d'appartements. Il savait parfaitement ce qu'il cherchait. L'idéal était un appartement aussi proche que possible du bâtiment abritant l'état-major de l'armée syrienne. Il connaissait l'adresse, il savait l'emplacement exact, en plein cœur de Damas. À Tel-Aviv, il avait soigneusement étudié les plans de la ville qu'on avait mis à sa disposition durant son entraînement. Il était donc obligé de faire preuve d'imagination pour trouver, chaque fois qu'on lui présentait un appartement situé dans un quartier éloigné de l'état-major, une autre raison pour refuser l'offre. Les appartements étaient trop grands, ou trop petits, ou trop chers.

Par la même occasion, il apprit à s'orienter dans Damas. Assis à côté du cheikh, dans sa 404, roulant dans les rues de la ville, il posait sans cesse des questions, ne cachant pas sa curiosité pour tel édifice, monument ou parc public. Damas ne ressemblait vraiment en rien à Beyrouth, où Taabes avait passé deux journées agréables en compagnie de son guide. Ici, point de voitures américaines ni l'animation d'une ville volontairement vouée au plaisir et à la joie de vivre comme Beyrouth. Damas, avec ses passants habillés à l'arabe ou portant des vêtements européens gris et mal coupés,

ressemblait plutôt à la version orientale d'une ville d'au-delà du rideau de fer. Les cafés, pleins à craquer à toute heure de la journée, faisaient penser à des nids d'abeilles. Ce n'est pas à tort qu'on dit que la « maison du café » en Syrie, comme le « bistrot » à Paris, tient lieu de sport national.

Mais ces cafés, pour Cohen-Taabes, allaient jouer un rôle important dans le déroulement de sa mission. Dès que le cheikh l'eut présenté, en passant, à quelques-uns de ses amis rencontrés par hasard dans ces établissements bruyants, il comprit qu'il s'agissait-là de hauts lieux de l'opinion publique à Damas. Plus qu'à tout autre endroit de la capitale syrienne, il y était possible de sentir le pouls de cette ville. Entre la cigarette et la minuscule tasse de café bouillant et fortement parfumé, on y combinait la « constitution » du futur gouvernement ; des ministres y perdaient leur tête, ou gagnaient un portefeuille ; en 1962, la popularité du parti « Baas » y prenait son essor. Ce n'étaient que bavardages et racontars, anecdotes politiques souvent douteuses, ou fausses, informations qui circulaient de table en table. Mais l'espion qui venait d'Israël apprit à tendre l'oreille aux bavardages de ces cafés damascéens. Ces conversations contenaient toujours une infime part de vérité, et c'est cette part-là qui intéressait Cohen. Il ne se mêlait d'ailleurs pas à la conversation du cheikh et de ses amis. Il écoutait, se souvenant de ce que le « Derviche » lui avait dit à Tel-Aviv : « Ne te presse pas. Regarde autour de toi. Écoute. Progresse lentement, mais sûrement. Tu as tout ton temps. » Il avait toutes les raisons du monde pour se réjouir de ses débuts à Damas. Quarante-huit heures après son arrivée, il circulait déjà librement dans les rues de la ville, s'attablait en excellente compagnie dans les cafés archipleins, et était à mille lieux d'éveiller la suspicion de la part de qui que ce soit. La sûreté nationale syrienne était certainement la dernière à supposer qu'un maître espion israélien venait de s'installer en ses murs.

Le cheikh Al-Ard emmena Taabes également en promenade à un autre endroit aimé des Damascéens : les berges de l'Euphrate à l'écart de la ville. Des centaines de familles, hommes, femmes et enfants, ont l'habitude de pique-niquer au bord du fleuve qui draine des millénaires d'histoire du Moyen-Orient. Taabes et le cheikh s'assirent dans l'herbe, non loin d'un groupe d'une douzaine de soldats syriens, qui se reposaient couchés à même le sol.

« Ne trouvez-vous pas qu'on voit beaucoup de militaires à Damas ? », demanda le cheikh, sans arrière-pensée, à Taabes. Puis, sans attendre sa réponse, à voix basse pour ne pas être entendu : « Sachez que le nombre des agents secrets qui se trouvent partout dans notre pays est encore supérieur au nombre des soldats. Ne vous confiez jamais à personne, avant de savoir à qui vous avez affaire. Ils sont partout. »

Cohen, qui n'avait aucune intention de se confier au premier venu, devait effectivement apprendre par la suite, que chacun des partis syriens – qu'il s'agisse du « Baas » ou de ses adversaires, ceux qui soutenaient Nasser ou ceux qui le rebutaient – tenait à sa disposition de multiples agents. À vrai dire ce n'étaient pas ce qu'on appelle communément des « agents secrets », mais plutôt des informateurs, simples membres ou sympathisants du parti en question, qui faisaient l'aller-retour entre les bureaux de leur parti respectif et les cafés de la ville, colportaient des nouvelles politiques et tenaient l'oreille dressée autour de ces petites tables en bois sur lesquelles on jouait au « Shesh-Besh » en dégustant le café. Ces cafés sont à Damas à tel point apparentés aux diverses formations politiques, en fonction de la tendance du public qui les fréquente, que les services secrets syriens lors d'interrogatoires de suspects, n'hésitent jamais à poser la question : « Quel café avez-vous l'habitude de fréquenter ? »

Dix jours après son arrivée à Damas, Taabes n'avait toujours pas trouvé l'appartement qu'il cherchait. Il décida alors de s'adresser à une deuxième personne, à laquelle il avait été recommandé à Buenos-Aires : Kemal Alheshan, le fils de Alheshan, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire arabe de Buenos-Aires. La rencontre entre l'espion israélien et Kemal Alheshan allait revêtir une importance capitale pour Cohen-Taabes.

Taabes téléphona, le dixième jour après son arrivée à Damas, à Kemal Alheshan, se présenta brièvement et prétexta la lettre de recommandation du père de Kemal, dont il était porteur, pour le rencontrer. Kemal était déjà au courant : dès l'été 1961, son père lui avait annoncé, comme il l'avait promis à Taabes, la prochaine arrivée du « jeune patriote » à Damas. Rendez-vous fut pris sur-le-champ, les deux hommes se rencontrèrent le jour même dans un café et Kamal Taabes exposa devant Alheshan, qui s'était déclaré prêt à l'aider, son problème d'habitation.

Sans hésiter, s’étant rendu compte qu’il possédait a priori la confiance du jeune Syrien, il lui exposa le problème de la façon suivante :

« Je cherche un appartement pour y habiter et qui puisse me servir, en même temps, de bureau pour mes affaires d’import et d’export, puisque j’ai l’intention de m’installer à Damas pour de bon. Il me faut donc quelque chose de solide, dans un bon quartier. Par exemple, le quartier riche de Abbu-Rumana. »

Taabes ne dit rien du fait que ce quartier exclusif était précisément l’endroit où se trouvait l’état-major syrien.

Le désir de Taabes de s’installer dans ce quartier plutôt que dans un autre n’avait rien d’extraordinaire aux yeux de Alheshan, puisque de nombreuses représentations commerciales, des banques et des sièges sociaux d’entreprises industrielles avaient élu domicile à Abbu-Rumana. Quelques ambassades étrangères, parmi elles l’ambassade indienne, se trouvaient également dans ce quartier. Il promit donc à Taabes de faire de son mieux pour lui trouver ce qu’il cherchait.

Deux jours plus tard, Taabes rencontrait à nouveau le fils de son ami Alheshan, et ils passèrent l’après-midi à visiter des appartements à Abbu-Rumana, ainsi que plusieurs villas. Mais Taabes ne s’intéressait qu’à un appartement dans un grand bâtiment, pour deux raisons bien simples : seul, dans une villa, il aurait risqué d’attirer l’attention de ses voisins sur ses futures activités ; d’autre part, il y avait le problème de l’antenne de son poste émetteur : il était obligé de choisir une maison sur le toit de laquelle se trouvait déjà un certain nombre d’antennes de télévision afin que passe inaperçue l’antenne de son poste qu’il allait y planter.

Grâce à Kemal Alheshan, l’espion finit ce jour-là par trouver ce qu’il avait tant cherché : un appartement de cinq pièces, dans le quartier Abbu-Rumana, relativement bien meublé en style oriental bourgeois. De très beaux tapis couraient d’un bout à l’autre de la salle de séjour et de la chambre à coucher. L’appartement était confortable et muni d’une cuisine moderne et d’une belle salle de bains. Taabes, à l’aide de son ami Alheshan, marchanda le prix du loyer, et réussit à le faire baisser. Il fut convenu avec le propriétaire de l’appartement qu’il payerait un loyer de 3 900 livres syriennes par an (soit, environ, 5 000 francs). Pour finir, c’est dans la voiture de Alheshan que Cohen-Taabes transporta dans l’appartement qu’il venait de louer, ses valises, y compris son fameux « mixer ».

Sitôt installé, Cohen ne perdit pas de temps. Il défit ses valises, sortit les ustensiles ménagers, parmi eux le « mixer », le démonta, et mit à jour son minuscule poste émetteur : l'objet miraculeux, son « cordon ombilical » qui allait le rattacher, en permanence, à Israël.

Du plafond de la chambre à coucher pendait une lampe, entourée d'un énorme abat-jour, style 1900. À l'aide d'une chaise, Cohen put facilement atteindre la lampe, pour la manipuler à sa guise. Il démonta la lampe et l'abat-jour, enleva enfin la garniture en cuivre – sorte d'assiette ciselée, elle-même fixée au plafond – qui cachait l'endroit par lequel le fil électrique pénétrait dans le plafond, et se rendit compte que ce serait la cachette idéale pour le poste.

Pour capter les émissions en provenance d'Israël, Cohen avait besoin d'un simple poste-radio. Il ne s'en trouvait pas dans l'appartement qu'il venait de louer. Force lui fut donc d'acheter un petit appareil « Philips », du type courant qu'on trouve dans le commerce.

Enfin il installa son antenne – le fil spécial dont était muni le rasoir électrique qu'on lui avait remis à Tel-Aviv – sur le toit. Il faut croire que ses voisins étaient habitués à voir les locataires de la maison installer eux-mêmes les antennes de radio ou de télévision sur le toit. Quoi qu'il en soit, Cohen grimpa lui-même, en plein jour, sur le toit de sa maison, et fit le nécessaire pour y planter son antenne, qui extérieurement ressemblait à toutes celles qui garnissaient déjà ce toit. Il eut soin de la planter de telle manière qu'elle fut orientée plus ou moins dans la direction d'Israël.

L'antenne avait ceci de particulier, qu'elle lui permettait en même temps de capter et d'émettre les messages-radio. Il suffisait pour cela d'opérer un léger changement de la prise, qui se trouvait au bout de l'antenne, dans la chambre à coucher : mise en contact avec le poste « Philips », elle permettait de capter les émissions de Tel-Aviv, alors que mise en contact avec son émetteur miniature, elle rendait possible l'émission des messages.

L'appartement de Cohen se trouvait au quatrième et dernier étage de la maison. La distance entre la fenêtre et le toit était donc relativement petite, et le fil de l'antenne ne courait que sur une très faible distance le long du mur extérieur, jusqu'au toit. Ce fait allait influencer aussi la qualité des émissions : plus ce fil, qui rattache l'antenne au poste émetteur, est court,

moins il y a de perturbations qui peuvent gêner les émissions, et meilleure est, par conséquent, la qualité des émissions.

Cohen avait imaginé encore un autre avantage à habiter un quatrième étage.

« Si je me fais prendre, je pourrai sauter du quatrième et en terminer… », devait-il expliquer plus tard à ses supérieurs en Israël.

Lorsque Cohen eut fini d'installer l'antenne et ses postes-radio, il put contempler en toute quiétude la vue qui s'offrait à ses yeux de la grande fenêtre centrale de son salon : exactement en face de son appartement s'élevait le bâtiment de l'état-major de l'armée syrienne. Le toit de l'état-major était garni d'une multitude d'antennes, toutes visibles de l'appartement d'en face. Des fils de fer barbelés entouraient le bâtiment de toutes parts, et empêchaient son accès. Des soldats syriens, armés jusqu'aux dents, montaient la garde aux quatre coins de l'édifice.

C'était le 12 février 1962. À 21 heures du soir, Eli Cohen se servit pour la première fois de son poste émetteur. En direction d'Israël, il émit une courte série de signaux convenus, appelant l'état-major du « service », à Tel-Aviv.

Son signal fut rapidement capté. En l'espace de quelques secondes, Cohen reçut à sa grande joie, la réponse d'Israël : « Sommes prêts à te recevoir. »

C'est alors qu'il envoya sur les ondes le chiffre convenu avec Tel-Aviv : « Quatre-vingt-huit », mais ajouta, bien entendu en code, deux mots, que ni Tel-Aviv, ni lui, n'avaient prévus au moment où, peu de temps avant son départ, on lui avait donné son chiffre. Ces deux mots furent : « Face à l'état-major. »

Le chiffre « 88 » signifiait pour Tel-Aviv : « Trouvé appartement. Commence à travailler. » Eli Cohen avait jugé nécessaire de préciser à Tel-Aviv où se trouvait l'appartement, et de quelle nature était son vis-à-vis.

Le « Derviche » lut son message le soir même du 12 février. D'un énorme trait rouge il souligna les mots « Face à l'état-major ». Son disciple avait tout l'air de bien se débrouiller à Damas.

12

Noukeib

L’initiative des opérations appartenait, provisoirement, à Eli Cohen. Ses supérieurs, à Tel-Aviv, n’allaient lui poser aucune question, ni le charger d’aucune mission spécifique, avant de savoir, selon la qualité de ses informations, ce dont il était capable, et ce qu’on pouvait lui demander.

Cohen, logiquement, se mit à explorer son voisinage immédiat, c’est-à-dire l’état-major syrien dont l’édifice s’élevait face à sa fenêtre. Méthodiquement il observa le mouvement général des personnes entrant et sortant du bâtiment afin de distinguer, dès qu’il aurait lieu, le mouvement particulier, c’est-à-dire inhabituel. Les premiers jours, il occupa son poste d’observation à partir de 8 heures du matin – l’heure à laquelle l’état-major commençait à prendre vie, jusqu’à 6 heures du soir, lorsque la majorité des officiers et des employés civils, quittaient l’édifice. Dès les premières nuits, il put ainsi observer que seules cinq chambres de l’état-major restaient illuminées durant toute la nuit. Il en tira la conclusion qu’il s’agissait des chambres où un certain nombre d’officiers de permanence veillaient la nuit. Il était facile d’imaginer qu’il s’agissait forcément d’officiers du « Deuxième bureau » (service de renseignements de l’armée) ainsi que des responsables de la section opérationnelle de l’état-major. La situation générale à Damas étant calme en cette première quinzaine de février 1962, Eli Cohen en conclut que l’obscurité quasi totale de l’état-major, mises à part les cinq fenêtres illuminées, correspondait à la situation nocturne normale du bâtiment.

Cohen, alias Kamal Amin Taabes, revit fréquemment le jeune Kemal Alheshan, qui le présenta à plusieurs de ses amis. Auprès de tous, et notamment de fonctionnaires du gouvernement, Cohen s’enquit des problèmes d’exportation de marchandises syriennes en Europe. Il raconta aux uns et aux autres qu’il possédait à l’étranger une certaine fortune, déposée dans des banques suisses et belges. À l’aide de ce capital, et grâce

à ses relations en Europe, Taabes se disait disposé à exporter en Europe des meubles syriens et des objets d'art, à condition que l'administration syrienne ne lui fasse pas trop de difficultés. Le cercle de ses connaissances à Damas s'étendit petit à petit. Le jeune Taabes, recommandé partout par son ami Alheshan qui jouissait d'une excellente réputation dans les milieux commerçants de la capitale, sut plaire à tout le monde. On lui faisait presque automatiquement confiance. Son projet d'exporter des meubles et des objets d'art syriens fut généralement approuvé et encouragé.

Un jour Kemal Alheshan lui dit :

« Pourquoi n'achètes-tu pas une voiture ? Cela te faciliterait tes courses. Tu perds un temps précieux à faire tes courses à pied. »

« J'ai assez roulé en Cadillac à Buenos-Aires. Je préfère maintenant marcher à pied, comme tout le monde », lui répondit Taabes.

Il avait accroché à la porte de son appartement une minuscule carte de visite, sur laquelle on pouvait lire : « Import-Export Taabes. »

Sa modestie et son patriotisme discret étaient une des raisons de la sympathie et de l'amitié que lui vouèrent tant de personnes, qui firent sa connaissance à Damas.

L'occasion de rendre au service de renseignements israélien un premier et important service se présenta à Cohen beaucoup plus rapidement qu'il ne l'eût imaginé. En principe, à partir du moment où il avait annoncé au moyen de l'émission du chiffre « 88 » son installation à Damas, il aurait dû cesser tout contact radio avec Tel-Aviv pendant des semaines, voire des mois, afin de « s'incruster » à Damas. « Ne sois pas pressé… », lui avait-on mille fois dit et répété avant son départ. Mais les événements devaient prendre une tout autre tournure.

Le 8 mars 1962, il entendit, vers 7 heures du soir, le communiqué suivant diffusé par Radio-Damas : « Aujourd'hui, nos vaillants soldats ont infligé une cuisante défaite aux troupes de l'ennemi sioniste. L'armée syrienne a endommagé les vaisseaux de guerre sionistes sur le lac de Tibériade. L'ennemi a subi de lourdes pertes et s'est retiré devant l'armée syrienne. »

Eli Cohen pouvait imaginer, mais non le savoir avec précision, que le communiqué syrien était fort éloigné de la vérité. Ce jour-là les Syriens

avaient une fois de plus tiré sur des pêcheurs israéliens dans leurs barques sur le lac de Tibériade, reconnu par l'ONU comme territoire israélien souverain. Ils avaient également ouvert le feu sur un patrouilleur de la police israélienne qui était immédiatement venu au secours des pêcheurs. Deux hommes du patrouilleur avaient été blessés par les balles syriennes. Ce grave incident fut évoqué à la réunion hebdomadaire du gouvernement de Jérusalem, qui décida de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que se renouvellent de tels incidents.

Le communiqué diffusé par Radio-Damas avait mis Eli Cohen sur ses gardes. Il attendit à son poste, dissimulé derrière les rideaux de la fenêtre du salon, qui donnait sur l'édifice de l'état-major syrien. Il constata immédiatement que le mouvement du personnel aux alentours du bâtiment et à l'intérieur, était inhabituellement intense. Contrairement aux nuits précédentes, presque toutes les fenêtres de l'état-major restèrent, cette nuit-là, illuminées.

Le lendemain il revit Alheshan. Il essaya, pour la première fois, d'engager avec lui une conversation au sujet de la situation politique et militaire en Syrie. Mais il n'y réussit guère. Alheshan ne se montra pas enclin à aborder avec Taabes ce sujet. Et Taabes, discret et méfiant, n'insista point. Le soir, il se posta à nouveau à sa fenêtre. Mais cette nuit tout était redevenu calme et normal. Seules les mêmes cinq fenêtres projetèrent dans la nuit le reflet de leur éclairage électrique.

Le 11 mars eut lieu une autre réunion du gouvernement d'Israël, à Jérusalem, sous la présidence de David Ben Gourion. La situation à la frontière syro-israélienne fut le seul sujet discuté à cette réunion du Conseil. La question que le gouvernement israélien se posait était de savoir si les incidents du lac de Tibériade étaient dus aux hasards d'une situation tendue en permanence dans cette région, ou au contraire, étaient le fait d'une décision concertée du gouvernement de Damas voulant prouver à Nasser que la Syrie demeurait l'élément anti-israélien par excellence du monde arabe, malgré la séparation avec l'Égypte.

Le Conseil des ministres estima que la situation était assez grave pour accorder les pleins pouvoirs au Conseil restreint de la Défense nationale, composé de plusieurs ministres et présidé également par Ben Gourion. Ce conseil restreint prit le lendemain la décision de riposter par la force, au cas où les Syriens ouvriraient une fois de plus les actes d'hostilité.

Cohen, solitaire à Damas, était coupé de toute source d'information israélienne. Il ne savait rien des décisions prises à Jérusalem. Mais il observa soudainement que le nombre des véhicules militaires, dans les rues de Damas, et parmi eux des remorques chargées de tanks, avait augmenté depuis le jour de l'incident du lac. Il ne pouvait poser de questions à personne, ne disposant encore d'aucune « source » susceptible de fournir une réponse à cette sorte de question. Il se dit que ce mouvement apparent de l'armée dans les rues de Damas, annonçait peut-être un prochain coup d'État militaire. Mais il eut un autre indice, qui, combiné avec le va-et-vient militaire dans les rues de la capitale, lui indiquait clairement qu'il s'agissait de la tension à la frontière israélienne : la presse syrienne, pour la première fois depuis son arrivée à Damas, consacrait ses éditoriaux au « danger sioniste », et préparait l'opinion publique à une prochaine reprise des hostilités. Au marché « Hamdia », le traditionnel bazar oriental situé dans la vieille ville de Damas, où il dégusta un café, il eut également la nette sensation d'une nervosité inhabituelle annonciatrice d'événements imminents.

L'espion israélien n'avait encore reçu aucun ordre ni aucune directive précise de ses supérieurs de Tel-Aviv. Il avait capté, le jour de son installation dans son appartement, le signal d'Israël, qui confirmait simplement qu'on avait bien reçu son message. Depuis, Tel-Aviv s'était tue.

Il eut pourtant l'intuition que le moment était peut-être venu d'entrer en contact avec Israël. Tel-Aviv, pensa-t-il, pouvait avoir besoin de ses services. Lorsque, la nuit venue, il constata avec surprise que toutes les fenêtres de l'état-major étaient à nouveau illuminées, sa décision fut prise. Il attendit pourtant jusqu'à la tombée de la nuit prochaine, s'aperçut à nouveau de l'animation inhabituelle à l'état-major, et mit alors son projet à exécution : une première émission opérationnelle en direction de Tel-Aviv.

L'espion ferma la porte de l'appartement à double clef. Il tira les rideaux. Puis il sortit son petit poste émetteur de la cachette pratiquée à même le plafond au-dessus de l'ampoule électrique, prépara son texte en hébreu, et, assis sur son lit dans la chambre à coucher, il appela Tel-Aviv.

C'était le 13 mars 1962, vers 8 h 30 du soir. Au bout de quelques instants, il reçut le signal convenu de Tel-Aviv lui indiquant qu'on le recevait parfaitement bien. Alors il expédia son premier message, en ayant soin de chiffrer par cœur le texte écrit qu'il tenait devant lui, sur ses genoux.

Le message était court. Le voici :

« État-major animé et illuminé trois nuits de suite. Mouvement de troupes inhabituel dans les rues de la ville. Estime état d'alerte dans armée syrienne. Coup d'État militaire improbable. État d'esprit anti-israélien virulent dans presse locale. Suis avis état d'alerte dirigé contre Israël. »

Son message fut reçu. Tel-Aviv répondit seulement par le signal convenu, que Cohen capta par son poste récepteur, la radio « Philips » qu'il avait acquise à Damas. Puis tout redevint calme. Eli Cohen était de nouveau seul. Il démonta le poste émetteur, le remit dans sa cachette. Brancha la radio à l'écoute de Damas. Puis il brûla à l'aide d'une allumette le bout de papier sur lequel il avait noté son message, et jeta les cendres dans l'évier, qu'il lava ensuite à grande eau.

Eli Cohen ne s'était pas trompé.

Le 14 mars, l'état-major de l'armée israélienne recevait l'information suivante de ses postes avancés sur la frontière syrienne : « Plusieurs tanks et blindés viennent de prendre position aux postes fortifiés syriens sur les collines de la région du lac de Tibériade. Mouvements de troupes ininterrompus de l'arrière en direction de la frontière. »

Le message de Cohen confirmait et corroborait les informations fournies par les postes israéliens avancés. Il indiquait nettement que ce mouvement de troupe n'était nullement dû à l'initiative d'un commandant local, mais relevait d'une directive centrale de l'état-major syrien. L'état-major israélien comprit ainsi le lien direct qui existait entre les fenêtres illuminées de l'état-major syrien à Damas, et le mouvement des camions militaires, qui, tous feux éteints, acheminaient des troupes fraîches en direction de la frontière. Israël réagit immédiatement à ces informations, confirmées par Eli Cohen à Damas, en renforçant son dispositif militaire tout le long de la frontière syrienne, dans la région du lac.

Ce n'est que vendredi le 16 mars que le plan syrien apparut en pleine lumière dans toute son étendue. Le gouvernement de Damas avait pris la décision de porter un coup décisif à la pêche israélienne dans le lac de Tibériade pour contester le droit de souveraineté d'Israël sur cette partie de son territoire. Damas, ayant changé de tactique, cherchait la bataille ouverte avec Israël, quitte à provoquer un arbitrage de l'ONU sur le problème de la souveraineté d'Israël dans cette région.

Les hostilités furent ouvertes à 10 heures du matin. À cette heure-là les pêcheurs israéliens, accompagnés d'un patrouilleur de la police, s'apprêtaient à ramener leurs filets des eaux du lac. Les postes syriens de Noukeib, Kursiet et Masoudié ouvrirent un feu nourri sur les barques et le patrouilleur israéliens. Plus grave que la fois précédente, il s'agissait cette fois-ci d'un véritable bombardement à l'aide de canons sans-recul de fabrication soviétique, chargés d'obus également soviétiques.

Le président du Conseil israélien Ben Gourion entendit lui-même l'écho de la canonnade syrienne. Il se trouvait ce jour-là en vacances à l'hôtel *Galé Kinéreth*, sur le bord du lac, juste en face des collines où se trouvaient installées les positions syriennes. Vingt minutes après le début des hostilités, il reçut à l'hôtel le chef d'état-major, le général Tzvi Zour, et le commandant militaire du secteur nord, Meir Zoréa. Ben Gourion, muni des pleins pouvoirs du gouvernement, leur donna l'ordre d'investir et de réduire au silence les postes syriens qui avaient ouvert le feu sur le lac.

Vendredi, vers minuit, plusieurs régiments israéliens, stationnés dans la soirée dans le kibbouts Eyn-Guev, partirent à l'assaut du poste de Noukeib. L'état-major israélien savait que l'armée syrienne était en état d'alerte et avait par conséquent prévu des renforts mobilisés, stationnés à différents endroits dans cette région. L'armée de l'air reçut également l'ordre de se tenir prête à toute éventualité.

La bataille de Noukeib, dite du 16 mars mais qui dura en fait jusque vers 4 heures du matin le lendemain, fut particulièrement dure et sanglante. Peu après minuit, les premiers soldats israéliens qui pénétrèrent en territoire syrien, tombèrent à l'aveuglette sur un champ de mines. Toute cette nuit la vallée du Jourdain fut illuminée par les explosions d'obus. Les unités de la division d'infanterie « Golani », qui prirent finalement le poste de Noukeib, y détruisirent jusqu'à la dernière tranchée. Les Syriens, par contre, ripostèrent en bombardant le kibbouts Eyn-Guev, détruisant une bonne partie des maisons dont les habitants avaient dû se réfugier dans les abris antiaériens. Pour finir, l'armée de l'air d'Israël intervint elle aussi et bombarda toutes les positions syriennes sur la frontière qui longe, sur les collines, la côte du lac.

Les Syriens avaient laissé plusieurs dizaines de victimes dans les retranchements et les blockhaus abandonnés de Noukeib. Parmi les morts se trouva aussi le commandant de ce poste. Les Israéliens ramenèrent un butin

important de la bataille – sept sortes différentes d'armes et de munitions, toutes d'origine soviétique – ainsi qu'un prisonnier, Yi'hyé Hassin, un jeune soldat syrien âgé de vingt et un ans.

Les combattants israéliens avaient, une fois de plus, fait preuve de courage, mais ils avaient dû affronter deux handicaps majeurs : d'une part il faut se souvenir que dans cette région de la frontière israélo-syrienne, tous les postes syriens se trouvent sur les hauteurs des collines, alors que les postes israéliens sont implantés dans l'étroite bande de terrain plat qui longe le lac. Les mitrailleuses et les canons syriens, braqués vers Israël, ont toujours eu, dans cette région, la direction inclinée, de haut en bas. Les Israéliens payèrent leurs handicaps chèrement : trois half-tracks blindés israéliens étaient restés en territoire syrien, dans le champ de mines qui avait surpris les premiers combattants de la nuit. Sept soldats israéliens avaient payé l'escalade du prix de leur vie. Le cadavre d'un huitième soldat israélien était resté en territoire syrien, et un neuvième soldat dut être porté disparu.

Le sort du soldat disparu, Yaacob Devir, devint peu de temps après la bataille, un sujet d'investigation pour Eli Cohen. Déjà le 17 mars au soir, le chef d'état-major avait réuni la presse à Tel-Aviv pour donner un compte rendu détaillé du combat. Il avoua devant les directeurs des quotidiens israéliens réunis autour de lui que l'armée ne savait rien du sort de ce soldat porté disparu.

Cependant, Eli Cohen à Damas se rendait compte de la gravité de la situation à la suite des combats de Noukeib. C'est par Radio-Damas qu'il apprit que trois blindés israéliens avaient été abandonnés dans le champ de mines. Damas reconnut avoir perdu cinq soldats, mais parlait bien entendu de la « victoire syrienne contre l'ennemi sioniste ».

Cohen rencontra cette semaine, une fois de plus, son ami Kemal Alheshan. C'était lundi soir, deux jours après Noukeib. Alheshan se présenta chez Taabes, sans l'avoir averti de sa visite, en compagnie d'un jeune Syrien en uniforme d'officier. Des galons de lieutenant décoraient les épaulettes du jeune soldat.

Cohen-Taabes fut surpris par cette visite. C'était la première fois que Kemal Alheshan lui rendait visite sans s'être fait annoncer. Il dévisagea ses

visiteurs avec appréhension. Que signifiait cette visite ?

« J'ai tenté ma chance. Je n'étais pas sûr de te trouver chez toi », lui dit Alheshan en guise d'excuse, voyant la surprise de Taabes. Le ton de sa voix était habituel, amical. Taabes guida Alheshan et le jeune lieutenant au salon, leur offrit à boire.

« Permets-moi de te présenter un très bon ami à moi », dit alors Alheshan avec un sourire qui indiquait qu'il était fier de compter le jeune homme parmi ses amis, et il enchaîna : « Le lieutenant Maazi Zaher El-Din. » Alheshan fit une légère pause, puis il ajouta : « Son oncle est le chef d'état-major de l'armée syrienne, Abdul Karim Zaher El-Din. »

Cohen connaissait bien ce nom, illustre en Syrie en 1962, et non moins connu en Israël, où sa photographie avait été fréquemment reproduite par tous les quotidiens. S'il s'agissait vraiment d'une visite de courtoisie, comme Alheshan le prétendait, l'apparition du jeune lieutenant dans l'appartement de Cohen était un précieux don du ciel. Mais encore fallait-il établir qu'il ne s'agissait que d'une visite de cette sorte.

Cohen réfléchissait à cette situation en préparant, à la cuisine, un odorant café turc pour ses deux hôtes. Son appréhension se dissipa rapidement. De la cuisine, il entendit Alheshan et le lieutenant discuter à voix haute de questions politiques et militaires, sans aucune sorte de contrainte. Ses hôtes ne changèrent pas de sujet de conversation lorsque Taabes les rejoignit au salon. Maazi Zaher El-Din se montra curieux du « grand monde » que Taabes, aux dires d'Alheshan, connaissait si bien : l'Europe, l'Amérique du Sud. Lui, jeune lieutenant plein d'avenir dans l'armée syrienne, n'avait franchi les frontières de son pays qu'une seule fois, et encore n'était-ce que pour une excursion de quelques jours à Beyrouth.

Cohen-Taabes fit au jeune homme une réprimande « patriotique » :

« Toute la richesse d'Argentine ne vaut pas le bonheur de vivre dans notre pays, ici en Syrie », dit-il avec une certaine emphase, à laquelle Alheshan était déjà habitué, mais qui impressionna favorablement le lieutenant syrien. Puis, jouant son jeu jusqu'au bout, Cohen-Taabes ajouta : « Si je n'étais pas tellement accaparé par mes affaires à Damas, je crois que je me serais porté volontaire pour servir dans notre armée. On doit avoir besoin d'hommes, en ce moment, dans la guerre contre les Sionistes. »

Le lieutenant se taisait. Ce fut Alheshan qui relança la balle :

« Le danger nous guette aussi ici, à Damas. L'armée est en train de devenir très populaire. Certains officiers pourraient profiter de cette situation pour renverser le gouvernement. Ce serait à nouveau le tohu-bohu dans ce pays, qui se remet à grand-peine des derniers événements politiques. »

Maazi approuva Alheshan d'un signe de la tête. « Les Israéliens ont conquis Noukeib. Mais nos soldats se sont héroïquement battus. Je me demande bien si nous sommes capables de riposter et d'infliger une défaite aux Israéliens. Ils disposent d'une excellente aviation, alors que la nôtre est encore faible et surtout mal entraînée pour se mesurer avec les aviateurs israéliens. Sans parler de la formation de "Migs" que les Égyptiens avaient transférés chez eux et qu'ils refusent de nous rendre. Les avions que Moscou a promis de nous fournir tardent à arriver… »

Cohen était occupé à servir le café. Il ne perdit pas un mot de tout ce qui se disait. Aucun trait de son visage ne trahissait son émotion. « Même les aigles syriens n'iront pas loin sans avions », remarqua-t-il avec tristesse. Ce n'était pas un hasard s'il s'était servi du terme « aigle ». Il savait que les patriotes syriens avaient l'habitude d'employer ce mot pour désigner les aviateurs militaires.

L'espion israélien pouvait imaginer que le jeune lieutenant, appartenant comme son oncle, à la minorité druze en Syrie, en savait plus long sur l'armée syrienne que beaucoup d'officiers plus haut gradés que lui. De plus, Maazi, encouragé sans doute par Alheshan qui s'adressait à Taabes en l'appelant « mon frère Kamal », ne demandait pas mieux que de parler. Mais Cohen se garda bien, pour l'instant, de poser des questions indiscrètes, afin de ne pas éveiller la suspicion du jeune homme. Il lui dit pourtant, un rien interrogatif :

« Vous connaissez certainement fort bien la région où se sont déroulés les combats de Noukeib ? »

Maazi ne fut nullement surpris de la question :

« Si je connais cette région ! Deux jours avant le combat, mercredi dernier, j'ai fait partie d'une mission d'inspection de tous les postes syriens de la région du lac. J'ai vu de mes propres yeux les fortifications de l'ennemi. »

Cohen ne put se retenir de dire en riant :

« Vous savez, en Argentine, j’ai toujours évité le contact avec les Juifs, qui y sont pourtant très nombreux. Mais j’aimerais bien un jour voir de mes propres yeux, fût-ce de loin, des soldats juifs l’arme à la main… »

Le lieutenant lui expliqua alors que l’accès des zones militaires, le long des frontières, était interdit aux civils. « Les rares civils qui ont le droit de pénétrer dans ces zones, pour une raison ou une autre, doivent être munis d’un permis spécial, qu’il est extrêmement difficile d’obtenir », ajouta Maazi à l’intention de Taabes. Sa remarque suivante était de « circonstance », bien que le jeune lieutenant ne pût évidemment pas s’en rendre compte :

« C’est plein d’espions sionistes chez nous », dit-il sur le ton de quelqu’un qui en sait long sur ce sujet. Cohen-Taabes n’insista pas… et c’est alors que Maazi, après un silence, ajouta :

« Un de ces prochains vendredis, nous partirons tous les trois en visite dans la zone militaire. Je vous prendrai dans ma voiture. Cela évitera des complications au passage des barrages de l’armée. »

« Je m’y suis déjà promené, il y a un an environ », fit Alheshan, peu enthousiaste à l’idée de la randonnée sur le front.

« Aurais-tu peur des balles sionistes ? », dit Taabes en riant. Alheshan s’en défendit. On convint alors d’une prochaine visite au front, « lorsque la situation se calmerait un peu. »

Cohen eut ce jour-là droit à une autre confidence de la part du neveu du chef d’état-major, confidence qui pour l’espion israélien valait son poids d’or.

« Le colonel Abd El-Karim Na’hlawi est en désaccord avec le gouvernement », raconta le jeune homme. « Na’hlawi est l’homme fort de la Syrie, en ce moment. Il pense que tous nos ministres sont des incapables. Mon oncle essaie de le raisonner pour qu’il accorde un sursis au présent gouvernement. Mais Na’hlawi ne veut rien entendre. Après la bataille de Noukeib, et compte tenu de la situation sur la frontière, il est persuadé que le peuple ne fait confiance qu’à l’armée. Je crois bien que le colonel Na’hlawi n’hésitera pas à imposer très prochainement certains changements dans la composition du gouvernement. »

Il était près de minuit, lorsque Alheshan et Maazi quittèrent l’appartement d’Eli Cohen. Le jeune lieutenant, en prenant congé de

l’espion, l’invita à venir avec lui, dans le courant de la semaine, au cinéma.

Seul, enfin, dans son appartement, et après avoir jeté un regard en direction du bâtiment d’en face, il ne lui resta plus qu’à rédiger son prochain message à destination de Tel-Aviv. Ce qu’il fit cette nuit-là, mais à une heure très avancée. Il avait besoin d’un certain répit avant de pouvoir résumer de façon concrète et concise tout ce qu’il venait d’apprendre grâce au lieutenant Maazi Zaher El-Din.

Le message codé que Cohen expédia cette nuit à Tel-Aviv, et qu’il avait, comme le précédent, rédigé auparavant par écrit, comporta deux informations considérées avec intérêt par les services de renseignements israéliens :

a) L’aviation syrienne craint l’aviation israélienne ; les Égyptiens refusent de rendre à la Syrie une formation de Migs ;

b) Tandis que certains officiers de l’armée syrienne ne cachent pas leur mécontentement à l’égard du gouvernement qu’ils considèrent trop « mou », l’homme fort reste, à l’heure actuelle, le colonel Na’hlawi.

Cohen ajouta cette fois-ci l’identité de la source de ces informations. Il avoua plus tard l’avoir fait avec un certain plaisir. Il proposa d’appeler dorénavant dans ses messages Maazi El-Din tout simplement « M », en code bien entendu.

Le chiffre qui correspondait à la lettre « M » allait revenir sans cesse dans les messages de Cohen, durant les trois années de sa mission en Syrie.

Cette nuit-là Eli Cohen ne s’endormit qu’aux premières lueurs du jour.

À Tel-Aviv, où l’état-major demandait aux services de renseignements des informations urgentes sur les intentions des Syriens, on interpréta la première partie du message de Cohen comme un signe annonciateur d’une relative détente de la situation à la frontière. S’il était exact que les Syriens manquaient d’avions et craignaient l’efficacité de l’aviation israélienne, ils éviteraient de généraliser le conflit.

Aux premières heures du 19 mars, puis à nouveau aux mêmes heures, le 21 mars, des Migs 17 syriens survolèrent pourtant la frontière israélienne, mais aucun appareil n'osa pénétrer dans l'espace aérien d'Israël.

Le 20 mars se réunit à Jérusalem un Conseil de ministres extraordinaire, qui se prolongea tard dans la soirée. Le chef d'état-major ainsi que le préposé aux services secrets (« Hamé-mouné », qui était à l'époque M. Isser Harel) participèrent à cette réunion. La conclusion générale de l'évaluation politique et stratégique, à laquelle s'étaient livrés Ben Gourion, ses ministres, le chef de l'armée et le chef des services secrets, établissait dans l'essentiel que le danger d'un conflit général israélo-syrien était momentanément écarté. Le gouvernement prit la décision de mener une action politique et diplomatique, à l'ONU et dans toutes les grandes capitales, pour contrecarrer l'offensive syrienne dirigée contre la souveraineté d'Israël sur le lac de Tibériade et la région frontalière en permanent litige.

Ben Gourion prit aussi la décision d'expédier à New York, comme conseiller auprès de la délégation israélienne, le chef des services de renseignement de l'armée (Modiin), le général Meir Amit, un officier coté, qui déjà dans le passé avait prouvé son efficacité, et qui mieux que quiconque connaissait les problèmes pratiques se rapportant à cette région frontalière.

C'est ainsi que l'action rapide et intelligente d'Eli Cohen, au cœur de la Syrie, porta d'ores et déjà ses fruits, et fut d'une influence directe sur la série de décisions pesées et modérées que prit le gouvernement de Jérusalem.

Mais les combats qui avaient opposé Israéliens et Syriens à Noukeib eurent encore une autre conséquence, douloureuse celle-là, pour l'espion israélien à Damas. Vers la fin du mois de mars, la radio et la presse syriennes incitèrent la population de Damas « à voir de ses propres yeux le butin remporté par nos vaillantes troupes dans leur combat contre les sionistes ». La propagande officielle avait transformé la défaite syrienne à Noukeib en victoire éclatante, et tout avait été fait pour glorifier l'armée et agrandir son prestige. Les trois blindés israéliens, abandonnés sur le champ

de mines de Noukeib, furent amenés à Damas, et exposés au grand jour sur la fameuse « Place des Martyrs », (Place « Mar'ga »).

La foule vint en masse pour contempler le butin pris aux Israéliens. Eli Cohen eut beaucoup de difficultés à se frayer un chemin à travers la populace, qui, à la vue des blindés de l'ennemi, hurlait des slogans comme « Mort aux sionistes » ou « Vivent les héros syriens ». Les trois blindés étaient groupés en forme de triangle, au centre de la place, et la foule défilait tout autour. Cohen fut témoin de scènes de fanatisme, auxquelles il n'aurait pas cru s'il ne les avait pas vues de ses propres yeux : parmi les milliers de Syriens qui défilèrent ainsi devant les blindés, il s'en était trouvé des dizaines pour caresser et même embrasser ces engins pris aux troupes israéliennes, comme il s'en trouvait aussi d'autres pour cracher sur les mêmes blindés. Les uns comme les autres étaient sans doute possible animés du même sentiment de patriotisme envers leur armée et de haine à l'égard d'Israël. À côté des blindés on avait disposé un certain nombre de réservoirs d'essence plus ou moins abîmés, portant des inscriptions en hébreu, et qui étaient là pour « prouver » soi-disant que les Syriens avaient abattu des avions israéliens. Mais Cohen put se rendre compte sur place qu'il s'agissait, en fait de réservoirs d'essence de Mig 17, de l'aviation syrienne, et non pas de réservoirs d'avions du type « Vautour », qui avaient participé à la bataille de Noukeib.

L'espion qui venait d'Israël, au cœur de cette foule syrienne surexcitée, et face aux blindés de l'armée de son pays, sentit tout le poids de sa solitude. Il ne pouvait pas prévoir que trois ans plus tard, presque au jour et à l'heure près, cette même foule viendrait pour contempler un autre spectacle : celui de l'espion israélien Eli Cohen sur la potence.

Le spectacle affligeant de la place des Martyrs exerça une influence psychologique profonde sur Cohen. Plus que jamais il sentit le danger latent du fanatisme arabe, capable de pousser ce peuple à des actes insensés contre Israël. Plus que jamais il ressentit à ce moment le besoin de faire de son mieux pour accomplir sa dangereuse mission.

L'occasion s'en présenta bientôt. À peine rentré chez lui de la place des Martyrs, Cohen-Taabes reçut un coup de téléphone.

« C’est vous, Kamal Taabes ? Bien. Voulez-vous venir avec moi au cinéma, ce soir ? », lui proposa la voix de Maazi Zaher El-Din.

« Enchanté », répondit Cohen-Taabes.

Le même soir il se trouva donc assis, au cinéma *Dounia* (Le Monde), à côté du neveu du chef d’état-major syrien. Ils virent un film consacré à l’épopée d’un commando britannique attaquant le quartier général de Rommel, dans le désert de Libye.

Vers minuit, ils prirent place dans un café voisin du cinéma. Le jeune lieutenant était encore très ému des images qu’il avait vues au cinéma. L’aspect professionnel de l’assaut l’avait fortement impressionné. Subitement, il dit à Taabes :

« Imaginez un instant que les Israéliens nous fassent le même coup… »

L’espion eut envie d’éclater de rire. Il se retint, et remarqua :

« Pourquoi pensez-vous à cela ? Les Israéliens sont-ils si forts ou bien sommes-nous si faibles ? »

« Ma réponse est affirmative sur les deux points », fit alors El-Din.

Eli Cohen sentit ce soir-là qu’il s’était pris d’une sincère amitié pour le jeune lieutenant – tout en dehors du fait que l’officier syrien allait lui rendre d’inappréciables services. Maazi Zaher El-Din avait des yeux bruns et un regard droit. Son patriotisme, où ne se mêlait qu’une part infime de haine d’Israël, était sincère et vrai. Sa volonté de combattre pour son pays et sa fierté de Syrien étaient faits pour lui attirer la sympathie d’Eli Cohen.

Ce que l’espion ne savait pas encore était que le jeune lieutenant avait autant de sympathie pour lui.

Il allait l’apprendre sous peu.

13

L’énigme du soldat disparu

Le soldat israélien Yaacob Devir, âgé de dix-neuf ans, que l’armée avait dû porter disparu au lendemain de la bataille de Noukeib, restait introuvable. Israël s’était adressé à la Commission d’armistice israélo-syrienne, afin qu’elle enquête sur le sort de ce combattant. Était-il mort, blessé, ou simplement prisonnier en Syrie ? La réponse des Syriens vint au bout de quelques jours : le soldat Devir ne se trouvait pas entre leurs mains, ni mort ni vivant.

En Israël on continuait pourtant à croire que le jeune soldat, caporal de son grade, se trouvait bien quelque part en Syrie. D’expérience on savait que les Syriens étaient capables de garder au secret dans leurs prisons pendant des années des citoyens israéliens, qui avaient franchi la frontière pour une raison ou une autre et étaient tombés entre leurs mains. Matériellement il était impensable que ce soldat ait été écrasé par un obus au point de ne laisser aucune trace. Tant que la preuve de sa mort ne serait pas fournie, les parents de Devir, qui habitaient près de Tel-Aviv, et le commandement de l’armée israélienne, étaient donc forcés de croire qu’il était vivant et qu’il se trouvait dans une prison ou un hôpital, quelque part en Syrie.

C’est à Eli Cohen que les services de renseignements allaient donc demander, un peu plus tard, d’enquêter sur le sort du soldat disparu.

Pour l’instant, et malgré la tension qui continuait à régner le long de la frontière israélo-syrienne, Cohen était occupé à étoffer son personnage, en mettant sur pied son commerce d’import-export.

Il avait déjà rencontré, dès les premières semaines de son séjour à Damas, un certain nombre d’industriels et de commerçants, afin de leur proposer d’exporter en Europe, tout particulièrement à Munich et Zurich, des tables damascéennes, de fabrication artisanale, qui servent en général de

tables de jeu, pour le « Shesh-Besh », et sont le décor naturel des cafés et restaurants en Syrie et au Liban. Il découvrit également différentes sortes d'objets d'art fabriqués en Syrie, des bijoux anciens et nouveaux, et des objets variés en cuir, qui tous étaient, à son avis, susceptibles d'alimenter les marchés d'Europe. L'espion eut soin d'expliquer aux commerçants qu'il était en rapport avec une importante société d'importation en Europe et dont les sièges sociaux se trouvaient à Munich et à Zurich, ce qui lui permettrait d'exporter les objets d'art et les tables folkloriques, « très recherchées en Europe ». Ces pourparlers lui permirent en attendant de correspondre avec l'agent principal de cette société en Europe. Agent qui n'était autre que l'antenne principale de Cohen, son ami Salinger.

Cohen expédia à Salinger une série de lettres purement commerciales, exposant les possibilités d'achat d'objets d'art à Damas, indiquant leurs prix, les conditions de vente et de crédit. De temps à autre il ajouta à ces lettres des catalogues détaillés, qu'il avait obtenus des commerçants de Damas. La société d'import-export de Salinger répondit évidemment aux lettres de Cohen, et ainsi s'installa un échange de correspondance entre l'espion à Damas et son antenne en Europe. Cet échange de correspondance, qui par la suite allait permettre à Cohen d'expédier aux services secrets d'Israël, via Munich et Zurich, des informations diverses et même des microfilms, n'en était qu'à ses débuts, lorsque survint un autre événement dramatique qui, une fois encore, changea l'aspect politique de la Syrie.

Aux premières heures du 28 mars, Radio-Damas, après avoir joué pendant une heure des marches militaires, donna lecture d'un bulletin d'informations dénommé « Communiqué N° 26 », ce qui indiquait qu'il s'agissait d'un bulletin militaire, disant que « l'état-major de l'armée syrienne avait pris en main les affaires courantes de l'État, afin d'assurer la stabilité politique dans le pays et de garantir les droits et les libertés civiles de la population. Toute tentative d'opposition aux mesures prises par l'état-major de l'armée sera durement punie. Les frontières, les ports et les aérodromes seront fermés jusqu'à nouvel ordre ».

Ce Communiqué N° 26 était signé par le colonel Na'hlawi.

Cohen se tenait déjà à son poste derrière les rideaux du salon. Il aperçut les tanks syriens qui montaient la garde autour de l'édifice de l'état-major. Cependant la radio continuait à diffuser d'autres communiqués, tous signés

par le colonel Na’hlawi. Dans l’un d’eux il était dit que « le précédent gouvernement avait essayé de semer la discorde au sein de l’armée ». Un autre proclamait que « le problème de la Palestine préoccupera l’armée au premier plan. L’armée syrienne fera tout ce qui est en son pouvoir pour libérer la Palestine des mains des envahisseurs sionistes ».

Cohen, qui avait appris de la bouche de Maazi El-Din que le colonel Na’hlawi s’apprêtait à imposer « certains changements » dans la composition du gouvernement de Damas, information qu’il avait immédiatement transmise à Tel-Aviv, se mit en quête du jeune lieutenant. Mais son téléphone ne répondit pas ce matin-là.

Cohen décida alors de faire un tour dans les cafés de la capitale, où il était sûr de pouvoir récolter les premières rumeurs et informations sur le coup d’État et ses principaux instigateurs. Il téléphona au cheikh Al-Ard, l’invita à se joindre à lui dans un café connu. Mais le cheikh refusa, préférant rester chez lui tant que la situation resterait imprécise. Kemal Alheshan par contre se montra aussi curieux d’en apprendre plus long sur les événements que Kamal Taabes. Ce n’est que deux jours plus tard que Cohen put enfin rencontrer le lieutenant Maazi El-Din, en compagnie de Alheshan, et obtenir de sa bouche des informations de première source.

Tel-Aviv s’adressa à Cohen, par radio, dès la première nuit qui suivit le coup d’État de Na’lhawi. Ses supérieurs posèrent à l’espion une série de questions précises et concises, se rapportant au coup d’État et aux principaux personnages qui y étaient impliqués. Grâce à tout ce qu’il avait appris de ses amis, Cohen fut capable de répondre aux questions, à la satisfaction de la centrale de Tel-Aviv. À partir du 28 mars et pratiquement jusqu’à la fin avril, Cohen ne cessa pas ses émissions. Chaque nuit, en général entre 20 et 22 heures, mais quelquefois aussi plus tard, il ferma ses volets et sa porte, décrocha le petit émetteur de sa cachette, se mit en contact avec Tel-Aviv, attendit le signal convenu, et envoya ses informations codées sur les ondes. Durant tout un mois Cohen devint une source intarissable d’informations politiques pour ses supérieurs en Israël. Ses messages, captés et déchiffrés immédiatement, étaient transmis la nuit même de leur émission, par les services secrets à l’état-major de l’armée. Le lendemain matin une copie du résumé de ses informations était généralement déposée sur le bureau du Premier ministre, Ben Gourion.

L’oncle de Maazi, le chef d’état-major Abdul Karim Zaher El-Din, était resté à la grande joie de Cohen, à son poste. Les informations de Maazi, que Cohen revit une dizaine de fois entre le 30 mars et le 30 avril, même les anecdotes et les commérages des milieux de l’armée que Maazi raconta à Cohen, furent à la base des messages adressés à Tel-Aviv. L’essentiel de ces renseignements disait que les officiers qui avaient renversé le gouvernement, étaient les mêmes qui, quelques mois plus tôt, avaient accéléré la chute de l’union égypto-syrienne. Le chef d’état-major et l’armée en tant que tels n’avaient pas participé au coup d’État proprement dit, mais avaient cautionné l’action de l’« homme fort », éminence grise des événements, le colonel Na’hlawi. Celui-ci, âgé de quarante ans, homme de droite modéré, était un haut fonctionnaire du ministre de la Défense nationale, après avoir été à l’époque de la fusion avec l’Égypte, l’attaché militaire du gouverneur égyptien, le maréchal Abdul Hakim Amer.

Na’hlawi était secondé, au sein du « Conseil de la révolution » qui remplaça temporairement le gouvernement, par le colonel Abd-El-Gani Dahamane, le commandant militaire de la place de Damas. Na’hlawi et Dahamane avaient instauré un régime militaire pour sauvegarder l’indépendance nationale de la Syrie et empêcher qu’elle retombe sous la domination du Caire. En même temps, ils tentaient de se réconcilier avec Nasser, mais sur la base d’une reconnaissance mutuelle et honorable.

Cohen indiqua entre autres dans ses messages que, selon ses sources militaires, il ne fallait s’attendre à aucun changement radical quant à la situation à la frontière israélienne.

Il arriva plusieurs fois que des informations transmises par Cohen la nuit, se trouvaient être confirmées officiellement au courant de la journée suivante.

Cela se produisit par exemple le 30 mars. Ce jour-là le chef d’état-major Zaher El-Din avait réuni à Damas une conférence de presse, diffusée par Radio-Damas et captée, évidemment, en direct à Tel-Aviv. Ce que la « centrale » de Tel-Aviv ne savait pas, c’est que l’espion Eli Cohen se trouvait parmi les journalistes réunis autour du général El-Din. Il avait été invité par le neveu du général, Maazi El-Din, à prendre place parmi les correspondants de la presse locale et étrangère en Syrie.

Eli Cohen se rendit compte à cette conférence de presse que les officiers qui avaient renversé le gouvernement préféraient rester dans l’ombre pour

laisser l’honneur d’apparaître en public au chef d’état-major. El-Din, appartenant à la minorité druze, était en quelque sorte garant que l’armée ne ferait aucune tentative pour prendre le pouvoir des mains des civils. Le général El-Din, militaire de carrière, jouissait d’un prestige inattaquable auprès de la population syrienne. Mais d’autre part, il était impensable qu’un Druze puisse avoir l’ambition d’occuper le premier poste politique dans un pays à majorité musulmane. Cohen expliqua à Tel-Aviv, à la suite de cette conférence de presse, que le général El-Din n’était qu’un paravent derrière lequel se cachaient le colonel Na’hlawi et son équipe d’officiers dirigés par le colonel Dahamane. Eux seuls, contrairement à l’impression qui pouvait se dégager des déclarations de El-Din, étaient habilités à prendre les décisions de poids.

Deux jours plus tard intervint un autre événement politique décisif. Le 2 avril au matin éclata un soulèvement militaire de caractère local dans la ville de Homs, dans le nord de la Syrie. Un groupe d’officiers, se nommant les « officiers libres », se déclara en révolte contre le gouvernement de Damas. Ces officiers prônaient le retour de la Syrie à l’union syro-égyptienne. Ils exigèrent en outre que « le commandement militaire suprême soit épuré de tous les officiers qui avaient provoqué le coup d’État ». La ville d’Aleppo se joignit peu de temps après au soulèvement des officiers de Homs. Les deux villes furent déclarées en état de siège. Il y avait eu des accrochages entre militaires et policiers, on dénombrait déjà des blessés et plusieurs morts.

L’atmosphère en Syrie tourna vite à l’état d’esprit de guerre civile. Les officiers rebelles de Homs et d’Aleppo s’adressèrent alors par téléphone à l’ambassade d’Égypte au Liban, pour lui demander des renforts urgents.

Ces événements, qui jetèrent à nouveau le désordre le plus complet en Syrie, eurent pour l’espion israélien à Damas l’avantage de détourner de lui toute attention malveillante. La question qui se posait à lui, et à laquelle il lui fallait fournir une prompte réponse à ses supérieurs à Tel-Aviv, était de savoir si les officiers révolutionnaires de Damas resteraient au pouvoir après la rébellion des « officiers libres ».

Il envoya ce jour-là le message suivant à Tel-Aviv :

« La lutte des officiers rebelles de Homs et d’Aleppo contre les autorités de Damas rapproche la chute de la caste militaire révolutionnaire. S’attendre à chute imminente des instigateurs du dernier coup d’État. »

Cette fois encore l'espion avait vu juste, s'étant fié à d'excellentes informations d'une part, et ayant analysé correctement la situation et les forces en présence. Le 3 avril, à peine trente-six heures après le soulèvement dans le nord, le colonel Na'hlawi et six de ses compagnons d'infortune s'enfuirent secrètement au Liban, et prirent à Beyrouth un avion qui les déposa à Zurich. Le gouvernement suisse leur accorda des visas de touristes et ils s'installèrent dans un hôtel de luxe à Lausanne. Comme d'habitude, ce furent les instigateurs civils du coup d'État militaire qui payèrent les pots cassés, conséquence fatale de la lutte interne entre les dirigeants militaires de la république de Syrie.

La Syrie se trouvait du jour au lendemain démunie de sa direction politique. Le désarroi de la population était à son comble. Seul le général El-Din resta à son poste de chef d'état-major. Son neveu Maazi raconta à Cohen-Taabes que le général El-Din n'avait aucune intention de s'occuper de politique mais que les dirigeants civils hésitaient à reprendre le pouvoir.

« Depuis une semaine il ne dort plus », dit Maazi de son oncle, quand le lendemain de la fuite de Na'hlawi il était venu rendre visite à son ami Taabes dans son appartement. « Il fait de son mieux pour encourager certaines personnalités à prendre la tête du gouvernement mais je doute qu'il puisse réussir. Aucun d'eux ne tient à risquer sa tête… » ajouta Maazi.

« Mais qui actuellement est capable de présider aux destinées de la Syrie ? » s'enquit Taabes.

« Je vous ferai une confidence mais il faut que cela reste pour l'instant strictement secret », avertit Maazi, puis il raconta : le chef d'état-major venait, le même jour, de contacter un politicien chevronné, pour lui proposer d'accéder au poste de président de la République. Il s'agissait du docteur Nazim El-Koudzi.

« Est-ce que vous-même trempez aussi dans tous ces événements politiques ? », demanda encore Taabes, flattant sans le savoir les ambitions du jeune lieutenant.

« Pas avant d'accéder au grade de commandant », répondit Maazi en souriant.

Le 14 avril, la « centrale » de Tel-Aviv capta le message suivant de Cohen :

« Trois groupes distincts d’officiers opèrent actuellement au sein de l’armée.

a) le groupe principal auquel appartiennent les fidèles de Na’hlawi, qui luttent pour l’indépendance nationale et contre toute nouvelle fusion avec l’Égypte ;

b) un groupe composé surtout d’officiers de la division qui assure la défense de la frontière avec Israël ; ces officiers se disent socialistes ;

c) un petit groupe d’officiers pro-nassériens, sans influence véritable sur la situation générale. »

Tel-Aviv en tira la conclusion logique que tant que dureraient les luttes intestines en Syrie, un calme relatif régnerait le long de la frontière commune. Mais Israël, grâce à toutes les informations réunies concernant la Syrie, notamment celles de Cohen, comprit également que la bataille de Noukeib avait eu une influence indirecte mais déterminante sur le déroulement des événements politiques de ces dernières semaines : Na’hlawi avait justement estimé nécessaire de renforcer les positions syriennes le long de la frontière avec Israël, de crainte qu’Israël ne lance une fois de plus ses troupes contre ces positions. Ce faisant, Na’hlawi avait coupé la branche sur laquelle il était assis. L’absence d’un certain nombre d’officiers qui se trouvaient à la frontière, au moment du soulèvement à Homs et Aleppo, l’avait privé du secours d’amis fidèles qui auraient pu sauver de la chute la caste militaire régnante.

Une troisième et dernière constatation qu’on fit, au mois d’avril 1962, à Tel-Aviv, et qui se trouve confirmée noir sur blanc dans le dossier personnel d’Eli Cohen, disait que l’agent à Damas s’y trouvait désormais « incrusté » solidement après un temps d’approche record. Sa « couverture » auprès des commerçants était irréprochable ; le cercle de ses connaissances s’étendait chaque semaine ; il s’y comportait partout et toujours en « authentique » patriote syrien ; ses émissions, ses informations, étaient d’une précision parfaite, et dotées d’un esprit de prévision analytique à toute épreuve. Eli Cohen, alias Kamal Taabes, avait réussi à devenir une partie intégrante du « paysage » de la faune politique qui peuplait durant toutes les heures du jour les cafés de Damas.

Ce n’est qu’au courant du mois de mai 1962 que Cohen reçut ordre de Tel-Aviv d’enquêter sur le sort du caporal Devir, disparu à Noukeib. À la vérité ce fut, ce jour-là, la première fois que Cohen eut des difficultés techniques à capter le message codé de Tel-Aviv. Il fut obligé de rappeler Tel-Aviv et de demander qu’on lui répète la question. Cela se passait très tôt le matin. Cohen capta le message une deuxième fois, puis le déchiffra. Il disait :

« Soldat israélien disparu depuis Noukeib. Yaacob Devir. Dix-neuf ans. Caporal. Essaie savoir s’il se trouve chez vous vivant ou mort. Fin. »

Cohen savait de quoi il s’agissait. De temps à autre il avait l’habitude de pousser son audace au point de prendre l’écoute des émissions en langue arabe de la radio israélienne (« Kol Israël »). Il n’aurait évidemment pas osé écouter les émissions en hébreu de Jérusalem. Mais il ne pensait courir aucun danger, en ouvrant son poste, de temps à autre, à la station qui diffusait les bulletins d’informations d’Israël en langue arabe. C’est lors d’une de ces émissions qu’il avait appris la disparition du jeune caporal. Il savait également que les autorités syriennes démentaient les allégations d’Israël et prétendaient ne rien savoir du sort de Yaacob Devir.

Cette mission dont Tel-Aviv venait de charger Cohen allait l’occuper durant toute l’époque de son travail en Syrie. Il n’allait manquer aucune occasion pour s’enquérir du sort du disparu. Mais durant trois années, ce fut peine perdue. Le soldat Devir s’était volatilisé sans laisser de trace.

C’est à Maazi El-Din qu’Eli Cohen posa en premier lieu la question du sort du caporal israélien. Cela se passa chez le cheikh Al-Ard, à qui Cohen, en compagnie de Maazi, ainsi que du jeune Alheshan, était venu rendre visite. Le cheikh qui était un personnage connu à Damas, reçut Cohen-Taabes et ses amis avec tous les égards dus au rang militaire de l’un et à la position sociale de l’autre. Maazi et Alheshan ne manquèrent pas, par contre, d’être impressionnés par l’amitié que le cheikh témoignait à l’adresse de Kamal Taabes.

Réunis autour du cheikh sur le perron de sa belle maison en bois, à quelques kilomètres de la capitale, dégustant le café traditionnel et des friandises diverses, on parla de choses et d’autres, quand Taabes, sans aucune gêne, s’adressa à Maazi :

« … Et à quand notre excursion du côté de la frontière israélienne ? »

Le cheikh, qui ne voyait vraiment pas l'utilité d'une telle excursion, interrompit Taabes :

« À la frontière israélienne ? Il y a de bien plus belles excursions à faire en Syrie. Qu'y a-t-il à voir à la frontière à part des soldats syriens ? »

« Je voudrais voir l'ennemi », expliqua Taabes calmement.

Maazi annonça alors qu'il emmènerait Taabes le vendredi suivant à la frontière.

C'est un vendredi du mois de mai 1962 que l'espion israélien prit place dans la voiture, portant immatriculation de l'armée syrienne, du neveu du chef d'état-major, pour effectuer une visite dans les positions fortifiées syriennes qui surplombent le territoire d'Israël aux abords du lac de Tibériade. En chemin, Maazi expliqua à Taabes qu'ils pourraient visiter tous les postes, sauf celui de Noukeib.

« Noukeib a été déclaré territoire militaire strictement secret et fermé. Nous sommes en train de renouveler les fortifications », expliqua le lieutenant en guise d'excuse.

Taabes posa à Maazi, chemin faisant vers la frontière, éloignée d'une bonne centaine de kilomètres de Damas, toutes sortes de questions sur le déroulement des combats à Noukeib. Maazi insista beaucoup sur le butin que l'armée syrienne avait ramené, surtout des blindés israéliens qui, selon ses dires, étaient presque intacts et pourraient servir maintenant à l'armée syrienne.

Sans insister outre mesure, Taabes demanda à Maazi entre autres, « ce qu'étaient devenus les prisonniers israéliens ».

« Les prisonniers israéliens ? Mais quels prisonniers ? Nous n'avons pas fait de prisonniers à Noukeib », répliqua Maazi, étonné de la question de son ami. Sa réponse était sincère. Taabes continua pourtant :

« Comment est-ce possible que nous n'ayons pas fait de prisonniers à un tel combat ? »

« Je n'y étais pas. Mais autant que je le sache, il n'y a pas eu un seul prisonnier », affirma Maazi à nouveau. Puis ils parlèrent d'autre chose.

Après deux heures de voyage, ils arrivèrent au sommet des collines qui surplombent le lac de Tibériade du côté syrien. De là, la route, étroite mais

praticable, descend en zigzaguant sur les flancs déserts et rocailleux du plateau. De petites tentes se dressaient çà et là sur la route, surtout aux croisements des chemins, qui abritaient du soleil les soldats chargés des barrages militaires qui jalonnaient la route. Maazi passa presque partout sans même exhiber son permis de libre circulation. Ses épaulettes de lieutenant suffirent pour faire lever les barrières abaissées en travers de la route. Une seule fois on lui demanda ses papiers, qu'il tenait prêts dans la boîte à gants de la voiture. Se penchant vers le planton et désignant Cohen-Taabes, il lui souffla de façon mystérieuse :

« Ce monsieur qui voyage avec moi est en mission… spéciale », et la barrière fut levée.

L'espion avait les yeux partout. Il enregistrait tout ce qu'il voyait. Il savait qu'une telle occasion de voir de ses propres yeux les postes fortifiés syriens ne se présenterait pas de sitôt. La chose la plus surprenante qu'il vit furent les mortiers de 122 mm de fabrication soviétique, installés sur les hauteurs des collines syriennes et dispersés sur leur versant ouest, dont les obus sont capables de porter la mort à une distance de vingt kilomètres : grâce à ces mortiers, fraîchement débarqués en Syrie de l'URSS, les unités syriennes pouvaient couvrir une bonne partie de la vallée du Jourdain de ce feu nourri qui avait ouvert les hostilités de la bataille de Noukeib. Cohen compta, sur le seul parcours qu'il effectua en compagnie de Maazi El-Din, quatre-vingts mortiers de ce modèle. Il savait qu'Israël ne disposait, pour l'instant, d'aucune arme de ce genre.

L'espion, en compagnie du neveu du chef d'état-major, visita ensuite la place fortifiée de Kouneïtra, où se trouve le commandement syrien régional. De là il put contempler le fameux pont Bnot-Yaacov qui s'élance de la rive syrienne à la rive israélienne au-dessus du Jourdain, mais sépare en fait les deux pays.

Maazi stoppa la voiture à environ un kilomètre et demi de la rive israélienne, tendit des jumelles militaires à Taabes, et l'invita à contempler les « Sionistes » :

« Voici là-bas leurs voitures… voici un tracteur… là-bas, c'est leur kibbouts Mishmar-Hajarden… Rien de plus facile que de leur tirer dessus d'ici. Il suffit d'un bon tireur… », expliqua le lieutenant, et enchaîna :

« Je dois reconnaître qu'ils ont de fort jolies maisons. Et aussi de belles filles en culottes courtes… Regardez. »

Cohen contempla ce coin de pays si paisible de sa patrie. Mieux que jamais il comprit, en ce chaud après-midi de mai, d'où venait le sentiment de supériorité des Syriens, face à Israël, qui s'étalait à leurs pieds. Les postes israéliens, leurs kibbouts, leurs routes s'étendaient, sur l'autre rive, à portée directe des mortiers syriens, placés au-dessus d'eux, sur les hauteurs des collines.

Il ne put s'empêcher de dire à son guide syrien :

« Quel intérêt cela a-t-il de tirer d'ici sur ces filles ou les enfants du kibbouts ? C'est l'armée d'Israël que nous devrions combattre. Notre armée est trop fière pour tirer sur ces gens-là. »

Mais Maazi, comme tous ses pairs, l'entendait d'une autre oreille :

« Tous les Israéliens, sans exception, sont soldats. Pas seulement ceux qui servent dans leur armée. Un kibbouts est une place fortifiée. Il faut donc le détruire comme n'importe quel poste militaire. Même ces filles que tu vois là, avec leurs cuisses découvertes, sont des soldats, donc des ennemies. »

Après Kouneïtra, ils s'en furent en direction de Noukeib, sans toutefois aborder le poste interdit. Le merveilleux paysage de la vallée du Jourdain, du lac de Tibériade, et de la dizaine de kibbouts israéliens qui peuplent cette région, entourée de toutes parts de monts et collines, apparut dans le pare-brise de la voiture. Cohen connaissait chaque coin de la région israélienne qui s'offrit à leur vue. La ville de Tibériade, les kibbouts de Dégania, avec leurs plantations de bananiers et les viviers de carpillons, le village de Zéma'h et, plus loin, les champs à perte de vue le long de la berge occidentale du Jourdain, appartenant aux kibbouts de Massada et d'Ashdod-Yaacov. C'était précisément dans cette région d'Israël que l'espion avait effectué une de ses dernières excursions avant de partir en mission en Syrie. Mais maintenant il contemplait le paysage vu de Syrie.

Maazi El-Din dirigea sa voiture vers le village de Koursi, qui se trouve au bord du lac, à moins de deux kilomètres du kibbouts voisin de Eyn-Guév, durement éprouvé lors des combats autour de Noukeib. Ils pénétrèrent dans ce petit village arabe typique, entièrement composé de maisons en terre battue, aux épais murs badigeonnés en couleurs ocre ou bleu ciel. Des soldats syriens, en costume de bain, se prélassaient au bord de l'eau. Au loin, à une distance de quelques centaines de mètres, Eli Cohen apercevait des barques de pêcheurs, israéliennes sans aucun doute, puisque c'était dans cette partie du lac qu'ils avaient l'habitude de lancer leurs filets.

Tout avait l’air calme et paisible. Mais Eli Cohen avait de bonnes raisons de regarder ce tableau pastoral avec une étrange angoisse au cœur. Il savait, puisqu’il venait de le voir de ses propres yeux, que les mortiers soviétiques étaient en permanence braqués en direction du lac.

Ils prirent place dans une baraque en tôle qui servait de café et de restaurant en même temps. Leurs voisins de table conversaient avec Maazi et Cohen en toute liberté, comme il est de coutume dans les cafés arabes. On s’enquit auprès des visiteurs de Damas de nouvelles de la capitale. Les habitants du village parlaient de la tension continuelle qui régnait dans la région depuis l’affaire de Noukeib.

« Faut arrêter de tirer sur les pêcheurs », dit un vieillard, occupé à allumer sa Narguila. « Cela ne sert à rien. On tire sur eux, ils détruisent Noukeib, continuent à pratiquer la pêche dans le lac comme avant, et nous on vit dans la peur. À quoi cela sert-il ? », opina le vieil homme qui semblait bénéficier de l’approbation de toute l’assistance.

Maazi réprimanda le vieillard vertement sur ses propos « défaitistes ». « Qu’avez-vous à craindre des Sionistes ? Ils ont été battus à Noukeib », lui dit-il.

Mais le vieillard, à la grande surprise de Cohen, ne s’inclina pas pour autant.

« Qui a été vaincu ? Quelle victoire ? », grommela-t-il.

« Les Sionistes ont pris Noukeib d’assaut et ont laissé sur place trois blindés. Voilà la vérité. »

Cohen profita du silence subit qui se fit autour d’eux pour lancer sur un ton de défi :

« Nous avons vaincu à Noukeib, pas les Sionistes. Nous avons aussi fait des prisonniers… »

« Cher frère, Noukeib n’est pas loin d’ici. Nous savons tout. On n’a pas fait un seul prisonnier sioniste. Mais nous avons compté nos morts et blessés », fit un autre voisin de table.

Ce fut partout la même chose. Maazi et Cohen-Taabes visitèrent ce jour-là encore d’autres postes et d’autres villages arabes de la région de Noukeib. Mais nulle part il n’était question de prisonniers sionistes.

S’il était vrai que le caporal Devir se trouvait aux mains des Syriens, il devait être gardé quelque part au secret.

Cohen eut l’occasion de poser et de reposer la question du sort de ce soldat disparu plus tard, lors d’autres visites, avec Maazi ou seul, dans les villages de la frontière, et même auprès de fonctionnaires d’hôpitaux militaires et de prisons syriennes.

Jusqu’au jour où il gravit les marches de la potence, Eli Cohen ne réussit pas à trouver la réponse à l’énigme du soldat israélien disparu. Aujourd’hui même le mystère est encore entier. Le caporal Devir a-t-il ou n’a-t-il pas été fait prisonnier par les troupes syriennes à Noukeib, a-t-il été mis au secret par ses tortionnaires, est-il mort et enterré en Syrie ? Nul ne le sait. Mais tout le monde, en Israël, le craint.

Eli Cohen revint ce vendredi de mai à Damas, muni d’une foule d’informations. Il eut hâte de regagner son appartement face à l’état-major, pour noter rapidement ce qu’il avait vu le long de la frontière : les positions d’artillerie, le modèle des mortiers, l’aménagement des places fortes, l’emplacement d’un certain nombre de tanks aux environs de Koursi et de Kouneïtra (il s’agissait en l’occurrence de tanks d’un vieux modèle allemand) et le nombre de canons sans-recul soviétiques. Une fois ce compte rendu rédigé par écrit et l’heure de son émission venue, il le coda comme d’habitude oralement et l’expédia par radio à Tel-Aviv.

Quelques mois plus tard, lors d’un bref séjour à Tel-Aviv même, il rédigea un rapport détaillé sur son excursion en compagnie de Maazi El-Din. Il ne put s’empêcher d’ajouter à la description détaillée de tout ce qu’il avait vu, les lignes suivantes, qui plus que tout commentaire sur le caractère et la sensibilité de l’espion israélien, le font revivre à nos yeux :

« Lorsque je me trouvais à Kouneïtra et que je contemplais la vallée du Houlé, et lorsqu’à Koursi je vis face à moi le lac et la ville de Tibériade, j’ai saisi l’énormité de cette folie qu’est la guerre ininterrompue entre la Syrie et Israël. J’ai contemplé les villages des villageois syriens, et ils m’ont fait penser aux habitants de Tibériade, tant les uns ressemblent aux autres. C’est à ce moment-là que je me suis dit que seule la propagande empoisonnée que distillent depuis quinze ans les gouvernements syriens successifs, empêche

que villageois syriens et israéliens, des deux berges du lac de Tibériade, ne puissent trouver entre eux de langue commune.

« Je n'avais qu'un seul désir. M'emparer d'une barque et traverser le lac, pour rentrer chez nous. Je voulais intensément embrasser ma femme et ma fillette, et retrouver mes amis du Mossad. J'ai reniflé l'odeur des champs de blé d'Israël, et j'avais l'impression que la brise du lac m'apportait le parfum de Tel-Aviv. Mais notre petit lac prit à mes yeux, à ce moment-là, les proportions d'un océan immense et terrible, puisque de façon définitive il me séparait de la patrie. Ma solitude me parut alors comme un mal nécessaire, puisque j'avais l'impression de servir comme un phare qui désespérément lance ses signaux dans la nuit, pour prévenir à temps ce bateau qui s'appelle Israël des dangers qui le guettent. »

Un fonctionnaire des services secrets d'Israël recopia ces lignes, les fit polycopier et les distribua parmi les responsables des principaux départements, et les signa : « Un espion anonyme. »

14

Nouvelles instructions

Environ six mois après son arrivée à Damas, Eli Cohen reçut, par voie de radio, ordre de venir effectuer un court séjour en Israël. Selon les instructions de ses supérieurs, il devait profiter de la première occasion qui se présenterait pour se rendre d'abord en Europe, et de là, en Israël.

L'été 1962 avait été assez calme à Damas. La situation politique s'était relativement stabilisée. Il n'y avait pas eu d'incidents marquants du côté de la frontière israélienne. Kamal Taabes confia à ses amis Alheshan et Maazi, les jours qui suivirent l'ordre de Tel-Aviv, qu'il avait l'intention d'effectuer un bref voyage d'affaires en Europe. Ils ne lui cachèrent pas qu'ils l'enviaient. Il était plus agréable de passer une partie de l'été en Suisse ou en Allemagne, pays que Taabes leur indiqua comme but de son voyage, qu'en Syrie, sous un soleil de plomb, où la température moyenne monte facilement à 40 degrés à l'ombre.

Eli Cohen refit la tournée d'une douzaine de commerçants d'objets d'art syriens qu'il connaissait maintenant bien. Il leur demanda des échantillons de leur marchandise, pour la placer en Europe. À l'aide d'une lettre de Salinger de Zurich, qui confirmait son désir d'importer des meubles syriens, Cohen se fit également livrer plusieurs tables de « Shesh-Besh » damascéennes ainsi que les échiquiers correspondants, et expédia le tout à l'adresse de la société d'import-export à Munich dont il était censé être le représentant en Syrie.

Quelques jours avant son départ, il apprit de la bouche de Maazi El-Din qu'une de ses connaissances de Buenos-Aires, l'ancien attaché militaire de l'ambassade syrienne, le général El-Hafez venait de rentrer à Damas, et qu'il était à la recherche d'un emploi à l'état-major de l'armée. Cohen remercia Maazi pour son offre de lui faire rencontrer El-Hafez, que le

lieutenant connaissait bien. Mais Cohen-Taabes préféra remettre cette rencontre à une date ultérieure, après son retour d'Europe.

Il acheta un billet d'avion pour Zurich et Munich. Sur le chemin de retour de l'agence de voyage à son appartement, il passa devant un petit magasin, au cœur de Damas, spécialisé dans la vente d'uniformes de l'armée syrienne, et d'insignes et de décorations de ses différentes unités.

Après avoir vérifié qu'il ne se trouvait aucun client dans le magasin, Cohen entra. Il expliqua au marchand qu'il venait d'ouvrir une boutique de souvenirs à Aleppo, et qu'il aimerait s'approvisionner en insignes de l'armée et en décorations militaires diverses, qu'il espérait pouvoir écouler dans sa ville. Le marchand fut enchanté de l'occasion de faire une bonne affaire avec ce « provincial ». Il s'enquit de ses possibilités de payer au comptant, puis il tendit le catalogue officiel des insignes et médailles en usage dans l'armée syrienne. Cohen voulut acheter le catalogue, « pour l'étudier tranquillement afin de vous passer mes commandes d'Aleppo ». On discuta, comme d'habitude, le prix. Finalement, Cohen quitta le magasin avec ce catalogue sous son bras. Rentré chez lui, il découpa dans le catalogue toutes les pages qui contenaient les symboles distinctifs des unités de l'armée, les cacha soigneusement dans sa valise, et détruisit le reste.

Enfin il annonça par radio à Tel-Aviv qu'il partait le lendemain en Europe. Dans l'appartement, fermé à double tour, il laissa son poste émetteur, dans sa cachette habituelle. Puisqu'on ne l'avait pas découvert pendant les six mois de son activité presque journalière à Damas, il n'y avait aucune raison de craindre qu'on le découvrirait en son absence.

Il quitta Damas sans difficultés, par la voie des airs ; il séjourna trois jours à Zurich, sans prendre aucun contact. Après s'être assuré qu'il n'était nullement suivi, il prit seulement alors l'avion pour Munich. Dans la capitale bavaroise, il contacta dès son arrivée son correspondant commercial et antenne principale des services secrets en Europe, qui avait été prévenu par Tel-Aviv du prochain passage de Cohen. Dans le bureau de Salinger, à Munich, Cohen découvrit une des tables damascéennes qu'il lui avait expédiées quelques jours auparavant. « L'autre table », lui expliqua Salinger, « se trouve déjà à Tel-Aviv. Nos amis vont l'étudier dans le but de trouver le meilleur moyen de nous en servir… », ajouta-t-il avec un clin d'œil entendu.

Salinger acheta différents cadeaux pour la famille Cohen, pour sa femme et sa fillette, troqua ses habits syriens contre ceux rapportés d'Israël et lui remit son passeport israélien. Eli le chargea d'expédier en son absence, des cartes postales dûment écrites et signées de sa main, à tous ses amis de Damas. Ils se mirent aussi d'accord sur le contenu de plusieurs lettres commerciales qu'il fallait envoyer aux marchands de Damas, qui attendaient une réponse affirmative de Zurich ou Munich. Six jours après son départ de Damas, Eli Cohen atterrit à l'aérodrome de Lod, en Israël.

L'intrépide espion, qui venait d'accomplir avec brio et calme la première étape de sa dangereuse mission en Syrie, était ému jusqu'aux larmes lorsqu'il franchit la douane israélienne et entendit de nouveau l'hébreu que tout le monde parlait autour de lui. Détail piquant : la douane israélienne lui fit ouvrir sa valise, contrairement à celle de Damas, qui, négligeant ses bagages, avait à peine vérifié son passeport et ses visas. Les douaniers de Lod ne s'intéressèrent nullement au volumineux dossier des photos d'insignes et de médailles syriennes, découpées dans le catalogue acheté à Damas, que Cohen avait disposé au fond de sa valise. Par contre, il fut obligé de payer la douane pour les jouets qu'il apportait à sa fillette.

Une voiture privée l'attendait à la sortie de l'aérodrome. Un jeune homme, qu'il ne connaissait pas, lui avait fait signe à la sortie de la douane, et l'avait guidé jusqu'à la voiture. Cohen prit place à l'arrière, et se trouva assis à côté de Yitshak, le « Derviche ». L'instructeur serra son disciple contre lui, entourant ses épaules de ses solides bras, mais ils n'échangèrent qu'à peine quelques mots avant d'atteindre Tel-Aviv.

Eli remarqua en route : « J'ai un cadeau pour toi. Il se trouve dans la valise. »

« Mon plus beau cadeau, c'est toi », se contenta de dire, pour toute réponse, le Derviche.

Nadia, sa femme, et Sophie, sa petite fille, ne s'attendaient pas du tout à la venue subite d'Eli. La surprise et la joie n'en furent que plus intenses. Cohen avait reçu la permission de rester trois jours chez lui, sans mettre les pieds à la centrale des services secrets. En l'espace de quelques heures il s'habitua à être de nouveau Eli Cohen, et mit en quelque sorte en veilleuse son identité de Kamal Taabes. Il est superflu de décrire la joie de toute sa famille de le retrouver après une si longue absence, justifiée, comme la première fois, par « les affaires florissantes » en Europe.

Puis recommença le travail. Cohen rédigea rapport sur rapport, entrant maintenant dans les moindres détails de tout ce qu'il savait de la situation politique, économique et militaire en Syrie. La centrale mit à sa disposition le dossier qui contenait tous les messages qu'il avait envoyés durant six mois de sa chambre de Damas, pour lui faciliter la rédaction du rapport et reconstituer le déroulement chronologique des événements. Le « Derviche », qui avait son bureau à côté de la pièce dans laquelle Cohen rédigea son texte, sauta de joie lorsqu'il reçut des mains de son jeune ami le cadeau très particulier qu'il lui avait ramené de Damas : le catalogue des insignes militaires. C'était encore une preuve de l'esprit d'initiative de l'espion israélien, autant qu'une preuve de son caractère téméraire.

Le « Derviche », qui était resté le correspondant direct de Cohen, et un autre fonctionnaire de la centrale, entreprirent les jours suivants de le questionner sur une multitude de détails de son rapport. Ils voulurent tout savoir, tout connaître : particularités des officiers et personnalités que l'espion avait contactés à Damas, détails supplémentaires sur les villages et les fortifications le long de la frontière, équilibre des forces politiques en présence en Syrie, chances de tel leader ou de tel officier, et jusqu'au prix du sucre à Damas et l'état d'esprit de la population. Toutes ces conversations furent enregistrées, et les bandes magnétiques mises ensuite à la disposition d'autres départements des services secrets.

Un spécialiste de la centrale enseigna à Cohen, quelques jours plus tard, un nouveau code, qui dorénavant devait remplacer l'ancien. « Mesure de sécurité », expliqua-t-on à l'espion. Autre mesure de sécurité que les responsables voulurent prendre : ils suggérèrent que Cohen change l'emplacement de la cachette de son poste émetteur. Les responsables étaient d'avis que la cachette, au plafond, que l'espion leur avait minutieusement décrite, n'était pas la meilleure solution. Mais Cohen repoussa cette suggestion. Lui au contraire pensait que dans tout son appartement il ne pouvait se trouver de cachette aussi idéale que celle qu'il avait aménagée, et que « jamais on ne la découvrirait ». Il demanda par contre qu'on lui confie un deuxième poste, pour le cas où le premier tomberait en panne.

Les explications détaillées sur les tendances au sein du régime et de l'armée en Syrie que Cohen fournit à ses supérieurs, renforcèrent leur sentiment que non seulement l'espion avait solidement pris racine à Damas,

mais qu'il se tenait fort bien au courant des événements, et était capable de se faire une idée exacte des éventualités quant à l'évolution de la situation intérieure en Syrie. Ses supérieurs le mirent alors au courant du problème principal qui occupait à ce moment-là le gouvernement d'Israël et allait fatalement avoir des conséquences sur la situation à la frontière syro-israélienne : l'achèvement du programme de détournement des eaux du Jourdain, à partir du lac de Tibériade, et leur acheminement vers le sud d'Israël. Les raids syriens dans la région de Tibériade et le tir de mortiers en direction du lac n'étaient pas tant dirigés contre les pêcheurs que contre le principe de la souveraineté d'Israël sur le territoire du lac, d'où l'eau douce devait s'écouler, à travers un vaste système de canalisation, vers le Neguev, dans le Sud.

Les Syriens essayaient en somme de prouver, sinon en théorie, du moins par un fait établi, qu'Israël n'avait aucun droit sur ce lac ni sur ses eaux. À tout prix, ils cherchaient à créer une tension permanente dans cette région, dans le but d'empêcher Israël d'achever son gigantesque projet de détournement des eaux du lac – projet vital pour le développement des régions désertiques du pays.

Israël avait jusque-là dépensé 250 millions de livres (environ 546 millions d'euros) pour ce projet – expliqua le « Derviche » à Cohen. En 1962, il devait en coûter encore 400 millions à l'État juif. Il était donc primordial pour le gouvernement de Jérusalem de savoir si la menace syrienne de détourner au détriment d'Israël les sources du Jourdain, c'est-à-dire les rivières Banias et 'Hazbani qui alimentent le Jourdain, reposait sur un programme concret. S'il s'avérait exact que les Syriens étaient capables de capter à leurs sources ces deux rivières, le lac de Tibériade baisserait à un tel niveau que le projet de puiser l'eau dans le lac pour l'acheminer vers le Sud, deviendrait impraticable.

Par conséquent, poursuivit le Derviche, la tâche la plus pressante dont le gouvernement chargeait son agent à Damas, se rapportait aux plans syriens dans ce domaine. Toute information, même partielle, en provenance de Damas, serait dorénavant déterminante pour connaître la stratégie des Syriens et aurait donc la priorité sur tout autre renseignement. Les services secrets le chargeaient, en d'autres mots, de la mission principale d'espionner à Damas les projets de détournement des eaux du Jourdain, ainsi que toute tentative de la part de Damas de saboter le projet israélien.

Eli Cohen apprit, plans en main, le détail du projet syrien, la disposition des sources des rivières Banias et ’Hazbani, et les techniques qui pouvaient, en l’occurrence, être employées pour réaliser ce projet syrien néfaste pour l’avenir d’Israël.

Peu de temps avant son retour en Syrie, le Derviche étonna Cohen en lui présentant la partie supérieure de la table de « Shesh-Besh » c’est-à-dire « l’échiquier » proprement dit, que Salinger avait réexpédié de Munich à Tel-Aviv. À l’aide d’un canif de cordonnier, à fine lame, le Derviche démonta d’un geste sec le fond du tiroir disposé en dessous de l’échiquier, destiné en général à renfermer les pièces de domino dont se servent les joueurs de Shesh-Besh. Il expliqua à Cohen que le fond du tiroir, composé de deux plaques de bois, pourrait servir de cachette idéale pour des microfilms ou d’autres documents minuscules. Il fit devant Cohen la démonstration de la façon dont à l’aide d’un canif on pouvait séparer les plaques de bois du fond de tiroir, et lui montra comment à l’aide d’une colle spéciale, on replaçait et fixait les plaques, l’opération terminée.

« Dans la mesure où tu te serviras d’une table de Shesh-Besh pour nous envoyer des documents, préviens-nous à l’aide de deux mots par radio : “Colis expédié”, et nous ferons le nécessaire pour retrouver ton envoi », expliqua-t-il à Cohen.

L’espion fut muni du deuxième poste émetteur minuscule qu’il avait demandé, ainsi que d’un appareil photographique, de marque allemande, en plus de l’appareil japonais qu’il possédait à Damas. Lui, qui aurait pu demander à ses supérieurs n’importe quelle somme d’argent et l’aurait sans aucun doute obtenue, s’adressa alors au Derviche et le pria de lui accorder « exceptionnellement », la somme de 650 francs « pour l’achat de cadeaux à tous mes amis de Damas ». Son instructeur s’étonna qu’il ne demandât qu’une somme aussi modique. Mais Cohen insista : cette somme suffirait amplement pour tous les cadeaux nécessaires.

Au moment de prendre congé de sa femme Nadia, Eli Cohen lui dit : « Je ne sais pas quand je te reverrai. Mais je te reverrai sûrement dès que j’apprendrai que tu t’apprêtes à me donner un deuxième enfant. » Avec un sourire, il ajouta : « J’aimerais bien que cette fois-ci ce soit un garçon… »

Cela se passait vers la fin du mois de juillet 1962.

D’autres agents israéliens, dans une autre partie du monde, avaient lancé une vaste opération contre la présence de savants allemands au Caire. Car le

21 juillet 1962, pour le dixième anniversaire de son avènement, le président Nasser avait surpris Israël et le monde en exposant dans les rues du Caire les premiers modèles de ses missiles téléguidés. Missiles qui avaient été fabriqués en Égypte, à l'aide des savants qui, dix-huit ans plus tôt, avaient servi le régime nazi en Allemagne.

C'est vers cette date qu'Eli Cohen reprit le chemin de Damas.

15

Orgie à Damas

George Seif était un fonctionnaire supérieur du ministère pour la Propagande et l'Information en Syrie. Malgré son jeune âge, à peine trente-trois ans, il était préposé à la presse et la radio syriennes dont il se servait pour diffuser dans le pays des informations à caractère politique, aptes à former l'opinion publique de façon favorable au pouvoir.

L'espion Cohen rencontra George Seif pour la première fois peu de temps après son retour à Damas, via Paris et Munich. À l'occasion du retour, il organisa dans son appartement, face à l'état-major, une petite réception, destinée à tous ses amis syriens. Il avait adressé des invitations à Kemal Alheshan, Maazi Zaher El-Din, au cheikh Al-Ard, ainsi qu'à un certain nombre de commerçants, qu'il avait contactés avant son départ pour l'Europe. Maazi était ce jour-là renfermé et de mauvaise humeur. Interrogé par Taabes, le jeune lieutenant lui avoua que son oncle, le chef d'état-major, avait été obligé de quitter son poste, à la suite de changements intervenus à la tête de l'armée, et de prendre prématurément sa retraite. L'espion, au fond de lui encore plus désappointé que El-Din ait quitté l'état-major que l'infortuné jeune lieutenant, consola son ami, et lui remit le cadeau qu'il avait rapporté pour lui d'Europe : un ensemble de cravates en pure soie, signées des meilleurs chemisiers de Rome et de Paris. À Kemal Alheshan, il offrit un très beau nécessaire de papier à lettres frappé à ses initiales et assorti d'un sous-main en cuir rouge de « Hermès ».

Ce fut précisément Alheshan qui, à l'occasion de cette réception, présenta Georges Seif à Kamal Taabes. Le fonctionnaire, accompagné d'une jeune femme, se montra désireux d'apprendre de la bouche de Taabes, les dernières nouvelles d'Europe. Il ne s'agissait d'ailleurs nullement de nouvelles concernant les problèmes de politique internationale. Seif, comme Maazi et Alheshan, espérait apprendre de Taabes les derniers potins de Paris, les échos du « Gay-Paris » et des

indiscrétions sur les boîtes de nuit et les danseuses de strip-tease de Pigalle. Ces jeunes Syriens, qui tous avaient déjà fréquenté les boîtes connues du Liban, écoutaient avidement les histoires imaginaires que leur prodigua Taabes, qui de sa vie n'avait mis les pieds dans les boîtes de nuit de Paris ou de Munich.

Quant aux commerçants, l'espion leur promit, à la suite de son voyage en Europe, des monts et merveilles.

« Notre affaire a toutes les chances de réussir », leur dit-il en substance. « J'en suis tellement persuadé que je suis prêt à investir personnellement de l'argent dans cette affaire. Nos produits artisanaux, nos objets d'art, ont un marché assuré en Europe occidentale. » Il savait bien que Salinger écoulerait, d'une manière ou d'une autre, toutes les marchandises qu'il lui expédierait.

George Seif suivit attentivement leur conversation animée. Jeune et dynamique lui-même, parlant plusieurs langues européennes, il se montrait enchanté d'avoir fait la connaissance de Taabes. Il était plein d'admiration pour son appartement, son train de vie, ses voyages en Europe et sa manière de servir lui-même le café à la douzaine d'amis qu'il recevait chez lui. Seif posa ce jour-là pourtant une question qui aurait pu sembler être indiscrète.

« Comment cela se fait-il qu'un homme aisé comme vous ne prenne pas de domestique à son service ? Une femme de ménage, qui préparerait aussi vos repas, ne ferait-elle pas votre affaire ? »

Cohen Taabes avait de bonnes raisons pour ne pas employer de femme de ménage chez lui. Il fit un clin d'œil à Seif : « Si je prends une femme de ménage, je ne me marierai jamais. » Puis il ajouta : « La première femme que je prendrai dans cet appartement, sera ma femme. Une belle et jeune Syrienne, bien de chez nous. »

Le fonctionnaire du ministère de la Propagande et de l'Information eut l'occasion de parler de son travail. « En somme, je fais un travail de journaliste. Je suis obligé d'être présent à toutes les manifestations officielles. Mais je dispose du libre accès à pratiquement tous les bureaux gouvernementaux, et je suis dans les petits papiers de tous nos ministres », déclara-t-il fièrement, se tournant vers la jeune femme pour qu'elle confirme ses dires. C'était effectivement sa collaboratrice, Mlle Reïta Al-Houli.

Une fois encore le hasard avait bien fait les choses. L'espion, grâce à ses relations à Damas, allait de fil en aiguille devenir l'ami intime de George Seif. Il lui confia qu'il avait toujours rêvé de devenir journaliste, qu'il admirait ces gens qui se trouvaient toujours partout à la fois, qui savaient tout et connaissaient tout le monde. « Mais, malheureusement, je ne suis qu'un commerçant moyen », ajouta-t-il avec une pointe d'amertume.

« Si vous voulez voir mon travail de près, vous n'avez qu'à faire un saut chez moi, pendant les heures de travail », répliqua Seif, et il tendit à Taabes sa carte de visite. Taabes le remercia vivement et promit de lui rendre visite au ministère.

Cohen avait rapporté d'Europe le deuxième poste émetteur, identique au premier. Après le départ de ses amis, il aménagea une cachette dans le réceptacle du volet mécanique de la fenêtre du salon, qui donnait sur l'état-major. Comme il avait l'intention de se servir de ce poste seulement au cas où le premier tomberait en panne, il l'enveloppa avec précaution dans un bout d'étoffe imperméable, pour le sauvegarder de la poussière et de l'humidité.

Moins d'une semaine après avoir fait sa connaissance, Cohen se présenta chez Seif, au ministère de l'Information. Le jeune fonctionnaire le reçut avec sympathie, le présenta à ses collaborateurs, et l'invita à prendre un café avec lui au bar du ministère. Cohen-Taabes eut l'occasion, entre autres, de parler de l'Argentine, et de ses amis syriens à Buenos-Aires. Il prononça ainsi le nom du général El-Hafez, l'ancien attaché militaire, rentré depuis peu en Syrie.

« Je le connais très bien. C'est un bon ami à moi », dit Seif.

« J'aimerais bien lui dire bonjour et lui souhaiter la bienvenue… », fit Taabes.

« Rien de plus facile. Je vous arrangerai un rendez-vous avec lui », promit Seif. Ce ne fut pas vaine promesse. La même semaine Taabes frappa à la porte du général Amin El-Hafez, qui habitait non loin de lui, dans le quartier chic de Abbu-Roumana. Le général avait, depuis son retour à Damas, repris une activité politique au sein de son parti, le « Baas ».

El-Hafez ne s'était pas immédiatement souvenu du nom de Kamal Amin Taabes, « le Syrien de Buenos-Aires », que George Seif lui avait recommandé. Mais il se souvint de l'élégant commerçant, assis maintenant

dans son salon, lorsque celui-ci le remercia vivement de lui avoir conseillé à Buenos-Aires de rentrer en Syrie.

« Je me suis permis de vous apporter, en signe de reconnaissance pour votre précieux conseil, un petit cadeau », enchaîna Taabes, et il tendit au général une grande boîte d'un tabac connu, qu'il avait achetée en Allemagne. Il s'était souvenu qu'El-Hafez fumait la pipe. Taabes confia au général ses projets dans le domaine de l'exportation d'objets d'art syriens en Europe. Il lui indiqua également qu'il s'apprêtait à lancer une affaire en Argentine, dans le but d'attirer les capitaux de l'émigration syrienne pour des investissements rentables en Syrie.

Le général, visiblement conquis par le charme et l'enthousiasme discret de Taabes, le félicita pour ses efforts, et finit par l'appeler *Y a A'hi*, « mon frère », ce qui témoigna bien de ses sentiments de sympathie envers lui.

Au courant de cette conversation à bâtons rompus, El-Hafez avait eu l'occasion d'exprimer ses soucis en ce qui concernait la situation intérieure en Syrie. « Il n'y a qu'un seul parti capable de sauver le pays », déclara El-Hafez, parlant évidemment du « Baas ».

« Que ma maison soit la vôtre », dit-il encore à Taabes, lorsqu'il le raccompagna à la sortie, employant une tournure de phrase habituelle en arabe. Taabes la ressentit néanmoins comme le signe du succès de sa première visite chez le général, qui peu de temps après allait prendre la fonction suprême de président de la République syrienne.

En attendant, la visite chez El-Hafez et son introduction au ministère de l'Information, lui fournirent la matière d'un certain nombre de messages chiffrés, qui, de son appartement, prirent le chemin des ondes pour Tel-Aviv.

Cohen revit Seif de plus en plus fréquemment. Il revint tant de fois à son bureau au ministère que les gardiens finirent par le reconnaître et lui permirent l'accès du bâtiment sans lui demander ses papiers d'identité. Seif, plus rapidement et plus intensément qu'Alheshan et Maazi, était devenu l'ami, le véritable « copain », de l'espion. Il passa des heures dans son appartement à Abbu-Roumana, lui racontant d'innombrables histoires et anecdotes sur le régime, qui fournirent à Cohen une partie des messages qu'il émit en direction de Tel-Aviv. C'est de lui qu'il apprit, par exemple, qu'une délégation syrienne avait effectué une visite en URSS pour demander au gouvernement soviétique l'aide nécessaire à la réalisation du

programme de détournement des eaux du ’Hazbani. Aux dires de Seif, Moscou n’avait pas refusé d’accorder son assistance à Damas, mais ne montrait aucun empressement pour tenir sa promesse.

En attendant, George Seif reçut de nouvelles attributions dans le cadre de son travail au ministère de l’Information. C’est lui qui fut chargé de la supervision politique de l’ensemble des programmes de Radio-Damas destinés à l’étranger. Cette promotion de son nouvel ami allait, peu de temps après, prendre une signification toute particulière pour l’espion israélien.

L’amitié de Cohen et du fonctionnaire à l’Information devait rapidement progresser au point de procurer certaines émotions inattendues à l’espion. Il n’est, en pays islamique, de plus grave délit moral pour un homme que d’entretenir, hors mariage, des relations dites « interdites », avec une femme ; lorsqu’il s’agit d’un homme marié qui entretient ce qu’en Occident on a coutume d’appeler une maîtresse, c’est bien entendu plus grave encore. Une des choses les plus graves, qui, dans ces pays, risquent donc d’arriver à un homme d’État ou un fonctionnaire public, c’est d’être découvert avec une femme autre que la sienne. Il se trouva pourtant que George Seif, le nouvel ami de Cohen, avait une prédilection très prononcée pour plusieurs jeunes filles. Il se livrait d’ailleurs à ces escapades illégales, et fort dangereuses pour un homme dans sa position publique, en compagnie d’un fidèle ami, qui n’était autre que le commandant des unités de choc, composées de parachutistes d’élite de l’armée syrienne, le colonel Salim ’Hatoum.

C’est au début de l’automne 1962 que Seif, déjà très lié à l’époque avec l’espion et le retrouvant deux ou trois fois par semaine, lui fit la suggestion suivante : organiser dans l’appartement de Kamal Taabes une « surprise-party » intime, avec le colonel ’Hatoum, et en compagnie de deux ou trois jeunes filles de leur connaissance.

Cohen se montra enchanté de la suggestion. La « party » eut lieu, et se déroula en toute innocence. George Seif était venu accompagné de sa secrétaire au ministère, Mlle Reïta Al-Houli, jeune Syrienne plutôt grassouillette, aux cheveux noirs et aux yeux brillants, qui aimait sincèrement son patron. Le colonel ’Hatoum était accompagné d’une employée subalterne de l’ambassade turque à Damas[1]. ’Hatoum avait eu, au début de cette première « party », un air renfrogné. Ne connaissant pas

Taabes, il s’en défia. Il risquait son poste et son grade à l’armée, au cas où son aventure serait découverte. Mais Cohen-Taabes fit de son mieux pour flatter le colonel, grand gaillard musclé et conscient de l’importance de son grade. Au bout de quelques heures, et après avoir abreuvé ses hôtes « intimes » de whisky et de cognac, la glace fut brisée, et le colonel ’Hatoum se sentit, chez Taabes, en toute sécurité.

L’espion décida alors de bien faire les choses, afin de perpétuer ces réunions intimes dans son appartement. Le lendemain de la première « party », il acheta un pick-up et plusieurs disques de danses qu’il eut soin de choisir lents et nostalgiques. À la première occasion, il confia à George Seif qu’il avait beaucoup apprécié leur soirée commune et que sa maison était disponible à n’importe quel moment pour ses ébats amoureux, ainsi que pour ceux du colonel ’Hatoum, qu’il désigna sous le terme de « notre bel homme ».

Les réunions « intimes » devinrent alors, et pour toute la durée de l’hiver 1962-1963, une habitude. Au moins une fois toutes les deux semaines, Seif et ’Hatoum profitèrent ainsi de l’hospitalité de l’espion israélien. Accompagnés de deux, quelquefois de trois jeunes filles, ils passèrent de bonnes soirées dans le quartier de Abbu-Roumana. Cohen servait des alcools, changeait les disques, dansa lui-même avec l’une ou l’autre des jeunes filles, mais s’était fixé une ligne de conduite qu’il ne franchit jamais : éviter toute liaison avec ces jeunes filles syriennes. Il en resta aux gestes de l’amitié. L’espion, qui par-dessus tout était dévoué à sa mission, avait des raisons évidentes pour rester surtout spectateur durant ces joyeuses soirées, prêtant l’oreille à tout ce qui pouvait se dire en de telles occasions, par l’officier et le fonctionnaire syriens, qui en savaient long sur le pays.

Le colonel ’Hatoum ne se privait pas de dire à voix haute, ce qu’il pensait du régime actuel en Syrie. « Des mous, des peureux », vociférait-il lorsque l’alcool avait imbibé son sang. « Tous, ils ont peur d’Israël. Tous tremblent dans leurs pantalons. Il est temps que cela change. » Puis, comme s’il voulait prouver la puissance de l’armée syrienne, il répéta à plusieurs occasions la composition de cette armée : « Deux divisions blindées, cinq divisions d’infanterie, quatre formations d’avions de combat. Mais mes unités de choc valent plus que toute l’armée réunie. J’ai sous mes ordres de

jeunes garçons, intrépides et bien entraînés, qui n’ont rien à craindre des Sionistes et qui sont prêts à se sacrifier pour la patrie. »

Les Syriens reprirent au mois de décembre 1962 les actes d’hostilité contre Israël. Le poste fortifié de Noukeib, reconstruit depuis sa destruction, ouvrit le feu sur les pêcheurs israéliens du lac ; d’autres postes syriens tirèrent en même temps sur les agriculteurs du kibbouts Tel-Katzir, qui labouraient un étroit terrain en litige le long de la frontière. Plus au nord, dans la région de la rivière Dan – seul affluent du Jourdain dont la source se trouve en territoire israélien –, les Syriens attaquèrent, à la même date, une patrouille de l’armée.

Eli Cohen envoya message sur message à Tel-Aviv. Les télégrammes dépassèrent en longueur, en hiver 1962, deux à trois fois ceux qu’il avait expédiés au début de l’année. Il disposait d’une masse d’informations, toutes recueillies à bonne source : Maazi El-Din, George Seif, le colonel ’Hatoum, sans parler des nouvelles récoltées par l’espion dans les milieux civils et politiques. Ces informations étaient immédiatement déchiffrées à Tel-Aviv, et transmises à l’armée et au président du Conseil. La situation, une fois de plus, s’envenimait. De part et d’autre on pouvait s’attendre au déclenchement d’une opération de grande envergure. Le 11 décembre 1962, Ben Gourion, s’adressant aux unités blindées dans le Neguev, déclarait notamment :

« Tsahal (l’armée israélienne) frappera l’ennemi syrien où qu’il se trouve : sur les collines qui surplombent le lac, dans leurs postes fortifiés, et même dans certains endroits que les Syriens ne soupçonnent pas que nous soyons capables d’atteindre. Je préviens le gouvernement de Damas : bas les mains de sur nos agriculteurs et nos villages pacifiques. »

La pluie intense qui tomba les jours suivants sur toute la région frontalière, semblait avoir contraint les Syriens à différer leur opération militaire. Pourtant le 20 décembre 1962, Eli Cohen envoya de Damas le message suivant :

« Colonel Ziad El-’Hariri, commandant des troupes stationnées le long de notre frontière, fait pression sur Damas pour déclencher opérations. Damas hésite, craignant riposte. »

À la suite de ce message, l'armée d'Israël déclara l'état d'alerte dans toute la zone nord. Un incident mineur, qui survint le lendemain, prouva que Damas reculait définitivement devant l'épreuve de force. Les tractoristes du kibbouts Tel-Katzir profitèrent du premier soleil, après les jours de pluie, pour labourer à nouveau leurs champs situés sur la frontière. Pas une seule balle syrienne ne vint, cette fois-ci, interrompre leur labourage. Damas était au courant de l'alerte déclenchée dans la zone nord d'Israël, et donna l'ordre strict à ses troupes de ne pas provoquer d'incident.

C'est le 24 décembre 1962, le jour du Noël chrétien, qu'un nouvel échelon fut franchi à Damas, dans les rapports entre l'espion et ses amis George Seif et le colonel Salim 'Hatoum. Ce jour-là Cohen rencontra Seif à déjeuner et celui-ci lui demanda à voix basse :

« 'Hatoum et moi-même sommes enchantés de nos soirées dans ton appartement, et nous te remercions pour ton hospitalité. Mais… étant donné que toi-même tu ne participes jamais activement à nos plaisirs, ne pourrais-tu pas nous céder, de temps à autre, la clef de ton appartement ? Dans la journée, tu comprends, à midi, ou entre cinq et sept… Inutile d'ajouter que nous remettrons ensuite tout en ordre… Alors ? »

L'espion accepta. On convint que la clef de son appartement se trouverait les jours voulus, dans la boîte à lettres de Taabes, qu'il laisserait ouverte. Il suffirait que Seif l'appelle, le matin, par téléphone, et lui fasse part de son désir, ou de celui de 'Hatoum, de se rendre dans l'appartement durant la journée.

C'était la moindre des choses que l'espion pouvait faire pour ses principales sources d'information.

Cohen ne négligea pas pour autant son commerce d'export. Au mois de décembre 1962, un premier envoi important de tables damascéennes et de vêtements typiques en cuir, prirent le chemin de l'Europe, par le port de Beyrouth. Ces envois, permanents à partir de cette date, permirent à leur destinataire, l'« antenne » Salinger, à Munich et à Zurich, d'expédier différentes sommes d'argent à Eli Cohen, qui dépassaient naturellement le montant de ce qu'il était obligé de payer aux fournisseurs locaux. Somme toute c'est ainsi que l'espion touchait de la façon la plus plausible les sommes d'argent dont il avait besoin pour mener à bien sa mission.

La discrétion de Cohen à l'égard des visites « accompagnées » que Seif et 'Hatoum effectuaient assez fréquemment chez lui, en son absence, leur

avait prouvé à quel point il était digne de leur confiance. Cohen apprit alors de la bouche de ’Hatoum l’information suivante : le commandant du front, le colonel Ziad El-’Hariri, originaire de Hemet, et âgé seulement de trente-quatre ans, qui disposait librement des divisions d’armée stationnées le long de la frontière israélienne, fomentait un soulèvement de l’état-major contre le gouvernement civil de Damas.

Dans le message que Cohen fit parvenir ce jour de février 1963 à Tel-Aviv, à l’aide du poste émetteur caché dans la chambre à coucher qui s’était avérée d’une si grande utilité pour ses amis syriens – message dans lequel on peut lire notamment la première information concernant un éventuel coup d’État en Syrie –, figure en toutes lettres le nom de l’informateur de l’espion : le colonel Salim ’Hatoum[2].

Cette information précieuse, captée à Tel-Aviv au début du mois de février 1963, fit l’objet d’une analyse serrée de la part des spécialistes des services secrets qui, certes, avaient l’habitude de recevoir de leur agent à Damas des renseignements dignes de foi, mais, cette fois-ci, conclurent qu’il devait s’agir de rumeurs qui circulaient à Damas, sans conséquence immédiate.

Un mois plus tard, le 8 mars 1963, le coup d’État prédit par Cohen à la suite de l’indiscrétion de ’Hatoum eut lieu. Le chef du renseignement militaire en Israël, le général Meir Amit, put réunir, dès le samedi soir, 9 mars, les journalistes israéliens à Tel-Aviv pour leur indiquer que le dernier coup d’État de Damas avait été inspiré par le colonel Ziad El-’Hariri, qui au lieu de rejoindre un poste d’attaché militaire à Bagdad, où Damas avait décidé de l’envoyer dès qu’on eut vent de ses projets, avait prêté ses troupes pour « couvrir » le coup d’État.

Le Premier ministre Ben Gourion se trouvait ce samedi-là de nouveau à Tibériade, à l’hôtel *Galé-Kinéreth*. Mais Ben Gourion ne se préoccupait pas tellement des événements survenus le jour précédent à Damas. Il avait, ce jour-là, à s’occuper des suites à donner à l’arrestation de deux agents israéliens en Suisse, Joseph Ben-Gal et Otto Jokelick. Le Premier ministre s’adressa aux autorités suisses pour qu’ils libèrent les deux agents qui avaient essayé de faire pression sur la fille du savant allemand Goerke, afin qu’elle provoque le départ de son père d’Égypte, où il dirigeait les travaux destinés à doter Nasser de missiles téléguidés. Le professeur Goerke était à cette époque le personnage le plus mystérieux, mais aussi le plus dangereux

pour Israël, de la fameuse base « 333 » située à Heluwan dans la région du Haut-Nil, où était mis en exécution un programme militaire super-secret à l'aide de savants presque exclusivement allemands. Les agents Ben-Gal, un Israélien, et Jokelick, un Autrichien au service d'Israël, avaient rencontré Heidi Goerke dans un hôtel à Bâle. Mais plusieurs heures après, grâce à la collaboration des services secrets égyptiens, des services allemands et de la police suisse, ils furent arrêtés à Zurich et jetés en prison.

Le scandale international qui suivit cette arrestation, incita Ben Gourion à mettre un terme à la campagne des services secrets, sous la direction de Isser Harel, contre l'Allemagne, qui n'avait pas réussi à empêcher Goerke et une vingtaine d'autres savants et techniciens de s'engager au service de Nasser. Le 1er avril 1963, Isser Harel remit sa démission à Ben Gourion, lui jetant, livide de rage : « Pour exécuter votre nouvelle politique, vous trouverez un autre chef que moi. »

Le départ de Harel, le « petit Isser » comme on l'appelait familièrment à cause de sa petite stature, fut une lourde perte pour les services secrets. L'affaire occupa longtemps le gouvernement de Ben Gourion, que lui-même allait quitter plusieurs mois plus tard. Mais la crise, à l'intérieur des services secrets, ne fut que de durée limitée. La démission de Harel après tant d'années de service dévoué avait jeté le désarroi parmi ses proches collaborateurs, mais n'eut pas de conséquences graves dans l'activité secrète. Il fut remplacé à la tête des services secrets par Meir Amit, un officier alors connu, qui, tout en instaurant un nouveau style de travail, sut donner à ce service indispensable à la défense de l'État, un élan renouvelé.

Tandis que la Syrie était occupée avec ses propres affaires intérieures, consécutives au dernier coup d'État, Israël, pendant des semaines, était elle aussi plus préoccupée par ses propres soucis que par les événements de Damas.

À vrai dire, le dernier coup d'État perpétré à Damas, instaura en Syrie un régime totalement différent des précédents, et ouvrit une nouvelle ère dans ce pays. Cette nouvelle ère en était aussi une pour l'espion qui venait d'Israël.

Son ami, le colonel Salim 'Hatoum remplit, lors du coup d'État du 9 mars, un rôle de premier plan. C'était lui, qui, à la tête de ses unités de commando, avait pris d'assaut, aux premières lueurs du jour, l'édifice de l'état-major syrien, sous les fenêtres de Cohen, ainsi que les studios de

Radio-Damas. Du coup, Cohen, alias Kamal Taabes, se trouva projeté au sein de ceux-là mêmes qui étaient à l'origine du changement du régime. Mieux encore : Cohen se trouvait mêlé à la vie intime des héros nouvellement promus à la direction de leur pays. Le colonel Salim 'Hatoum, à peine terminée l'épopée rapide de la prise du pouvoir, accourut chez son ami Taabes, pour lui emprunter, en compagnie de sa petite amie de l'ambassade turque, son appartement. « Je vais fêter la victoire… » avait-il dit au téléphone à Kamal.

Le parti « Baas » s'empara, à la suite du coup d'État, du pouvoir politique en Syrie. Un ancien dirigeant du parti, Sal-la'h El-Bittar devint Premier ministre, et douze parmi ses vingt ministres étaient mandatés par ce même parti. Les jours suivants une mission du « Baas » syrien et du parti frère, le « Baas » d'Irak, se rendit au Caire, et, le 17 avril 1963, un accord d'assistance mutuelle fut signé entre les trois pays. Mais, aux yeux des spécialistes, cet accord cachait mal le désaccord profond qui régnait entre Damas et Le Caire : le « Baas », proclamant l'unité nationale arabe et ses meilleures intentions envers Nasser, n'en était pas moins à des milliers de lieues de vouloir recommencer la malheureuse expérience de l'union égypto-syrienne avortée. Le « Baas » tenait avant tout à sauvegarder l'indépendance de la Syrie, quitte à entretenir de bonnes relations avec l'Égypte.

Au premier rang des spécialistes de la situation nouvelle se trouvait Eli Cohen. Il fit part de ses observations et de ses conclusions à sa centrale de Tel-Aviv. Il indiqua également tous les détails nécessaires à la connaissance des nouveaux maîtres de Damas.

Ben Gourion commit alors une erreur d'interprétation. Contrairement aux indications de l'espion à Damas, il prit l'union tripartite, sommairement signée entre Le Caire, Damas et Bagdad, à la lettre, et dépêcha des missives, empreintes de crainte devant cette nouvelle menace, entre autres aux présidents Kennedy et de Gaulle. Il leur demanda leur soutien face à l'union tripartite arabe, néfaste pour l'avenir d'Israël. Mais avant que les chefs d'État n'aient eu l'occasion de répondre à Ben Gourion, l'union tripartite en question éclatait en morceaux.

Car le 27 avril 1963, Eli Cohen annonça une nouvelle évolution de la situation par le message suivant :

« Baas prend mesures énergiques contre officiers pro-nassériens. Deux régiments fidèles au chef d'état-major colonel 'Hariri viennent de parader dans les rues de la ville. Imminentes arrestations d'officiers connus pour leur sympathie pro-nassérienne. Général El-Hafez supervise les opérations. Son influence au sein du Baas prépondérante. »

Étrange soubresaut du destin d'un espion : le même El-Hafez, qui avait conseillé à Eli Cohen, à Buenos-Aires, de « rentrer en Syrie » et qui en 1962 l'avait félicité pour ses opérations commerciales avec l'Europe, était devenu entre-temps, grâce à la montée au pouvoir du « Baas », le ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement. En tant que tel, El-Hafez se trouvait à cette époque à la tête des services de contre-espionnage syriens.

Eli Cohen, emporté par des événements indépendants de sa volonté, qui le projetaient de plus en plus au sein des maîtres de la Syrie, envoya fin avril un bouquet de fleurs au général El-Hafez, accompagné de quelques mots de félicitation.

Quelques semaines plus tard, vers la fin de la première quinzaine de mai 1963, les amis de Cohen organisèrent dans son appartement une énorme surprise-party qui, deux ans plus tard, allait entrer dans l'histoire de la Syrie sous le nom d'« orgie de la révolution » : George Seif, Maazi El-Din, Salim 'Hatoum et quelques autres y participèrent, accompagnés de jeunes filles syriennes. Tout débuta par des toasts portés en l'honneur de la victoire du Baas ; tout se termina dans la plus déchaînée des débauches. Eli Cohen fit un effort sur soi-même pour ne pas s'enivrer, comme le firent tous ses amis. Lui seul devait rester éveillé, maître de ses sens, jusqu'aux heures matinales du lendemain. En plus de ses raisons habituelles de se tenir à l'écart des ébats érotiques de ses amis, il avait ce jour-là une raison supplémentaire : le colonel Salim 'Hatoum avait amené avec lui, chez Taabes, un autre officier membre de l'état-major, le colonel Salla'h Dalli, qu'il lui présenta comme « l'astre montant » du Baas.

L'appartement de Cohen-Taabes était sens dessus dessous quand ses amis quittèrent sa maison le lendemain matin. Mais l'espion pouvait se dire, lorsqu'il changea les draps de son lit, que dorénavant il était considéré par ses amis comme vraiment « un des leurs ».

16

Un nazi à Damas

Ce fut au courant de ce même printemps 1963 qu'Eli Cohen découvrit à Damas les traces de plusieurs anciens nazis notoires, qui avaient trouvé un refuge paisible dans la capitale syrienne.

Le hasard, une fois de plus, avait bien fait les choses. Le cheikh Ma'gd Al-Ard confia un jour à son ami Kamal Taabes, que dans un passé non lointain il avait épousé, pour une courte durée, une juive originaire d'Égypte pour qui ce mariage plus ou moins fictif avec le cheikh ôtait le seul moyen d'obtenir son permis de résidence en Syrie. Mais le cheikh, en humeur de confidence, enchaîna immédiatement :

« Je n'ai pourtant aucune sympathie particulière pour les Juifs. Loin de là. J'ai vécu pendant deux ans en Allemagne hitlérienne, durant la Deuxième Guerre mondiale. »

Al-Ard avait été un admirateur inconditionnel du régime nazi, et c'est à regret qu'il avait dû revenir dans sa patrie, lorsque la fin du III^{e} Reich approcha.

« Connaissez-vous d'anciens nazis à Damas ? », le questionna alors Taabes de sa voix la plus innocente. « Je lis avec passion tous les livres sur la guerre et le régime nazi », ajouta-t-il.

« Bien entendu », répliqua Al-Ard. « L'un d'eux est mon meilleur ami. Il occupe un poste de conseiller au Deuxième Bureau de la Sécurité syrienne. »

Taabes ayant exprimé le désir de rencontrer l'ancien nazi, le cheikh l'invita à lui rendre visite en sa compagnie. Ce qu'ils firent quelques jours après cette conversation. Dans la 404 du cheikh, ils traversèrent le pont Nabek, au centre de Damas, pour se garer dans la rue Shahabandar, devant une belle maison entourée d'un parc, à proximité d'une grande banque syrienne qui se trouve dans la même rue. Ils montèrent au dernier étage. Un

homme âgé, d’aspect occidental, reçut le cheikh et son ami, en présence de sa femme.

« Rozelli », se présenta l’homme à Taabes.

« C’est un ami fidèle et digne de foi », l’interrompit le cheikh. « Vous pouvez, sans crainte, lui dire votre vrai nom : Rädmacher. Franz Rädmacher. »

Cohen-Taabes n’avait jamais entendu le nom de Franz Rädmacher, et il ne pouvait soupçonner quel personnage se cachait derrière ce nom allemand. Mais il allait l’apprendre de la bouche de l’intéressé lui-même.

Fort discret quant à son poste actuel en Syrie, Rozelli-Rädmacher se plaignit du « triste sort » qui lui était réservé depuis tant d’années. « Les Juifs et les Allemands me cherchent partout. Ils m’accusent à tort d’avoir tué des Juifs pendant la guerre. Heureusement qu’à Damas je suis relativement tranquille et qu’on me permet de faire un travail honorable. »

De fil en aiguille, Rozelli-Rädmacher confia à Taabes et au cheikh qu’il entretenait des relations suivies avec deux autres anciens nazis : von Hantke, le directeur du département arabe aux Affaires étrangères de l’Allemagne hitlérienne, actuellement conseiller politique en Arabie Séoudite ; et le colonel S.S. Kriebel, installé à Damas depuis la fin de la guerre, et qui avait rendu des services appréciables à ses hôtes syriens, au moment de la guerre contre Israël, en 1948.

L’homme qui fit ces confidences à Taabes était âgé de soixante ans environ, mais en paraissait à peine cinquante. Il avait une belle stature pour son âge, et pour les besoins de son camouflage il s’était laissé pousser une moustache à l’orientale, comme Cohen lui-même l’avait fait avant son départ d’Israël.

L’espion, qui n’en croyait pas ses oreilles d’apprendre ces informations au sujet des nazis, se dépêcha de rentrer chez lui après avoir appris une quantité de détails précieux à leur sujet, et envoya à Tel-Aviv le message suivant :

« Rencontré ancien nazi Franz Rädmacher, environ soixante ans, employé Deuxième Bureau syrien. »

Il ajouta plusieurs détails concernant l’homme qu’il venait de quitter, son adresse exacte, le nom de sa femme, ainsi que l’essentiel des informations qu’il tenait de Rädmacher. Il termina son émission par les mots suivants :

« Me propose de liquider Rädmacher. »

La réponse de Tel-Aviv arriva le lendemain :

« Éviter à tout prix toute occasion concernant R. qui risquerait compromettre ta mission principale. Continue à surveiller. Envoie informations supplémentaires. R. fut un des adjoints principaux d'Adolph Eichmann. »

C'est alors seulement qu'Eli Cohen apprit qu'il venait donc de découvrir un important criminel de guerre, dont le nom avait été prononcé à plusieurs reprises au cours du procès d'Eichmann à Jérusalem. La police allemande et plusieurs services secrets étaient, depuis dix ans, à la recherche de Rädmacher, dont les traces avaient disparues.

Le Bureau « 06 » de la police israélienne, qui avait dirigé l'interrogatoire d'Eichmann avant son procès, avait, dès 1961, établi les faits suivants concernant Rädmacher : haut fonctionnaire aux Affaires étrangères du III^{e} Reich, c'est lui qui fut l'auteur du plan de transfert de tous les Juifs d'Europe en l'île de Madagascar. Ce plan avait été retenu par les nazis, jusqu'au jour où ils prirent la résolution de procéder à la liquidation des Juifs, plan connu sous le triste nom de « solution finale ». Eichmann reconnut, lors de son interrogatoire en Israël, en février 1961, qu'il reçut le 12 septembre 1941 un appel téléphonique émanant de Rädmacher, qui lui transmit la proposition de l'ambassadeur d'Allemagne à Belgrade « de déporter tous les Juifs de Serbie en Russie ». Eichmann était d'avis qu'il fallait liquider les Juifs de Serbie sur place, au lieu de les déporter. Une longue correspondance s'institua alors entre Rädmacher, aux Affaires étrangères, et Eichmann, lequel, en fin de compte, prit la décision de se rendre sur place pour « organiser la liquidation des Juifs de Serbie ».

Rädmacher, découvert une première fois en Allemagne après la guerre, dut répondre, en 1952, devant un tribunal de l'Allemagne fédérale, de l'accusation d'avoir participé au meurtre de quinze cents Juifs de Belgrade et à la déportation à Auschwitz des Juifs de Belgique. Mais Rädmacher profita de la liberté provisoire, avant que ne soit prononcée sa condamnation à trois ans et demi (!) de prison, pour s'enfuir et trouver comme tant d'autres un refuge passager en Argentine. Depuis ce moment-là, ses traces avaient disparu, et son nom ne réapparut qu'après la capture d'Eichmann.

Grâce à Eli Cohen, il avait donc été découvert à Damas, en 1963.

Cohen apprit par la suite, grâce aux indiscrétions de Rozelli-Rädmacher, l'existence en Syrie d'un autre personnage qui devait attirer l'attention de la centrale de Tel-Aviv : un nommé Heinrich Springer, qui sous le pseudonyme « Stringer » se livrait au trafic d'armes entre plusieurs pays d'Europe occidentale et la Syrie. Springer, au passé indéfinissable et obscur, reçut Cohen-Taabes à l'hôtel *Oumaya*, à Damas, mais refusa de répondre à ses questions concernant son passé et ses activités présentes.

Puis, sur ordre de Tel-Aviv, Eli Cohen fut obligé de cesser ses investigations à Damas dans le milieu des anciens nazis. Des devoirs plus urgents pour la défense d'Israël allaient l'occuper ailleurs.

Mais peu de temps après sa première rencontre avec Rädmacher, le gouvernement de Bonn, lui-même à la recherche du criminel de guerre, reçut de Jérusalem toute l'information nécessaire à son sujet. L'ambassadeur allemand à Damas put vérifier les indications de source israélienne – informations dont la source véritable était Eli Cohen – mais ce n'est qu'au mois de mars 1965 que Bonn exigea de Damas l'extradition de Franz Rädmacher.

17

« Hatoumgrad »

L’échange de messages chiffrés entre l’appartement de Cohen, dans le quartier d’Abbu-Roumana, à Damas, et la centrale des services secrets, à Tel-Aviv, se poursuivit pendant toute la durée du printemps 1963, alors que la Syrie venait de connaître des événements politiques d’une portée décisive pour toute la région du Moyen-Orient. L’espion, bien placé pour connaître les intrigues internes et les tendances du nouveau régime, répondit jour après jour, en général vers 20 heures du soir mais quelquefois aussi vers 8 heures du matin, aux questions de plus en plus précises de ses supérieurs.

Rarement Eli Cohen se servit de son poste émetteur pour ajouter aux quelques dizaines de mots du message proprement dit, une ou deux phrases destinées indirectement à sa famille. On peut ainsi relever, de temps à autre, dans ses télégrammes du printemps 1963, des phrases telles que : « Prière ne pas oublier cadeau d’anniversaire pour Nadia », ou encore : « Prière expédier petit souvenir d’Europe à ma fille Sophie. » Une seule fois au cours de ce même printemps, ce fut au tour de Tel-Aviv de profiter d’un message adressé à Damas, pour indiquer à son agent que « Nadia accouchera prochainement ». Tel-Aviv répéta ces trois mots à deux reprises. L’annonce de cet heureux événement vint à la fin d’un message qui demandait à Cohen d’enquêter sur les intentions du nouveau régime du « Baas » par rapport à Israël et à la situation le long de la frontière commune.

L’espion, qui désirait depuis longtemps que sa femme donne naissance à un garçon, décida de célébrer la bonne nouvelle dans la joie. Cela se fait, en général, au sein de la famille ou en compagnie d’amis. À Damas, les amis – de vrais, d’excellents amis, animés d’une sincère sympathie pour Kamal Amin Taabes, se nommaient Maazi El-Din et George Seif. En toute autre circonstance et non seulement pour les besoins du Renseignement, Maazi et George auraient pu être les amis de Cohen-Taabes. Eli, à peine eut-il appris

qu’il allait être père d’un deuxième enfant, téléphona donc à l’un et à l’autre, les invitant à dîner chez lui. Mais George Seif avait déjà pris un engagement à dîner, avec un technicien de l’aérodrome de Damas. Il proposa à Taabes et à Maazi de venir le rejoindre à l’aérodrome.

En aucune autre occasion Cohen ne s’était senti aussi heureux à Damas que ce soir-là, en compagnie de ses amis syriens qui ne pouvaient deviner la raison véritable de sa joie. Lorsque Seif interrogea finalement Taabes sur les raisons de son humeur débordante, l’espion annonça solennellement :

« Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que très prochainement j’ai l’intention de réaliser un rêve qui m’est cher. Je vais me rendre en Argentine dans le but de réaliser un fonds d’investissement important parmi les émigrants syriens à Buenos-Aires. »

Cohen savait que la Centrale, qui venait de lui annoncer que sa femme Nadia allait prochainement accoucher, lui accorderait le moment venu un bref séjour en Israël.

Maazi et George félicitèrent Taabes pour sa décision. L’ami de Seif, qui s’avéra être un des chefs de l’aérodrome, se joignit à eux pour boire à la santé de Kamal Amin. Cet ami s’appelait Iliya El-Maaz, et était responsable de la coordination du trafic civil et militaire à l’aérodrome international de Damas. Ce terrain d’aviation servait – et sert d’ailleurs toujours – aux compagnies civiles autant qu’à l’armée de l’air syrienne.

Ainsi, ce fut au cours de ce dîner en l’honneur d’un futur événement familial dont personne n’était au courant, sauf l’intéressé lui-même, que Cohen-Taabes acquit un nouvel ami, source importante de renseignements militaires dans un proche avenir.

Les Syriens, à cette époque, avaient l’habitude de survoler quotidiennement la frontière commune avec Israël à l’aide de quatre chasseurs de type « Mig 19 », dont la tâche principale consistait à prendre des photographies aériennes de la région frontalière d’Israël. Face à ces quatre appareils, qui avec la précision d’une montre opéraient chaque jour, durant plusieurs semaines, à la limite de l’espace aérien d’Israël, apparaissaient alors quatre chasseurs israéliens du type « Super-Mystère » de fabrication française, pour surveiller les avions syriens et, en l’occurrence, les prendre en chasse.

Subitement, sans aucune raison apparente, les Syriens cessèrent ce manège aérien. L'état-major de l'armée israélienne en était encore à spéculer sur la cause possible de l'arrêt des vols de reconnaissance, jugeant inopportun de s'adresser pour un problème militaire de ce genre à Eli Cohen, lorsque celui-ci, de sa propre initiative et sans avoir été interrogé par la Centrale, leur fournit la réponse.

Voici le message que Cohen expédia ce jour-là à Tel-Aviv :

> « Quatre Migs 19 de l'aérodrome international de Damas immobilisés au sol. Un pilote limogé cause déviation politique. Deuxième pilote malade. Troisième pilote blessé dans accident de voiture. »

Trois pilotes étant incapables de voler, le commandement syrien avait donc donné l'ordre d'annuler le survol de la frontière israélienne par les quatre appareils.

Il va sans dire que Cohen venait d'apprendre ces détails de Iliya El-Maaz, qu'il avait convié chez lui à un dîner, en compagnie de George Seif et du lieutenant Maazi El-Din.

L'état-major de Tel-Aviv tira du message de Cohen la conclusion suivante : puisque la Syrie était incapable de remplacer trois pilotes de Mig 19, inaptes à effectuer des vols de reconnaissance, c'est qu'elle disposait d'un nombre très limité de pilotes opérationnels. La défection de trois pilotes avait suffi pour faire annuler les vols quotidiens des quatre appareils. La conclusion de l'état-major de Tel-Aviv était rigoureusement exacte.

Il convient de situer à cette même époque, entre mars et juillet 1963, une anecdote se rapportant à un des messages de Cohen, et qui depuis a fait le tour de tous les bureaux des services secrets d'Israël.

Un certain samedi après-midi, Eli Cohen apprit par l'émission en langue arabe de la « Voix d'Israël », que l'équipe nationale de football avait été vaincue, à Tel-Aviv, par une équipe étrangère. Cohen ressentit cette défaite comme un affront personnel. Le même soir, il transmit à Tel-Aviv certains détails sur les dirigeants du « Baas » syrien. Incapable de contenir son ardeur nationale, il ajouta à son message les mots suivants :

« Il est temps que nous apprenions à vaincre aussi sur les pelouses de football. Transmettez mes vifs sentiments de honte nationale à l'équipe perdante. »

Il paraît que ce soir-là on a beaucoup ri à la Centrale des services secrets à Tel-Aviv.

Pendant ce temps, un nouveau ministre à l'Information et à la Propagande fut nommé à Damas. Il s'agissait d'un jeune dirigeant du « Baas », Samy Al'goundi, un intellectuel plein d'énergie, grand et maigre, et, à la différence de la plupart de ses compatriotes, paré d'une belle chevelure blonde. Eli Cohen, ami intime de George Seif, du colonel Salim 'Hatoum et dernièrement aussi du colonel Salla'h Dalli, qui tous se servaient de son appartement pour leurs escapades amoureuses, circulait depuis des semaines librement à l'intérieur du ministère de l'Information et de la Propagande. L'espion se trouvait souvent assis auprès de Seif, dans son bureau, lorsque ce dernier épluchait des comptes rendus secrets ou recevait des instructions de ses supérieurs. Une seule fois, pourtant, un incident mineur qui aurait pu avoir de graves conséquences, dérangea l'habitude de Cohen de jeter des regards indiscrets sur les documents éparpillés sur le bureau de son ami. Un directeur de cabinet pénétra sans s'être fait annoncer, dans le bureau de Seif, alors que celui-ci était occupé au téléphone et Cohen plongé dans la lecture d'un document barré de deux traits rouges diagonaux.

« Comment osez-vous permettre à un étranger de lire un tel document ? », s'adressa le directeur de cabinet sur un ton de reproche à Seif.

Seif ne fut nullement intimidé :

« N'ayez aucune crainte. C'est un ami plus que sûr », dit-il simplement. Le directeur de cabinet n'avait certainement pas soupçonné Cohen d'être un espion. Mais normalement le préposé à la presse et à la radio du ministère ne devait permettre à personne de s'intéresser à ses documents secrets. C'est ainsi, en tout cas, que Seif entendit la remarque de son collaborateur. Il conseilla à Cohen-Taabes d'espacer ses visites au ministère, et de se montrer plus discret. L'incident fut clos. Mais Cohen, qui raconta l'épisode plus tard à Tel-Aviv, avait eu chaud.

L’incident ne jeta pourtant aucun froid entre l’espion et le fonctionnaire du ministère, dont la position personnelle s’était sensiblement renforcée depuis l’arrivée, au poste de ministre, du jeune Samy Al’goundi. Cohen ne refusa jamais, et pour cause, d’accompagner Seif lors de ses innombrables déplacements dans Damas ou en province. La fonction de Seif l’appelait à être présent à la plupart des manifestations publiques du « Baas » et aux cérémonies civiles et militaires du régime en place. Cohen se fit un plaisir d’accompagner Seif autant de fois qu’il le lui proposa. Ainsi il se trouva placé plus d’une fois aux premières loges d’événements politiques ou militaires, qui revêtaient pour lui une importance particulière, et lui fournirent des renseignements précieux, qu’il transmettait avec promptitude à Tel-Aviv.

George Seif commentait lui-même, de temps à autre, les événements politiques en Syrie à la radio de Damas. Ces émissions étaient destinées soit au public syrien, soit aux auditeurs des pays arabes voisins, soit encore, sur ondes courtes, aux Syriens à l’étranger, principalement en Amérique du Sud. Là encore l’espion Cohen fut souvent de la partie. Assis dans le studio aux côtés de Seif, dont la voix retentissait sur les ondes et était écoutée, entre autres, à Tel-Aviv, Cohen-Taabes était présent « pour s’initier au métier de journaliste » de son ami.

À l’occasion d’une de ces visites dans les studios de Radio-Damas, George Seif fit à Cohen-Taabes la proposition surprenante de devenir le producteur d’un programme permanent, d’une durée de cinq minutes, intitulé « Un ancien émigrant syrien vous parle ». Ce programme devait être destiné à l’émigration syrienne en Amérique du Sud, et serait diffusé en arabe et en espagnol – deux langues que Cohen-Taabes parlait à la perfection.

L’idée de cette émission était née dans le cabinet du ministre Al’goundi, qui, dans le cadre de sa fonction avait reçu pour mission de propager la doctrine du « Baas » à l’étranger. Le parti, qui manquait désespérément de fonds nécessaires à sa propagande, projetait de procéder à une collecte au sein de la riche émigration syrienne en Argentine. Il fallait par conséquent préparer le terrain par une campagne de presse et de radio. C’est donc à Cohen-Taabes, ancien émigrant en Argentine, que George Seif offrit de produire et de diffuser lui-même ce programme radiophonique.

L’espion se déclara prêt à tenter sa chance. George Seif en parla alors à son ministre, et celui-là, favorable en principe à la candidature de Taabes, pria Seif de lui présenter son candidat.

L’entrevue eut lieu peu de temps après. Elle fut empreinte de cordialité. Cohen-Taabes s’empressa de raconter au ministre qu’il avait lui-même l’intention de se rendre prochainement en Argentine, pour réunir un fonds d’investissement, mais ajouta qu’il était prêt, à cette occasion, à procéder à une collecte d’argent au profit du « Baas » auprès de ses amis.

Samy Al’goundi donna la semaine suivante son accord à la candidature de Cohen-Taabes. Mais l’espion n’était pas pressé d’accepter l’emploi aguichant. Il voulut en référer d’abord, de vive voix, à ses supérieurs à Tel-Aviv. Il expliqua donc son point de vue à Seif : mieux valait attendre son retour d’Argentine. À ce moment-là, fort de son expérience et du contact renouvelé avec les émigrants syriens à Buenos-Aires, il serait plus apte à produire les émissions voulues.

Peu de temps avant son départ supposé pour l’Argentine, l’espion eut encore l’occasion d’informer Tel-Aviv d’un changement majeur à la tête de l’armée syrienne. Il avait appris par un de ses amis, que le chef d’état-major Ziad El’Hariri avait été limogé secrètement, et qu’il se trouvait en résidence surveillée, quelque part à Damas. L’intention du gouvernement était d’exiler à l’étranger l’officier déchu de sa haute fonction.

Avant que l’Occident apprît, par la suite, que Ziad El’Hariri se trouvait effectivement en exil, à Paris, Tel-Aviv en fut donc informée par Eli Cohen. L’espion était à l’époque un des rares hommes en Syrie à connaître non seulement le limogeage du chef d’état-major, mais également la raison précise de cet acte : El’Hariri avait trop bruyamment nourri l’ambition de prendre la tête du gouvernement. Le gouvernement, prévenu à temps par des officiers opposés au chef d’état-major, le prit de vitesse, le démit de ses fonctions, et l’expédia à ses frais en France.

L’exil de Ziad El’Hariri à Paris prit d’ailleurs un aspect relativement luxueux. Le jeune général qui arbore une magnifique moustache et regarde le monde avec des yeux rieurs, de couleur bleu ciel, vit depuis 1963 dans la capitale française. Il reçoit un salaire de 1 000 dollars de son gouvernement, et roule en Peugeot 404 verte, immatriculée C.D. et appartenant à l’ambassade de Syrie à Paris. Il figure en bonne place parmi les « éternels » étudiants de l’« École Pratique des Hautes Études », où il suit le cours du

professeur V… Il refusa, plus tard, l'offre de son gouvernement de le nommer ambassadeur de Syrie dans un pays d'Amérique du Sud.

Ce n'est qu'un an après cet événement, qu'Eli Cohen devait une fois encore citer le nom de Ziad El'Hariri. La Syrie venait de prendre la décision d'entraîner des commandos spéciaux pour semer la terreur en territoire israélien. Le général El'Hariri, en exil à Paris, reçut alors l'ordre de s'occuper de l'organisation des étudiants arabes en Europe, et plus particulièrement des étudiants d'origine palestinienne. Damas désirait intégrer un certain nombre de Palestiniens résidant en Europe dans ces unités de terroristes, connues plus tard sous le nom de « El-Fata'h ». Eli Cohen rendit compte de cette décision dans un de ses messages en 1964.

Un dernier événement politique allait retenir l'attention de Cohen avant son départ pour Israël en été 1963, Le général Amin El-Hafez, l'ex-attaché militaire de Buenos-Aires, qui depuis son retour en Syrie avait rapidement franchi tous les échelons de la direction du « Baas », devint à ce moment-là l'« homme fort » du pays. En été 1963, il fut nommé au poste de « président du Conseil de la présidence de la République syrienne ». El-Hafez ne se contenta d'ailleurs pas de ce seul titre, pourtant d'importance. Il se nomma lui-même également aux postes de gouverneur militaire, commandant en chef de l'armée et président de la direction du « Baas ». Plus tard, il devint même président de la Direction régionale (interarabe) du « Baas », puisque ce parti possède une ramification importante en Irak.

Eli Cohen, qui avait fait la connaissance de El-Hafez en Argentine, et lui avait rendu visite à Damas, lui envoya cette fois-ci une bonbonnière géante, à laquelle il joignit sa carte de visite avec ces mots :

« Je suis heureux que votre rêve se soit enfin réalisé. »

Le résultat de cette initiative ne tarda pas à se manifester. Lors d'une grande réception en l'honneur du président El-Hafez, au Palais Mohajérine, où le général avait élu son domicile – l'espion fut parmi les invités officiels. Au milieu des uniformes de cérémonie des officiers syriens et des habits des diplomates étrangers, on put alors voir l'espion qui venait d'Israël, trinquant au buffet avec le ministre Al'goundi et son ami George Seif. Cohen ne fit rien pour attirer l'attention de l'assistance. Mais il ne put empêcher un photographe de presse d'immortaliser le sourire du président El-Hafez, lorsqu'il reconnut « son émigrant repenti » et lui serra amicalement la main. Eli Cohen eut l'audace de demander au photographe de lui expédier une

copie des photos, et lui proposa de « l'immortaliser » également en compagnie du ministre Al'goundi et de George Seif. L'espion avait une idée bien précise en commandant ces photographies : les offrir, quelques semaines plus tard, au « Derviche », à Tel-Aviv.

Les fréquents changements à la tête du parti et de l'armée privèrent l'espion par la suite d'une importante source d'informations. Maazi El-Din fut obligé de quitter l'uniforme, peu de temps après le départ de son oncle Karim Zaher El-Din du poste de chef d'état-major. Maazi, qui accepta son sort avec amertume et s'en ouvrit à Kamal Taabes, allait occuper plus tard un poste quelconque au ministère des Affaires municipales.

Le soir qui précéda son départ pour Israël, Cohen organisa une fois encore une surprise-partie mouvementée dans son appartement privé. Ses valises étaient déjà bouclées en vue du départ, lorsque ses amis laissèrent libre cours à leur joie et leurs plaisirs. Tous étaient là, y compris les colonels 'Hatoum et Dalli, qui demandèrent une nouvelle faveur à Kamal Taabes :

« En votre absence, laissez-nous la clef de votre appartement », demandèrent-ils.

Cohen fut obligé de leur expliquer que George Seif se servait lui aussi en son absence de l'appartement et il leur proposa d'organiser entre eux un « roulement » de la clef. Il savait pertinemment qu'aucun d'eux ne porterait un intérêt quelconque à ce que renfermait son appartement dans ses deux cachettes bien camouflées : tous n'en voulaient, après tout, qu'à son lit.

L'orgie qui se déroula en cette nuit dans l'appartement de Kamal Taabes, vit apparaître deux nouvelles « étoiles » féminines. L'une, une jeune Italienne, hôtesse de l'air de la compagnie d'aviation syrienne, était jolie de visage mais plutôt forte de carrure. L'autre, la nouvelle amie du colonel 'Hatoum, n'était autre que la chanteuse populaire et connue de tous les téléspectateurs syriens, Loudi Shamania. 'Hatoum, pour séduire la chanteuse, avait usé de son influence pour multiplier les apparitions de Mlle Shamania sur les petits écrans de Syrie. Ce qui, par ailleurs, ne lui valut nullement la bienveillance de ses pairs, ni celle du président El-Hafez. Les milieux religieux de Damas avaient à plusieurs reprises protesté contre l'immoralité de la chanteuse dont l'ambition ne connaissait pas de bornes. Mais 'Hatoum, pour l'instant, était le plus fort. Loudi Shamania devint donc la vedette indiscutée de la radio et de la télévision de Damas bien que sa voix fût loin d'être harmonieuse. C'est la raison pour laquelle les auditeurs

de Radio-Damas désignaient à cette époque leur poste national de radiodiffusion du nom de « ’Hatoumgrad »…

Le lendemain, à six heures du matin, Eli Cohen quitta son appartement, laissant derrière lui, dans sa chambre à coucher, les colonels ’Hatoum et Dalli, avec leurs maîtresses, Loudi Shamania et l’hôtesse italienne. Un court instant il avait lutté contre son instinct qui lui dictait de prendre une photo des deux couples assoupis dans son lit. Il n’en fit rien. Il ne voulut pas courir le risque d’être découvert par l’un ou l’autre des colonels, et de voir s’effondrer à cause d’une bêtise un édifice précieux et essentiel pour le succès de sa mission. Cette mission, de toute façon, n’avait que faire de cette sorte de photos, qui, en d’autres occasions, auraient pu servir à un chantage.

Muni d’un billet d’avion pour Buenos-Aires, il prit tout d’abord la direction de Paris. Trois jours plus tard, il atterrissait en Israël.

18

Deuxième rapport en Israël

La « Centrale » des services secrets israéliens, et en particulier le « Derviche », supérieur immédiat et direct d'Eli Cohen, étaient en l'été 1963 tenus de répondre à la question que posait leur agent à Damas : accepter ou refuser l'offre de George Seif de produire un programme permanent à Radio-Damas, destiné aux émigrants syriens en Amérique du Sud.

Tel-Aviv pesa le pour et le contre. L'espion, acceptant l'offre et devenant de ce fait fonctionnaire officiel du gouvernement syrien, verrait alors sa position publique renforcée considérablement. En conséquence, il élargirait encore davantage son cercle de relations dans les milieux baasistes de la capitale syrienne. Mais le fait d'accroître sa popularité et l'intérêt qu'on lui portait risquait d'entraîner à la longue sa découverte en tant qu'espion israélien en Syrie. Il courait aussi le risque qu'un auditeur, en Syrie ou à l'étranger, identifie sa voix, ou que les services de la sécurité d'État fassent une enquête sérieuse sur son passé, ce qui sans doute possible aurait pour résultat l'effondrement de son personnage fictif, constitué après tant d'efforts. Son anonymat relatif laissant la place à la popularité découlant des émissions, on augmentait du même coup les chances de son échec, qui serait alors total et définitif.

Une dernière raison enfin incitait le « Derviche » à prendre position contre l'offre faite par George Seif : les émissions à destination de l'Amérique du Sud feraient de l'espion forcément un agent de propagande officiel du « Baas ». Mais que se passerait-il le jour où le « Baas », à la suite d'un coup d'État adversaire, serait obligé de quitter le pouvoir ? Le « Derviche » était donc d'avis qu'il fallait refuser l'offre de Seif.

Mais Eli Cohen était d'avis contraire : « Le désordre en Syrie est si grand que personne n'a le temps, ni la tête, à se préoccuper de ma personne. Non

seulement je puis affirmer que je peux en toute sécurité accepter l'offre : je suggère même que nous mettions à profit ces futures émissions. Nous n'avons qu'à convenir d'une phrase clef, qui signifierait pour vous, par exemple, que l'état d'alerte vient d'être déclenché en Syrie… »

L'assurance de Cohen impressionna ses supérieurs. Après une série de délibérations menées au sein de la direction des services, la décision fut prise d'autoriser l'espion à produire le programme de radio qu'on lui avait offert. On retint également sa suggestion de se servir, en cas de crise, de ces émissions parallèlement à ses émissions secrètes. Mais le « Derviche », au grand regret d'Eli, remporta pourtant une victoire partielle : la « Centrale » avait donné son accord aux émissions de Cohen à Radio-Damas, mais suggéra à l'espion de réduire sa participation à la radio à un strict minimum. Ce qui, en d'autres mots, signifiait que Cohen pouvait participer aux émissions destinées à l'Amérique du Sud, mais qu'il devait éviter de devenir producteur attitré d'une émission permanente.

Cohen, en soldat discipliné, accepta le compromis à contrecœur.

Le « Derviche » se chargea alors de préparer pour Cohen une série de phrases arabes, destinées en principe à ses futurs auditeurs en Amérique du Sud, mais dont certaines revêtaient, chacune prise à part, une signification précise connue uniquement par Cohen et la « Centrale ».

Durant ce second séjour de Cohen à Tel-Aviv, il rédigea, comme la première fois, et de nouveau à l'aide de l'enregistrement chronologique de ses émissions de Damas, un compte rendu détaillé de son travail. Sa faculté de se remémorer les événements dans leurs moindres détails suscitait comme toujours l'admiration de ses supérieurs.

La « Centrale » de Tel-Aviv, dans de longues conversations avec Eli, lui confia alors qu'elle se trouvait, dans son cas, devant un dilemme. D'un côté, il passait à cette époque pour le meilleur agent secret d'Israël en Syrie, fournissant d'innombrables informations d'ordre politique, économique et militaire de premier plan ; la tentation était donc grande à Tel-Aviv de poser à son agent à Damas de plus en plus de questions et de le charger de missions toujours plus dangereuses ; mais, d'un autre côté, il était également primordial de ménager un agent aussi précieux et de ne pas l'exposer à des dangers qui risquaient de mettre brusquement fin à cette mission.

« C’est à toi de nous guider dans le bon sens », lui répétait inlassablement le « Derviche ». « Toi seul es capable de tracer la limite entre ce qui est faisable et ce qui ne l’est pas ; entre le possible et l’impossible ; à toi de nous dire, chaque fois que cela te semble nécessaire, que tu ne peux pas répondre à telle ou telle question, ou qu’il est impossible ou trop risqué d’exécuter telle mission dont nous te chargeons. »

Eli Cohen écoutait ces sages conseils promulgués par le « Derviche » et d’autres supérieurs de Tel-Aviv. Il n’en pensait pas moins qu’il était en parfaite sécurité à Damas et qu’il aurait tort d’être inquiet à son propre sujet. N’était-ce pas la deuxième fois qu’il rentrait à Tel-Aviv, venant de Damas via l’Europe, sans aucune difficulté ?

C’est peu de temps avant son arrivée en Israël que Cohen était devenu père pour la deuxième fois. Sa femme Nadia avait donné jour à une fille, sœur de Sophie, et nommée Irit. Eli aurait préféré un fils. Il faut dire que la grande majorité des pères israéliens préfèrent, ou disent préférer, des fils, pensant prouver ainsi la virilité de leur caractère, ou participer à la défense du pays puisqu’Israël a besoin surtout d’hommes pour survivre. Mais, faut-il dire que Cohen fut heureux de tenir sa deuxième petite fillette dans ses bras, et qu’il aimait passer autant d’heures que possible chez lui, à Bat-Yam, « en compagnie de mes trois femmes » – comme il avait l’habitude de dire à ses amis ?

Nadia, elle, avait connu de difficiles moments lorsque, vers la fin de sa grossesse, elle ne savait toujours pas si son mari rentrerait à temps. À cette époque, elle soupçonnait évidemment son mari de travailler quelque part en Europe pour la sécurité d’Israël. Mais elle ne pouvait pas deviner que le père de Sophie et d’Irit était, somme toute, proche de son foyer, et en même temps, si loin.

La « Centrale » eut à résoudre également un autre problème concernant Cohen. Il avait dit à ses amis syriens qu’il partait en Argentine. Il devait donc s’y rendre effectivement, après sa visite en Israël. La « Centrale » fixa les modalités de ce voyage et mit en marche les préparatifs techniques de rigueur. En outre l’espion reçut l’autorisation de la « Centrale » de se servir, jusqu’à une certaine limite, de fonds mis à sa disposition en Amérique du Sud, pour le cas où il ne réussirait pas à réunir une somme suffisante pour la

direction du « Baas », comme il avait promis de le faire avant son départ de Damas.

Une fois de plus arriva le moment du départ de Tel-Aviv, de l'escale à Paris, de la rencontre avec Salinger, de l'envol vers Buenos-Aires. Cohen eut vite fait de retrouver le rédacteur en chef de la revue arabe, Alheshan, qui avait été mis au courant de sa prochaine visite et de ses projets par son fils, Kemal, de Damas. L'espion, attendu à Buenos-Aires par Alheshan et d'autres émigrés syriens, ne perdit pas de temps. Au cours de deux réunions privées, auxquelles participèrent quelques dizaines de Syriens de Buenos-Aires, sympathisants du « Baas », il collecta un don global de 9 000 dollars – somme modeste mais suffisante pour prouver sa bonne foi aux yeux de ses amis de Damas. Il n'hésita pas à déclarer que personnellement il verserait 1 000 dollars, pour arrondir la somme. Et c'est ainsi que Cohen fut, au bout de quelques jours, en possession d'un chèque de 10 000 dollars, déposés dans une banque connue de Buenos-Aires, et établi au nom du « Baas ». Cohen promit aux donateurs qu'il remettrait ce chèque en main propre au général El-Hafez.

L'espion fit alors une deuxième dépense de 1 000 dollars, que la « Centrale » lui avait délivrés dans un but très précis : l'achat d'un manteau de vison pour la femme du général El-Hafez. Cohen, alias Taabes, riche commerçant dévoué au Baas et à son chef actuel qu'il connaissait personnellement, pouvait se permettre, au retour d'un voyage d'affaires et de propagande, le luxe de rapporter un aussi cher cadeau à madame la Générale.

Toujours à Buenos-Aires, Eli Cohen eut soin de rendre visite à un certain nombre de commerçants originaires de Syrie. Auprès de tous il plaida la cause de l'importation de marchandises syriennes en Amérique du Sud. Il leur promit l'aide efficace du ministère du Commerce extérieur de Damas, mais les pria de ne pas omettre de citer son nom à chaque fois qu'ils s'adresseraient à ce ministère. « Cela vous facilitera considérablement les pourparlers avec nos fonctionnaires », leur dit-il, estimant que ces lettres lui serviraient de preuve supplémentaire qu'il avait agi pour le bien de la Syrie lors de ce voyage à l'étranger. C'était effectivement plus qu'un alibi : d'une certaine façon, c'était la stricte vérité.

Durant son séjour en Israël, Cohen avait rappelé tous les renseignements sur les nazis en pays arabes, obtenus grâce à Rädmacher. Demandant la permission de pousser plus loin les investigations qu'il avait de Tel-Aviv, il buta cette fois encore sur un refus catégorique.

« Ce n'est pas pour faire la chasse aux nazis que tu te trouves à Damas. Les missions militaires et politiques qui t'incombent sont infiniment plus urgentes », lui dirent sévèrement ses supérieurs.

De quelles tâches précises avait-on chargé l'espion, qui s'apprêtait maintenant à revenir de Buenos-Aires à Damas ?

Elles étaient au nombre de deux :

1. Certains indices permettaient à Tel-Aviv de penser que la Syrie allait recevoir sous peu de nouvelles fournitures d'armes soviétiques. Il était question de chasseurs du type Mig 21, beaucoup plus dangereux pour Israël que le Mig 19, parce que plus rapide et plus puissant ; il était question également de la fourniture, pour la marine syrienne, de vedettes armées de missiles, du type « Comar », dont disposait déjà à cette époque l'Égypte.

2. Le projet syrien du détournement des eaux du Jourdain semblait passer du stade de la théorie à la réalisation. L'exécution de ce projet risquant de réduire à néant les grands plans d'irrigation d'Israël, l'espion se vit donc fixer pour tâche pressante de recueillir à Damas, auprès de ses amis très haut placés dans la hiérarchie du « Baas », toute information concernant leur projet néfaste.

Muni d'un chèque de 10 000 dollars destiné au « Baas », d'un manteau de vison pour la femme du chef de ce parti et, d'autre part des instructions urgentes de ses supérieurs, Eli Cohen reprit, à la fin de l'été 1963, la voie des airs et rentra, via Munich, en Syrie.

19

Dernier voyage en Israël

À peine revenu à Damas, Kamal Amin Taabes, muni du chèque de 10 000 dollars pour le Baas, se présenta chez le président Amin El-Hafez, où il fut immédiatement reçu. El-Hafez n'eut aucun geste de gêne lorsque l'émigrant d'Argentine, qui passait pour un riche personnage, offrit le manteau de vison à madame la Présidente : ce genre de présent est monnaie courante en pays arabes. Il remercia Taabes pour le don fait au Baas et promit de lui faire expédier un reçu officiel, signé par la direction du parti.

Taabes reprit rapidement contact avec son ami George Seif, lui expliqua qu'il accepterait volontiers de faire plusieurs émissions destinées à l'émigration arabe dans les pays d'Amérique du Sud. Mais, ajouta-t-il, ses affaires qui devenaient de plus en plus importantes ne lui laisseraient pas le temps de prendre en charge la production d'une émission permanente. Seif accepta la suggestion, et à partir du mois d'octobre 1963 jusqu'en été 1964, Kamal Amin Taabes, alias Eli Cohen, s'adressa des studios de Radio-Damas aux « frères arabes lointains » d'Amérique du Sud. L'essentiel de ces émissions, que Cohen présenta d'une voix claire, remarquée et louée par les techniciens de la radio, consistait en un appel aux Syriens de l'étranger, afin qu'ils soutiennent dans leurs pays respectifs, les campagnes de propagande en faveur du « parti révolutionnaire Baas ».

En Israël également, on écoutait les discours de Cohen à Radio-Damas, mais jamais on ne lui donna la moindre instruction pour se servir de ces émissions – une douzaine, à peine, pour toute l'année 1964, pour les besoins de sa mission.

C'est grâce à son poste émetteur secret que Cohen rendit, durant toute l'année 1964, d'inappréciables services à Israël. Il convient d'indiquer que pratiquement toute l'activité de l'espion, depuis son retour à Damas, au début de l'automne 1963 et jusqu'en été 1964, fut consacrée à un seul sujet

central, d’une importance vitale pour son pays : *le projet syrien de détournement des eaux du Jourdain*.

Cohen reçut, dès son retour à Damas, instructions sur instructions, lui demandant de négliger tout autre aspect de son activité au profit de ce problème. Il réussit à répondre durant cette année aux trois questions essentielles : *quelle* est la nature exacte du plan syrien, *quand* le mettra-t-on à exécution, *comment* les Syriens réaliseront-ils ce plan ?

En Israël, on savait que la Syrie allait s’attacher à réaliser le plan de détournement des eaux, à la suite des décisions de la conférence au sommet arabe, qui avait eu lieu au début de l’année 1964 au Caire, sous la présidence de Nasser. À cette époque, la réalisation du plan d’irrigation israélien – le pompage des eaux du lac de Tibériade, nourri par le Jourdain, et leur écoulement vers le sud du pays à travers des kilomètres de canaux découverts – venait d’être agréée. Il s’agissait donc de savoir avec précision ce qu’essayeraient de faire les Syriens pour priver Israël d’une partie des eaux du Jourdain.

Les colonels ’Hatoum et Dalli furent, on s’en doute, la source d’information la plus sûre de Cohen. Ces deux militaires, au courant des plans syriens, fournirent à l’espion israélien les grandes lignes du plan de détournement des eaux :

Un canal creusé tout le long du haut plateau syrien, (le plateau de Golan), qui détournerait les eaux de la rivière Banias, un des affluents du Jourdain, d’un débit de 100 000 000 m^3 d’eau par an, et les écoulerait dans la rivière Jarmouk, située en territoire jordanien.

Ce plan d’ensemble, véritablement satanique pour Israël (il risquait de priver le Jourdain de ses eaux), n’était pas de nature à satisfaire la curiosité de Cohen. Grâce à ses nombreuses relations à Damas, il eut alors recours à deux autres personnages chargés de son exécution.

L’un était un ingénieur libanais, responsable de la construction du canal proprement dit. Cohen fit sa connaissance lors d’un dîner en compagnie du colonel ’Hatoum, dans un hôtel connu de la capitale syrienne. ’Hatoum avait reçu pour mission d’établir le plan de défense militaire du canal. L’ingénieur libanais, Michel Saab, lui expliqua ce soir-là la topographie exacte du canal, qui allait s’étendre sur une longueur de 70 kilomètres sur le plateau de Golan. Cohen entendit alors de la bouche de ’Hatoum une phrase, qu’il transmit mot pour mot à ses supérieurs à Tel-Aviv. Parlant de

l’utilité future des travaux dont était chargé Saab, le colonel ’Hatoum décocha ce trait cruel : « Peu importe ce que la Syrie ou la Jordanie feront des eaux détournées. L’essentiel, c’est que les Israéliens en manquent… »

L’autre personnage, qui fut d’une grande utilité à l’espion et qu’il connut dans des circonstances analogues, était un entrepreneur de travaux publics d’origine séoudite : un certain Muhamed Ben Landan, dont l’armada de bulldozers « made in U.S.A. » avait pour charge de creuser le canal de détournement. Cohen apprit de cet entrepreneur non seulement des faits qu’il n’avait pas pu apprendre de la bouche de ’Hatoum ou de Saab, mais encore un autre détail, fort utile au renseignement israélien : une société d’ingénieurs de travaux publics yougoslave, du nom de « Energo-Projekt » avait été engagée par le gouvernement de Damas pour superviser une partie des travaux.

Fournissant au fur et à mesure ces informations à Tel-Aviv, Cohen finit, au bout de quelques mois par procurer à ses supérieurs le projet complet de Damas :

– le croquis du canal Banias-Yarmouk ;

– la durée prévue des travaux : 18 mois ;

– le plan d’installation, au bord de la rivière Banias, d’une puissante station de pompage, capable d’élever les eaux vers le canal, situé à une hauteur de 250 mètres au-dessus de la rivière.

Ces précieuses informations mirent Israël en état d’alerte. Décision fut prise d’empêcher par tous les moyens l’aboutissement du plan de détournement des eaux du Jourdain. Les informations de Cohen, enregistrées à Tel-Aviv et traduites en langage stratégique, servirent aussi bien au gouvernement de Jérusalem qu’à l’état-major de l’armée, lequel, par la suite, eut maintes occasions de provoquer de sensibles retards dans la réalisation de ce programme de travaux…

Un autre problème, de plus en plus préoccupant pour Israël, qui, deux ans après la mort tragique de Cohen, devait être la cause indirecte de la guerre

israélo-arabe de 1967, prit corps et forme durant cette même année 1964. Eli Cohen fut le premier à informer Israël des décisions au sujet de la formation de commandos de terroristes palestiniens, connus plus tard sous le nom de « El-Fata'h ».

Groupés sous l'autorité du chef du Renseignement militaire, Ahmed Souweidani (chef d'état-major syrien en 1967), il s'agissait d'un nombre important de francs-tireurs, saboteurs et guérilleros dont la mission consistait à effectuer des actes de violence en territoire israélien. Ce projet était intimement lié au problème des eaux : l'intention première de Damas était de détruire les stations de pompage et les canaux d'irrigation d'Israël.

Cohen apprit au cours de l'année 1964 qu'une douzaine d'organisations palestiniennes, dont le centre se trouvait à Damas, procédaient au recrutement d'hommes de main, palestiniens, syriens et jordaniens. Plus tard, l'état-major syrien entreprit de former à l'aide de ces hommes, dont certains furent soumis à un entraînement militaire en Algérie, deux commandos sélectionnés stationnés en permanence dans un camp près de Kouneïtra, à environ 50 kilomètres de la frontière israélienne. Dès que Cohen eut réuni le dossier de ces préparatifs, il en informa Tel-Aviv. Cela se passait vers le mois de mai 1964. La réaction de l'armée israélienne fut immédiate : installation d'un dispositif de sécurité tout le long du canal d'irrigation et redoublement de la surveillance de toutes les installations techniques du canal.

L'efficacité de ces dispositions de défense fut éclatante : malgré des dizaines de tentatives de sabotage contre le système d'irrigation israélien, pas une seule fois les saboteurs « El-Fata'h » ne réussirent à s'infiltrer en profondeur en territoire israélien, et jamais des dégâts sérieux ne vinrent arrêter les eaux qui s'écoulaient depuis le lac de Tibériade en direction du désert du Neguev.

Il est vrai que 'Hatoum, un jour de mars 1964, avait eu l'extrême imprudence de montrer à Kamal Amin Taabes, son ami intime, un plan de la canalisation israélienne, lui indiquant les endroits précis qui « d'une nuit à l'autre », selon ses prévisions, « allaient sauter en l'air ». Il n'en fut rien : l'espion qui venait d'Israël avait immédiatement informé ses supérieurs de la Centrale de Tel-Aviv.

À trois reprises, en 1964, Eli Cohen eut l'occasion de constater l'ampleur et la solidité extraordinaire des fortifications que l'armée syrienne

construisait sans répit sur le plateau qui fait face au lac de Tibériade, le long de la frontière commune avec Israël. Trois fois, entre février et octobre 1964, en compagnie de Zair El-Din, en sa qualité d'officier de réserve, il parcourut ces hauteurs, voyant de près les travaux gigantesques qui allaient transformer ce plateau en une véritable « ligne Maginot ». Cohen vit chaque fois les techniciens soviétiques qui dirigeaient ces travaux, et faisaient partie des innombrables missions de « spécialistes » que Moscou expédiait, depuis juin 1963, en Syrie. Cohen visita, entre autres, le poste de commandement de la région sud, à El-'Hama, et passa une nuit entière dans les baraquements des officiers. Une autre fois, il eut l'occasion de visiter le commandement central de toute la région, qui se trouvait à Kouneïtra. C'est là qu'il apprit et se familiarisa avec certaines données militaires et stratégiques, dont il est inutile de commenter l'importance aux yeux du commandement israélien. Il suffit de résumer les indications, qui, datées de février à octobre 1964, sont contenues dans le dossier des renseignements fournis à Tel-Aviv par son agent à Damas :

– Description détaillée de casemates en béton, destinées à abriter les canons d'origine soviétique, d'une portée dépassant 24 kilomètres ;

– Description détaillée, accompagnée d'un plan dessiné de la main de Cohen, des tranchées fortifiées, d'une profondeur de plusieurs mètres, destinées à abriter le mouvement de blindés et de tanks ;

– Indications de première source faisant état de la livraison de deux cents tanks soviétiques, du type T 54, destinés en majeure partie au front israélien ;

– Plan militaire syrien, pour le cas du déclenchement des hostilités avec Israël, consistant en une percée de blindés et de tanks syriens à travers le territoire israélien de la Haute Galilée, dans l'intention de couper cette région du reste du pays ;

– Enfin, une série de photos (les premières dans les archives du renseignement israélien) des chasseurs soviétiques Mig 21, livrés durant cette année à la Syrie.

L'aide involontaire que fournirent les colonels Dalli et 'Hatoum et l'officier Zair El-Din à l'espion israélien fut, certes, déterminante. Mais

d’autres officiers, des employés du ministère de la Défense nationale, des dirigeants du Baas qui s’étaient liés d’amitié avec Taabes, étaient pour beaucoup dans la constitution de ces dossiers – dont quelques-uns prirent le chemin de Tel-Aviv, soigneusement cachés dans les tiroirs des tables syriennes, exportées à Munich. Mais mieux vaut taire les noms de ces auxiliaires involontaires de l’espion à Damas : quelques-uns font toujours partie de l’équipe dirigeante de la Syrie. Précisons toutefois qu’Ahmed Souweidani, chef du renseignement militaire syrien – et actuellement chef d’état-major à Damas – fut une de ces « sources » du Sorge israélien…

En novembre 1964 Eli Cohen effectua une dernière visite en Israël. Cette fois encore la visite était liée à un événement qui allait remplir l’espion solitaire d’une joie immense : sa femme Nadia accoucha une troisième fois, mais pour donner naissance cette fois-ci au garçon tant désiré. L’enfant reçut le prénom de Shaul (Saul). Fou de joie, Eli Cohen voulut inviter à la cérémonie de la circoncision, le huitième jour après la naissance du garçon, tous ses camarades du service secret. Mais on dut lui faire comprendre que ce n’était pas faisable : une telle assemblée aurait sans aucun doute attiré l’attention de toute la petite ville de Bat-Yam sur le travail véritable, « quelque part à l’étranger », du paisible représentant d’une société d’import-export.

Eli Cohen s’offrit le luxe de prendre trois semaines de vacances en Israël. Après avoir fait son rapport détaillé, comme les fois précédentes, et après des heures de conversation avec le « Derviche », il emmena sa femme Nadia, seule, pour un long week-end à l’hôtel luxueux bâti par le baron Edmond de Rothschild à Césarée. Les touristes qui habitaient l’hôtel, les Israéliens qui arrivaient tous les matins au terrain de golf voisin, le propriétaire du charmant restaurant *Straton*, au bord de la mer, ne soupçonnèrent certainement pas qui était ce bel homme, aux yeux doux et intelligents, qui enlaçait tendrement sa femme, se promenant avec elle durant des heures au bord de la mer. Une personne pourtant, eut à cette époque, des doutes au sujet de l’activité véritable d’Eli Cohen : son frère Ephraïm.

« Comme d’habitude, lors de ses visites en Israël, Eli nous avait apporté des cadeaux. Cette fois-ci, j’eus droit à une belle paire de chaussures »,

raconta plus tard, après la mort de son frère, Ephraïm. « Mais voilà, lorsque je mis les chaussures la première fois, je remarquai que leur pointure était indiquée avec un chiffre arabe, à l'encre rouge, qu'on avait essayé d'effacer. J'en fis la remarque à Eli, qui nous avait dit qu'il revenait d'Europe. Je lui demandai : Comment se fait-il qu'on vende en Europe des chaussures avec un numéro de pointure en arabe ? Eli fut visiblement mécontent de ma question. Il observa qu'il avait fait escale en Turquie, et que c'est là qu'il avait fait son acquisition. Je ne dis rien. Mais je savais que c'était faux. Car en Turquie il y a longtemps qu'on ne se sert plus de chiffres arabes… »

Nadia et toute la famille avaient remarqué qu'Eli, lors de cette dernière visite, était nerveux, déprimé, fatigué, et qu'il ne montrait aucune hâte de repartir à l'étranger.

Un soir, à Césarée, Eli confia à sa femme : « J'en ai assez de vivre loin de toi et de nos enfants. Je repars encore une fois. Mais la prochaine fois, je ne repartirai plus. »

Il ne devait plus jamais revenir en Israël.

La Centrale avait un problème délicat à régler avec Cohen. Le cheikh Al-Ard, qui depuis leur première rencontre, et sans interruption durant trois années, s'était lié d'une amitié profonde pour le jeune Kamal Amin, avait pris la décision autoritaire de marier ce célibataire.

« C'est un péché de rester célibataire. Tu es assez riche, tu as une belle maison, ta situation est satisfaisante, te voilà redevenu un vrai Syrien. Il faut te marier… », avait-il dit à Taabes. Il ne se contenta pas de paroles. Un jour d'été 1964, il présenta à Taabes son ami Abbu Mahmoud, personnage respectable et propriétaire de terres comme lui-même, dont la fille Yasmine, âgée de dix-neuf ans, ne demandait pas mieux que d'être mariée à un homme comme Kamal Amin.

Force fut faite à Cohen d'entrer, jusqu'à une certaine limite, dans le jeu. Il rencontra plusieurs fois le père et la fille ; il les emmena une fois en week-end à Beyrouth. Mais ce jeu ne pouvait pas durer. Il fallait prendre une décision. Le père et surtout le cheikh Al-Ard n'admettraient pas un « flirt » prolongé.

Cohen rapporta l'histoire à ses supérieurs, et leur demanda conseil. Il leur raconta également l'incident qui lui était arrivé peu de temps avant son départ de Damas : Abbu Ma'hmoud, dont une partie des terres avait été confisquée par le gouvernement, lui avait proposé la somme de *10 000 dollars*, s'il obtenait de ses amis au ministère de la Réforme agraire, la restitution de ses terres. Taabes lui avait alors tenu un discours patriotique, rejetant l'offre, se réclamant de son « idéalisme de membre fidèle du parti de la révolution arabe "Baas". Le père malheureux n'en admirait que plus son futur "gendre".

Ses supérieurs écoutèrent l'histoire « sentimentale » de l'agent avec gravité. Ce n'était pas la première fois qu'ils se trouvaient en face d'un de ces cas de conscience. Fallait-il engager l'espion à épouser, en Syrie, une femme étrangère, qu'il n'aimait pas, mais grâce à laquelle il renforcerait sa position en pays ennemi ? Fallait-il une fois de plus sacrifier le bonheur privé d'un espion, pour la cause du pays ? Eli Cohen venait d'être père, pour la troisième fois, il aimait ses enfants et sa femme. Finalement, on évita de prendre une décision. « Fais traîner les choses. Évite de donner une réponse définitive. Ne dis pas non, ne dis pas oui… », lui conseilla le « Derviche ».

Eli Cohen retint, dans un autre domaine, une suggestion du « Derviche » : l'achat, à Damas, d'une voiture pour lui faciliter le travail. Il n'en avait aucun besoin ; tout le monde, à Damas, marche à pied, prétexta-t-il. Il promit pourtant d'acheter une voiture d'occasion « Volkswagen », qui ne coûterait que 700 dollars. Eli Cohen emporta avec lui cette somme lorsqu'il quitta Israël. Mais il n'acheta pas la voiture. Il n'en eut pas le temps. Les derniers jours de décembre 1964, Nadia reçut de son mari Eli une carte postale, de son escale à Bruxelles. Début janvier 1965, elle reçut de lui une carte de vœux de Nouvel An, postée en Italie. Ce furent les deux derniers messages directs que Nadia reçut d'Eli, avant l'ultime message qu'il devait rédiger une heure avant sa mort.

20

La capture

Il était 8 heures du matin, un jeudi du milieu du mois de janvier 1965. Eli Cohen venait de terminer son émission en direction de Tel-Aviv. La veille, lors d'un dîner avec le colonel Salim 'Hatoum, il avait appris que le président El-Hafez avait réuni les responsables du « Deuxième Bureau » syrien, pour discuter un projet d'unification des différentes organisations palestiniennes. Hafez, raconta 'Hatoum, était d'avis de constituer une unique « brigade de commandos palestiniens », qui serait chargée, sous commandement syrien, des opérations de sabotage en Israël. Le président avait évoqué à cette occasion la guerre d'Algérie, suggérant que la lutte anti-israélienne devrait dorénavant prendre l'aspect d'une guerre « populaire » des Palestiniens pour la reconquête de « leur » territoire.

L'espion termina son émission vers 8 heures. Assis sur son lit, il tourna ensuite le bouton de son poste de radio, attendant les instructions de Tel-Aviv, qui d'habitude lui étaient transmises dès que son propre message avait été capté. Le poste émetteur minuscule, qu'il avait comme tous les soirs et matins, sorti de la cachette, était posé à côté de lui, sur le lit.

Un grésillement typique devait maintenant se faire entendre du poste de radio. Tel-Aviv serait en ligne. L'émission de ses supérieurs allait débuter.

En cet instant précis, il entendit de violents coups frappés à sa porte. Il n'eut pas le temps de réagir, que la porte de l'appartement vola en éclats. Il s'était redressé, protégeant d'une main, de façon instinctive, son petit poste émetteur, et déjà huit hommes, en civil, braquant sur lui leurs pistolets firent irruption dans la pièce, lui ordonnant de lever les bras. Eli ne savait pas que sa maison était au même moment encerclée par plusieurs dizaines d'hommes des services de Sécurité syriens.

Un homme robuste écarta le groupe qui cernait l'espion. À la différence des autres, il était revêtu de l'uniforme de l'armée syrienne. Eli le

connaissait : le colonel Ahmed Souweidani, chef des renseignements et du contre-espionnage syrien.

« Enfin te voilà pris la main dans le sac, espion ! », s'écria le jeune colonel d'une voix qui ne cherchait à cacher ni sa colère, ni son triomphe.

« *Da'hilkoum* » (Je vous en prie), fit Cohen calmement. « Que me voulez-vous ? Je suis un Arabe d'Argentine. »

« Cette histoire a assez duré. Quel est ton vrai nom ? », l'apostropha le colonel.

« Kamal Amin Taabes, émigrant d'Argentine », s'entêta encore à dire Cohen.

« Bon. Cela ne fait rien. Nous nous occuperons de toi. Tu parleras », dit Souweidani, les dents serrées. Eli, entouré d'hommes qui le menaçaient de leurs armes, ne dit plus rien. Il savait, il devait savoir en cet instant-là, que tout était perdu.

Le chef du contre-espionnage se pencha alors sur le lit, jeta un regard de connaisseur sur le poste émetteur et la radio, qui se taisait.

« Intéressant », fit le colonel. « Est-ce que cet émetteur a la puissance nécessaire pour atteindre Tel-Aviv ? Allons, reconnais que tu travailles pour Israël ! »

Cohen ne répondit pas. Il vit à l'expression du visage de Souweidani, que, bien que spécialiste de l'espionnage, il n'avait jamais vu de poste émetteur de ce modèle.

Le colonel Souweidani déclara quelque temps après, dans une interview qu'il accorda à l'hebdomadaire libanais *Alasboua Alarabi :* « Je m'étonne encore de la naïveté de certains citoyens syriens, qui avaient été dupes des histoires d'Eli Cohen. Ils croyaient sincèrement qu'il allait expédier leurs marchandises en Europe, et ils étaient persuadés que la succursale de la maison d'import-export qu'il avait fondée à Damas, était destinée à devenir une des plus prospères affaires de Syrie. Tous pensaient que Cohen disposait de comptes en banque illimités en Suisse et en Belgique, et tous acceptaient avec joie les riches cadeaux qu'il leur offrait en échange de l'excellente information qu'ils lui prodiguaient. »

Souweidani poursuivit :

« J’ai mené personnellement l’enquête et l’interrogatoire d’Eli Cohen. J’eus des soupçons à son égard dès que j’eus devant moi la liste des personnes qui avaient l’habitude de fréquenter son appartement. Malheureusement, j’obtins ces informations bien tardivement. La majorité de ces personnalités occupaient des postes importants dans la vie économique, politique et militaire de la Syrie. Le cas d’une de ces personnes m’intrigua particulièrement. Il s’agissait d’une personne dont je ne peux dévoiler l’identité, et qui était connue pour ses relations très étendues dans les sphères influentes de Damas. »

De qui parle Souweidani dans ce passage ? de ’Hatoum ? du lieutenant Maazi Zaher El-Din ? Il ne s’en explique pas. « L’enquête qui visait Cohen ne s’était pas attachée à cette seule personnalité. Nous avons suivi et enquêté au sujet de tous ceux qui avaient l’habitude de se rendre chez Cohen. Nous eûmes dès le début beaucoup de difficultés, en partie à cause de la prudence extrême dont Cohen entourait tous ses actes. Il n’employait pas de femme de chambre chez lui. Il nettoyait lui-même son appartement, lavait son linge, et faisait lui-même briller les vitres de ses fenêtres. Nous avons aussi découvert qu’il ne rencontrait jamais les mêmes personnes de jour et de nuit, et que pour certains visiteurs il avait un signal convenu : il n’ouvrait la porte de son appartement qu’après une série déterminée de coups de sonnette. »

« Après avoir poussé l’enquête au point de pouvoir agir, nous avons surveillé sa maison et découvert l’antenne sur son toit. Nous avons fixé l’heure de l’irruption chez lui à 8 heures du matin, dans l’intention de le surprendre dans son lit. Nous voulions empêcher qu’il puisse se défendre, ou essayer de se suicider en sautant par la fenêtre, du quatrième étage. Trois hommes devaient s’engager dans sa chambre, alors qu’un quatrième avait pour mission de le neutraliser dans son lit. L’opération ne devait pas durer plus de deux ou trois minutes. »

« Mais Eli Cohen nous réserva une surprise. Au moment où mes hommes firent sauter la porte, Cohen était éveillé et attendait un message-radio de Tel-Aviv. Son poste émetteur se trouvait à côté de lui, sur le lit. Près de lui nous avons d’ailleurs découvert une feuille de papier, sur laquelle Cohen avait noté le message qu’il venait d’émettre. C’étaient les mots “donnerai information supplémentaire concernant…” Eli Cohen ne cessa de nous répéter qu’il était un émigrant arabe d’Argentine. »

Ce témoignage personnel du colonel Souweidani sur l'arrestation de Cohen est, pour des raisons évidentes, un faux. Comme toujours, en pareille occasion, le chef du renseignement militaire avait ses raisons pour ne point divulguer toute la vérité. Car Cohen, contrairement aux dires de Souweidani, n'avait nullement été suspect aux yeux des services de Sécurité syriens. Ni lui, ni ses amis, n'avaient été suivis par les agents des services secrets. La vérité est plus simple et moins romantique. Souweidani avait obtenu, deux ou trois jours avant l'arrestation de l'espion israélien, des preuves irréfutables sur l'existence d'un poste émetteur clandestin dans le quartier qu'habitait Cohen. Ce n'est qu'au moment du repérage effectué dans ce quartier que Souweidani et ses hommes se rendirent à l'évidence : le poste clandestin fonctionnait dans la maison de Cohen. Ce poste ne pouvait être que le sien. Ce jeudi matin, lorsque les hommes de Souweidani encerclèrent la maison de Cohen et firent irruption dans son appartement, ils avaient la ferme intention de mettre la main sur un espion en plein exercice de sa fonction clandestine.

L'appartement de Cohen fut mis sens dessus dessous par les hommes de Souweidani, tandis que le colonel et ses adjoints tenaient l'espion, debout dans sa chambre à coucher, en respect. C'est ainsi qu'ils mirent également la main sur le deuxième poste émetteur. À ce moment-là la joie délirante de Souweidani devint une rage froide et cynique. Le colonel, qui savait que 'Hatoum et Dalli étaient du nombre des meilleurs amis de Cohen, imagina sans doute la quantité d'informations puisées aux meilleures sources et qui avaient fait le chemin de Damas à Tel-Aviv à travers ces postes émetteurs.

Fou de rage, il cracha à la figure de Cohen :

« Sale chien, tu vas mourir. Raconte toute la vérité. Où caches-tu les autres émetteurs ? Donne les noms des autres espions sionistes à Damas ! »

« Deux émetteurs m'ont amplement suffi », répondit Cohen, livide mais calme.

Un de ses officiers apporta alors à Souweidani deux nouvelles découvertes mises à jour dans la pièce voisine : une poudre explosive, cachée dans un pain de savon « Yardley », et trois minuscules sachets renfermant un violent poison – du cyanure.

« Qu'est-ce que tu voulais faire avec cet explosif ? », rugit Souweidani. « Tu pensais avoir le temps de te suicider avant d'être arrêté ? Nous choisirons le moment de ta mort, fais-moi confiance. »

Pendant ce temps s’alignaient sur le buffet les pellicules des dernières prises de vue que Cohen s’apprêtait à expédier en Israël, ainsi que plusieurs carnets de chèques et toute sa correspondance avec Salinger.

Cohen ne dit alors qu’une seule phrase :

« Je ne voulais pas me servir de la matière explosive pour un sabotage quelconque à Damas. Si vous ne m’aviez pas pris de vitesse, j’aurais simplement fait sauter mes émetteurs. C’est toute la vérité. »

Souweidani était persuadé d’avoir découvert un espion en pleine action. Mais il croyait fermement qu’il s’agissait d’un Arabe, qui portait un nom d’emprunt, et qui travaillait pour les services secrets israéliens. Il était à mille lieues de croire qu’il s’agissait d’un authentique Israélien.

Souweidani eut alors une idée, dont Cohen allait faire les frais. L’espion allait à nouveau émettre plusieurs messages à l’intention de sa Centrale, mais comportant des informations que lui dicterait le chef du renseignement militaire syrien. L’appartement de Cohen, qui ressemblait déjà à un champ de bataille, tant les hommes de Souweidani avaient brisé les meubles et déchiré tout le linge, dans l’espoir de déceler de nouvelles preuves de l’activité de Cohen et de ses éventuels comparses, devint alors un camp « retranché ». Trois jours et deux nuits Souweidani et une demi-douzaine de ses hommes ne quittèrent pas les lieux. Le colonel et son adjoint, le sous-lieutenant Adnan Tebara, menèrent l’interrogatoire de l’espion. Les autres surveillaient. À ce stade Eli Cohen ne fut soumis à aucune torture.

Ce même jeudi, vers 8 heures du soir, Souweidani, menaçant Cohen de son arme, l’obligea donc à chiffer un message qu’il lui dicta, et à l’émettre en direction de Tel-Aviv. Le message était anodin et indiquait seulement que l’armée syrienne se trouvait en état d’alerte. Un officier des renseignements, spécialiste du maniement des postes émetteurs, se tenait auprès de Cohen pour surveiller chacun de ses gestes. Les six hommes postés autour de lui, et Souweidani tenant son pistolet à quelques centimètres de sa nuque, Eli Cohen appela alors Tel-Aviv. La réponse vint, comme d’habitude, au bout de quelques minutes. Tel-Aviv était en ligne et écoutait Damas.

Il est aisé d’imaginer que Cohen, en cet instant dramatique, désirait de toute sa force prévenir Tel-Aviv qu’il était tombé aux mains de l’ennemi. Les signaux de morse qu’il envoya sur les ondes lui semblaient être le

dernier lien avec son pays et ses supérieurs, un lien qui inévitablement allait s'achever tôt ou tard. Mais le pistolet de Souweidani lui touchait la nuque.

Il expédia le message à la vitesse habituelle. Il n'essaya pas de tromper les Syriens. Il ne déforma point le code. Il ne pouvait savoir si les Syriens étaient, ou n'étaient pas au courant du code employé. Mais insensiblement, avec un calme extraordinaire que rien ne trahissait, il réussit à glisser au milieu du message un signe imperceptible, mais qu'il savait être révélateur pour Tel-Aviv. Un signe qui n'était pas autre chose qu'une très légère variation de frappe, un autre rythme en quelque sorte, qu'on décèlerait à Tel-Aviv. C'est ainsi que Cohen, même dans ce message émis « sous contrôle », réussit encore, et malgré sa situation tragique, à transmettre la vérité à ses supérieurs. Ce changement de frappe signifiait pour Tel-Aviv – comme cela avait été convenu dès le départ – qu'Eli Cohen était tombé aux mains de l'ennemi.

Ce soir-là fut un soir de deuil pour la Centrale des services secrets de Tel-Aviv. Dès que les techniciens préposés à capter les messages de Cohen, eurent mis le doigt sur le signal convenu, ils alertèrent la direction, y compris le « Derviche ». Le signal était clair, il s'étendait en quelque sorte noir sur blanc sur la bande enregistrée, qu'on passa et repassa sur un haut-parleur : la frappe était différente, la frappe du dernier message disait clairement : « Je suis pris. »

Souweidani ne se contenta pourtant pas de ce seul message émis sous la menace de son revolver. Le lendemain, vendredi, à 8 heures du matin, il obligea Cohen à expédier à Tel-Aviv un deuxième message. Cette fois-ci l'espion n'osa plus se servir du signal convenu. C'était inutile. Dès qu'arriva la réponse de la Centrale de Tel-Aviv, Cohen put se rendre compte que ses supérieurs avaient compris le signal de la veille. Tel-Aviv savait que son meilleur agent était tombé aux mains des Syriens. Car voici ce que disait, ce matin-là, le message capté par Cohen et déchiffré par Souweidani et ses hommes :

« Tes émissions d'hier soir et de ce matin mal captées. Essaie répéter tes messages ce soir. »

Tel-Aviv qui se rendait compte de ce qui venait d'arriver à Damas, entrait de toute évidence dans le « jeu », que commandait Souweidani. Sans dire clairement qu'on savait Cohen prisonnier des Syriens, on lui fit comprendre, par ce message, que tout était clair et évident. Souweidani, par contre, était persuadé que les Israéliens n'avaient rien compris. « Ils sont tombés dans le piège. Il faut donc continuer », expliqua-t-il, et ce vendredi soir il donna l'ordre à Cohen de répéter les deux précédents messages « mal captés à Tel-Aviv ». Cohen répéta, la mort dans l'âme. Mais cette fois-ci, profitant de l'inattention de Souweidani, trop sûr de son succès, il reprit le changement de frappe, ce signal imperceptible qui signifiait : « Ne croyez pas un mot de ce message. Je suis pris. »

Dimanche, le 24 janvier 1965, peu de temps avant que Radio-Damas, sur ordre personnel du président El-Hafez, annonçât solennellement la prise de l'espion Kamal Amin Taabes, parvint à Tel-Aviv le dernier message de l'agent. Dicté par le colonel Ahmed Souweidani, il fut transmis par Cohen, comme les faux télégrammes de jeudi et vendredi. Voici le texte exact de ce dernier message :

« Au premier ministre Levi Eshkol et au chef des services secrets de Tel-Aviv. Kamal et ses amis sont nos hôtes à Damas. Attendons que vous nous expédiez tous ses pareils. Vous donnerons des nouvelles de son sort sous peu. Le service de contre-espionnage syrien. Fin. »

Ce fut le dernier son qu'émit le minuscule poste de radio d'Eli Cohen à Damas. Puis sa voix se tut.

Quelque part à Tel-Aviv, on déchiffra ce message tragique et on le porta d'urgence au Premier ministre Levi Eshkol. Il le reçut à peine une heure avant que Radio-Damas n'annonçât officiellement la capture de l'espion qui venait d'Israël…

L'orgueil dont était imprégné le message adressé par Souweidani à Eshkol n'était pourtant pas caractéristique de l'esprit qui régnait dans les milieux dirigeants de Damas après l'arrestation de Cohen. El-Hafez et les colonels 'Hatoum et Dalli, dès qu'ils apprirent, dans la journée de jeudi, la nouvelle secrète de la prise de Kamal Amin Taabes, en furent bouleversés. Un instant ils essayèrent d'imaginer qu'il s'agissait d'une fantaisie inventée par Souweidani. Mais ils durent se rendre à l'évidence car Taabes avait

avoué avoir travaillé pour Israël. À partir de ce moment, ils prirent la décision de se défendre. Car le fait que Taabes, agent d'Israël, ait entretenu avec eux des liaisons aussi suivies et, pour les deux colonels, aussi intimes, signifiait que son échec pouvait entraîner leur chute. Militaires, ils savaient que la meilleure défense consiste en l'attaque. Le président El-Hafez décida donc d'annoncer publiquement la capture de ce maître espion, avant que la rumeur n'en fasse le tour de Damas. Puis El-Hafez donna l'ordre d'expédier les colonels 'Hatoum et Dalli chez les enquêteurs qui, sous la direction de l'aide de camp de Souweidani, Adnan Tebara, s'occupaient depuis jeudi matin de l'espion. Dalli et 'Hatoum retournèrent donc, dès dimanche soir, dans l'appartement de Cohen, mais cette fois-ci avec l'intention de le soumettre à une enquête serrée. Pour eux, c'était le meilleur moyen de faire oublier comment et dans quelles circonstances ils avaient fait la connaissance de l'espion, dans ce même appartement.

Le 24 janvier, à la nuit tombante, on transféra Cohen de son appartement, sous une garde imposante, à la base militaire de la 70e brigade blindée syrienne, près de Damas. On l'enferma dans une étroite cellule obscure, démunie d'électricité, destinée en général aux prisonniers militaires. Vers 22 heures, arriva à la base le président El-Hafez, accompagné de Souweidani, et on lui présenta Eli Cohen dans la pièce du commandant de la base. L'espion, debout devant le président assis, qui le connaissait depuis Buenos-Aires et qui l'avait revu à plusieurs reprises à Damas, déclina sa véritable identité : « Eli Cohen, soldat de l'armée d'Israël, de Tel-Aviv. »

Voici la description de cette rencontre dramatique, racontée par El-Hafez lui-même, plusieurs semaines après la capture d'Eli Cohen à l'envoyé spécial de l'hebdomadaire *Al Asboua Al Arabi* de Beyrouth :

« J'ai rencontré Eli Cohen en prison, peu de temps après son arrestation par les services de Sécurité syriens. D'abord on crut qu'il s'agissait vraiment d'un Arabe du nom de Kamal Amin Taabes, qui en Argentine aurait été recruté par les services d'espionnage israéliens pour être implanté en Syrie. Mais lorsque je l'ai regardé dans les yeux, j'ai eu des doutes quant à son identité arabe. Alors je lui ai posé plusieurs questions qui se rapportent à la religion islamique, et il est resté perplexe. Je l'ai prié de réciter le "Fa'tha" (le premier chapitre du Coran qui sert aussi de prière

islamique) et il était incapable d'aller plus loin que les premières lignes, m'expliquant qu'il avait quitté la Syrie à l'âge tendre et qu'il ne se souvenait plus des prières. C'est alors que j'ai compris que mes doutes étaient justifiés, qu'il était juif et non pas arabe. Je lui ai posé d'autres questions sur notre religion, mais il s'est tu. »

« Ce n'est pas la première fois de ma vie que je questionnais un espion juif. En ma qualité de militaire, je l'avais déjà fait précédemment. J'avais une certaine expérience de ces interrogatoires. Après ma visite à la prison, j'ai donné l'ordre aux officiers de renseignement qui avaient la charge de Cohen, de pousser leur enquête dans ce nouveau sens que j'avais découvert. Le lendemain ils sont venus me trouver pour me dire que Kamal Amin Taabes n'était, en vérité, qu'un espion israélien du nom d'Eli Cohen. »

« J'ai rencontré Eli Cohen plusieurs fois par la suite. Je lui ai offert des cigarettes, mais il refusa. Il ne buvait d'ailleurs pas non plus. Il se contrôlait parfaitement, et se conduisait de façon courageuse et digne pendant ces heures difficiles. »

El-Hafez, en parlant des « heures difficiles » de Cohen, savait de quoi il parlait. Dès son arrivée au camp militaire de la 70e brigade, commencèrent quatre semaines ininterrompues de tortures. Cohen fut soumis successivement et à plusieurs reprises à la torture d'enfer qui consiste à placer des électrodes aux parties génitales les plus délicates et dans les narines. On lui arracha ses ongles les uns après les autres. Il eut droit à la « baignoire », supplice d'invention nazie de triste mémoire. Mais El-Hafez avait raison en disant, dans son interview, que Cohen resta digne et courageux : les Syriens n'arrivèrent pas à le briser, malgré la torture.

Le pouvoir de Damas fit l'impossible afin de tirer profit de la capture de l'espion, essayant de prouver aux autres États arabes sa vigilance, cachant bien mal qu'il s'agissait d'un agent qui avait opéré pendant trois années sur le territoire syrien, avec le succès qu'on connaît. En même temps, on procéda à Damas à une série d'arrestations de citoyens syriens qui de près ou de loin avaient eu un lien quelconque avec l'espion. On arrêta par la même occasion des dizaines de personnes sans aucun rapport avec Cohen, mais connues comme opposants au régime du Baas. Durant la semaine qui suivit l'arrestation de Cohen, plus de cinq cents personnes, toutes résidant à

Damas, se retrouvèrent en prison, parmi elles dix-sept femmes, dont les employées à la radio et la télévision, une hôtesse de l'air de la Compagnie d'aviation syrienne, plusieurs secrétaires de bureaux ministériels et quelques femmes de la haute société damascéenne. Furent également arrêtés quelques-uns des amis de Cohen, qui contrairement à 'Hatoum et Dalli ne jouissaient pas de leur immunité. C'est ainsi que le cheikh Ma'gd Al-Ard, Maazi Zaher El-Din, George Seif et d'autres furent emprisonnés. 'Hatoum et Dalli s'étaient hâtés de mettre la main sur eux, afin d'éviter qu'ils ne propagent à travers Damas l'écho des fameuses nuits d'orgie dans l'appartement de Cohen.

Mais Damas, dès le mois de février 1965, était en proie aux rumeurs les plus fantastiques. De bouche à oreille couraient des histoires folles sur l'incroyable espion israélien, qui avait réussi à s'introduire dans les milieux du Baas les plus haut placés. Ces histoires étaient pleines d'épouvante et d'admiration devant les péripéties du « diable juif ». La presse de Damas jeta encore de l'huile sur le brasier en décrivant la formidable victoire des services de contre-espionnage qui avaient découvert « le plus important espion israélien jamais démasqué en pays arabe ». La presse de Beyrouth fit mieux encore. Le grand quotidien *El-Hayat* titrait une enquête sur l'affaire Eli Cohen : « Damas prenait des décisions le matin et Cohen les diffusait le soir », disant plus loin : « Les succès d'Eli Cohen étaient à proprement dire ahurissants. Jusqu'au jour de son arrestation cet espion rendit d'inappréciables services à la sécurité de son pays. »

Cependant on continuait à torturer Cohen dans sa prison militaire, près de Damas, et à lui poser, durant des heures, des questions sur sa vie, sur son passé, et sur ses supérieurs à Tel-Aviv. Les enquêteurs ne surent toujours pas si Cohen avait travaillé seul dans la capitale syrienne ou s'il avait eu des complices ; mais ils apprirent ce qu'aucun journal de Damas ou de Beyrouth n'osa imprimer : à savoir que la découverte de Cohen avait été due non pas au talent et à l'efficacité des services de contre-espionnage de Souweidani, mais au pur hasard.

En fait, comment Eli Cohen fut-il découvert ?

De l'avis de tous les spécialistes israéliens et étrangers, qui ont étudié le cas, il ressort nettement qu'il faut écarter une éventuelle trahison : Kamal Amin Taabes, alias Eli Cohen, n'avait pas eu de complices à Damas. Il s'était servi, nous l'avons vu, de toute une série de citoyens syriens, et

notamment de dignitaires du régime et d'officiers de l'état-major, qui devinrent peu à peu ses collaborateurs involontaires. Mais aucun parmi eux n'avait soupçonné Cohen d'être un espion au profit d'Israël, et encore moins auraient-ils pu deviner qu'il était lui-même citoyen de ce pays.

Il faut écarter également l'éventualité que Cohen lui-même ait divulgué son terrible secret à qui que ce fût. Taciturne de nature, fidèle à son service, dévoué à son pays, il n'avait laissé entendre le caractère de sa mission qu'à une seule personne au monde : sa femme Nadia. Mais même elle ne savait pas ce qu'il faisait exactement, ni où il se trouvait.

Il faut donc admettre que Cohen fut pris à la suite d'un hasard, conjugué avec une technique de détection parfaitement adaptée aux dernières découvertes dans ce domaine particulier.

Les faits connus et vérifiés sont les suivants :

Les émissions bi-journalières de Cohen n'étaient pas restées sans laisser de « trace », aussi fine soit-elle, dans l'atmosphère environnante de sa maison. Or, la maison de Cohen était placée face à l'état-major syrien ; de plus, il se trouvait dans son quartier un certain nombre d'ambassades et de consulats étrangers (parmi lesquelles figurait l'ambassade hindoue) qui toutes se servaient de postes émetteurs et récepteurs. Certains jours, les émissions de Cohen avaient donc, dans des conditions atmosphériques particulières, perturbé les émissions et réceptions radio de l'ambassade hindoue. Prévenus, les Syriens inspectèrent alors tout le quartier, sans s'attarder à la maison de Taabes alias Cohen, et sans découvrir quoi que ce soit d'anormal dans ce quartier. Mais les perturbations n'en cessèrent pas pour autant. Devant ce fait étrange, qui, de l'avis des spécialistes de l'état-major, dénotait pourtant clairement que « quelqu'un » se servait, dans ce quartier, d'un poste émetteur clandestin, le service de contre-espionnage s'adressa aux spécialistes soviétiques, qui depuis deux ans se trouvaient dans la capitale. Les techniciens russes conseillèrent à l'armée syrienne de faire l'acquisition, pour ses services de renseignement, d'une voiture de radiogoniométrie, d'origine soviétique, d'un type très poussé : un cerveau électronique installé à l'intérieur de la voiture et desservi par de puissantes antennes, est capable, en quelques minutes, de repérer des émissions et leur emplacement, dans un rayon de plusieurs centaines de mètres. Dès début janvier cette voiture entra en action dans les rues de Damas. Était-elle guidée et dirigée par des technitiens soviétiques ou syriens ? Cela, personne

ne le sait. Mais il est permis de croire que des spécialistes soviétiques suivaient l'affaire de près, puisque le niveau des techniciens du contre-espionnage syrien était insuffisant pour se servir de cet appareil compliqué, et rarement employé en pays arabe.

Afin d'obtenir de cette voiture de dépistage le maximum d'effet, il fallait qu'elle courût les rues de Damas pendant des moments de « black-out » électrique aussi complet que possible. En ce point précis intervient une erreur de la part d'Eli Cohen, trop sûr de soi-même sans doute pour prêter attention à un incident, qui – nous le savons après coup – présageait sa capture.

Deux jours avant son arrestation, Cohen indiqua à Tel-Aviv que le soir précédent il avait eu des difficultés, non pas à émettre son message (par la radio travaillant sur pile) mais à *capter* le message de Tel-Aviv *(par la radio alimentée à l'électricité)*, « à cause d'une panne d'électricité dans tout mon quartier ». Cohen, qui savait « tout » et avait toujours réponse à toutes les questions de ses chefs, ne s'était pas inquiété de cette panne d'électricité. Ce n'était pourtant pas une panne courante. Le service de contre-espionnage, explorant son quartier, avait ordonné un arrêt d'électricité pendant que la voiture-gonio faisait le tour des ambassades et de l'état-major.

Nous savons maintenant, ce qu'Eli n'a jamais su, que cette nuit-là le contre-espionnage avait mis une maison proche de celle de Cohen sens dessus dessous, soupçonnant un des locataires de posséder un poste clandestin.

Puis, rien ne se passa pendant deux jours. Souweidani et ses hommes avaient-ils eu l'intuition ou une indication quelconque concernant Taabes ? Rien ne le prouve. Mais jeudi matin, à nouveau, un black-out d'électricité paralysa le quartier d'Abbu-Roumana. Cette fois-ci Cohen ne s'aperçut de rien, se servant de sa pile électrique indépendante pour émettre son message à Tel-Aviv. Aucune ampoule, aucune lumière, n'était allumée dans sa chambre à 8 heures du matin. Il n'avait même pas eu le temps de s'apercevoir que sa radio réceptrice, faute de courant, ne marchait pas.

C'est à ce moment-là que Souweidani et les hommes du contre-espionnage, ayant enfin dépisté le poste clandestin qui dérangeait les émissions du quartier, firent irruption dans l'appartement de l'espion israélien.

21

« Il fut le meilleur »

Le *New York Times* et les journaux de Tel-Aviv furent les premiers à annoncer la capture d'Eli Cohen, dès que la nouvelle en fut donnée par Damas. Le grand quotidien américain, et la presse de Tel-Aviv ne consacrèrent à cette nouvelle qu'un entrefilet. À Tel-Aviv, ceux qui étaient au courant de la prise de Cohen, préféraient ne pas en faire état. Les autres, parce que trop habitués à entendre Radio-Damas annoncer en moyenne une fois par mois la capture d'un espion israélien, n'y prêtèrent aucune attention. Le *New York Times* annonça le 26 janvier 1965, environ une semaine après l'arrestation, la nouvelle suivante :

> « Espion israélien découvert en Syrie. Arrivé en Syrie d'Amérique du Sud, un espion se faisant appeler Kamal Amin Taabes, citoyen syrien, aurait été entraîné et envoyé en Syrie par les services secrets israéliens. On trouva chez lui un poste émetteur, des matières explosives, et des devises étrangères, y compris des dollars U.S. Avec lui d'autres personnes ont été arrêtées. Tous seront jugés par un tribunal militaire, et sont menacés de la peine de mort. »

Dès la publication de cette nouvelle, le Premier ministre Levi Eshkol réunit à Tel-Aviv les directeurs et rédacteurs en chef de la presse quotidienne locale. Il exposa devant eux l'attitude du gouvernement, et exprima l'espoir qu'avec l'aide de l'étranger, des pays amis et de personnalités internationales, il serait possible de sauver la tête de Cohen. « Les États civilisés n'ont plus l'habitude d'exécuter les espions. On procède généralement à un échange d'espions. Dans le pire cas, on punit les agents de renseignement de peines de prison. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour sauver Cohen », dit M. Eshkol, qui pria la presse de ne rien publier, afin de permettre aux autorités de procéder discrètement à toutes les mesures nécessaires pour le sauvetage. Les directeurs des journaux de Tel-Aviv, après avoir posé différentes questions sur Cohen et

son activité, promirent au Premier ministre de s'abstenir jusqu'à nouvel ordre de toute publication de caractère à nuire aux mesures en cours.

Une formidable machine politique et diplomatique se mit alors en marche, à travers le monde entier, pour sauver Cohen de la mort. Toutes les ambassades israéliennes à l'étranger furent mises en état d'alerte. Les diplomates, les envoyés spéciaux des Affaires étrangères et du ministère de la Défense, des personnalités privées, firent le tour d'amis influents, dans leurs pays respectifs, pour alerter l'opinion publique et atteindre, à travers elle, le gouvernement syrien. Lorsque, deux mois plus tard, le procès s'acheva et qu'on apprit que malgré tous les efforts la peine de mort avait été prononcée, tout cet appareil redoubla d'efforts. Ce fut en vain.

Citons, pour mémoire, une liste partielle des personnalités internationales, qui à un moment ou un autre de cette campagne, entre fin janvier et fin avril, et jusqu'à l'ultime date du 18 mai, rédigèrent et signèrent des pétitions ou publièrent des appels publics, sans parler des démarches directes faites par les unes et les autres, auprès des autorités de Damas : le pape Paul VI ; Giorgio La Pira, alors maire de Florence ; Antoine Pinay et Edgar Faure, tous deux anciens présidents du Conseil français ; la reine mère Elisabeth de Belgique ; l'ancien président du Conseil belge Camille Huymans qui proposa d'aller à Damas pour demander la clémence pour Cohen au président El-Hafez ; le Premier ministre canadien, M. Diefenbaker ; la Croix-Rouge internationale ; un nombre incroyable de parlementaires, de sénateurs, de journalistes et de personnalités de tout bord, aux États-Unis, en Scandinavie, en Amérique du Sud. Le cardinal Felcius, de Buenos-Aires, adressa de son lit d'hôpital une lettre au président El-Hafez : se sachant sur le point de mourir, il pria El-Hafez de considérer sa lettre comme une sorte de testament. Mais El-Hafez n'écouta ni la voix du cardinal mourant, ni celles venues du monde entier. Précisons encore que même un parlementaire communiste d'Israël, le docteur Moshé Snéh, leader du P.C. israélien, répondit à l'appel du gouvernement de Jérusalem, et s'en fut en tournée dans les pays de l'Est : certaines capitales communistes s'adressèrent à la suite de son appel à Damas, mais leurs voix également tombèrent sur des oreilles sourdes : Damas ne voulut rien entendre, car Damas avait décidé, bien avant le procès, que l'espion israélien, qui en savait trop sur le régime et ses leaders, devait mourir.

L’enquête policière sur Cohen, ses atroces tortures se poursuivirent durant tout un mois, de fin janvier jusqu’à fin février. Ce n’est que le 28 février qu’on apprit, par la radio de Damas, que ce jour-là avait débuté le procès de Cohen, jugé par un « tribunal militaire spécial », dont la composition, les prérogatives et les pouvoirs avaient été établis par un décret du Conseil de la présidence du 7 janvier 1965. Ce tribunal était présidé par le colonel Dalli, et parmi les cinq juges militaires figurait le colonel Salim ’Hatoum. Aucun avocat n’était admis aux séances de ce tribunal, aucun journaliste n’eut le droit de pénétrer dans la salle qui se trouvait dans un bâtiment annexe de l’état-major syrien. La radio et la télévision syriennes diffusèrent par la suite, mais seulement les premiers jours du procès, certaines séquences dans lesquelles apparurent Eli Cohen ou le cheikh Al-Ard, jugé en même temps que lui, ainsi que Maazi El-Din. Mais Damas refusa d’admettre la présence au procès de deux avocats français, le bâtonnier Paul Arrighi et l’avocat à la Cour Jacques Mercier, engagés par Nadia Cohen et le gouvernement d’Israël pour défendre Eli Cohen.

Le tribunal militaire spécial siégea donc à huis clos. Mais il ressort de témoignages, obtenus depuis lors, et des extraits du procès-verbal parus surtout dans la presse libanaise, que ce procès ne fut qu’une triste parodie.

« Je demande un avocat », avait demandé Cohen dès la première séance, après avoir décliné une fois de plus son identité « Eli Cohen, soldat de l’armée d’Israël ».

« Tu n’as pas besoin d’avocat. Toute la presse vendue de certains pays arabes te protège. Les ennemis de notre révolution sont tes meilleurs défenseurs », s’écria alors avec véhémence le président du tribunal, le colonel Dalli.

On demanda à Cohen les noms de ses complices. Il dit qu’il n’en avait jamais eu. On exigea de lui les noms de ses amis et connaissances à Damas. Il énonça une longue série de noms. Mais à aucun moment, il ne cita les noms de ses juges ’Hatoum et Dalli, qui comptaient pourtant parmi ses amis les plus intimes. Mieux encore : à une des séances du procès, qui dura, avec une interruption d’une semaine, du 28 février au 19 mars, le colonel Dalli demanda :

« Montre-moi dans cette salle le colonel ’Hatoum. »

Eli Cohen se retourna, regarda vers le fond de la salle où s'étaient réunis quelques officiers qui suivaient le procès en spectateurs, puis faisant volte-face, il dit à Dalli :

« Le colonel 'Hatoum ne se trouve pas dans cette salle. »

Cette scène fut une des séquences du procès que présenta la télévision syrienne, et que de nombreux spectateurs en Israël purent suivre sur leurs écrans. Nadia Cohen était parmi eux. Ce n'était certes pas un hasard si cette scène-là fut présentée publiquement : tout porte à croire qu'à un quelconque moment de l'enquête et de l'interrogatoire de Cohen par Dalli et 'Hatoum, un accord était intervenu, qui garantissait la vie à l'espion à condition qu'il taise les noms des deux comparses, devenus maintenant ses juges. S'il en était ainsi, seuls Dalli et 'Hatoum en tirèrent un profit temporaire. Leur heure aussi allait sonner, mais beaucoup plus tard.

Un autre jour Cohen eut à répondre à la question : avec quelles institutions gouvernementales de Damas aviez-vous des relations suivies ? Réponse de Cohen : « Le ministère de la Défense nationale, le ministère de l'Information, Radio-Damas, la Banque centrale, le ministère des Affaires municipales. »

Au bout de quelques jours de son procès, Cohen, jugé d'abord tout seul, se vit entouré dans son box de trente-six autres accusés, choisis parmi les cinq cents personnes arrêtées à la suite de sa capture. Parmi eux figuraient Maazi El-Din, le cheikh Ma'gd Al-Ard, et George Seif, ainsi que neuf femmes, dont une hôtesse de l'air syrienne, accusée d'avoir transporté illégalement des messages de Cohen destinés à ses supérieurs en Europe et en Israël.

À Maazi El-Din, le président du tribunal Dalli demanda : « Comment se fait-il que tu n'aies pas soupçonné d'espionnage cet homme, qui gaspillait tant d'argent et ne travaillait jamais ? »

Maazi El-Din : « Il faut croire que je ne suis pas très doué. »

À George Seif, Dalli posa la question suivante : « Est-il exact que tu possédais la clef de l'appartement de cet espion, pour diffuser de temps en temps des messages à Tel-Aviv à sa place ? »

George Seif : « C'est inexact. J'empruntais sa clef pour rencontrer des jeunes filles dans son appartement. Je n'étais pas le seul à le faire. » Dalli

ne réagit pas à cette accusation indirecte. Il savait mieux que personne à quoi et à qui servait la clef de l'appartement de Cohen.

À plusieurs reprises Cohen répéta sa demande de pouvoir prendre un avocat pour sa défense ; mais on lui répondit inévitablement par un refus. Une fois Dalli explosa, en s'adressant aux juges et s'exclama : « Comment ! Allons-nous donner un avocat à cet espion qui a réussi à indiquer avec précision aux Israéliens les positions de nos canons et de nos tanks tout le long de la frontière ? Qui d'autre, sinon lui, est responsable du tir précis des Israéliens contre nos positions ? »

Le colonel Dalli savait de quoi il parlait. En novembre 1964, alors que Cohen se trouvait pour la dernière fois en Israël, avait eu lieu un violent incident de frontière syro-israélien. L'armée d'Israël, bien renseignée, avait anéanti par un tir de canons et de mortiers non seulement certaines positions syriennes, mais encore les tracteurs et les bulldozers qui creusaient le canal de détournement des eaux du Jourdain : Cohen en avait fourni des plans extrêmement précis.

Durant toute la période qui va du jour de sa capture, vers le 20 janvier 1965, jusqu'à son exécution, le 18 mai, Cohen n'eut le droit que de voir une seule personne civile : un journaliste libanais, qui après la mort de Cohen lui attribua les lignes suivantes, parues fin mai 1965 dans la revue *Al Asboua-Al Arabi :*

« Je tiens à ce qu'on sache que je n'ai pas trahi Israël, et que je me suis livré en Syrie à une activité au profit des services de renseignement de mon pays, afin d'assurer l'avenir de mon peuple, de ma femme et de mes trois enfants. »

Nadia Cohen, qui dès le début du procès avait vu son mari à plusieurs reprises sur l'écran de télévision et avait entendu sa voix transmise du tribunal par Radio-Damas, se rendit le 5 mars 1965 à Paris, pour participer personnellement aux efforts prodigieux entrepris pour sauver Eli. Le 6 mars elle s'adressa à l'ambassadeur syrien à Paris, le docteur Sami Al-Joundi. Il refusa de la recevoir. À un avocat français qui lui avait apporté la demande écrite de Nadia, il dit :

« J’ai connu Eli Cohen. Je sais maintenant à quel point il était dangereux. Je ne peux rien pour lui. »

Le 7 mars *France-Soir* publia une brève interview de Nadia Cohen. Elle y déclare : « Je suis venue pour sauver mon mari et le père de mes enfants. » Tous les efforts de Nadia, tout ce qu’entreprirent, à travers le monde, des centaines d’hommes de bonne volonté, resta sans résultat.

Le même jour, le contre-espionnage israélien arrêta à Haïfa cinq jeunes Arabes qui espionnaient en Israël au profit de la Syrie. Israël publie immédiatement leurs noms, y ajoute les noms d’autres agents syriens emprisonnés depuis des années en Israël, et se déclare prêt à les échanger tous contre Cohen. Voici la liste nominative de tous ces espions, offerts par Israël à la Syrie, en plus des cinq jeunes, arrêtés au mois de mars 1965 :

– Omar Mahmoud Arifa, arrêté le 6-11-64, condamné à quinze ans de prison ;

– Hussein Salem Hussein Ali Nasser Mrueh, alias « Kas-lawi », et Said Chehadeh Kassem el Saadi, arrêtés tous deux le 24-10-64, condamnés à dix ans ;

– Mustapha Abdel Salem Chami ; Taha Abdel Rahman Abdel Bari Caddoura ; Abdallah Otman Abdel Bari Caddoura ; Mohammed Ahmed Abdel Rahman Yassine, tous arrêtés en avril 1964 ;

– Hussein Ali Obeid Jlitat, alias « Ramadan », arrêté en novembre 1964 ;

– Mahmoud Baki Hedjazi, condamné à sept ans ;

Damas ne donna aucune suite à cette proposition d’échange. La capitale syrienne, visiblement ne s’intéressait pas au sort de ses espions. Damas ne voulait qu’une chose : effacer le plus rapidement possible jusqu’au souvenir d’Eli Cohen.

Le procès prit fin le 19 mars. Le verdict intervint le 1er mai, mais ce n’est que le 8 mai que Damas publia cette sentence :

> « Étant donné que l’accusé Eliahou fils de Shaul Cohen, alias Kamal Amin Taabes, a pénétré dans la zone Elael, qui est considérée zone militaire fermée, et étant donné qu’il a pénétré dans cette zone dans le but de réunir des informations secrètes destinées à l’ennemi et de nature à porter atteinte à la sécurité nationale de la Syrie, nous le condamnons à mort par pendaison. »

La sentence portait la signature du colonel Sala'h Dalli, en sa qualité de président du tribunal militaire spécial. Maazi El-Din fut condamné à une peine de travaux forcés de cinq ans, le cheikh Al-Ard aux travaux forcés pour dix ans, et George Seif à cinq ans de prison, sans travaux forcés.

Plus d'un mois s'était écoulé depuis la fin du procès jusqu'à la proclamation de la sentence : il semble que les dirigeants syriens hésitaient à prendre une décision qui même à leurs yeux devait revêtir l'aspect d'un crime. C'est le président El-Hafez qui, plus que les autres dirigeants de Damas, avait des doutes. Était-il sensible à la lettre que lui avait expédiée de Paris le docteur Kuss, le chirurgien qui à la fin de l'année 1964 l'avait opéré à l'hôpital américain de Neuilly et lui avait sauvé la vie ? « Au nom de la vie, je vous demande de sauver la vie d'Eli Cohen », lui avait demandé le docteur Kuss dans sa lettre. Mais El-Hafez hésitait. Déjà sa position, en l'état actuel des choses à Damas, était plus que délicate. Craignait-il de se voir reprocher sa modération s'il avait « succombé » à la tentation de sauvegarder la vie de l'espion israélien ? Toutefois El-Hafez, poussé sans doute dans ce sens par l'extrémiste Souweidani, qui avait lui aussi servi d'informateur à Cohen, ne donna aucune suite à tous ces appels de clémence. C'est El-Hafez qui, finalement, contresignera la sentence, c'est-à-dire l'envoi d'Eli Cohen à la potence.

Sentence prise le 1er mai, mais annoncée le 8 seulement du même mois, les plus cruellement surpris de cette tournure de l'affaire, furent sans aucun doute les avocats français Arrighi et Mercier, qui s'étaient durant trois mois relayés à Damas, essayant de rencontrer Eli Cohen, mais sans aucun succès.

L'agence France-Presse annonça le 31 mars 1967 : « Le bâtonnier Arrighi et Me Jacques Mercier, avocats à la Cour, qui ont accepté d'assumer la défense de l'Israélien Eli Cohen, poursuivi à Damas pour espionnage, ont saisi de cette affaire la commission internationale des juristes qui siège à Genève. Selon eux, en effet, les droits de la défense ne sont pas assurés. Le procès Cohen se déroule depuis le 28 février devant un tribunal militaire spécial, composé d'un président et de cinq membres, sans avocat ni procureur. Mes Arrighi et Mercier qui ont précédemment adressé un télégramme à ce sujet au président de la République syrienne, M. Amin El-Hafez, demandent que le procès soit repris selon une procédure qui garantisse les droits de la défense. Les défenseurs français n'ont jamais pu voir Cohen ni assister aux débats du tribunal, mais ils ont reçu l'assurance

d’être reçus par le président de la République syrienne, avant que celui-ci ne prenne une décision. La Ligue des droits de l’homme est intervenue en faveur de Cohen dans le même esprit que M^es^ Arrighi et Mercier. »

Cette dépêche date du 31 mars. À cette date, le procès de Cohen était terminé depuis onze jours. La sentence aussi était pratiquement prise. Elle ne le fut en théorie que le 1^er^ mai, et on ne l’annonça que sept jours plus tard. Tout cela, les avocats de Cohen, non admis au procès, ne l’apprirent qu’au fur et à mesure, par la presse et la radio.

Ce 8 mai, un samedi soir, avant que ne fût connue en Europe et en Israël la sentence de mort, un homme noble, mais fatigué, rentre de Damas à Paris. Lui aussi avait essayé de sauver la vie de l’espion israélien. Le colonel L… officier français à la retraite, marié à une Syrienne, et connaissant bien Damas pour y avoir vécu de longues années, avait proposé de se rendre à Damas pour « racheter » la vie de Cohen. « Je connais le président El-Hafez personnellement », avait-il dit, et c’était exact. En hâte, on avait établi et ramené tard dans la nuit de Genève à Paris un chèque tiré sur une banque suisse, d’un montant de *deux cent cinquante mille dollars*. En plus de cette somme, on avait chargé le colonel de promettre à la Syrie des tracteurs, des bulldozers, des équipements médicaux et des ambulances. Mais le colonel L… ne réussit pas à obtenir l’audience espérée auprès de Hafez. Le président avait craint de le recevoir. Au lieu de lui dire « non », il avait préféré fermer sa porte devant un ami de longue date.

Le 8 mai au soir le colonel rentra donc à Paris. Une demi-heure plus tard « Europe N° 1 » annonça la sentence de mort contre Cohen, diffusée quelques minutes plus tôt par Radio-Damas.

L’ambassadeur d’Israël, M. Walter Eytan se trouvait à ce moment-là dans un appartement privé à Montparnasse. Dès qu’il apprit la nouvelle par radio, il se précipita à l’ambassade d’Israël, avenue de Wagram, pour faire un ultime effort. Mais samedi soir, il est difficile de trouver à Paris des ministres, des personnalités, des amis, après 10 heures du soir. Ce n’est que le lendemain matin que M. Eytan arrive à établir un contact avec Pierre Mendès-France, Edgar Faure, et enfin avec le Premier ministre George Pompidou.

Damas est inondée de télégrammes qui viennent du monde entier. Mais Damas est sourde. On fait encore des promesses vaines à M^e^ Arrighi et à M^e^ Mercier. Mais personne n’y croit vraiment. Pendant ce temps Eli Cohen

attend dans sa cellule à Damas, et ne sait même pas ce que ses amis, son pays, sa famille et tant d'étrangers, ont entrepris pour sauver sa vie. Quoi de plus terrible pour cet homme seul, sans aucun contact avec le monde extérieur, que de ne même pas savoir si les siens, sa femme, ses camarades, sont au courant de son destin ?

Arrive le 17 mai. Vers 22 heures c'est encore « Europe N° 1 » qui annonce la terrible nouvelle de Radio-Damas : Eli Cohen sera pendu au cours de cette nuit. Au même moment a lieu, quelque part à Paris, une importante réunion des avocats et de différents conseillers juridiques et politiques. Parmi eux se trouve le Premier secrétaire de l'ambassade d'Israël, M. Joseph Hadass. Il saute sur le téléphone, alerte qui il peut. Au bâtonnier Arrighi il dit : « Sauvez-le. Les Syriens vous ont trompé. » Le bâtonnier, qui espérait encore, dit d'une voix angoissée : « Que puis-je faire ? » Hadass lui propose : « Téléphonez au Vatican. » Arrighi s'exécute. Un cardinal, du cabinet du pape, promet de faire l'impossible. Pendant ce temps M^{e} Mercier essaie d'obtenir au bout du fil le Palais présidentiel à Damas. Il obtient le Palais à 8 heures du matin, le lendemain. C'est trop tard. Comme trop tardive est l'intervention du général de Gaulle, prévenu dans la nuit par M. Pompidou.

Car au milieu de cette nuit, du 17 au 18 mai 1965, Eli Cohen fut réveillé par le colonel Dalli dans sa cellule, fit la prière des mourants avec le rabbin de Damas, écrivit sa dernière lettre à sa femme Nadia, et fut pendu sur la place publique de la capitale.

Personne mieux que les avocats Mercier et Arrighi ne pourraient résumer ce que furent ces semaines d'efforts désespérés pour sauver Eli Cohen. Voici un document, daté du 24 mai 1965, qui fut adressé par ces avocats français, au président El-Hafez :

Paris, le 24 mai 1965.

Général Hafez
Président de la République Arabe-Syrienne
Palais Mohajérine
DAMAS (Syrie).

Monsieur le Président,

Eli Cohen a été exécuté avant-hier sans que nous ayons pu solliciter sa grâce.

Il avait été condamné sans que nous ayons pu le défendre.

Nous ne connaissons pas le dossier.

Nous n'avons jamais vu l'homme.

Nous ne savons même pas s'il est mort en sachant que sa famille et son pays tentaient de l'assister.

Pourtant, il nous avait été assuré que nous le verrions ; que nous le défendrions ; qu'enfin nous pourrions solliciter sa grâce.

Aucune de ces promesses n'a été tenue.

Cette situation extraordinaire nous amène à vous écrire cette ultime lettre, qu'avec l'autorisation de notre Ordre nous rendons en même temps publique, afin que ne demeure pas vaine notre ultime protestation.

Au mois de janvier 1965, nous nous sommes vu confier la défense d'Eli Cohen, arrêté en Syrie sous l'inculpation d'espionnage.

M^e^ Mercier s'est alors rendu à Damas, afin d'examiner avec les autorités comment pourrait être organisée la défense de l'inculpé.

Reçu le 1^er^ février 1965, par son Excellence Walid Taleb, ministre de la Présidence, en présence et avec l'assistance de M. Mamoun Atassi, secrétaire général, il lui fut, au nom de votre Gouvernement, déclaré ce qui suit :

– l'instruction de Police n'étant pas terminée, il n'était possible ni légalement ni aux termes des usages de communiquer avec l'intéressé.

– Par contre, dès que le dossier de l'affaire serait déféré au Parquet et au juge d'Instruction militaire, les conseils de l'inculpé seraient autorisés à lui rendre visite et assureraient sa défense suivant les usages.

– Sur demande de M^e^ Mercier, il lui était précisé que sous réserve de la décision de Monsieur le Bâtonnier de Damas, nous aurions, si nous le souhaitions, accès à la Barre.

– Dès que l'instruction de Police serait terminée, le Secrétariat de la Présidence de la République nous alerterait par télégramme.

– Le ministre de la Présidence acceptait, enfin, de transmettre à l'inculpé une lettre par laquelle il lui était indiqué que le Bâtonnier Arrighi et M^e^ Jacques Mercier avaient été constitués pour sa défense.

Dès son retour à Paris, et par lettre du 4 février 1965, nous prenions acte de ces promesses.

Cependant, le bruit s'étant répandu dans la Presse d'une venue prochaine du procès, Me Mercier se rendait à nouveau à Damas le 25 février.

Reçu par le secrétaire général de la Présidence, le samedi 27 février, il lui était déclaré qu'aucun changement n'était intervenu depuis les assurances données.

Quelle ne fut pas sa stupéfaction en apprenant incidemment le lendemain, dimanche 28 février, en fin de journée, que le procès d'Eli Cohen avait commencé à huis clos devant un tribunal militaire spécial, institué par décret du 7 janvier 1965 ; qu'enfin, dès l'ouverture des « débats », dont certaines séquences étaient projetées sur les écrans de la télévision syrienne, le président Sala'h Dalli avait fait connaître à l'inculpé, sollicitant l'assistance d'un avocat, qu'une telle satisfaction lui était refusée.

Il apparaissait ainsi qu'en dépit des promesses faites, Eli Cohen ignorait que nous étions constitués pour sa défense, puisqu'il n'en faisait aucune mention ; qu'ensuite, non seulement nous n'avions pas été prévenus à la fin de l'instruction de Police, mais encore – et alors que Me Mercier se trouvait à Damas dans ce but au su et au vu des autorités syriennes – il n'avait pu voir l'inculpé avant un procès entrepris sans le ministère d'un avocat.

Notre confrère demandait alors audience à Son Excellence Walid Taleb, ministre de la Présidence, qui, toujours en présence et avec l'assistance du secrétaire général M. Mamoun Atassi, le recevait le lundi 1er mars.

Il y exprimait les solennelles protestations qu'appelait l'oubli délibéré des promesses faites.

Cependant et sur la demande transmise, dès la veille au soir, à votre Excellence, d'avoir au moins un entretien avec l'inculpé, M. Walid Taleb faisait savoir à notre confrère que satisfaction lui était accordée et qu'il verrait Eli Cohen le jour même.

Le ministre de la Présidence ajoutait qu'il serait également envisagé de permettre à Me Mercier d'assister en qualité d'observateur à certaines audiences, et ce, avec l'assistance de M. Mamoun Atassi, comme interprète.

Eu égard au caractère très particulier d'une juridiction qui ignorait délibérément les droits de la défense, notre confrère réservait sa décision sur ce dernier point jusqu'après l'entretien avec l'inculpé.

De retour à son hôtel, où il attendait de connaître l'heure et le lieu de l'entretien promis avec Eli Cohen, Me Mercier recevait à 1 h 30 un appel téléphonique du secrétaire général de la Présidence, lequel lui déclarait que

par décision unanime, le tribunal militaire avait décidé que nul ne serait autorisé à voir Eli Cohen.

Cette décision était définitive. Elle ne pouvait être modifiée et par conséquent tout nouvel entretien était superflu.

Me Mercier, de retour à Paris, m'ayant informé de ces faits dont nul ne peut contester la véracité, nous écrivions le 3 mars 1965, à son Excellence Walid Taleb, ministre de la Présidence en adressant « au Gouvernement de la République arabe syrienne nos protestations renouvelées les plus solennelles contre des procédés d'administration et de justice qui constituent un défi au droit et à la morale ».

Nous demandions alors à notre confrère Jean Talandier de se rendre à son tour à Damas.

Ce dernier, reçu le 20 mars 1965, par Son Excellence Walid Taleb, lui rappelait qu'aux termes mêmes de l'article 7 du décret du 7 janvier 1965, le verdict devait être soumis à Votre Excellence en qualité de magistrat suprême de la République arabe syrienne, vous conférant le pouvoir de retenir la sentence, de remettre en cause la procédure et la décision même du tribunal.

Il sollicitait donc que les défenseurs d'Eli Cohen soient reçus par Votre Excellence avant le prononcé de la décision.

Toute garantie était à cet égard donnée à Me Talandier, auquel il était précisé que le procès ne se terminerait vraisemblablement pas avant une semaine.

Mais cette dernière information était contredite aussitôt après un communiqué annonçant que la dernière émission télévisée du procès avait pris fin le 19 mars au soir.

Me Talandier reprenait aussitôt contact avec M. Mamoun Atassi, secrétaire général de la Présidence, qui lui déclarait que ce communiqué était destiné à l'opinion publique pour lui faire connaître « que le spectacle télévisé était terminé », ce qui ne voulait pas dire nécessairement que la procédure même avait définitivement pris fin…

M. Mamoun Atassi lui confirmait à nouveau qu'aucune décision ne serait prise par Votre Excellence avant de nous avoir accordé audience.

C'est dans ces conditions que nous vous adressions le 23 mars un télégramme ainsi conçu :

« Me Talandier, notre représentant, nous informe que malgré déclarations à lui faites, procès subitement terminé – Verdict semblerait imminent. Stop

– Rappelons article 7, décret 7 janvier 1965 confiant au magistrat suprême République arabe syrienne pouvoir remettre en cause procédure et décision tribunal. – Stop. Au nom des principes garantis par Droits Homme et Constitution syrienne, en appelons à Votre Excellence afin reprise procès avec assistance avocats et garanties universelles reconnues. » « Signé : Bâtonnier Arrighi et Jacques Mercier Avocats à la Cour. »

À ce télégramme, comme aux divers autres lettres et télégrammes, qu'avant ou après cette date, nous vous avons adressés, soit à Votre Excellence, soit à d'autres autorités de la République arabe syrienne, nous n'avons jamais obtenu de réponse.

Me Mercier acceptait alors de se rendre à nouveau et ce, à trois reprises, à Damas.

Lors de son dernier voyage, M. Mamoun Atassi, secrétaire général de la Présidence, l'ayant reçu le 11 mai, lui confirmait téléphoniquement le 14 mai que nous aurions à tout le moins la possibilité de solliciter la grâce d'Eli Cohen.

À cet effet, une rencontre était envisagée les samedi 22 ou dimanche 23 mai.

Me Mercier, de retour à Paris, me faisait part de cette dernière promesse.

Nous la rappelions par un dernier télégramme le lundi 17 mai. Malgré le manquement aux précédentes promesses nous avons voulu croire encore à cette parole donnée. Dans tous les pays civilisés, jamais n'est exécutée une sentence de mort sans que le détenteur du droit de grâce n'écoute les avocats dans une ultime requête.

Ce même soir nous parvenait de Damas l'information selon laquelle Eli Cohen serait exécuté la nuit même.

En présence de tels faits, nous avons sollicité de M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour de Paris, l'autorisation exceptionnelle de lever la règle de silence que leur impose le respect de la justice.

Garder le silence sur les parodies de Damas n'équivaudrait, en effet, aujourd'hui qu'à consacrer la plus grande injustice, à tolérer le mépris de la parole donnée et la plus flagrante violation des droits les plus sacrés.

C'est donc publiquement que nous vous adressons ici la plus solennelle des protestations contre la violation des promesses faites, contre une procédure et un supplice poursuivis et effectués au défi de toute règle morale.

Ajoutons enfin qu'aucun homme dans aucun des pays civilisés du Monde et quels qu'aient pu être les crimes dont on l'accuse sans même laisser ses avocats en prendre connaissance, n'a sans doute abordé l'instant suprême de son exécution dans une telle solitude !

Si nos protestations, si nos demandes n'ont jamais rencontré le moindre écho auprès du gouvernement de Damas, nous espérons encore que par simple respect de la dignité humaine vous accéderez à la demande de Mme Nadia Cohen, de recueillir, avec son ultime message, la dépouille mortelle du supplicié.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Bâtonnier Paul Arrighi.
Jacques Mercier Avocat à la Cour.

Devant un journaliste israélien à Paris, M^e^ Mercier s'exprima plus crûment, lorsqu'il lui déclara, quelques jours après la mort d'Eli :

« Ils l'ont tué comme un chien. Ce fut un meurtre cruel, perpétré par des êtres qui n'ont aucune pitié. »

Quoi de plus cruel, en effet, que le refus des Syriens de remettre à la veuve d'Eli la dépouille mortelle de son corps ? Les Syriens craignaient-ils de redonner vie à cet extraordinaire agent israélien, qu'ils enterrèrent à la hâte, dans la chaleur de ce 18 mai, au cimetière juif de Damas ? La Croix-Rouge internationale exigea sa dépouille. La Syrie refusa. Elle refuse jusqu'à ce jour. En juillet 1967, Israël remit à la Syrie tous les prisonniers faits pendant « la guerre des six jours ». En échange Israël demanda la dépouille mortelle d'Eli Cohen. Une fois encore, la Syrie refusa… Il est permis de croire qu'une des clauses d'une paix éventuelle entre Israël et la Syrie sera le transfert de la dépouille d'Eli Cohen de Damas dans sa patrie.

Nadia apprit l'exécution de son mari par la radio. Avec une rage froide, elle brisa le poste. Puis, les dents serrées, elle cassa toutes les vitres de son appartement. Enfin, devant sa propre impuissance, elle s'effondra en larmes, et s'évanouit. Elle resta dans cet état, à moitié évanouie, durant trois jours et trois nuits.

Lorsque les camarades d'Eli Cohen se réunirent alors dans sa maison, le chef des services secrets d'Israël prononça les paroles suivantes :

« Dans notre métier, il se pose toujours, à un certain moment, la question de nos limites, en tant qu'individus. Eli, lui, refusa de se poser la question de ses limites. C'était un pur idéaliste. Il aspirait toujours à plus. Il allait toujours plus loin que les autres. Eli était le meilleur parmi nous tous. Il était le meilleur qu'on puisse imaginer.

« J'entends monter de nos rangs l'appel à la vengeance d'Eli, contre la cruauté et la barbarie des Syriens. Mais je crois que notre meilleure vengeance sera le fait que d'autres, beaucoup d'autres, suivront les traces d'Eli Cohen. »

Le chef des services secrets d'Israël avait dit juste. D'autres ont suivi les traces d'Eli Cohen. Le monde entier s'en aperçut lorsque les troupes d'Israël atteignirent en juin 1967 le haut plateau de Syrie, conquirent El-Hama et Kouneitra, que Cohen avait si bien connus. Les chars d'Israël ne se trouvaient plus qu'à 50 kilomètres de Damas. Eli Cohen, et ceux qui avaient suivi ses traces, étaient pour beaucoup dans la parfaite connaissance de ce plateau par l'armée d'Israël.

Et les autres, ceux qui avaient conduit Eli Cohen à la mort ?

Le président El-Hafez, renversé par des extrémistes baasistes le 23 février 1966, se trouve encore en prison, quelque part en Syrie.

Le colonel Dalli, ami puis juge impitoyable de Cohen, fut traduit devant un tribunal militaire spécial le 29 mars 1966, pour « haute trahison ». Lui aussi dépérit quelque part en Syrie dans une prison militaire.

Quant au colonel 'Hatoum, membre du tribunal qui jugea et condamna Cohen, il connut le sort le plus tragique de tous ceux qui portent la responsabilité de la mort de l'espion qui venait d'Israël : après avoir participé aux coups d'État du 8 mars 1963, puis du 23 février 1966, qui provoqua la chute de El-Hafez, il fut parmi les instigateurs d'un nouveau coup d'État, le 8 septembre 1966, qui échoua. 'Hatoum se réfugia alors en Jordanie. Mais revenu à Damas en juin 1967, à la faveur de la guerre avec Israël, il n'échappa pourtant pas à son sort : Salim 'Hatoum fut

immédiatement arrêté, condamné à mort, et passé par les armes au lendemain de sa condamnation, le 26 juin 1967.

Crédit iconographique : © Cédric Parisot ;
photo de couverture : Eli Cohen © GPO Israel

© Uri Dan & Yeshayahu Ben Porat (succession)
© 1967, Ferenczy Verlag A. G. Zürich,
et Librairie Arthème Fayard.
French edition published by agreement with Agence littéraire Rubinstein,
Paris and Arik Kneller Agency, Tel Aviv, Israël.

Dépôt légal : octobre 2020

ISBN : 978-2-213-7146-4-6

Table

Couverture

Page de titre

1. La dernière nuit

2. Jeunesse en Égypte

3. Sabotage au Caire

4. Difficile adaptation en Israël

5. Les services secrets d'Israël

6. L'apprenti espion

7. Une nouvelle identité

8. Destination Buenos-Aires

9. Intermède en Israël et départ définitif

10. En route pour Damas

11. « 88 »

12. Noukeib

13. L'énigme du soldat disparu

14. Nouvelles instructions

15. Orgie à Damas

16. Un nazi à Damas

17. « Hatoumgrad »

18. Deuxième rapport en Israël

19. Dernier voyage en Israël

20. La capture

21. « Il fut le meilleur »

Page de copyright

Notes

1. À l’exception de M. Eshkol, qui, à la veille du conflit de juin 1967, abandonna le porte-feuille de la défense au général Dayan.
2. On raconte, entre autres, l’anecdote suivante qui se rattache à la fameuse règle des services secrets d’Israël, déjà citée plus haut, et qui dit : « Ne vous servez jamais d’un rabbin comme espion… » A un moment précis de la chasse à l’enfant, il apparut qu’un certain rabbin de Londres pourrait fournir de précieux renseignements quant à l’enlèvement du petit Yossele. Isser Harel adressa alors une dépêche à ce rabbin, le priant de se rendre à Amsterdam pour pratiquer une *circoncision.*.. Le rabbin en question se rendit immédiatement à l’appel, mais arrivé à Amsterdam, on le séquestra dans une chambre d’hôtel et on lui posa les questions nécessaires. Le brave homme, pris de peur, raconta aux agents de Isser Harel tout ce qu’il savait. Puis, il les supplia : « Maintenant que je vous ai tout dit, laissez-moi pratiquer la circoncision pour laquelle vous m’avez fait venir. » Il fut étonné d’apprendre qu’aucune opération de ce genre ne l’attendait à Amsterdam et qu’il pouvait s’en retourner à Londres comme il était venu.
Il est inutile de préciser que les services israéliens ne cherchent pas par tous les moyens à opérer des enlèvements, comme il fut indispensable de le faire dans le cas d’Eichmann.
Lorsque Isser Harel eut appris de ses hommes que l’enfant Yossele se trouvait à Brooklyn, caché dans une communauté de Hassidim célèbres, il s’adressa immédiatement à l’ambassadeur d’Israël à Washington, M. A. Harman, et lui demanda d’obtenir du ministre de la Justice, Robert Kennedy, que le F.B.I. intervienne légalement pour libérer l’enfant. L’ambassadeur eut, au téléphone, un moment d’hésitation. Il appréhendait quelque complication d’ordre diplomatique.
Harel, fort de l’appui de Ben Gourion et de Mme Golda Meir, et ne s’entendant guère en formules diplomatiques, répliqua alors vertement à l’ambassadeur :
« Je ne vous demande pas votre avis. Je vous prie de vous adresser sans délai à M. Kennedy et de faire ce qu’on vous demande de faire. »

Ce qui fut fait. Robert Kennedy donna l’ordre au F.B.I. de libérer l’enfant de sa séquestration et d’en prendre soin jusqu’à son départ en Israël.

3. Isser Harel devait revenir, en 1965, comme conseiller pour les affaires de sécurité nationale auprès du Premier ministre Levi Eshkol mais démissionna de ce poste en 1966 à la suite d’un malentendu avec M. Eshkol.

Notes

1. Pour éviter de créer des malentendus ou d’incommoder certains habitants innocents de Jérusalem, les auteurs jugent bon de ne pas indiquer les noms des personnes que Cohen réussit à contacter durant son séjour dans cette ville.

Notes

1. Les auteurs préfèrent, par souci de discrétion envers une personne innocente quant au sort d'Eli Cohen, taire son nom.
2. À propos du même Salim 'Hatoum, il est intéressant de noter un détail, inconnu à l'époque d'Eli Cohen : le frère de 'Hatoum, 'Garis 'Hatoum, était citoyen de l'État d'Israël. Mieux encore : 'Garis 'Hatoum, d'origine druze comme son frère, le colonel, a quitté la religion islamique pour se convertir à la religion juive.
L'histoire de la famille 'Hatoum vaut d'être contée dans ses grandes lignes. C'est une famille druze riche et considérée, originaire de cette partie de la Syrie qui a donné naissance aux magnifiques tribus druzes, le « Jabel El-Druz », montagne qui se dresse sur la frontière commune à la Syrie, le Liban et Israël. Cette famille, d'inspiration traditionaliste et nationaliste, avait voué ses deux fils Salim et 'Garis à une carrière militaire. Mais 'Garis, le plus jeune, fut déçu, de son propre aveu, du dédain dont il était l'objet de la part de ses supérieurs islamiques. La minorité druze appartient à un culte ésotérique qui diffère sensiblement de la religion islamique, puisqu'il relève d'un autre prophète et d'une doctrine spécifique, tenue secrète par cette tribu. En octobre 1947, 'Garis, conquis par la lutte des Juifs de Palestine contre le mandat britannique, traversa la frontière et rejoignit les rangs de la « Hagana » juive. En 1948, pendant la Guerre d'Indépendance d'Israël, 'Garis 'Hatoum effectua même quelques missions d'espionnage, au profit d'Israël, à l'intérieur du territoire syrien. Plus tard il prit l'uniforme de l'armée israélienne, à la tête d'un détachement de soldats druzes qui, contrairement à la minorité arabe en Israël, se sont intégrés volontairement dans l'armée. En 1950 'Garis 'Hatoum se convertit à la religion juive devant le rabbinat de Tel-Aviv, et épousa une jeune juive, qui lui donna quatre enfants. Le ménage des 'Hatoum, en Israël, est tenu strictement « kosher ».
Depuis 1947, 'Garis n'a pas revu son frère Salim, devenu colonel de l'armée syrienne, et qui depuis mena une vie aventureuse, comme on le verra d'ailleurs dans la suite de ce récit. Les deux frères se ressemblent pourtant physiquement : couleur des yeux brune, stature athlétique, air

renfrogné et entêté. Garis, parlant un jour à Tel-Aviv de son frère Salim, dit beaucoup de bien de son étonnante carrière militaire et politique, et ajouta tristement : « Si jamais une guerre devait éclater entre la Syrie et Israël, j'espère que je ne me trouverais pas en face de mon frère. »
Tandis que 'Garis vivait donc paisiblement et en « bon juif » en Israël, l'espion Eli Cohen tenait l'essentiel de ses informations de son frère Salim, à Damas.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library